Michigan
PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
MAR 26 1934

41e Année. N° 5.

LA REVUE DE PARIS

1ER MARS 1934

		Pages.
néral **Brécard**	*Le Roi Albert. — En Belgique (1914).*	5
n **Giono**	*Le Chant du Monde.* — I	44
arles **Chesnelong** . .	*L'Avènement de la République*	87
n **Russell**	*Le Dieu perdu.*	115
is **Batiffol**	*Le Cardinal de Richelieu.* — I. . . .	137
de **Roussy de Sales**.	*L'An I de l'Ère nouvelle.*	159
is **Houllevigue** . . .	*Les Isotopes*	181
rcel **Lucain**	*Le Ministère d'Union nationale.* . . .	190
Albert-Petit	*L'Histoire*	201
nry **Bidou**	*Le Mouvement littéraire*	214
ert **Flament**	*Jours d'Émeute*	233

Jean Poirier : *Parmi les Livres.*

Copyright 1934 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement*** :

« Promenades dans Rome »

par HENRI DE RÉGNIER
de l'Académie française

Au Jour le Jour

par FERDINAND GOETEL

L'Hygiène infantile

par le PROFESSEUR R. DEBRÉ

Les Dernières Années de Pauline Borghèse

par G. LACOUR-GAYET

Stefan Zweig

par MAURICE MURET

Le Pouvoir exécutif et la Police

par PAUL ALLARD

MES MISSIONS EN BELGIQUE[1]

LE ROI DES BELGES

La mort du roi des Belges a rempli tous les cœurs français d'une profonde et douloureuse émotion. En perdant le roi Albert la France perd un de ses plus fidèles et de ses plus grands amis.

La Revue de Paris *s'associe à ce deuil. Elle publiait depuis le 1er février les souvenirs que j'ai rapportés de mes missions en Belgique; la nouvelle du fatal accident vient donner un caractère de tragique actualité à cette évocation du rôle tenu par le souverain au cours des premiers mois de la Guerre. Pour caractériser la personnalité du Roi je ne puis mieux faire que de me reporter à ces notes écrites au jour le jour; elles précisent son action et par cela même font apparaître la noblesse de son caractère et l'élévation de ses sentiments.*

Il ne m'appartient pas de mettre en valeur le rôle que le Roi a joué en Belgique depuis son avènement. Mais le jour où il a pris la décision de résister à la poussée des armées allemandes envahissant le territoire belge, il est devenu commandant d'armée : ce jour-là la confiance du général Joffre m'a appelé à établir une liaison avec l'armée belge et m'a permis d'approcher son chef.

Lors de mes premières missions, en août 1914, le Roi me reçut à Louvain où fonctionnait son Q. G. — ainsi que je l'ai exposé dans les numéros des 1er et 15 février dernier : plus tard en octobre, après la Marne, la mission dont je fus chargé fut de plus longue durée. Je rejoignis l'armée belge à Nieuport-Bains, le

1. Voir les livraisons de la *Revue de Paris* du 1er et du 15 février.

1er Mars 1934.

12 octobre, lorsqu'elle venait d'évacuer Anvers afin d'éviter la capitulation, et qu'elle battait en retraite pour occuper, conformément aux ordres du Roi, la ligne de l'Yser : elle était réduite à cinquante mille fusils par les combats incessants qu'elle avait livrés depuis deux mois.

A ce moment le Roi personnifia vraiment l'âme de la nation. Payant incessamment de sa personne il soutint tous les courages, maintint chefs et troupes sur les positions occupées, menaçant de la destitution les officiers qui abandonneraient un pouce de terrain, leur donnant toujours l'ordre de tenir. *Du 15 au 30 octobre l'armée belge et son Roi traversèrent la période la plus dramatique de leur histoire. Le 26 octobre en particulier, lorsque, arrivée à l'extrême limite de son effort, l'armée était sur le point d'abandonner la ligne de l'Yser, c'est le Roi qui donna l'ordre de* tenir encore : *ce jour-là la Belgique encore une fois fut sauvée.*

Après quatre années d'une terrible guerre, au cours de laquelle le Roi et la Reine déployèrent les plus hautes qualités de courage et d'abnégation, les souverains rentrèrent en Belgique, entourés de l'estime et de l'affection de tout leur peuple.

En France, quand le Roi nous faisait l'honneur de sa visite, il rencontrait dans tous les milieux politiques, littéraires, militaires, scientifiques, l'accueil que méritaient sa haute culture, son aménité, sa courtoisie, ses dons exceptionnels de chef et de citoyen. Nous étions fiers de le sentir à son aise chez nous, heureux de constater qu'il savait apprécier et comprendre le cœur de la France. Il a emporté dans le grand royaume de l'Au-delà un peu de notre âme qui s'était donnée à lui.

26 octobre. — Ni le canon, ni la pluie n'ont cessé un instant; aucun événement grave ne s'est passé au cours de la nuit. Dès le matin, la fusillade reprend à peu près sur tout le front. Les fantassins belges exténués par leurs nombreuses nuits de veille, transis par le froid et l'humidité pénétrants ont beaucoup de peine à manier leurs armes. A gauche les Allemands prononcent une forte attaque sur Nieuport et Saint-Georges. Le général Deville, dont quelques unités ont reculé jusqu'à l'Yser, a cependant un détachement qui tient encore Lombartzyde. A sa droite deux bataillons belges attaqués de

front et sur leur flanc gauche reculent, franchissent la voie ferrée et occupent les lisières de Ramscappel. Au centre autour de Pervyse et à droite autour de Dixmude la canonnade est plus violente encore qu'hier. Toute la ligne recule jusqu'à la voie ferrée : Dixmude est encore tenu par un amalgame de troupes où se coudoient des Belges, des marins français, des Sénégalais. C'est une vision d'horreur, que présente cette partie du champ de bataille où sans arrêt les projectiles éclatent et les maisons s'écroulent dans la fumée, la pluie, la poussière, l'odeur insupportable et le bruit infernal. Et cependant Dixmude tient toujours : tous s'unissent dans un même sentiment d'honneur et de patriotisme pour interdire aux Allemands la route de Dunkerque. Les Belges du général Jacques, devenu par la suite baron de Dixmude, les fusiliers-marins de l'amiral Ronarch dont le nom restera à jamais célèbre dans la marine et dans l'armée française, les bataillons sénégalais dont la gloire rejaillit sur toute l'infanterie coloniale, tous ont droit au même titre à notre reconnaissance et à notre admiration : les Allemands ne sont pas passés à Dixmude.

Cependant il me faut relater un incident qui, mieux exploité, aurait pu avoir des conséquences néfastes. Au cours de la nuit un bataillon allemand, grâce à l'obscurité, au fracas de l'artillerie, grâce aussi à l'insuffisance des postes de guet avait pu franchir les lignes et pénétrer dans la ville. Mais à peine le jour est-il venu, les hommes de ce bataillon répandus dans les rues sans ordre, sans cohésion, sont tués ou faits prisonniers. Ceci prouve combien était précaire le service de garde fait par des hommes épuisés.

Pendant toute la matinée le G. Q. G. belge, tenu au courant des moindres incidents de la lutte par ses agents de liaison, rappelle aux commandants de division qu'il faut absolument tenir la ligne du chemin de fer Nieuport-Dixmude et particulièrement les lisières et le pont de Dixmude. Jusqu'à dix heures tout va à peu près. Mais à partir de midi les affaires se gâtent : la pression des Allemands devient plus violente. Le G. Q. G. belge qui, depuis deux jours, envisage la nécessité d'une retraite prépare des instructions en conséquence; des ordres d'exécution sont déjà donnés aux arrières (services et

transports) qui doivent évacuer les abords du canal de Loo et se porter plus à l'ouest. Le général Grossetti à qui j'envoie un officier dans la matinée me fait dire que la situation n'est pas brillante mais « qu'il tient le coup ».

A quatorze heures le général Wielmans me fait demander : j'arrive aussitôt à l'hôtel de ville où je trouve le chef d'état-major et un grand nombre d'officiers de l'état-major, penchés autour de la grande table centrale sur les cartes où sont figurées les positions des deux adversaires. Tous discutent les événements, la conduite à tenir. Le général Wielmans très ému prend la parole : sa voix généralement basse a peine à se faire entendre. Il me montre que l'armée belge parvenue à l'extrême limite de ses forces est maintenant obligée de battre en retraite, qu'elle a fait tout ce que le devoir et l'honneur lui commandaient; mais que, maintenant, c'est fini. Elle est épuisée, elle n'a plus de forces, plus de munitions. La division Grossetti, si brillante qu'elle soit, ne peut à elle seule rétablir la situation : les Allemands redoublent sans cesse leurs attaques. Résister plus longtemps ne servirait à rien, les derniers lambeaux des régiments belges seraient bientôt faits prisonniers : il est donc préférable de prendre carrément le parti d'évacuer l'Yser et de se porter en arrière pour défendre une autre position que l'on aura le temps d'organiser. C'est donc la mort dans l'âme que l'état-major belge a pris sa décision : mais il estime qu'il est impossible d'envisager une autre solution. Les différentes lignes de retraite me sont précisées sur la carte; les ordres sont faits : les divisions belges se retireront par certains itinéraires : la 42e division et les fusiliers-marins par d'autres, etc... Les corps de transport ont déjà reçu l'ordre de se diriger sur Poperinghe.

J'écoute dans un silence de glace ce morne exposé et je puis dire aujourd'hui, après avoir traversé bien d'autres drames, que je ne crois pas avoir assisté à un spectacle plus poignant que celui des ces officiers qui depuis trois mois défendent avec acharnement le sol de leur patrie et qui après tant de luttes et tant d'efforts voient enfin que tout est perdu et que les derniers lambeaux de leur pays vont être foulés aux pieds par le vainqueur.

Après quelques instants de réflexion je prends la parole et

je demande au général Wielmans de vouloir bien observer que les troupes françaises, la 42e division, les fusiliers-marins, l'artillerie lourde, etc..., sont sous les ordres du général d'Urbal et du général Foch, qu'elles n'ont reçu aucun ordre de retraite et qu'elles ne quitteront leurs emplacements de combat que quand elles en auront reçu l'ordre. Si les troupes belges quittent le front, les troupes françaises resteront. J'oppose aux renseignements fournis par le G. Q. G. belge, certains renseignements qui m'ont été fournis par le général Grossetti. Je rappelle que le général Foch a toujours le projet, aussitôt qu'il en aura les moyens, de reprendre l'offensive et que si la ligne de l'Yser est abandonnée, il faudra livrer une autre bataille très dure pour la reprendre : donc il est préférable d'y rester. Et j'ajoute que, dans la reprise de l'offensive, l'armée belge sera certainement la première à se mettre à la tête du mouvement qui aura pour but de délivrer la Belgique.

Le général Wielmans, ainsi que plusieurs de ses officiers répliquent que l'offensive est une utopie; que les troupes sont beaucoup trop épuisées pour songer avant longtemps à se porter en avant. La discussion traîne en longueur et les commentaires qui l'accompagnent ne me laissent guère d'illusions.

A part moi je pense à la manœuvre de la Marne et à l'offensive qui a été prise le 6 septembre par des troupes qui, le 12e corps entre autres, étaient le 5 septembre dans un tel état d'épuisement qu'on a dû les transporter en chemin de fer pour leur permettre de faire une étape de vingt kilomètres.

Les minutes passent et pendant ce temps les renseignements continuent à affluer, toujours aussi désastreux partout : les troupes belges cèdent et quittent leurs emplacements de combat. Alors pendant une accalmie, timidement et à voix presque basse je demande au général Wielmans si le roi a été tenu au courant des événements, si les ordres que l'on a préparés et que l'on m'a montrés ont été soumis à Sa Majesté. D'après sa réponse je comprends que le chef d'état-major a désiré me voir avant d'aller soumettre au roi les projets préparés : je demande donc au général Wielmans de vouloir bien réfléchir encore avant de prendre la grande décision d'abandonner l'Yser; et je me retire après avoir prévenu le chef d'état-major que toutes les heures j'enverrai aux nouvelles un

de mes officiers afin d'être tenu au courant des événements.

Après les deux heures que je viens de passer au G. Q. G. je rentre chez moi rempli d'inquiétude. Ma première pensée est de savoir comment le général Grossetti envisage sa situation. De ce côté les renseignements sont encourageants : du côté de l'amiral également tout va à peu près. Il a pu relever la brigade Meiser au moyen des bataillons sénégalais; les troupes belges pourront donc souffler un peu.

A six heures du soir mon officier de liaison revient du G. Q. G. en me disant que les renseignements semblent montrer la situation sous un jour moins défavorable. A sept heures j'apprends que l'ordre de retraite ne sera pas envoyé : on me laisse entendre que le roi mis au courant a donné l'ordre de *tenir*. Ce jour-là Sa Majesté a encore une fois sauvé la Belgique.

Après le dîner, je vais au G. Q. G. comme je le faisais tous les soirs pour connaître les événements de la journée. On me signale que les Allemands eux aussi semblent très fatigués, que leurs attaques sont moins violentes et que dans ces conditions il est tout naturel de ne pas donner l'ordre d'évacuer l'Yser.

Pendant la soirée, le général Foch que j'ai tenu d'heure en heure au courant des événements me fait téléphoner que le 9e corps a attaqué d'abord sur Pœlcappel, puis en direction de Staden-Cortemark. Partout on s'est trouvé en face de sérieuses résistances et l'attaque n'a pas donné les résultats que l'on escomptait. Néanmoins cette attaque aura le grand avantage de décongestionner le front de l'armée belge.

En résumé la situation le 26 au soir est la suivante : à gauche, la ligne du chemin de fer Nieuport-Dixmude est tenue; au centre, les troupes françaises tiennent le canal; à leur droite les troupes britanniques ne peuvent avancer; elles aussi sont bloquées. Les renseignements nous ont fait connaître que la IVe armée allemande a engagé toutes ses réserves sans pouvoir obtenir de résultat décisif. La journée a été dure partout, mais sur tout le front, les alliés ont conservé leurs positions.

27 octobre. — Après la journée angoissante d'hier celle d'aujourd'hui est plus calme. Il se passe ce qui arrive tou-

jours en pareil cas : des deux côtés les troupes restent face à face; l'artillerie tire à intervalles plus réduits parce que les munitions deviennent rares; mais il n'y a pas d'attaques d'infanterie : les fantassins allemands, belges, français ont atteint un tel degré de fatigue qu'ils sont incapables de tout mouvement offensif.

A partir de ce jour, le projet de l'inondation commence à prendre corps. Déjà le général Foch a voulu faire ouvrir les écluses de Dunkerque mettant tout le camp retranché à l'abri d'une attaque brusquée : comme nous l'avons déjà vu, le G. Q. G. belge a protesté avec véhémence parce que cette inondation aurait pour conséquence de mettre sous l'eau les arrières de l'armée belge et le général Foch s'est vu dans l'obligation de rapporter les ordres primitivement donnés.

Par contre je me rends compte de l'intérêt que présenterait une inondation tendue entre l'Yser et la voie ferrée : on pourrait ainsi rendre inutilisable tout le terrain sur lequel sont installées les troupes allemandes. Le commandant Génie connaît fort bien un officier d'état-major belge, le commandant Nuyten[1] qui se présente à notre mission, et veut bien nous exposer son idée ainsi que les moyens de la réaliser. L'état-major belge est au courant de la question; à cet effet, il a convoqué un vieil éclusier de Nieuport qui se fait fort en ouvrant certaines vannes de Furnes de mettre sous l'eau tout le terrain entre l'Yser et la voie ferrée. C'est une grave décision à prendre, car l'inondation sera produite par la poussée de la marée entrant dans les canaux grâce à l'ouverture de l'écluse de Nieuport. Tout le terrain inondé par l'eau de mer sera donc — selon toute vraisemblance — rendu impropre à toute culture pendant longtemps.

L'état-major belge prend la décision et donne l'ordre aujourd'hui d'ouvrir les écluses, mais la première tentative qui doit aboutir dans la soirée échoue à peu près complètement. Elle sera reprise demain et aboutira vite à un résultat très efficace. Cette question de l'inondation passionne les soldats, les officiers, la population tout entière. Tous se rendent compte des grands effets qui peuvent en résulter;

1. Actuellement chef d'état-major général depuis le départ du général Gallet.

si devant le front de l'armée belge, qui ne présente aucun relief, nous avons en quelques jours une étendue d'eau impraticable aux troupes allemandes, nous aurons créé le plus bel obstacle qu'il nous soit possible d'établir en avant de notre ligne de feu. Aussi sommes-nous très anxieux, en attendant l'arrivée de l'eau qui ne commence à faire son apparition que le 28 dans la soirée. On aperçoit d'abord quelques flaques d'eau qui apparaissent à la surface du sol; puis le terrain devient spongieux, les fossés se remplissent; le 29, nous constatons que l'eau monte, et finalement ce n'est que le 31 que nous avons vraiment la sensation d'avoir en face de nous une nappe d'eau de plusieurs kilomètres.

Le paysage change d'aspect et de ce qui fut il y a quelques jours une verte prairie, nous ne verrons plus désormais qu'un lac complètement immobile à la surface duquel émergeront les arbres qui jalonnent les routes et quelques têtes de bétail enlisées qui n'ont pas eu le temps de rejoindre leur étable. Sur ce paysage obscurci par une brume qui ne cessera plus, règnera bientôt un silence de mort, d'autant plus impressionnant qu'il succèdera au tonnerre d'un bombardement ininterrompu pendant plusieurs jours et plusieurs nuits.

Quelques bonnes nouvelles viennent nous réconforter : c'est ainsi que nous apprenons l'arrivée prochaine d'un C. A. nouveau — le 32e — qui sera constitué par la 42e D. I. et par une division d'Afrique en cours de débarquement — la 38e division. Ce C. A. est commandé par le général Humbert, jeune et brillant officier général récemment arrivé du Maroc.

Immédiatement derrière le front belge j'ai eu l'occasion de rencontrer aujourd'hui le 6e hussards — cantonné à Avecappel — et son chef le colonel Guérou que je connais depuis plus de vingt-cinq ans.

La présence de ce régiment et l'arrivée d'autres troupes françaises nouvellement débarquées exercent une heureuse influence sur le moral des troupes belges qui voient ainsi peu à peu les renforts accourir à leur secours.

Enfin nous apprenons avec une vraie joie que S. M. le roi voulant reconnaître les services rendus par les fusiliers-marins a décerné la croix de grand officier de l'ordre de

Léopold à l'amiral Ronarch, de même le gouvernement français a décerné la croix de commandeur de la Légion d'honneur au général de brigade Meiser et des croix d'officier ou de chevalier à un certain nombre d'officiers belges. Cet échange de récompenses prouve surabondamment que l'heure de la grande crise est passée; en effet, et c'est là un fait d'expérience, tant que la situation est grave personne ne pense à autre chose qu'à résister à l'ennemi ou à le vaincre.

28-29 octobre. — Cependant nous ne sommes pas au bout de nos misères : l'inondation fait aujourd'hui quelques progrès et il semble maintenant que le centre de la bataille va se déplacer et se porter à notre droite. Dans la journée, le général d'Urbal m'envoie son chef d'état-major, le colonel Louis, pour inviter le général Grossetti à lui céder deux bataillons et deux groupes d'artillerie : c'est un gros sacrifice, auquel finit par consentir le commandant de la 42e division, d'autant plus que les Allemands, pendant la journée, déclanchent sur Pervyse un bombardement sérieux qui ne semble pas confirmer les renseignements fournis par la 8e armée d'après qui les forces allemandes se seraient retirées du front belge.

Le général Grossetti que je vois dans la soirée est très pessimiste. Est-ce par suite de la fatigue à laquelle il finit par céder ou à cause des renseignements qu'il a reçus personnellement, il voit la situation sous un jour très sombre et craint que si sa division est attaquée en forces, elle ne soit plus en état d'opposer une résistance sérieuse à l'ennemi.

Au cours de la journée en effet j'apprends que malgré l'inondation qui monte lentement et commence à devenir menaçante, les Allemands ont franchi l'Yser en forces et paraissent être décidés à attaquer.

Sur tout le front, le bombardement a toujours la même intensité : il est particulièrement violent pendant la nuit, au cours de laquelle défilent dans les rues de Furnes des centaines de camions remplis de troupes qui vont relever en première ligne deux divisions de l'armée belge. Le bruit des camions qui secouent et font trembler notre maison uni au bruit de la

canonnade incessante produit sur les nerfs tendus une impression de fatigue qui rend tout repos impossible.

Dans la soirée, je vois à Dunkerque M. de Broqueville; il m'annonce la visite prochaine du Président de la République, du ministre de la Guerre, du général Joffre à Dunkerque et à Furnes. Désireux de mettre le général en chef au courant de certaines questions concernant ma mission, avant son arrivée dans le nord, je me décide à partir pour Chantilly dès demain matin.

30-31 octobre. — Je préparais mon départ pour Chantilly quand au cours de la matinée plusieurs renseignements m'arrivent et me font connaître que les Allemands tentent un nouvel effort pour enfoncer la ligne de l'Yser. Sur tout le front ils déclenchent un bombardement formidable bientôt suivi de quelques attaques d'infanterie locales.

Une de ces attaques réussit à franchir la voie ferrée devant un bataillon belge et s'empare de Ramscappel. Le commandant de la 2e division d'armée d'une part, le général Grossetti d'autre part, montent aussitôt des contre-attaques pour reprendre le terrain perdu : le soir une partie de Ramscappel est reprise.

La situation est complètement rétablie le lendemain matin; l'ennemi a été contraint de se replier pendant la nuit devant les progrès de l'inondation.

Cet incident de Ramscappel qui aurait eu des conséquences désastreuses si les Allemands avaient pu se maintenir sur la voie ferrée nous laisse espérer que l'offensive allemande touche à son terme : l'inondation qui monte toujours nous mettra dans quelques jours complètement à l'abri des attaques d'infanterie.

Je pars donc pour Chantilly rassuré sur la situation.

J'arrive le lendemain 31 et je fais mon compte rendu à l'état-major, aux généraux Belin et Berthelot puis au général en chef. Je trouve le général Joffre très au courant de la situation dans le nord. Néanmoins il m'interroge longuement sur les opérations qui se sont déroulées sur le front de l'Yser et autour d'Ypres. Sa correspondance quotidienne avec le général Foch lui permet de se rendre compte très exactement

des événements; et possédant lui-même une connaissance approfondie du personnel dont il apprécie justement la valeur, il sait tirer des faits les conclusions indispensables. Pendant plusieurs années il a étudié le personnel avec un soin particulier, surtout celui des officiers d'état-major, car le choix des officiers généraux lui échappait souvent. Il les connaît tous néanmoins; il sait ce qu'il peut attendre de chacun d'eux.

Le général en chef m'annonce son départ le lendemain pour Amiens, où il doit rejoindre le président de la République qu'il accompagne dans le nord. Il me charge de l'organisation du voyage qui, à mon avis tombe assez mal, puisque le front belge est loin d'être tranquille.

Au cours de la journée nous apprenons à Romilly que les Allemands ont violemment attaqué le 1er corps d'armée britannique. Il est vraisemblable que ne pouvant plus porter leur effort contre l'armée belge mise à l'abri par l'inondation, ils ont transporté leurs forces contre l'armée anglaise que nous devons étayer. C'est ainsi que le 9e corps engagé sur Paschendale doit suspendre son mouvement offensif et que la 32e division du 16e corps doit s'engager vers Messines de façon à soutenir le 1er corps anglais.

Dans la nuit je regagne Furnes.

1er *novembre*. — Les renseignements qui me sont communiqués dès mon arrivée me confirment dans cette impression que nous sommes arrivés au bout de la bataille de l'Yser. Après leur échec à Ramscappel les troupes allemandes menacées d'enlisement devant le chemin de fer se sont repliées en hâte sur la rive droite de l'Yser. A Stuyvekenskerke, à Dixmude elles ont battu en retraite. Désormais les troupes franco-belges ne sont plus au contact qu'à la gauche devant Lombartzyde, à droite devant Dixmude. Plus à droite encore le front longe l'Yser pendant quelques kilomètres jusqu'à K-nocke, suit le canal d'Ypres jusqu'aux abords de Bixschote et décrit ensuite un vaste demi-cercle autour d'Ypres. C'est contre ce saillant — dénommé la « tête de pont d'Ypres » — que vont se porter les efforts des Allemands et qu'une nouvelle bataille s'engage, la bataille d'Ypres commencée d'ailleurs depuis quelques jours.

Après avoir subi dans la journée à Furnes un léger bombardement qui fait cependant une certaine impression sur la population, et qui démolit quelques maisons, je pars pour Dunkerque où doivent arriver le président de la République M. Poincaré, le ministre de la Guerre M. Millerand et le général Joffre. Dans la journée a lieu une conférence à laquelle assistent avec eux M. Ribot, ministre des Finances, M. Cambon, ambassadeur de France en Angleterre, M. de Broqueville, Lord Kitchener. Je règle le voyage du président qui demain doit venir à la Panne et à Furnes pour rencontrer le roi et la reine des Belges : j'essaie timidement de faire ressortir que le bombardement de la journée peut se reproduire demain, qu'une longue colonne d'automobiles attirera forcément l'attention des observatoires allemands, qu'il serait plus prudent de renoncer au voyage. Peine perdue. — Le président a annoncé sa venue. — Il n'y renoncera pas.

Le soir le président Poincaré me prie de dîner avec lui à la sous-préfecture de Dunkerque : assistent à ce dîner, à côté du président, M. Millerand et M. Ribot, ministres, — le général Joffre, — le général Duparge, chef de la maison militaire du président, — le général Bidon, gouverneur de Dunkerque, — le préfet du nord, — le colonel de La Panouse, attaché militaire en Angleterre, — le directeur de la sûreté, — les officiers du général Joffre, commandant de Galbert et commandant Muller. Dîner assez silencieux d'ailleurs : la durée de la guerre fait le sujet principal de la conversation. M. Ribot, ministre des Finances, affirme que la question financière jouera un rôle capital quant à la durée de la guerre, que nous n'aurons aucune peine au point de vue financier, à l'entretenir jusqu'en décembre, que les difficultés commenceraient en mars 1915, si la guerre devait se poursuivre jusque-là, et que de toutes façons, elle s'arrêtera forcément en juillet 1915 parce que les moyens manqueront de la financer plus longtemps. Le ministre ne prévoyait pas les bons de la Défense nationale — et la prolongation du conflit mondial jusqu'à la fin de 1918.

Je rentre à Furnes pour passer la nuit à la source des renseignements et m'assurer qu'aucun incident ne viendra demain troubler la visite que le président de la République doit rendre au roi des Belges.

2-3 novembre. — Journée consacrée à diverses cérémonies. Le 2, je quitte Furnes de très bonne heure pour Dunkerque où je vais chercher le président de la République qui doit rencontrer le roi Albert à Adinkerke. C'est la première entrevue qu'ont les deux chefs d'État depuis le début de la guerre : elle est, bien entendu, dépourvue de tout apparat; — mais la simplicité de cette rencontre dans un petit village du front au son lointain du canon qui tonne toujours, lui donne un caractère et une grandeur qu'elle n'aurait certainement pas eus dans une capitale. La physionomie du président Poincaré au cours de ses visites au front a été popularisée par l'image; et il me semble superflu aujourd'hui de décrire sa « tenue de guerre », jambières noires et casquette de chauffeur que connaissent tous les Français. J'avais la veille réglé avec minutie l'ordre, l'itinéraire et la composition du cortège : — mais une décision malencontreuse de l'état-major de Dunkerque vient au dernier moment bouleverser mes plans, si bien que nous sommes à Adinkerke avant le roi, — ce qui n'est pas protocolaire. Au bout de quelques instants le roi arrive simplement sans aucune suite comme il avait d'ailleurs coutume de faire sur son territoire : l'entrevue est pleine de cordialité. Le président remercie le roi au nom de la France des efforts qu'a faits la Belgique depuis trois mois, des résultats qu'elle a obtenus, des services inestimables qu'elle a rendus à la cause des alliés. M. Poincaré trouve pour traduire sa pensée des termes dont la noblesse rehausse l'expression : sa voix métallique qui sait percer le tumulte des assemblées parlementaires prend un accent de douceur qui trahit son émotion. Dans ce petit village de Belgique tous ceux qui assistent à cette scène en comprennent la gravité : d'autres paroles ont pu être échangées, des actes ont pu être signés au cours des conférences nombreuses qui ont réuni par la suite les chefs ou les ministres des puissances alliées. Aucun document ne vaudra jamais l'étreinte solennelle de ces deux hommes — le roi et le président tous deux rapprochés alors par une même pensée, — un même sentiment — l'amour de leur patrie et le désir de la sauver.

Après quelques instants de conversation, le roi et le président montent en voiture pour se rendre à la Panne où

la reine accueille le président avec sa grâce particulière : puis, talonné par l'heure, le cortège arrive à Furnes. Sur la place de l'Hôtel-de-Ville deux régiments de cavalerie, un belge et un français, sont réunis — que le roi et le président passent en revue; — une conférence rapide dans les salons de l'hôtel de ville permet au général Joffre et au général Vielmans d'exposer rapidement la situation de leurs troupes et je dois avouer que pendant ce court séjour du président à Furnes je suis hanté par la crainte de voir tout à coup le bombardement allemand se concentrer sur ce coin de terre où sont réunis les deux chefs d'état, les ministres, les commandants en chef des armées alliées. Heureusement aucun incident fâcheux ne se produit. A dix heures le président s'éloigne et je le conduis passer une inspection rapide des goumiers du lieutenant-colonel du Jonchay. Ces magnifiques guerriers paraissent un peu dépaysés dans cette région du nord sur laquelle règne une brume perpétuelle qui contraste étrangement avec la clarté éblouissante de leur pays natal. La guerre européenne ne leur convient guère : ils sont très braves — mais ils ne connaissent ni la manœuvre ni les finesses du combat d'infanterie. Aussi les emploie-t-on le plus souvent à tenter de petites opérations locales, des coups de mains qui rentrent plus spécialement dans leurs procédés de combat. Le président leur distribue quelques croix, quelques médailles militaires et prend la direction de Poperinghe pendant que je regagne Furnes où m'attend ma tâche quotidienne.

Le 3, ont lieu sur la place de Furnes deux cérémonies auxquelles assiste le roi. A huit heures, il vient passer en revue un bataillon du 8e tirailleurs qui a cantonné dans les faubourgs de la ville. C'est une belle troupe — composée presque uniquement de Tunisiens — mais qui est loin de valoir le fameux 16e bataillon de chasseurs que le roi a vu défiler devant lui le lendemain de son arrivée.

Dans la journée, il vient décorer de l'ordre de Léopold le 7e régiment d'infanterie belge, un de ceux qui ont le plus souffert depuis le début de la guerre. Sa Majesté profite de cette occasion pour remettre à un certain nombre d'officiers belges les croix de la Légion d'honneur que le général Joffre lui a laissées hier : ces récompenses font le meilleur

effet et après la cérémonie j'ai l'occasion de présenter au roi tous mes collaborateurs réunis, ce que je n'avais pu faire jusqu'ici, tant nous avions été absorbés par la situation tragique qui s'était révélée en face de nous. Le roi veut bien prononcer pour les officiers de la mission quelques paroles de chaude bienvenue.

A la fin de la journée le général Foch vient conférer dans mon bureau avec le général Bidon qui réunit actuellement sous son commandement les 87e et 89e divisions territoriales et qui par suite des relèves en cours va prendre le commandement de la partie du front laissée vacante par le départ de la 42e division. Le général Foch se rend ensuite au G. Q. G. et expose son plan d'opérations à l'état-major belge. Le général se propose de prendre l'offensive sur tout le front et particulièrement à droite sur le front franco-anglais. Il demande à l'armée belge de concourir à cette action en partant à gauche de Nieuport, sur Lombartzyde, au centre de Pervyse sur Tervaete.

A cette date du 3 novembre, la ligne de l'Yser protégée par l'inondation est solidement tenue entre Nieuport et Dixmude par l'armée belge, par quelques bataillons territoriaux de Dunkerque et par la 81e division territoriale (général Trumelet-Faber) qui aura terminé demain ses débarquements : le général Bidon qui va venir s'installer à Furnes commande les troupes françaises mêlées aux troupes belges sur le front de l'Yser. A droite de l'armée belge le front est tenu par les forces qui constituent la 8e armée française, reliée à l'armée britannique dans le saillant d'Ypres.

Dans les journées du 2 et du 3 la situation du 1er corps anglais est devenue si difficile que le général Foch doit le faire appuyer par la 32e division du 16e corps : en arrière les troupes continuent à affluer. C'est ainsi que débarquent successivement la 43e division puis la 39e division du 20e corps : notre situation sur tout le front continue à s'améliorer de jour en jour : nous recevons des renforts, mais de leur côté aussi les Allemands qui ont plus de facilités que nous puisqu'ils manœuvrent sur une ligne intérieure voient leurs forces croître tous les jours et par suite augmenter leurs possibilités d'attaque.

4-5-6 novembre. — La division belge du général Dossin[1] fait ce matin un effort pour se porter sur Lombartzyde qu'elle veut enlever : elle passe l'Yser à Nieuport et aux environs, se fait appuyer par toute l'artillerie disponible et attaque. Les Allemands surpris commencent par céder et ne réagissent pas, mais au cours de la journée ils font une contre-attaque et refoulent la division Dossin qui a été obligée de repasser l'Yser. D'après les renseignements que je reçois dans la soirée la tête de pont de Nieuport est toujours tenue, mais l'opération n'a rien rapporté, que des pertes.

L'arrivée du général Bidon à Furnes, celle du général Trumelet Faber commandant la 81e division territoriale dans la région de Coxyde amènent quelques conflits d'attribution avec les autorités belges locales. Le général Trumelet-Faber qui devait être blessé mortellement quelques semaines plus tard, sur ce même terrain, est un vieux soldat d'Afrique très brave que j'ai connu dans mon enfance. Il est actif, bouillant, s'exprime avec volubilité; sa bonne humeur s'accommode cependant des nécessités du moment. Ce sont toujours les questions de cantonnement qui créent des difficultés : les Belges sont installés chez eux et ont quelque peine à se resserrer : les troupes françaises qui arrivent ne conçoivent pas que les états-majors belge et français ne leur cèdent pas toutes les places dont elles ont besoin. Je m'emploie à apaiser ces conflits et j'y parviens aisément grâce à la bonne volonté de tous.

Nos ambulances de Furnes se sont remplies peu à peu et chaque jour nous apporte son contingent de tristesses. Hier nous avons perdu deux officiers français, le lieutenant Vautrin du 94e R. I. et le capitaine Lamothe du 3e bataillon de tirailleurs sénégalais. Aujourd'hui nous perdons encore un capitaine d'infanterie coloniale. Chaque fois nous faisons à ces braves des obsèques très simples auxquelles assistent tous mes officiers.

Sur le front, les affaires n'avancent guère. Les Belges mis maintenant à l'abri de toute surprise par l'inondation renforcent peu à peu leurs positions sur l'Yser et le chemin de fer. A leur droite le 32e corps organise le commandement des troupes placées sous ses ordres.

1. Le général Dossin a été fait baron Dossin de Saint-Georges.

Le général Humbert que je vois dans la journée est un chef jeune, énergique, que ses campagnes coloniales ont mis en évidence. Ses premières opérations à la tête de la division marocaine, particulièrement à Mondement l'ont fait remarquer dès son arrivée en France. Sorti toujours en tête de toutes les écoles, il est un des plus éminents représentants de l'armée coloniale. Placé rapidement à la tête du 32e corps puis de la IIIe armée, il a joué pendant toute la guerre un rôle de premier plan. Nommé aussitôt après la guerre gouverneur de Strasbourg, il a laissé en Alsace des regrets que sa fin prématurée n'a fait qu'accroître.

Après quelques affaires réglées avec l'état-major du 32e corps je passe au P. C. du 9e corps pour y rencontrer le général Dubois arrivé depuis quelques jours dans la région du nord. Nous nous connaissions depuis bien des années. Placé à la tête d'un excellent corps d'armée, il s'est révélé dès le début de la guerre bon manœuvrier et les souvenirs qu'il a laissés concernant les opérations du 9e corps attestent chez lui une grande précision dans l'esprit, une connaissance approfondie de la guerre moderne. Je ne pensais pas alors que, quelques mois plus tard, les conséquences d'un événement tragique m'amèneraient à le servir directement le jour où il fut élevé au commandement d'une armée[1].

Le général Dubois a toujours été un chef à la parole facile : aujourd'hui il ne me laisse ignorer aucune des opérations auxquelles a pris part le 9e corps, puis il m'expose la manœuvre en cours et les raisons qui s'opposent à la progression de son corps d'armée, les Belges arrêtés devant l'Yser, les Anglais qui ne peuvent plus avancer devant Messines. Je pensais encore à toutes ces causes de l'immobilité qui nous était imposée quand en rentrant à Furnes, je trouve une note de l'état-major belge qui m'expose qu'il lui est tout à fait impossible de se conformer au projet offensif prévu par le général Foch, et qu'il ne peut être question pour l'armée belge de faire autre chose que de défendre la ligne de l'Yser.

Je persuade au général Wielmans de venir à Cassel pour

1. Le général Dubois remplaça le général Maunoury au commandement de la 6e armée le jour où le général Maunoury, que j'accompagnais, fut gravement blessé en visitant les tranchées du plateau de Nouvron.

plaider sa cause auprès du général Foch : il veut bien y consentir et le lendemain nous partons ensemble pour conférer avec le commandant des armées du nord. Nous trouvons le général Foch admirablement confiant — d'une confiance qui malgré tout, en impose au chef d'état-major belge. Le général raisonne ainsi : « La grande victoire qui vient d'être remportée par les Russes sur le front oriental met nos alliés à cent cinquante kilomètres de l'Oder : il leur faudra quinze ou vingt jours pour y arriver. Il est certain que dans une huitaine de jours les Allemands seront dans la nécessité de dégarnir leur front; actuellement toutes leurs réserves sont dans le nord. C'est donc là qu'ils prendront des troupes pour résister à l'avance russe. D'ailleurs ils ont déjà commencé à transporter dans l'est quelques divisions de cavalerie. »

Pour donner satisfaction à la demande formulée par le général Wielmans et compte tenu des renseignements fournis concernant l'armée belge, le général Foch décide que : à gauche le général Bidon attaquera avec la 81e division territoriale sur Lombartzyde : au centre l'amiral tiendra fermement avec les fusiliers-marins la tête de pont de Dixmude. Entre les deux, l'armée belge s'efforcera d'atteindre par de petites attaques locales les rives de l'Yser, qui sont encore tenues par quelques unités d'infanterie allemande — en des points où l'on aperçoit encore quelques canons de 15 et de 77 embourbés. Au saillant d'Ypres on reprendra le mouvement offensif, avec les 32e, 9e et 16e corps. La bataille autour d'Ypres est acharnée toute la journée. Pendant la nuit le bombardement est intense. Furnes est bombardé à minuit, à trois heures du matin, ce qui n'est décidément pas très agréable, d'autant plus que nous ne disposons d'aucun abri.

7-8-9 novembre. — Les questions concernant les ravitaillements et la base belge m'obligent à partir pour Calais avec le chef de bataillon du génie Morel qui m'est arrivé depuis quelques jours et à qui j'ai confié le premier bureau. Cet excellent officier, spécialiste des questions d'arrière, passe sa journée avec l'intendant Laurent et le commandant Jobert, commissaire régulateur, de façon à améliorer les ravitaillements de l'armée belge. Les officiers de troupes ne ménagent

pas toujours leurs critiques aux officiers des états-majors, surtout à ceux qui sont confinés dans les fonctions de premier ou quatrième bureau : ils ne se doutent pas que sans eux toute opération est impossible. C'est pourquoi il m'est particulièrement agréable aujourd'hui de rendre hommage à ces officiers dont le rôle ingrat est aussi important que méconnu.

En rentrant à Furnes j'apprends que la 81e division territoriale a commencé ce matin son mouvement offensif de Nieuport sur Lombartzyde : elle ne progresse guère au cours de la journée et le soir les renseignements très difficiles à obtenir me font savoir que les résultats obtenus ne sont pas brillants; les territoriaux ont à peine dépassé les limites de la tête de pont; quelques isolés seuls ont pu atteindre les abords de Lombartzyde.

Le général Trumelet-Faber me fait dire par mon officier de liaison qu'il préfère aller lentement pour aller sûrement et que l'opération sera reprise le lendemain au jour. En effet le 8 dans la matinée l'attaque reprend; mais elle est bien vite enrayée et devant cet insuccès les généraux Bidon et Trumelet-Faber rentrent à Furnes dans l'après-midi. Ils venaient d'arriver quand une contre-attaque allemande se déclenche et rejette dans l'Yser la presque totalité des troupes qui le matin avaient franchi la rivière. En somme il se passe avec les territoriaux ce qui s'est passé avec la division Dossin il y a quelques jours.

Au milieu de la nuit on remet de l'ordre dans les unités, on opère quelques relèves et le lendemain de bonne heure, la 81e division territoriale reprend son attaque sur Lombartzyde. Grâce à un déploiement d'artillerie considérable, quelques unités atteignent les défenses allemandes et dans la soirée le général de Gyves qui commande une des brigades de la 81e division territoriale me fait dire que deux bataillons ont occupé Lombartzyde et s'y maintiennent. Je ne sais pourquoi cette nouvelle me laisse sceptique. Sur le reste du front il y a des alternatives de succès et de revers. L'armée belge et le 32e corps ne bougent pas. Autour d'Ypres la bataille est acharnée. On tient, mais à quel prix! Les régiments, les brigades, les divisions entrent dans la bataille et fondent

comme dans un creuset. Sur le front du 16e corps un trou se produit que le général d'Urbal fait aussitôt combler par l'entrée en ligne de la 11e division. Est-ce pour cette raison que le soir, nous apprenons que le général Grossetti vient d'être appelé au commandement de ce C. A.; il est remplacé à la 42e division par un de ses brigadiers, le général Deville.

10-11 novembre. — Les questions relatives aux ambulances prennent tous les jours à Furnes une importance plus grande. Ne pouvant les traiter moi-même parce que je suis débordé, je les confie au capitaine Fournier-Sarlovèze dont la compétence en cette matière est indiscutée. Sa qualité de membre du comité de la Croix Rouge l'accrédite auprès de tous ceux, de toutes celles qui veulent bien m'apporter leur concours. Aujourd'hui arrivent la princesse de Poix et M. de Sinçay venus pour organiser l'hôpital d'évacuation. Puis c'est M. de Valence, délégué de la S. S. B. M. qui nous ravitaille en matériel dont nous sommes à peu près dépourvus. Il nous promet son appui et celui de sa puissante société. Ces bonnes volontés me sont précieuses. Il faudrait que je fasse tout et je n'ai à peu près rien. A Furnes, les hôpitaux belges, anglais sont bien approvisionnés. Les nôtres sont les plus déshérités.

Pendant ce temps les blessés, les morts continuent à affluer : hier trois officiers des bataillons de tirailleurs sénégalais ont été tués, déchiquetés par un même obus. Aujourd'hui c'est le tour du capitaine de Louvencourt de la 81e division territoriale et d'un sous-officier d'artillerie. Nous les avons tous ensevelis dans notre petit cimetière.

Dans la nuit du 10 au 11 un événement grave se produit. Les Allemands font sur Dixmude une attaque en forces. Après un bombardement intense ils se lancent à l'assaut, s'emparent du village, et sont arrêtés au pont de l'Yser. Au milieu de la nuit il y a un désordre indescriptible et au jour on s'aperçoit que mille hommes environ ont disparu, appartenant aux sénégalais, aux marins, aux Belges. C'est un gros échec, surtout au point de vue moral. Dixmude a bien tenu pendant toute la bataille de l'Yser, alors que les Allemands l'attaquaient avec des forces supérieures et aujourd'hui ils l'enlèvent par un simple coup de main! L'amiral Ronarch explique cet

incident fâcheux par la fatigue des troupes qui n'ont plus depuis longtemps le sommeil suffisant, par l'insuffisance des relèves; il est certain qu'il est indispensable d'envoyer des renforts à l'amiral, mais où les prendre? Le général d'Urbal ne dispose pas d'une seule division : aujourd'hui la lutte a été terrible à Ypres et autour. A la 43e division il y a eu un recul sérieux. Partout on a dû céder du terrain : le général Grossetti nouvellement appelé au commandement du 16e corps est intervenu personnellement pour remettre de l'ordre dans les unités.

12 novembre. — Depuis bien des jours, je n'avais pu retourner à Romilly pour mettre verbalement le général Joffre au courant des événements qui se sont passés à l'armée belge. Les comptes rendus que je fournis chaque jour ne contiennent pas tout ce que je tiens à dire au général en chef. Il est nécessaire que je le voie assez fréquemment. L'affaire de Dixmude a ému le G. Q. G. : elle prouve une fois de plus que notre situation dans le nord n'est pas encore assise : nous sommes sur une corde raide et si les Allemands faisaient un effort très sérieux sur ce front ils pourraient peut-être atteindre nos bases de Calais-Boulogne, qui seront toujours leur objectif. En auront-ils la possibilité? Le général en chef estime qu'il faut avant tout être certain de « tenir » : il prescrit en conséquence que l'on devra relever du front les troupes fatiguées et surseoir à tout mouvement offensif jusqu'au jour où les grandes unités auront été reconstituées et reposées. Cela laisse supposer que le général Foch aura les moyens de s'opposer aux attaques allemandes sans engager toutes ses réserves : nous n'en sommes pas encore là.

Je profite de mon passage à Romilly pour soumettre à l'approbation du général en chef le protocole que vient de m'apporter un de mes officiers — le capitaine Laurens — et qui doit être signé entre le gouvernement français et le gouvernement belge, protocole destiné à fixer le chiffre des munitions qui doivent être livrées chaque jour à l'armée belge. C'est un sacrifice sérieux que nous devons consentir à nos amis, car nos usines sont encore loin de fabriquer tout ce qui nous est nécessaire; mais il est indispensable.

Les questions de ravitaillement sont désormais traitées à Chantilly par le général Ragueneau qui centralise entre ses mains — avec le titre d'aide-major général — les fonctions détenues jusque-là par le général de Ladebat directeur de l'arrière et par son chef d'état-major le général Linder.

En rentrant à Furnes je passe à Cassel afin de soumettre au général Foch les observations du général en chef. Les opérations dans le nord ont été particulièrement dures au cours des deux précédentes journées. Les Allemands ont fait un sérieux effort sur le saillant d'Ypres : la garde prussienne a donné; elle a été sur le point d'enfoncer notre 16e corps et les troupes britanniques qui lui étaient opposées. Les forces alliées ont *tenu* au prix de pertes considérables et de sacrifices sanglants. Ces événements ont certainement agi sur le moral du général Foch qui malgré sa confiance me paraît moins optimiste. En quelques phrases hachées, il retrace encore une fois devant moi le plan général des Allemands tel qu'il ressort de leurs opérations depuis trois mois :

« Au début de la guerre, l'armée allemande a tenté la manœuvre enveloppante de l'aile gauche française par son mouvement à travers la Belgique et la région du nord : sa manœuvre a échoué par suite de la retraite des armées françaises, de la reprise de leur mouvement offensif et de la victoire de la Marne.

« Les Allemands ont alors tenté une deuxième manœuvre en s'efforçant de déborder notre gauche au moyen de forces transportées à leur aile droite par leurs lignes intérieures. Aujourd'hui ils accumulent des forces en face d'Ypres pour essayer de crever le front anglo-français.

Une deuxième fois cette manœuvre a échoué parce que d'une part la résistance de l'armée belge sur l'Yser, d'autre part la résistance des troupes anglo-françaises à Ypres ont empêché les Allemands d'atteindre les bases de Calais et Boulogne.

« Aujourd'hui l'armée russe est à cent kilomètres de l'Oder. Dans quinze jours ses avant-gardes seront sur Posen. Pour résister à la poussée des Russes qui envahissent la Prusse orientale il est nécessaire que les Allemands prélèvent des forces sur leur front occidental. Cette éventualité se produira dans

huit ou dix jours. Il faut donc tenir jusque-là. C'est une question de vie ou de mort. Ce raisonnement se confond d'ailleurs avec les instructions données par le général Joffre. »

Une première fois déjà j'avais entendu le général Foch m'exposer sa théorie. Jamais elle ne m'avait paru aussi claire.

13-14 novembre. — Je règle avec le capitaine Fournier-Sarlovèze toutes les questions concernant les ambulances de Furnes. M. de Valence nous revient porteur d'un matériel considérable, don de la S. S. B. M. qui nous est bien utile. Nos ambulances vont enfin pouvoir s'équiper convenablement! Combien cette organisation est difficile! et pourtant nous rencontrons partout des concours, des bonnes volontés sans limites : mais il faut compter avec l'esprit étroit des uns, les susceptibilités des autres. Quand un service n'est pas entièrement hiérarchisé, la fantaisie s'exerce souvent au détriment de la bonne marche des affaires.

Après la visite de M. de Valence je reçois celle de M. Klobukowski, avant la guerre ministre de France à Bruxelles; il est accompagné du général de Lallemand que le gouvernement français a placé au Havre comme agent de liaison auprès des troupes belges de l'intérieur. Tous deux viennent aux nouvelles.

Sur l'Yser règne un calme absolu; les opérations semblent immobilisées. A droite des Belges, sur le saillant d'Ypres, le front s'est stabilisé depuis la formidable attaque de la garde prussienne. Comme toujours après un violent orage, un silence impressionnant s'étend sur toute la contrée. On perçoit à peine le bruit de quelques coups de canon. Nous avons d'ailleurs un grand besoin de repos. A la suite des ordres donnés par le général en chef, le général Foch reçoit de nombreux renforts : trente bataillons d'infanterie, dix bataillons de chasseurs, une division du 13e corps commandée par le général Halloin. — Aussitôt débarquées ces troupes relèvent sur le front les unités les plus fatiguées. L'artillerie seule reste en place afin de couvrir les opérations de la relève.

A la gauche, la 81e division territoriale se remet de son échec devant Lombartzyde. Le général Trumelet-Faber que je vois dans la journée me conte ses misères, l'organisation insuffi-

sante de sa division, l'insuffisance des cadres, officiers et sous-officiers. Hélas! Je connais ces doléances pour les avoir entendues maintes fois. Je sais que les divisions territoriales que nous avons connues pendant les premiers mois de la guerre n'étaient pas des instruments de combat d'une grande solidité : le commandement, les états-majors, les troupes laissaient souvent à désirer. Alors que l'infanterie de ces divisions composées d'hommes âgés aurait eu besoin pour l'appuyer d'une artillerie puissante, la division ne dispose organiquement que de canons de 90, matériel excellent d'ailleurs mais qui n'est pas à tir rapide.

C'est à ces causes d'infériorité — insuffisance de l'encadrement; insuffisance de l'artillerie — que le commandant de la division attribue la défaillance qui s'est produite à Nieuport il y a deux jours. Néanmoins le général Trumelet-Faber a une belle confiance, et il espère que peu à peu ses troupes se reprendront : désormais elles échapperont à l'influence de certains parlementaires qui ne cessent de leur répéter qu'elles sont destinées à la défense du territoire et que le commandement n'a pas le droit de les employer en Belgique. C'est là une théorie dont il faut éviter à tout prix la propagation.

Je rentre à Furnes en m'arrêtant pendant quelques instants à Nieuport. Cette petite ville à l'aspect gai et riant n'est plus aujourd'hui qu'un amas de décombres : un silence de mort règne dans les rues désertes; toutes ses villas fraîches et charmantes sont complètement ou en partie démolies; il semble cependant que les artilleurs allemands ont eu la pensée d'épargner la maison où les religieuses sont restées pour soigner leurs pauvres malades et quelques blessés. Je cause avec l'une d'entre elles tout en contemplant ce spectacle lamentable quand tout près de moi j'entends un bruit formidable : un coup de canon vient de partir et aussitôt les vitres de toute une rue volent en éclats : les tuiles de plusieurs maisons dégringolent dans un affreux fracas. C'est le prince de Teck dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, qui est venu mettre en batterie dans les rues de Nieuport un canon à longue portée, sa propriété personnelle, et qui fait du tir de destruction sur les ouvrages allemands de Lombartzyde; ce dont se passeraient bien les quelques habitants restés à Nieuport.

15 novembre. — Les opérations aussi bien sur le front belge que sur le front franco-anglais nous laissent quelque répit et l'armée d'Urbal profite de cette journée de calme relatif pour mettre un peu d'ordre dans les unités, pour regrouper les corps, bataillons et régiments enchevêtrés les uns dans les autres, pour séparer les troupes françaises des troupes anglaises mélangées, pour utiliser les renforts nouvellement arrivés à relever le 1er corps britannique parvenu à l'extrême limite de la fatigue et de l'usure.

A Furnes les questions sanitaires prennent tous les jours plus d'importance. Nous recevons aujourd'hui la visite de deux hautes personnalités médicales, les médecins inspecteurs généraux Chavasse et Viallard. Je les accompagne dans leur visite à travers nos hôpitaux. Je ne crois pas me tromper en affirmant qu'ils sont arrivés avec l'intention de tout critiquer et de tout bouleverser. Or au cours de leur visite nous arrivent deux camions de linge et d'effets qui nous sont envoyés par de fidèles amis personnels.

Les deux médecins se rendent compte de l'effort qui a été fait à Furnes et en nous quittant le médecin inspecteur général Chavasse généralement assez sobre de compliments veut bien me témoigner sa satisfaction.

Aujourd'hui c'est la fête du roi. Généralement à cette occasion le roi passe une revue où assiste à un « Te Deum » : mais cette année en raison des circonstances, le roi décide qu'aucune manifestation n'aura lieu. Je me borne à aller présenter à Sa Majesté les souhaits de la mission française et à apporter quelques fleurs à la reine. Le roi veut bien me recevoir et me remercier : nous causons pendant quelques instants de la situation générale, des opérations, de ce que l'on sait des Allemands en Belgique ou à l'intérieur de l'Allemagne. Le roi n'a plus l'expression de tristesse qui se reflétait sur son visage pendant les premiers mois de la guerre; il cause même avec vivacité. Jamais je crois, je n'ai senti aussi complètement la haute valeur morale de ce chef, aussi bien chef d'État que chef d'armée, aussi simple que digne et bien équilibré.

16-17 novembre. — La pluie n'a pas cessé depuis plusieurs jours. La campagne vers le nord est une vaste étendue d'eau qui

n'est limitée que par l'horizon. C'est au milieu de ce déluge qu'il faut assurer les relèves prescrites par le général d'Urbal. A Dixmude les marins sont relevés par la 89e division territoriale : l'opération n'est pas facile, les conflits sont constants entre l'amiral, le général Bouchez qui commande la division, l'état-major de Rousbrugge qui n'est pas conciliant. Heureusement j'ai envoyé sur place un de mes meilleurs officiers, le capitaine de Verges, qui rentre, le soir, après avoir donné aux fusiliers-marins le cantonnement d'Hoogstade, réparti le front entre Belges et Français, apaisé les conflits.

Entre temps un autre de mes officiers, l'enseigne de vaisseau Varnuzel, parvient avec de grandes difficultés et sous le feu intermittent des batteries allemandes à retirer de l'eau une pièce de 75 tombée au fond de la rivière au moment où elle franchissait le pont de Nieuport.

Mais dans la soirée les questions de cantonnement prennent entre le G. Q. G. belge, l'état-major de Rousbrugge, le 32e corps une mauvaise tournure. — Enfin au milieu de la nuit nous parvenons à nous entendre — Mais cela n'a pas été sans peine. Les troupes françaises retirées du front auront quelques cantonnements dans la zone belge et les Belges pourront disposer en France de quelques cantonnements de repos. Cette disposition est d'ailleurs contraire aux conventions passées entre les deux gouvernements. Mais il ne faut pas prendre à la lettre le texte des prescriptions dont l'étroitesse nuirait au bien-être des troupes. C'est pourquoi je demande que l'on passe outre.

18-19 novembre. — L'affaire des cantonnements entre Belges et Français est toujours aussi épineuse. Les ordres donnés par les uns et les autres sont inexécutables parce que ni les uns ni les autres n'ont voulu s'entendre au préalable. On s'efforce de se comprendre, on y parvient difficilement. Enfin l'entente paraît se faire, quand tout à coup au milieu de la journée tout se gâte : il faut reprendre les négociations. Nous n'en sortirons jamais.

Enfin j'espère que quand les relèves seront terminées le front anglo-franco-belge sera tenu ainsi qu'il suit :

A gauche, le long de la mer, la 81e division territoriale.

Entre Nieuport et Dixmude exclus, l'armée belge.

Depuis Dixmude inclus le long du canal : le 32e corps d'armée avec la 89e division territoriale, la 38e division, la 42e division, la brigade marocaine.

Sur le saillant d'Ypres : le 20e corps avec les 11e et 39e divisions, le 16e corps avec la 31e division, la 32e division, la 34e division, la brigade Castaing.

En réserve les marins, la 87e division territoriale, les deux corps de cavalerie. Corps Conneau, 1re, 3e, 8e D. C. Corps Mitry, 4e, 5e, 7e D. C.

Mais arriverons-nous jamais à réaliser cette situation très simple à laquelle il est cependant difficile d'aboutir à cause de l'enchevêtrement des troupes? Dans la soirée j'envoie le commandant Génie à Romilly porteur d'un protocole à présenter au G. Q. G. pour l'organisation de notre service de renseignements qui fonctionne à Folkestone avec les Anglais et les Belges.

20-21 novembre. — L'hiver a fait son apparition. Une tempête de neige a rafraîchi la température et depuis hier le sol est couvert d'un blanc manteau gelé. La circulation devient difficile et je ne puis m'empêcher de penser à la souffrance du troupier — le Belge ou le Français qui reste en faction pendant des heures, les pieds dans la glace à attendre un événement qui ne se produit pas. J'emploie ma journée à circuler sur le front de l'Yser avec le capitaine de Verges; entre Vulpen et Ramscappel nous nous arrêtons à une batterie de 120 L. aussi bien camouflée que possible, — mais à peine enterrée à cause de l'eau qui est tout près du sol. A Ramscappel nous visitons quelques postes de la ligne organisée par les Belges sur le chemin de fer Nieuport-Dixmude : ils sont là moins malheureux qu'ailleurs parce qu'ils ont pu creuser quelques abris dans les remblais de la voie : ils sont ainsi à l'abri des vues ou des intempéries, peuvent même faire du feu et réchauffer leur soupe. Les postes qui sont installés sur le canal au sud de Dixmude et dans le saillant d'Ypres sont infiniment plus malheureux : il faut les avoir vus sur place pour se rendre compte de leur misère et de leurs souffrances. Ce qui donne à cette contrée un aspect de désolation, c'est la

ruine absolue des villages; à Ramscappel, à Pervyse, plus une seule maison n'est restée debout : généralement construites avec des matériaux d'où la pierre est exclue elles se sont effondrées au premier souffle des projectiles explosifs. En passant à Pervyse, j'évoque le souvenir du général Grossetti que j'avais trouvé, lors d'une de mes visites, installé sur une chaise devant les premières maisons du village : il était sans doute abrité du soleil, mais pas précisément des projectiles de l'artillerie allemande éclatant sur les maisons qui l'environnaient sans d'ailleurs qu'il m'ait été donné une seule fois de le voir sourciller. Le major Thomson alors officier de liaison de l'armée britannique, devenu plus tard lord Thomson et décédé après la guerre comme ministre de l'Air dans la catastrophe du dirigeable qui s'est écrasé près de Beauvais, me dit un jour en me rappelant plaisamment l'attitude du commandant à jamais célèbre de la 42e division : « J'aime beaucoup le général Grossetti — mais je n'irai plus le voir à Pervyse — il me fait trop peur. »

Je reçois aujourd'hui une lettre de la comtesse de Caraman-Chimay, dame d'honneur de la reine Élisabeth qui me prie à déjeuner à la Panne. Je me rends aussitôt à l'invitation des souverains qui m'accueillent avec leur simplicité coutumière. Au début, je ne puis me départir d'une certaine réserve; — mais dans cette atmosphère intime d'où toute affectation est bannie je suis bien vite à mon aise. La reine me remercie de ce qu'ont fait mes officiers, ce dont je lui suis très reconnaissant : elle me parle avec beaucoup de tristesse et d'amertume des Allemands, des Bavarois surtout qui combattent en face des Belges; — elle n'oublie pas qu'elle est princesse de Bavière et elle voit dans cet envoi de troupes bavaroises sur le front des Flandres une manifestation du commandement allemand spécialement dirigée contre elle Après le déjeuner je rends une visite au général de Witte qui commande à Liffeinckeaerk-les-Bains la 1re division de cavalerie belge et je rentre à Furnes poursuivi par un froid glacial : les grandes étendues d'eau commencent à geler et nous pouvons avoir à craindre qu'elles ne protègent plus efficacement le front belge.

22-23 novembre. — Sur un coup de téléphone du commandant Génie que j'avais envoyé à Romilly et qui me précise qu'il a une communication à faire au général Foch de la part du général en chef, je pars pour Cassel. Le commandant des armées du nord a vu hier le roi des Belges et le G. Q. G. belge et leur a proposé d'incorporer un certain nombre de brigades belges dans les divisions françaises. A plusieurs reprises j'ai entendu parler de cette conception que nous avons vu renaître trois ans plus tard quand les Américains sont arrivés en France et que l'on a appelé alors « l'amalgame ». La connaissance que j'ai acquise de nos amis belges depuis que je vis auprès d'eux me laisse supposer que la proposition du général Foch ne sera pas admise. Les Belges — tout comme les Américains trois ans plus tard — tout comme nous le sommes nous-mêmes — sont attachés à leur commandement, — à leur drapeau. Combattre sous un chef qui ne serait pas un chef belge leur paraîtrait une sorte de désertion. D'ailleurs cette proposition ne devait pas être discutée, car, dès le début, le roi s'y montre complètement hostile.

Par contre le commandant Génie rapporte de Romilly un autre projet qui a été soumis au général Joffre et que ce dernier n'a pas écarté en principe : le projet consiste à constituer dans le nord une armée franco-belge dont le roi aurait le commandement : cette armée comprendrait les troupes belges et une force active française dont l'effectif serait à déterminer : l'état-major serait fourni par des officiers d'état-major belges et français.

Au premier abord, le général Foch ne paraît pas accueillir favorablement cette suggestion. Il en fait ressortir aussitôt tous les inconvénients qui sont d'ailleurs faciles à définir. Néanmoins le commandant Génie se rend à Dunkerque, afin d'exposer à M. de Broqueville le projet qui ne tarde pas à soulever des discussions passionnées. Chacun suivant sa tendance, ne veut y voir que des avantages ou des inconvénients inéluctables. Chacun songe aussi au rôle qu'il pourra remplir dans la combinaison. A part moi je pense que l'organisation envisagée serait sans doute heureuse puisqu'elle apporterait une solution facile à la question du commandement mais qu'elle placerait le général Foch vis-à-vis du roi dans une

situation délicate et que pour cette raison elle n'aboutira pas. C'est en effet ce qui se produit : mais en 1918 après une guerre qui a duré quatre ans et au cours de laquelle toutes les organisations possibles ont été tentées ce projet fut repris et c'est à la tête d'une armée franco-anglo-belge, avec un chef d'état-major français, le général Degoutte, que le roi Albert livrera les derniers combats, rentrera en Belgique et fera son entrée à Bruxelles. C'est dire que le projet élaboré en 1914 n'était pas sans valeur.

Le commandant Génie profite de sa présence à Dunkerque pour régler avec M. de Broqueville l'utilisation des Belges instruits transportés à Calais. Il est convenu que ceux qui sont équipés et armés seront immédiatement envoyés sur le front : les autres — ceux qui n'ont ni chaussures, ni vêtements — seront employés à la réparation des routes de l'intérieur. Nous faisons aussitôt une demande à l'arrière pour que ces hommes soient pourvus dans le plus bref délai de tout l'équipement qui leur manque.

24-25-26 novembre. — Hier la canonnade a redoublé d'intensité devant Nieuport : toutefois aucune attaque d'infanterie ne s'est produite. Un renseignement belge parvenu dans la nuit annonce un renforcement considérable des Allemands sur le front franco-belge et une attaque probable pour aujourd'hui sur l'Yser ou sur le saillant d'Ypres. Nous sommes anxieux toute la journée; mais l'attaque que nous craignons ne se produit pas. C'est en raison de cette crainte que les fusiliers-marins précédemment envoyés au repos à Dunkerque sont ramenés sur le front pour tenir le secteur de Loo. L'amiral Ronarch ne cache pas son mécontentement!

Je profite de l'accalmie qui règne sur tout le front pour voir quelques secteurs que je n'ai pas encore visités. A Loo je rencontre le général Gallet — mon ancien colonel du 27e dragons — que je retrouve commandant la 89e division territoriale. Il vient d'être affecté par ordre du G. Q. G. au commandement de la 88e division de la 10e armée. A Lampernise je visite le cantonnement du 23e bataillon de chasseurs commandé alors par mon camarade le commandant Fabry entré dans la vie politique après sa terrible blessure et

aujourd'hui président de la commission de l'armée de la Chambre. C'est une véritable joie de voir un bataillon aussi bien tenu. Il est un fait certain consacré par l'expérience, c'est qu'une troupe qui présente les signes extérieurs de la discipline est généralement bonne sous le feu.

Sur tout le front la situation est sans changement. La 81e division, l'armée belge, les 32e, 20e, 9e, 16e corps, tiennent toujours les tranchées de Dixmude au saillant d'Ypres où nous nous relions à l'armée britannique. Mes officiers de liaison insistent sur le calme absolu qui règne partout et qui permet aux troupes d'améliorer leurs organisations défensives : nous espérons ainsi réduire nos pertes qui sont toujours sensibles.

Je profite d'une matinée de liberté pour aller à Bailleul rendre les derniers devoirs au lieutenant Edgard Lejeune, officier de liaison auprès de l'armée britannique, qui a été tué hier. Les honneurs qui lui sont rendus par les troupes anglaises sont particulièrement impressionnants. Je pense à tous les siens qui ne sont pas là!

Du 27 novembre au 1er décembre. — Les renseignements laissent toujours supposer que les Allemands reçoivent des renforts et préparent une attaque sur Dixmude. Pour y parer le 32e corps organise en arrière de Dixmude un détachement placé sous les ordres du colonel Boichut, commandant l'artillerie de la 42e division, et comprenant quatre bataillons et une grosse masse d'artillerie belge et française; je ne sais pourquoi cette menace d'attaque allemande ne m'effraie pas : je n'y crois pas. En fait elle ne se produit pas.

Du côté des Russes les affaires marchent bien. Depuis deux jours le bruit d'un grand succès remporté par nos alliés était venu jusqu'à nous : aujourd'hui ce bruit est confirmé par l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg qui estime considérables les conséquences de cette grande victoire.

« La victoire russe étonnera le monde. » Puisse-t-il dire vrai!

Au point de vue des opérations nous sommes dans une ignorance complète des projets du commandement.

L'affaire du commandement est toujours en suspens. M. de Broqueville que je vois à Dunkerque pense qu'elle

n'aboutira jamais parce que le roi ne l'acceptera pas. Je suis obligé de lui signaler qu'un certain nombre de députés socialistes belges, à l'instar de leurs collègues français soumettent les troupes de Calais à des discours nettement révolutionnaires : il en résulte des ferments d'indiscipline qui peuvent se propager à l'avant et qu'il faut absolument arrêter immédiatement. M. de Broqueville n'a pas besoin d'être convaincu, il l'est déjà.

2-3 décembre. — J'étais en conférence le matin avec le colonel Morier chef d'état-major et l'intendant de la D. E. S. de Dunkerque pour l'organisation de la gare d'eau de Furnes, quand on vient me prévenir d'un incident très douloureux qui vient de se produire à Lampernise où j'ai vu il y a quelques jours le 23e bataillon de chasseurs.

Comme cela se passe toujours en Belgique, trois compagnies du bataillon étaient logées dans l'église. Les Allemands ont bombardé le village pendant la nuit et un projectile a éclaté sur le clocher : une partie de la toiture et une grosse colonne se sont effondrées entraînant une moitié de la charpente et ensevelissant sous les décombres les hommes des trois compagnies pendant leur sommeil.

Dans un tumulte effrayant, au milieu des cris des mourants et des blessés, par une obscurité profonde rendue plus terrible encore par l'épaisseur de la poussière et de la fumée les survivants essaient de se dégager. Enfin le trouble s'atténue peu à peu; — les secours s'organisent et on parvient à dégager une cinquantaine de morts et plus de cent vingt blessés — le tiers à peu près du bataillon. Je dirige sur Lampernise tout ce que je puis trouver de médecins, d'infirmiers. Je vais voir les blessés dès leur arrivée dans nos hôpitaux qui se remplissent et le lendemain je vais à Lampernise avec le capitaine de Verges.

Le spectacle était encore affreux à voir. Le commandant Fabry, le colonel Boichut encore sous le coup d'une terrible émotion, me donnent tous les renseignements nécessaires.

Une énorme fosse a été creusée devant l'église où sont ensevelis les malheureux qui ont été écrasés et tués net pendant leur sommeil. Il est certain que malgré l'habitude prise, il

faut réagir contre la coutume de choisir les églises comme lieu de cantonnement : les clochers sont vus de très loin dans cette région; l'artillerie a beaucoup de facilités à régler son tir grâce à eux et bien souvent c'est l'église qui est atteinte la première.

Ce douloureux accident n'a pas atteint le moral du 23e bataillon : en quittant Lampernise je traverse quelques cantonnements que je trouve aussi bien tenus et pleins d'entrain que lors de ma première visite il y a quelques jours. Heureuse insouciance de la jeunesse!

Nous rentrons à Furnes en passant par Ypres que nous traversons la nuit. A notre arrivée nous sommes arrêtés par quelques territoriaux et pendant que nous nous mettons en règle avec les postes de garde, quelques rafales d'artillerie lourde s'abattent sur la malheureuse cité déjà si cruellement atteinte.

L'éclair des projectiles projette une lumière d'un rouge vif sur les halles déjà bien endommagées; à l'éclair succède un craquement terrible, puis une obscurité complète suivie aussitôt des bruits habituels : murs qui s'écroulent, tuiles qui tombent des toits. C'est à la fois magnifique et sinistre. Nous passons entre deux rafales et nous nous éloignons dans la nuit noire, après avoir contemplé pendant quelques instants ce spectacle tragique. Nous songeons que la guerre anéantit en quelques heures des œuvres d'art comme les halles d'Ypres que la main des hommes a mis tant d'années à édifier.

En arrivant à Furnes je trouve le lieutenant-colonel Payot envoyé par le directeur de l'arrière pour me signifier que le protocole signé avec les Belges pour leur garantir un contingentement minimum de munitions ne peut être appliqué par suite d'une carence de nos usines. Comment nos amis belges accepteront-ils ce manquement inévitable à nos engagements?

4 décembre. — Au milieu de la nuit m'arrive une nouvelle à laquelle j'étais loin de m'attendre. Mon ami le colonel Weygand me téléphone de Cassel pour me prévenir que je vais être relevé de mon emploi actuel et nommé chef d'état-major d'une armée, vraisemblablement la 6e. Rien jusqu'ici ne m'a laissé envisager les motifs pour lesquels la décision qui me

concerne a été prise. Le commandement a-t-il été mécontent de mes services? Veut-il simplement m'employer ailleurs? Je ne le saurai jamais. Dans la matinée, je téléphone à Romilly. Le colonel Pont que je saisis au bout du fil n'a entendu parler de rien, et je constate une fois de plus que des cloisons existent entre les bureaux : celui des opérations ne sait rien de ce qu'a décidé celui du personnel.

Dans la matinée la nouvelle de mon prochain départ qui n'a été prévu par personne se répand partout. Mes officiers viennent les uns après les autres me témoigner leur sympathie dans des termes qui me touchent profondément; le général Wielmans, les officiers de l'état-major belge veulent bien à leur tour m'exprimer leur regret de me voir m'éloigner. Dans l'espoir d'obtenir quelques précisions au sujet de ma mutation je vais à Cassel : le général Foch qui avait été absent toute la journée me retient à dîner et en sortant de table m'apprend que le général Joffre a le projet d'apporter certaines modifications dans le haut commandement, particulièrement à la 6e armée. Les projets du général en chef ne sont pas encore définitivement arrêtés : ils consistent à nommer le général Maunoury gouverneur de Paris, fonction qu'il a remplie avant la guerre, d'appeler au commandement de la 6e armée peut-être le général Roques, peut-être le général Gallieni, s'il accepte. Le général en chef veut avoir sous la main un chef d'état-major tout prêt qu'il pourra donner au nouveau commandant de la 6e armée. Pendant que le général Foch parle, je me demande si je suis bien celui qui convient à cette nouvelle fonction, s'il ne vaudrait pas mieux me laisser à ma place où il me semble que je pourrais rendre encore quelques services. Tout ceci me paraît assez trouble.

Nous avons aujourd'hui à Furnes une grande cérémonie pour l'arrivée du roi d'Angleterre qui vient rendre visite au roi des Belges. S. M. George V accompagné du roi Albert arrive sur la place de l'Hôtel-de-Ville à midi : il est suivi du prince de Galles, d'un nombreux état-major et de deux princes hindous magnifiques dans leur tenue à la fois simple et splendide. Le roi porte la tenue des officiers généraux de l'armée britannique, — casquette plate à visière brodée d'or,

manteau, vareuse, culotte de drap mastic, bottes de cuir jaune verni — impeccables : son attitude est froide, distante même; mais son regard respire la bienveillance et la bonté. Le prince de Galles est rose, blond, presque un enfant : il est charmant. Le cortège passe devant le front de deux bataillons belges rangés sur la place et qui défilent ensuite dans un ordre parfait. Le roi Albert veut bien me présenter au roi d'Angleterre avec tous les officiers de la mission française à qui Sa Majesté adresse quelques mots pleins de cordialité. Cette cérémonie ne nous fait pas oublier les opérations qui aujourd'hui prennent un tour favorable : le 32e corps a enlevé un point d'appui célèbre — « la maison du passeur » — que les communiqués ont signalé à l'attention publique : le 20e corps a progressé d'environ cinq cents mètres. C'est presque un succès. Voilà où nous en sommes!

Le lendemain je suis reçu par le roi Albert en audience de départ. Le roi veut bien me remercier de l'aide que j'ai pu apporter à la Belgique en établissant une liaison constante entre le commandement belge et le commandement français; il rappelle les journées tragiques que nous avons vécues ensemble, les difficultés qui se sont présentées et les efforts qu'ont faits les officiers de la mission française pour les aplanir. Il conserve le souvenir des services que nous avons rendus à la cause des Alliés et pour me donner une preuve de sa satisfaction m'annonce qu'il me donne la croix de commandeur de l'ordre de Léopold.

A son tour le général Wielmans me reçoit à sa table avec tous les officiers de l'état-major belge : le déjeuner est à la fois cordial, simple et frugal; mais ce témoignage d'estime me touche profondément car je n'ignore pas que, au cours de ma mission, j'ai pu à plusieurs reprises froisser les sentiments profonds de certains officiers qui ne se sont peut-être pas rendu compte des efforts que j'avais dû faire pour concilier les intérêts de la France et ceux de la Belgique. Aujourd'hui que tout danger immédiat semble conjuré, chacun oublie vite les heures tragiques du mois d'octobre. Puissions-nous ne jamais plus les connaître!

Enfin dans la journée je vais à Dunkerque faire mes adieux à M. de Broqueville, aux généraux Plantey et Bidon, à l'état-

major de Dunkerque. Chez M. de Broqueville se pose à nouveau la question du protocole relatif aux munitions. Le ministre belge se rend compte des difficultés que rencontre le gouvernement français pour appliquer entièrement les conditions auxquelles nous avions souscrit il y a quelques semaines : il est l'interprète du roi pour exprimer au général Joffre la confiance que la Belgique a mise en lui et qu'il me demande de transmettre au général en chef; il est certain que la France fera pour son alliée tout ce qui sera en son pouvoir.

Je rentre à Furnes pour dîner et j'ai la grande joie d'apprendre que la croix de la Légion d'honneur a été conférée par le général Joffre au lieutenant de vaisseau Varnuzel pour l'affaire de la pièce de canon retirée de l'Yser sous le feu de l'artillerie ennemie. Je profite de cette soirée au milieu de mes officiers pour remettre moi-même cette croix si méritée.

Le lendemain 6 décembre, la reine me fait demander : Sa Majesté désire me recevoir à la Panne avant mon départ. Son accueil est vraiment touchant : ce ne sont pas de vaines paroles que m'adresse la reine. Mais je sens dans son attitude, dans son regard, dans ses gestes le désir de me témoigner son estime et sa sympathie. Je lui en exprime ma profonde et respectueuse gratitude.

D'autres ont peut-être mieux pu, mieux su leur témoigner leur dévouement et leur respect. Personne ne s'est senti plus que moi près d'eux au cours des heures douloureuses qu'a traversées la Belgique et pendant lesquelles il m'a été donné de connaître et d'apprécier la grandeur de leur âme et l'élévation de leurs sentiments.

Toute ma journée se passe à transmettre mes consignes au commandant Génie qui me remplace. Le général Joffre ne pouvait faire un meilleur choix pour ma succession. Le commandant Génie connaît les Belges depuis longtemps : il est très apprécié dans les milieux les plus divers; il réussira, j'en suis fermement convaincu. Après une dernière visite à l'état-major belge, je consacre ma soirée aux officiers de la mission, qui m'ont témoigné le désir de me recevoir à dîner et de me faire leurs adieux, avec un certain cérémonial.

Le lendemain de bonne heure je quitte Furnes à huit heures avec Sarlovèze qui m'accompagne à Chantilly : tous mes

officiers sont là. Sans prononcer une parole, car je ne puis parler, je serre leurs mains qui se tendent vers moi; beaucoup ont les yeux pleins de larmes; et je m'éloigne de ce coin de terre où j'ai connu les heures les plus émouvantes qu'il m'ait peut-être été donné de vivre jusqu'ici.

Je me blottis au fond de ma voiture, brisé, car depuis plusieurs jours je traîne une angine compliquée de fièvre qui m'a littéralement anéanti. Je ferme les yeux et alors repasse devant moi comme dans un rêve le tableau des événements qui se sont déroulés depuis que je suis en Belgique; mon arrivée à Nieuport, la retraite de l'armée belge, son arrêt sur l'Yser, la bataille, l'inondation, l'arrêt et le recul des Allemands. Quand on s'élève au-dessus des faits et quand on les considère dans leur ensemble, sur le vaste échiquier stratégique où évoluaient les armées des belligérants, on demeure frappé de la haute influence morale qu'a exercée sur le monde l'action de la Belgique. Elle pouvait — en raison de sa neutralité — rester en dehors du conflit et tout en protestant contre cette violation du droit international refuser de s'engager dans une lutte dont il lui était difficile de prévoir l'issue. Au lieu de cela, elle a pris les armes, a mobilisé ses forces et a défendu jusqu'au bout l'intégrité de son territoire. Ce jour-là elle a donné au monde un grand exemple d'honneur et de patriotisme.

Après que l'armée belge se fut repliée sur Anvers et que les Allemands eurent mis le siège devant la place, les Belges comprirent que, s'ils persistaient à se maintenir dans le camp retranché, ils risquaient de s'y laisser enfermer et de n'avoir pas d'autre issue pour en sortir que la capitulation avec armes et bagages. Ils entreprirent alors cette retraite fameuse qui devait leur permettre de rejoindre les armées de la coalition. L'occasion se présenta alors pour eux ou bien de demander asile à la France et d'aller se mettre à l'abri derrière les fortifications de Dunkerque; — ou bien de s'arrêter en rase campagne sur le dernier lambeau du territoire national pour affirmer leur volonté de le défendre jusqu'à la limite de leurs forces et constituer à côté de l'armée franco-britannique un front continu destiné à empêcher les Allemands de poursuivre leur marche le long de la côte. C'est à la

deuxième solution qu'ils se rallièrent : elle était la plus risquée, mais aussi la plus glorieuse.

Une fois la décision prise de s'arrêter sur l'Yser, ils acceptèrent la bataille et mirent tout en œuvre pour contenir puis pour refouler l'ennemi. Avec le concours de nos fusiliers-marins, puis de la 42e division ils tinrent tête à la ruée allemande et inscrivirent en lettres d'or sur le front de l'Yser ces mots que leur résistance a rendus à jamais célèbres : « On ne passe pas. » Puis n'hésitant pas à noyer une des parties les plus fertiles de leur pays, ils provoquèrent l'inondation qui écarta d'eux définitivement le flot de l'envahisseur. Alors les Allemands se détournèrent pour attaquer ailleurs : l'honneur de la Belgique était sauvé.

Si le peuple de Belgique — petit par le nombre — mais grand par la valeur a pu résister à tant d'épreuves et soutenir son effort jusqu'à la victoire finale, c'est qu'il était animé par une force que ni la science des chefs, ni le courage des soldats ne vaudront jamais : la force morale incarnée dans celui qui en était la vivante expression, S. M. le roi Albert.

C'est le roi qui était derrière son gouvernement le 2 août 1914 quand, à la note allemande exigeant le passage à travers le territoire belge, le gouvernement répondit qu'il « repousserait par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte portée par l'Allemagne au droit de la Belgique ».

C'est le roi qui agit comme chef d'armées — le jour où il donna l'ordre à ses troupes de s'opposer par la force au passage des Allemands; c'est lui qui une fois ses troupes débordées par des forces supérieures ordonna la retraite sur Anvers, considérée jusqu'ici comme le noyau de la résistance de la Belgique.

C'est toujours le roi qui pour ne pas voir son armée enfermée dans la place lui donna l'ordre de passer sur la rive gauche de l'Escaut et de battre en retraite d'abord sur Ostende, puis sur Nieuport, de façon à rejoindre les armées alliées.

C'est encore le roi qui résista à la suggestion de gagner les abords de Dunkerque pour mettre l'armée belge à couvert derrière les fortifications de la place : c'est lui surtout et c'est lui seul qui lui donna l'ordre de s'arrêter derrière l'Yser et d'y organiser la résistance : les conseils qui lui furent donnés par

le commandement français et qui indiquaient d'ailleurs une étroite communauté de doctrine lui parvinrent plus tard et lorsque la décision était déjà prise.

Sur l'Yser il fut vraiment pendant tout le cours de la bataille l'âme de la résistance; secouant les uns, encourageant les autres, les animant tous de la flamme intérieure et sacrée qui brûlait en lui, il obtint de ses soldats comme de ses officiers un effort dont l'histoire impartiale gardera l'éternel souvenir. Le 26 octobre quand son état-major et ses troupes parvenus à l'extrême limite de leur effort furent sur le point d'abandonner la ligne de l'Yser et de battre en retraite, c'est lui qui prit, contre tous, la décision de maintenir son armée sur ses positions. En acceptant cette lourde responsabilité il ne savait pas, ce jour-là, si l'ordre qu'il allait signer sauverait son pays ou lui ferait perdre son trône. Il l'a prise simplement, comme il faisait toute chose, parce qu'il a pensé que le devoir était là.

Ce qui a caractérisé l'action personnelle du roi au cours de cette lutte héroïque, ce fut la *volonté*, unie à un sentiment profond de son devoir. Gardien fidèle des destinées de son peuple, il eut toujours la force et la volonté d'adapter ses décisions à ce qu'il estimait être conforme à l'honneur de la Belgique. Le peuple belge ne l'a pas oublié.

GÉNÉRAL BRÉCARD

LE CHANT DU MONDE

PREMIÈRE PARTIE

LE BESSON AUX CHEVEUX ROUGES

I

La nuit. Le fleuve roulait à coups d'épaules à travers la forêt. Antonio s'avança jusqu'à la pointe de l'île. D'un côté l'eau profonde, souple comme du poil de chat; de l'autre côté les hennissements du gué. Antonio toucha le chêne. Il écouta dans sa main les tremblements de l'arbre. C'était un vieux chêne plus gros qu'un homme de la montagne, mais il était à la belle pointe de l'île des Geais, juste dans la venue du courant, et déjà la moitié de ses racines sortait de l'eau.

— Ça va? — demanda Antonio.

L'arbre ne s'arrêtait pas de trembler.

— Non, — dit Antonio, — ça n'a pas l'air d'aller.

Il flatta doucement l'arbre avec sa longue main.

Loin, là-bas, dans les combes des collines, les oiseaux ne pouvaient pas dormir. Ils venaient écouter le fleuve. Ils le passaient en silence, comme de la neige qui glisse. Dès qu'ils avaient senti l'odeur étrangère des mousses de l'autre côté, ils revenaient en claquant éperdument des ailes. Ils s'abattaient dans les frênes tous ensemble, comme un filet qu'on jette à l'eau. Cet automne dès son début sentait la vieille mousse.

De l'autre côté du fleuve on appela :

— Antonio!

Antonio écouta.

— C'est toi, Matelot?

— Oui, je veux te voir.

— Le gué a changé de place, — cria Antonio.

— Je viens à cheval, — dit le Matelot.

Et on l'entendit pousser à l'eau un gros tronc d'arbre.

« Il doit arriver à peu près aux osiers, pensa Antonio, avec ce nouveau détour du gué le courant doit se balancer par là.

— Oh! — cria Matelot.

Il était déjà arrivé.

— Ça porte dur, — dit-il, — et ça flotte sans toucher. Méfie-toi, ça s'engraisse bien depuis deux jours.

— Oui, — dit Antonio, — ça travaille surtout par le dessous. Écoute.

Il mit sa main sur le bras de l'homme. Ils restèrent tous les deux immobiles.

Du fond de l'eau monta comme une galopade de troupeau.

— Le gué voyage, — dit Antonio. — Viens te chauffer.

— Écoute, — dit Matelot, — c'est pressé. Tu as regardé l'eau aujourd'hui?

— Oui, et tout hier.

— Du côté du grand courant?

— Oui.

— Tu as vu passer nos arbres?

— Non.

— Sûr?

— Sûr.

— Tu peux dire avec moi, Antonio. Je suis vieux, mais j'attends tout. Ne dis pas non si c'est oui.

— C'est non.

— Des troncs de sapins. La marque, c'est la croix. J'ai toujours donné l'ordre qu'on les marque des quatre côtés. Même si ça roule on doit voir. C'est toujours non?

— C'est toujours non, — dit Antonio.

Ils restèrent un moment sans parler.

— Tu as du tabac sec? — dit le Matelot.

— Oui, — dit Antonio.

Il se fouilla.

— Ma main est là, — dit-il.

— Où?

— Devant toi.

Matelot prit le tabac.

— Qu'est-ce que c'est cette histoire? — dit Antonio.

— J'ai plus de nouvelles de mon besson aux cheveux rouges, — dit Matelot.

— Depuis quand?

— Jamais.

— Il est parti quand?

— A la lune de juillet.

— Il en avait pour combien?

— Deux mois en comptant large.

— Deux mois pour toi, — dit Antonio.

— Deux mois pour lui aussi, — dit Matelot. — Je le connais. Je fais pas fond sur lui seulement parce que c'est mon fils, je sais comment il travaille. Il devait couper cinquante sapins.

— Où?

— Au pays Rebeillard, cinq jours de l'autre côté des gorges. Il devait faire le radeau et descendre avec. C'est pour ça.

— Sauf... — dit Antonio, — mais il resta sans tout dire et il demanda :

— Tu as fait ta pipe? Donne le tabac.

— Ma main est là, — dit Matelot.

— Attends, on va allumer ensemble.

— C'est toujours non, — dit le Matelot.

— C'est plus que non. J'ai refait ma digue, dit Antonio et, depuis plus de vingt jours je regarde l'eau. C'est plus que non. Si les arbres étaient passés, j'aurais vu.

— Ils ont pu passer de nuit.

— Pas tous, — dit Antonio. — De nuit, le courant porte sur l'île. Il en serait resté au moins un.

— Qu'est-ce que tu penses?

— Je pense à Junie.

— C'est elle qui m'a fait descendre vers toi, — dit Matelot. Si tu es prêt, on allume.

— Allume.

Matelot se mit à battre le briquet. Il souffla sur l'amadou. Il avait, au fond de sa barbe blanche, une bouche épaisse aux grosses lèvres, un peu luisantes, bien gonflées de sang.

Il alluma sa pipe. Il donna l'amadou à Antonio. Antonio souffla. Il était maigre de menton, et tout sec, avec à peine des lèvres.

— Je pense à Junie, — dit Antonio.

— C'est d'elle qu'est venue l'inquiétude, — dit Matelot. — Moi, le temps me passait. Un matin elle m'a touché le genou.

« Et l'enfant? elle a dit.

» — L'enfant, j'ai dit, quoi?

» — Il devrait être ici. Le temps a passé », elle a dit. Elle s'est levée, elle a ouvert la porte, c'était le petit jour.

— Qu'est-ce que tu crois? — dit Antonio.

— Je cherche pas à croire, — dit Matelot, — ce que je sais, c'est qu'il a coupé les arbres, fait le radeau et qu'il a dû le flotter.

— Alors?

— Peut-être noyé, je pensais.

Le gué galopait toujours sur place et on entendait ses grosses pattes blanches qui pataugeaient entre les rochers.

— Je suis venu, — dit Matelot, — pour te chercher, toi, Antonio. Viens avec moi au campement. Il faut que tu me rendes le service. Il faut aussi que ma femme te voie. C'est notre besson, Antonio. S'il est noyé, il faut que je le trouve. Il faut que nous le portions à sa mère là-haut et puis qu'on l'enterre au sec dans la forêt.

— Allons-y, — dit Antonio.

De l'autre côté du fleuve, la forêt s'ouvrait toute en silence. On n'entendait plus le fleuve. Le bruit restait là-bas dans les feuillages des bouleaux comme le grésillement léger de la pluie.

Ils marchaient sur des mousses épaisses et sur un humus gras qui craquait un peu sous le pied. Ça sentait le bois et l'eau. Des fois, une odeur de sève épaisse et sucrée passait et Antonio la sentait à sa droite, puis à sa gauche, comme si l'odeur avait fait le tour de sa tête, lentement. Alors, il touchait tout de suite devant lui le tronc d'un frêne avec ses

blessures. Il y avait aussi une odeur de feuille verte et des élancées d'un parfum aigu qui partaient en éclairs de quelque coin des feuillages. Ça avait l'air d'une odeur de fleur et ça scintillait comme une étoile semble s'éteindre puis lance un long rayon.

— Qu'est-ce que ça sent? — dit Antonio.

— C'est un saule qui s'est trompé, — dit Matelot. — Il sent comme au printemps.

En arrivant à la chênaie, Matelot s'arrêta pour chercher du pied le creux de la sente.

Antonio entendit le bruit de la forêt. Ils avaient dépassé le quartier du silence et d'ici on entendait la nuit vivante de la forêt. Ça venait et ça touchait l'oreille comme un doigt froid. C'était un long souffle sourd, un bruit de gorge, un bruit profond, un long chant monotone dans une bouche ouverte. Ça tenait la largeur de toutes les collines couvertes d'arbres. C'était dans le ciel et sur la terre comme la pluie, ça venait de tous les côtés à la fois et lentement ça se balançait comme une lourde vague en ronflant dans le corridor des vallons. Au fond du bruit, de petits crépitements de feuilles couraient avec des pieds de rats. Ça partait, ça fusait d'un côté, puis ça glissait dans les escaliers des branches et on entendait rebondir un petit bruit claquant et doux comme une goutte d'eau à travers un arbre. Des gémissements partaient de terre et montaient lourdement dans la sève des troncs jusqu'à l'écartement des grosses branches.

Antonio pensait au besson. Ce nez rempli de boue, ces oreilles remplies de boue!

Ils venaient d'émerger de la forêt sur une haute bosse de terre. C'était toujours la nuit mais plus grise parce qu'ils étaient au-dessus des arbres. Il n'y avait que deux ou trois étoiles dans le ciel et des nuages lourds qui passaient avec un bruit de sable. Une lueur rouge montait d'un fond de la forêt.

— C'est quoi? — dit Antonio en tendant le bras.

— Mon camp, — dit Matelot.

Le chant grave de la forêt ondulait lentement et frappait là-haut dans le nord, contre les montagnes creuses. Une trompe sonna vers l'est.

— Les bergers de Chabannes, — dit Antonio.

L'odeur des mousses se leva de son nid et élargit ses belles ailes d'anis. Une pie craqua en dormant comme une pomme de pin qu'on écrase. Une chouette de coton passa en silence, elle se posa dans le pin, elle alluma ses yeux. La trompe là-bas appelait. Une cloche se mit à sonner. Le clocher devait être très haut dans la montagne. Le son venait comme du ciel.

— Ça répond du côté de Rebeillard, — dit Matelot.

Dans un silence l'odeur du fleuve monta. Ça sentait le poisson et la boue. La chouette ferma les yeux. Un petit hurlement souple appela.

— Il y a encore un loup dans le vallon de Gaude.

— Toute la portée, — dit Matelot, — j'ai vu les traces.

Des renards jappaient dans le pas de Jean Richaud. Tout près des hommes, il y eut une galopade dans les buissons. La chouette s'envola sans bruit. Toutes les pies se réveillèrent, elles s'envolèrent en crevant les feuillages et elles descendirent vers le fleuve.

— Je pense au besson, — dit Antonio. — Tu as de l'espoir?

— Non, — dit Matelot.

— Dommage, — dit Antonio.

Comme ils descendaient le Collet de Christol, une lueur rousse commença à palpiter au fond de la forêt. Au bout d'un moment les troncs d'arbres furent devant eux comme les barreaux d'un grillage. Antonio regardait la carrure de Matelot qui marchait devant lui. Il marchait avec un effort de ses reins, plus par le milieu de son corps que par ses jambes. C'était bien un homme de la forêt; tous les hommes de la forêt marchent comme ça. C'est la forêt qui apprend cette habitude. De temps en temps, dans la clarté du feu qui approchait, Antonio voyait la barbe blanche de Matelot.

On entendait crépiter le feu.

Deux chiens sombres crevèrent sans bruit les buissons. Matelot chanta leurs noms.

Le camp de Matelot, c'étaient trois maisons de bois dans cette clairière de la forêt. Lui et Junie habitaient la maison à un étage; en face, dans la cabane basse, restait Charlotte, la veuve du premier besson, tué dans l'éboulement des glaisières, le printemps d'avant. Sur l'alignement du

carré, une longue baraque servait de grange et d'atelier. C'était là que couchait le second besson avant son départ. Dans la place entre les maisons, on avait allumé un grand feu. Les trois portes étaient ouvertes.

— Mère, — appela Matelot, — je suis allé te le chercher ton homme du fleuve. Il est là.

— Bonne nuit, Antonio, — dit une voix de jeune femme.

Elle était assise de l'autre côté du feu. On ne la voyait pas en arrivant parce qu'on était aveuglé par les flammes.

— Bonne nuit, Charlotte.

C'était une femme brune aux cheveux raides. Elle était sans couleur, toute grise malgré le feu : grise de front, de joues et de lèvres, avec un long visage dur aux fortes pommettes. Les yeux, d'un jaune violent, étaient largement allumés comme les yeux des bêtes de nuit.

— Assis-toi, Antonio, — dit Matelot, — je vais chercher la mère.

Ici, on voyait bien Antonio. C'était un homme au plein de l'âge. Il avait des bras longs, de petits poignets et les mains longues. Ses épaules montaient un peu. Sa chair était souple et forte, toute armurée de muscles doux et solides.

Il plia les genoux et il s'assit dans l'herbe.

— Antonio, — dit la jeune femme.

Il tourna vers elle son visage dur sans poils ni graisse. Elle le regardait. Elle avait encore la bouche ouverte, mais elle ne disait pas ce qu'elle avait envie de dire.

— Donne-moi ta petite fille, — dit Antonio.

La jeune femme ouvrit ses bras. L'enfant, debout sur ses jambes solides, était en train de téter.

— Va voir Tonio, — dit la femme.

Elle tira son sein. L'enfant avait les yeux tout éblouis de feu. Il essaya de sourire avec ses lèvres luisantes. Une grosse goutte de lait continuait à germer du sein de la femme; elle l'essuya du plat de sa main.

— Fini, — dit la femme.

L'enfant contourna le feu. Antonio l'attendait avec ses grands bras. Il le caressa en frottant sa joue contre la joue de l'enfant. L'enfant avait sur lui l'odeur épaisse de sa mère.

— Tu es là, homme du fleuve? — demanda Junie du fond de la maison.

— Je suis là, — dit Antonio sans se retourner.

— Tu sais ce qui est arrivé par ta faute?

— Je sais ce qui est peut-être arrivé, — dit Antonio, — et par la faute de personne. Sors un peu, toi, qu'on te voie, — dit-il encore.

Il entendait là-bas dedans la vieille Junie qui marchait sur son parquet de bois.

— Je te vois sans sortir, comme si je t'avais fait, — dit Junie.

— Le Matelot m'a raconté, — dit Antonio. — Si vous voulez m'écouter ici, voilà ce qu'il faut faire. Nous partirons demain, ton homme et moi, et on remontera l'eau un de chaque côté. S'il est à la côte on le trouvera. S'il passe, on le verra. On remontera jusqu'au pays Rebeillard, on demandera. Ça se fond pas, un homme.

— C'est pas pour rien que nous t'avons appelé « bouche d'or » — dit la voix de Junie. — C'est parce que tu sais parler.

— Non, — dit Antonio, — c'est parce que je sais crier plus haut que les eaux.

La jeune femme regardait Antonio. Elle se souvenait de ce cri que tous les gens de la forêt connaissaient, qui passait parfois au-dessus des arbres comme le cri d'un gros oiseau pour dire la joie d'Antonio sur son fleuve.

— Tu dois avoir du regret maintenant, — dit Junie.

— De quoi? — demanda Antonio.

Il tourna son visage du côté de cette porte ouverte d'où venaient la voix et le tambour de cette marche rageuse à pieds nus sur le parquet de sapin.

— Tu n'as pas eu de repos avant de nous avoir tirés sur ton fleuve, Antonio, — dit la voix. — Je croyais que tu m'aimais un peu comme ta mère, moi, la vieille. Mes deux bessons! On m'en a apporté un sur des branches de chêne. Celui-là, on l'a enterré. L'autre, qui me l'apportera?

Antonio dressa la main.

— Je te dis que demain matin nous irons te le chercher.

— Il est mort, — dit la voix.

— Nous te l'apporterons comme il est, — dit Antonio.

— Qu'est-ce que tu veux que j'en fasse? — dit la voix.

Antonio caressait la tête de la petite fille, il en faisait tout le tour avec la paume de la main. Les flammes du feu se couchèrent comme si l'air s'était mis à peser. L'odeur du fleuve descendait dans le vallon. La jeune femme regardait Antonio; elle suivait tous ses gestes.

Matelot vint s'asseoir près du feu. C'était un homme épais sans lourdeur. Il s'était un peu tassé avec l'âge et maintenant il était rond comme un tronc d'arbre, sans creux ni bosse, depuis ses épaules jusqu'aux pieds. Son visage était couvert de barbe blanche.

— On ne peut guère parler, — dit-il.

Antonio regardait droit devant lui. Il serrait doucement entre son pouce et ses doigts la bouche de la petite fille.

— Qu'est-ce que tu fais maintenant? — dit Antonio.

— Rien, c'est tout prêt pour l'hiver.

— Tu as du temps?

— Oui.

— Il faudrait partir demain matin, toi et moi. On remontera, un d'un côté un de l'autre, comme j'ai dit. Ça peut nous mener loin.

— J'ai le temps, — dit Matelot.

— Moi aussi, — dit Antonio.

Le regard jaune de la jeune femme cherchait le regard d'Antonio. On entendait le pas de la vieille Junie dans la maison.

— Prends ton fusil et de l'eau-de-vie, — dit Antonio.

Il se dressa. La petite fille abandonnée le regardait d'en bas en essayant de parler. La jeune femme le regardait. Matelot le regardait.

— Tu rentres, — dit Matelot.

— Non, — dit Antonio, — je vais dormir dans la forêt.

— Couche à l'atelier.

— Non, prête-moi une couverture.

— Reste, — dit la jeune femme.

— Non, — dit Antonio.

Il s'en alla dans la forêt. Il était couché dans les fougères depuis un moment quand il entendit du bruit. Il ouvrit les yeux. Le feu était encore allumé là-bas et sur sa lueur on voyait venir une ombre.

C'était la jeune femme. Elle appelait doucement :

— Antonio!

Puis, elle faisait un pas presque sans bruit, avec juste le bruit de sa jupe.

Elle appelait autour d'elle en baissant un peu la tête pour que sa voix aille toute chaude vers le dessous des buissons. Un oiseau réveillé se mit à gémir.

Antonio se serra dans sa couverture; il cacha son visage dans la mousse. L'odeur de l'humus chaud et cet appel de femme entraient dans lui en l'éclairant comme un soleil.

II

Dès l'aube, Antonio avait pris par les dessous du bois et il était revenu à l'île. Vers l'est la lumière frappait dans des arbres pleins d'oiseaux.

Tous les matins Antonio se mettait nu. D'ordinaire sa journée commençait par une lente traversée du gros bras noir du fleuve. Il se laissait porter par les courants; il tâtait les nœuds de tous les remous; il touchait avec le sensible de ses cuisses les longs muscles du fleuve et, tout en nageant il sentait avec son ventre si l'eau portait, serrée à bloc, ou si elle avait tendance à pétiller. De tout ça, il savait s'il devait prendre le filet à grosses mailles, la petite maille, la nacette, la navette, la gaule à fléau, ou s'il devait aller pêcher à la main dans les ragues du gué. Il savait si les brochets sortaient des rives, si les truites remontaient, si les caprilles descendaient du haut fleuve et, parfois il se laissait enfoncer, il ramait doucement des jambes dans la profondeur pour essayer de toucher cet énorme poisson noir et rouge impossible à prendre et qui, tous les soirs, venait souffler sur le calme des eaux un long jet d'écume et une plainte d'enfant.

Ce matin il y avait un peu de gel dans l'herbe. L'automne s'était un peu plus appuyé sur les arbres. Des braises luisaient dans les feuillages des érables. Une petite flamme tordue échelait dans le fuseau des peupliers. L'étain neuf de la rosée gelée pesait à la pointe des herbes.

Nu, Antonio était un homme grand et musclé en longueur. La nuit d'avant, dans la forêt, il était un peu tassé sous

l'ombre, mais là il s'étirait jusqu'à la bonne limite de son étirement. Il était bien celui dont on parlait sur les deux rives du fleuve, depuis les gorges jusque loin en aval, Antonio dit « bouche d'or ». Ses pieds bien cambrés avaient un talon dur comme de la pierre, couleur de résine et juste de rondeur. De là, par un bel arc le pied s'avançait, les orteils s'écartaient; chacun à leur place. Il avait de belles jambes légères avec très peu de mollet : à peine un petit mollet en boule retenu par une résille de muscles épais comme le doigt. La courbe de ses jambes n'était pas rompue par le genou, mais les genoux s'inscrivaient dans cette courbe et elle s'en liait plus haut, elle montait, tenant toute la chair de la cuisse dans ses limites. La caresse, la science et la colère de l'eau étaient dans cette carrure d'homme. A ses flancs, les cuisses s'attachaient par un os arrondi comme le moignon d'une branche.

Le jour, maintenant, frappait sur des vallons sonores pleins d'hommes et de bêtes. Des fumées sortaient de la forêt. Il était entendu avec Matelot que, pour le départ, Antonio crierait. A partir de ce moment Matelot remonterait sa rive de fleuve en sondant toutes les criques et en regardant bien doucement toutes les plages; Antonio avait dit que la moindre éraflure de sable pouvait être un signe, la plus petite chose luisante enfoncée dans la glaise pouvait être la corne d'un ongle. A essayer de trouver le besson tant valait tout mettre de son côté et remonter la piste, pas après pas, sans rien laisser derrière. Antonio crierait pour partir, mais avant de crier il se rendrait compte de l'air, de l'eau, de tout pour partir à bon compte.

— C'est le dernier homme de la maison que tu emmènes, avait dit Junie ce matin.

Et Antonio avait regardé cette vieille femme toute en ventre et en seins, cette faiseuse d'enfants morts, ce visage en chair éteinte.

Le mouvement de l'air était au nord. Le froid donnait à Antonio envie de s'étirer. Il s'allongea, il fit craquer les os de ses épaules et de ses bras. Il se mit à rire sans bruit.

Lui, il devait remonter par le côté au delà des grandes eaux. Il allait tâter d'abord ça, il savait déjà en marchant pieds nus que la terre se serrait sous l'herbe. L'automne

allait s'aigrir. C'était un long voyage, ce qu'il fallait faire avec Matelot. Il fallait traverser les gorges. Une fois dans le pays Rebeillard, on pourrait demander dans les villages et les fermes.

Le matin s'avançait. Il allait voir d'abord ce que devenait ce fleuve avec son grand courant noir et silencieux, puis il crierait pour dire à Matelot de partir. Il était à la pointe de l'île. Il plongea.

Dans l'habitude de l'eau, ses épaules étaient devenues comme des épaules de poisson. Elles étaient grasses et rondes, sans bosses ni creux. Elles montaient vers son cou, elles renforçaient le cou. Il entra de son seul élan dans le gluant du courant.

Il se dit :

— L'eau est épaisse.

Il donna un coup de jarret. Il avait tapé comme sur du fer. Il ne monta pas. Il avait de longues lianes d'eau ligneuse enroulées autour de son ventre. Il serra les dents. Il donna encore un coup de pied. Une lanière d'eau serra sa poitrine. Il était emporté par une masse vivante.

Il se dit :

— Jusqu'au rouge.

C'était sa limite. Quand il était à bout d'air il entendait un grondement dans ses oreilles, puis le son devenait rouge et remplissait sa tête d'un grondement sanglant à goût de soufre.

Il se laissa emporter. Il cherchait la faiblesse de l'eau avec sa tête.

Il entendait dans lui :

— Rouge, rouge.

Et puis le ronflement du fleuve, pas le même qu'en haut, mais ce bruit de râpe que faisait l'eau en charriant son fond de galets.

Le sang coula dans ses yeux.

Alors, il se tourna un peu en prenant appui sur la force du courant; il replia son genou droit comme pour se pencher vers le fond, il ajusta sa tête bien solide dans son cou et, en même temps qu'il lançait sa jambe droite, il ouvrit ses bras.

Il émergeait. Il respira. Il revoyait du vert. Ses bras luisaient dans l'écume de l'eau.

C'étaient deux beaux bras nus, longs et solides, à peine un peu renflés au-dessus du coude, mais tout entourés sous la peau d'une escalade de muscles. Les belles épaules fendaient l'eau. Antonio penchait son visage jusqu'à toucher son épaule. A ce moment l'eau balançait ses longs cheveux comme des algues. Antonio lançait son bras loin là-bas devant, sa main saisissait la force de l'eau. Il la poussait en bas sous lui cependant qu'il cisaillait le courant avec ses fortes cuisses.

— L'eau est lourde, — se dit Antonio.

Il y avait dans le fleuve des régions glacées, dures comme du granit, puis de molles ondulations plus tièdes et qui tourbillonnaient sournoisement dans la profondeur.

— Il pleut en montagne, — pensa Antonio.

Il regarda les arbres de la rive.

— Je vais jusqu'au peuplier.

Il essaya de couper le courant. Il fut roulé bord sur bord comme un tronc d'arbre. Il plongea. Il passa à côté d'une truite verte et rouge qui se laissa tomber vers les fonds, nageoires repliées comme un oiseau. Le courant était partout dur et serré.

— Pluie de montagne, pensa Antonio. Il faut passer les les gorges aujourd'hui.

Enfin, il trouva une petite faille dans le courant. Il s'y jeta dans un grand coup de ses deux cuisses. L'eau emporta ses jambes. Il lutta des épaules et des bras, son dur visage tourné vers l'amont. Il piochait de ses grandes mains; enfin, il sentit que l'eau glissait sous son ventre dans la bonne direction. Il avançait. Au bout de son effort il entra dans l'eau plate à l'abri de la rive. Il se laissa glisser sur son erre. De petites bulles d'air montaient sous le mouvement de ses pieds. Il saisit à pleines mains une racine qui pendait. Il l'éprouva en tirant doucement puis il se hala sur elle et il sortit de l'eau, penché en avant, au plein du soleil, ruisselant, reluisant. Ses longs bras pendaient de chaque côté de lui, souples et heureux. Il avait de bonnes mains aux doigts longs et fins.

— Il faut passer les gorges aujourd'hui. Il pleut en mon-

gne, l'eau est pure. Le froid va venir. Les truites dorment, le courant est toujours au beau milieu, le fleuve va rester pareil pour deux jours. Il faut passer les gorges d'aujourd'hui.

Il se redressa. Il se gonfla plein d'air pour crier. L'air était sucré. Là-bas dans la forêt, du côté d'où le vent venait, les vieux bouleaux devaient avoir fait craquer leurs écorces et ils pleuraient leur sang de miel. Il goûta cet air. Il avait encore le goût de l'eau dans la bouche. Il mâcha deux ou trois fois tout ça ensemble. Le cri d'Antonio fit s'envoler les verdiers des deux rives, puis, du fond de la forêt, l'appel de Matelot répondit.

Matelot était équipé avec le fusil, la besace et le manteau.

— Au revoir, mère, — dit-il.

Junie regardait vers le nord :

— Quand tu seras à ce pays Rebeillard, — dit-elle, — va à Villevieille. Demande le marchand d'almanachs. Va le voir. Si sa maison est pleine de malades, n'attends pas. Dis seulement : je viens de la part de Junie.

— Comment tu sais ça? — dit Matelot.

— Je le sais, — dit Junie. — Fais comme je te dis. Les arbres qu'on greffe là-haut portent deux fruits, un doux, un âpre. C'est le fruit âpre, marche, voilà tout.

Elle regardait vers les montagnes et elle regardait là-haut entre les hautes montagnes et les collines des gorges cette vapeur bleue qui était la fumée et la respiration du grand pays Rebeillard plein de villages, de ruisseaux et de charrois.

Charlotte avait entendu l'appel d'Antonio. Elle regarda par la fenêtre. Son beau-père partait. Il s'en allait par les chemins du bois avec son pas lourd d'homme qui part pour longtemps. Junie, les mains au ventre, le regardait partir. Charlotte écouta. C'était là dehors les bruits ordinaires du jour et de la forêt. En plus seulement ce pas d'homme aux souliers ferrés. Elle revint à l'âtre tasser le bois sous la marmite. Elle pensait au Rebeillard en regardant dans les grandes flammes se tordre les vallées bleues de la fumée.

Antonio fit un paquet de son gros pantalon de velours et de son fusil. Il mit dans sa besace des cartouches, sa poire à poudre, son grand couteau, son lingot à chevrotine, sa lime

et un rouleau de cordes. Il dénoua le paquet pour ajouter du tabac à fumer et à chiquer. Il traversa le fleuve en souplesse, sans lutter, sans faire d'écume, en profitant des jeux de l'eau. Il regarda. Rien n'était mouillé, juste un peu la crasse du fusil parce qu'elle dépassait. Il s'habilla. Il était sur une petite plage en corne et il voyait en amont le fleuve jusqu'à sa sortie des gorges. Depuis Antonio jusque là-haut le fleuve luisait sous le soleil et les arbres étaient de bons arbres. Là-haut le fleuve s'aplatissait sous l'ombre. Au delà c'était le pays Rebeillard.

Le fleuve qui sortait des gorges naissait dans un éboulis de la montagne. C'était une haute vallée noire d'arbres noirs, d'herbe noire et de mousses pleines de pluie. Elle était creusée en forme de main, les cinq doigts apportant toute l'eau de cinq ravinements profonds dans une large paume d'argile et de roches d'où le fleuve s'élançait comme un cheval en pataugeant avec ses gros pieds pleins d'écume.

Plus bas, l'eau sautait dans de sombres escaliers de sapins vers l'appel d'une autre branche d'eau. Elle sortait d'un val qu'on appelait : la joie de Marie. Puis, avec plus d'aisance il roulait sa graisse dans de belles entournures d'herbes. Déjà, la voix de la haute montagne n'était plus au fond de l'horizon que comme la respiration d'un homme. Des arbres sensibles s'approchaient des bords : des saules, des peupliers, des pommiers et des ifs entre lesquels galopaient des chevaux et des poulains presque sauvages. La cloche des troupeaux marchait dans les collines. Le fleuve entrait dans le pays Rebeillard.

C'était un large pays tout charrué et houleux comme la mer; ses horizons dormaient sous des brumes. Il était fait de collines en terres rouges sous des bosquets de pins tordus, des vals à labours, des plainettes avec une ferme ou deux, des villages collés au sommet des rochers comme des gâteaux de miel. Des chiens de chasse sortaient de tous ces villages et de toutes ces fermes et s'en allaient chasser seuls à travers les bois et dans les champs. Les chats se glissaient à ras du sol dans les labours pour guetter les taupes. Une petite chienne jaune toute en oreilles et en reins courait après une chouette. L'oiseau aveuglé de matin volait d'un arbre à l'autre vers le

bois. La chienne courait en faisant claquer ses oreilles. De beaux nuages dorés avaient commençé la traversée du ciel au-dessus du pays. Ils descendaient vers le sud entraînant leur ombre. Entre de grands chênes immobiles dormait un lac d'air silencieux; un petit verdier lancé dans son vol le traversa en cloussant. Sur un chemin qui montait à un village, un homme accompagnait un mulet chargé de paquets de tabac. Les vieux hommes du Rebeillard étaient sortis devant leurs portes. Ils avaient entendu les clochettes du mulet. Ils écoutaient. Ils languissaient sans tabac. Les femmes les regardaient en riant.

— Ça vient, ça monte, — disaient-elles.

Du creux des bois, les faisanes guettaient les champs. La chienne était arrêtée sous l'arbre à la chouette; en même temps elle regardait du coin de l'œil un gros scarabée doré qui travaillait une fiente de sanglier. Un aigle se balançait sous les nuages. Les coqs chantaient, puis ils écoutaient chanter les coqs. L'aigle regardait un petit gerbier entouré de poules et il se balançait doucement en descendant chaque fois un peu. Sur les aires d'un village, très haut, au-dessus du fleuve, on avait allumé des feux malgré le matin et l'air doux. Sur de longues broches on faisait rôtir des lièvres rouges, des chapelets de grives pourries, les deux grosses cuisses d'un cerf et la graisse du lard pétillait dans les lèchefrites. Dans sa maison, la mariée était assise sur sa chaise. Elle n'osait pas bouger. Elle avait la grande jupe de soie, le lourd corsage, les bijoux de sa mère et la couronne en feuilles de laurier. Elle était toute seule, elle regardait cette fumée de viande qui passait dans la rue. Elle avait les beaux yeux immobiles des bœufs.

A ce moment de l'automne il y avait sur le pays une grande migration d'oiseaux. Deux renards suivaient au petit trot un vol de canards à col vert. Dans un village, des limons au milieu des marécages du fleuve, un gros homme fort et rouge qui avait été charron venait de mourir. C'était le cinquième homme qui mourait depuis la nouvelle lune. Et de la même maladie. Une mousse noire qui prenait tout le rond du ventre et qui avait comme des racines de fer. Elle mangeait la peau puis elle rentrait là-bas dedans fouiller durement les tripes.

Alors, les hommes mouraient en criant. Ça faisait le cinquième et la maladie allait de plus en plus vite, et déjà le cordonnier se plaignait en tenant son ventre. On avait attrapé au piège une grue rouge toute vivante, on l'avait fendue en deux par le milieu d'un bon coup de hache et on était en train de guérir le cordonnier en lui faisant un cataplasme d'oiseau. Les renards marchaient dans l'oseraie en regardant les canards. Ils étaient fatigués, mais ils avaient senti les bêtes de terre et ils se posèrent au milieu de l'eau. Le fleuve les emporta. Un vol de grives épais et violet comme un nuage d'orage changea de colline. Il s'abattit dans le bois de pins en grésillant. Les renards aboyaient vers le large de l'eau. Des villages perdus dans l'océan des collines sonnaient de la cloche puis s'éteignaient sous des vols d'hirondelles. Une longue file de gélinottes aiguë comme un fer de lance volait à toute vitesse vers le bas pays. La chouette poursuivie par la chienne rousse s'arrêta au cœur du bois. Dans le silence, on entendait seulement tomber dans les feuilles les gouttes d'eau du givre qui fondait. Elle cligna de ses paupières de marbre, puis elle se mit à dormir. Il y avait une espèce d'oiseau qu'au pays Rebeillard on appelait les houldres. Ils étaient en jaquette couleur de fer avec une cravate d'or. C'étaient les oiseaux qui portaient le printemps dans leurs gorges. Ils avaient vu passer les gélinottes. Ils savaient que derrière elles la neige allait descendre. Ils s'appelèrent pour s'en aller tous ensemble vers leurs quartiers d'hiver. C'était une combe tiède, pleine d'alluvions que le fleuve, en se retirant sur sa bonne route, avait laissée. Tout autour les échos ronflaient sans arrêt de la voix des taureaux et des génisses. Là restait Maudru le dompteur de bœufs. Quand il marchait sur les routes du pays Rebeillard, il était toujours suivi de quatre bouvillons qui aimaient cet homme plus que des chiens. Il était fort, disait-on, d'une force énorme entassée dans lui avec si peu d'ordre qu'il n'avait plus la figure d'un homme. Dans sa bouche rouge le moindre mot sonnait comme la colère de l'air.

Le fleuve traversait tout le pays Rebeillard, étendu sur la terre avec ses affluents, ses ruisseaux et ses ramilles d'eau comme un grand arbre qui portait les monts au bout de ses rameaux. En bas dans le sud il entrait dans les gorges.

Là, on n'entendait plus que le grondement de l'eau et les clapotis, et le cri des gélinottes qui se reposaient sur les rochers. On n'était qu'au milieu du jour et déjà la brume s'épaississait.

Antonio entra dans les gorges du fleuve un peu après avoir vu Matelot sur l'autre bord. Il lui fit signe qu'il n'avait rien trouvé puis il s'enfonça dans des fourrés de genévriers. Il savait, pour l'avoir entendu dire par des bateliers, que, vers le milieu des gorges, sur son bord, se trouvait une petite maison ronde qu'on appelait le vieux pigeonnier. Il allait se guider sur ça. Il pensa : « Matelot doit savoir. »

Il regretta de ne pas s'être entendu avec lui sur ce vieux pigeonnier. Il regarda vers l'autre rive. On ne voyait plus Matelot. On ne pouvait pas crier; le fleuve faisait trop de bruit.

Depuis son départ de l'île, Antonio avait regardé longuement toutes les criques, toutes les plages, tous les bords en surplomb du fleuve. Ça l'étonnait. Un grand radeau ne se fond pas comme du sucre. Le sable des plages était lisse et sans une éraflure. Pourtant, le courant drossait vers ici et, en imaginant bien ce que pouvait faire une poutre de sapin un peu équarri et marqué à la croix sur les quatre faces, on était obligé de dire qu'elle était obligée de venir s'échouer là, sur ce sable.

A chaque plage nouvelle, Antonio restait là à refaire son raisonnement. Au départ, il ne comptait que sur une chance de retrouver le corps de l'homme, mais il était sûr de retrouver du bois. Rien. Le fleuve était net et propre. Il avait l'air de dire : — Le besson? Qu'est-ce que vous me voulez avec votre besson, je l'ai seulement jamais vu.

Et maintenant, Antonio pensait un peu de nouvelle façon sur ça. Il revoyait le fils du Matelot. Un de ces hommes qui gardent tout en eux, qui écoutent, qui regardent, qui ne disent pas non mais qui pensent non, et c'est non. Le voilà parti vers le Rebeillard. Il est seul. Il fait le radeau. Il fait la glissière. Il met à l'eau. Il sait le fleuve. Il a de la force. Il a de la souplesse. Tout ça, connu. Depuis la lune de juillet le fleuve n'a pas fait la bête et la terre a été calme tout autour. Le besson s'est trouvé sur un beau fleuve, une eau d'enfant. Alors? Contre quoi le besson était-il le plus faible?

Antonio arriva à une crique d'eau profonde; elle luisait entre les branches de cendres d'un bouleau. Il descendit jusqu'au bord. C'était un petit golfe tranquille creusé dans un granit bleuâtre. Antonio se pencha. Il lança une petite pierre; il écouta le son du « glouf ». Une chose blême semblait dormir. Un long serpent se déroula au milieu de l'eau à la limite de l'ombre profonde.

C'était un congre d'eau douce.

Ce poisson dort toujours sur du propre. Il n'y avait là-bas au fond ni cadavre ni épave. Le congre plongea en ondulant comme une herbe.

Tous les buissons avaient leurs renards. Loin devant les pas d'Antonio, ils détalaient, la queue raide comme des rameaux de fer et ils jappaient en remontant les éboulis. Sur le fleuve, les milans et les éperviers planaient en criant.

Ça sentait la mousse et la bête. Ça sentait aussi la boue; cette odeur âpre, un peu effrayante qui est l'odeur des silex mâchés par l'eau. De temps en temps il y avait aussi une odeur de montagne qui venait par le vent devant. Antonio releva sa manche de chemise et il renifla tout le long de son bras. Il avait besoin de cette odeur de peau d'homme.

Vers le début de l'après-midi, la brume qui venait du pays Rebeillard commença à couler dans les gorges. C'était un fleuve au-dessus du fleuve. Les vagues le rabotaient par dessous. Des copeaux de brume sautaient en grésillant dans les arbres. Puis il se fit une sorte de silence, la voix de l'eau peu à peu s'étouffait. Antonio cria. La voix s'en alla à trois pas devant lui, puis revint. Il était en plein brouillard. A ses pieds un renard tapi dans l'herbe le regardait avec de grands yeux étonnés. Il n'avait pas entendu Antonio crier.

— Ça vient, vieux, — lui dit Antonio.

Le renard retroussa ses babines et montra les dents. Il avait mussé son corps en boule sur ses petites jambes de jonc tremblant.

Tout de suite après le renard, Antonio entra dans un jour trouble, plat et où tout arrivait sans prévenir. Les bras écartés, il marcha parmi les arbres. Il ne pouvait plus se servir ni de ses yeux ni de ses oreilles. Il touchait les branches avec ses mains. Il les écartait pour passer. Il enleva ses souliers. En

marchant pieds nus il sentait mieux la qualité de la terre. Il avait peur d'arriver sur un surplomb. Il n'entendait plus le fleuve. Le brouillard coulait le long de ses joues avec un petit bruit de farine qui glisse.

Il se dit tout d'un coup :

— Et Matelot?

Il parla pour entendre sa voix :

— Alors, mon homme, qu'est-ce que tu fais là-bas de ton côté? Tu es le dernier homme de la maison. Va doucement. Je ne vais pas t'entendre moi d'ici si tu tombes dans l'eau et si tu cries. Qu'est-ce que tu veux qu'on voie, maintenant, pour ton besson?

Il marcha encore un peu.

— Si tu avais de l'idée, — dit-il, — tu t'arrêterais et tu m'attendrais. Tu dois bien savoir que moi maintenant je vais essayer d'aller à côté de toi. Voilà que j'ai à chercher le père et le fils.

— Et si moi j'avais de l'idée, — dit-il pour lui-même, — je traverserais avant la nuit.

C'est à ce moment-là qu'il entendit un crépitement de petits bruits menus largement étalés. Il écouta : là, c'était une lointaine charrette qui se plaignait sur ses essieux, un chien qui aboyait, un coup de vent très haut dans le ciel, le bourdonnement d'un village. Il avait traversé les gorges; le pays Rebeillard était là devant lui étendu sous la brume.

Le soleil qui baissait se montra au fond du ciel. Il était rouge et sans forme. Il fit passer un petit rayon entre le fleuve et la brume. Au-dessus de l'eau s'éclaira tout un couvercle de caverne de sel. De longues chandelles de cristal vivantes descendaient lentement de leur propre poids. On voyait un assez large morceau du fleuve.

— Je traverse, — dit Antonio.

Il se dépouilla de ses lourds pantalons et de son harnachement. Il ramassa du bois sec. Il fit un petit foyer entre deux pierres et il alluma un feu. Il laissa là son sac, son fusil, ses vêtements, puis il sauta dans l'eau pour connaître la route.

L'eau était tiède. Il se laissa porter puis il commença ses grandes brasses. Le rayon de soleil l'accompagnait.

— C'est possible, — dit-il en lui-même.

Il pensait au charroi de tout son fourniment. Comme il se retournait vers le feu qu'il avait allumé pour se guider il plongea sa tête sous l'eau et il vit que le grand congre l'accompagnait. C'était une bête longue de près de deux mètres et épaisse comme une bouteille. Elle nageait près de l'homme en donnant toute sa vitesse, puis elle l'attendait et alors elle dansait doucement au sein de l'eau. Quand le soleil la touchait elle étincelait comme une braise et, allumée de toute sa peau où couraient les frémissements de petites flammes vertes, elle s'approchait de l'homme et elle ouvrait sa grande mâchoire silencieuse aux dents de scie. Antonio toucha le congre à pleines mains au moment où le serpent d'eau balançait sa queue devant lui. La bête plongea en tourbillonnant. De gros remous huileux s'élargirent devant le nageur. Il fit sa brasse puis il se replia et descendit lui aussi tête première vers le fond. La bête revenait, lancée à pleine force, droite comme un tronc d'arbre. Elle passa en glissant au-dessus de l'ombre où Antonio s'enfonçait. Le congre se renversa sur le dos. Le soleil fit luire son ventre. La tête du congre émergea. Il souffla un jet d'eau en gémissant. Son œil rouge regardait vers le bord du fleuve. Antonio émergea sans bruit et sans bruit il s'enfonça dans l'eau. Il reparut en aval. Là-haut, le congre fouettait l'eau de sa queue et il continuait à crier avec la gueule tendue vers la rive. Le soleil s'en allait. Le couvercle de brume noircissait de moment en moment puis il retomba sur le fleuve. Antonio entendit la bête qui plongeait. Il aborda et il se mit à courir vers le feu. Il traversa le fleuve plus haut en emportant tout son harnachement. Sur l'autre rive, il eut juste le temps de voir au travers d'un brouillard plus clair les barreaux tremblants d'un bois de bouleaux. Puis, ce fut la nuit. Il s'avança vers les arbres. Il les toucha. Ils avaient de petits troncs tremblants. Sous les pieds d'Antonio la terre était molle comme la viande d'une bête morte. Il était sur des alluvions. Il imagina une petite bande de boue au bord du fleuve, entre le fleuve et les derniers rochers des gorges. Il s'avança, les mains en avant, vers ces rochers. Il marchait lentement; son pied guettait les places sûres; ses mains touchaient les arbres. Au delà des arbres, elles s'enfonçaient toujours plus loin dans la nuit. A tous moments il s'attendait

à toucher le rocher froid et toujours sa main s'enfonçait dans la nuit et il marchait pas après pas. Il traversa un petit ruisseau. Il entendit bruire un chêne. Il respira une odeur d'herbe grasse. Il comprit qu'il n'y avait plus de rochers pour canaliser le fleuve, mais que maintenant, sur les deux rives, s'étendait le pays Rebeillard. Il essayait de regarder devant et autour de lui. Rien ne touchait ses yeux sauf une nuit plate et froide comme de la pierre. A un moment, comme il avançait lentement la tête pour s'approcher d'un bruit devant lui, doux comme le bruit d'un foulard de soie à l'étendoir, une petite caresse froide toucha sa joue. C'était un branchillon de saule avec deux petites feuilles.

Soudain, il vit que le large s'éclairait devant lui. Au-dessus du brouillard la lune s'était levée. Une colline dressa son dos et sa toison de pins. Un labour fumait. Des ronces nues avec des gouttes d'eau allumées à toutes les griffes luisaient dans les haies. Un déroulement de collines et de bois, de bosquets noirs et de champs clairs s'élargit lentement jusqu'à tenir tout le large de l'horizon.

Antonio s'arrêta.

Il appela :

— Oh! Matelot!

— Oh! Matelot!

Et, tout d'un coup, il vit bondir là-bas devant une flamme rouge et il entendit la voix de Matelot.

III

Il le trouva accroupi près des braises, la tête dans ses mains.

— Rien vu, — dit Antonio.

— Moi non plus.

— Il y a longtemps que tu es là?

Matelot mit un doigt sur ses lèvres.

— Tais-toi, — dit-il, — écoute!

Ils étaient à l'abri d'un bois de pins.

— Les arbres crient, — dit Antonio.

Matelot le regarda avec des yeux larges.

— Je suis là depuis la nuit, — dit-il.

— Et alors? — dit Antonio.

— Ça vient pas des arbres.

Le feu crépitait. La flamme tomba en deux petits sauts, puis elle rentra sous les braises et elle se mit à courir au ras du sol dans toutes les cavernes bleues du brasier.

— Longtemps que ça dure?

— Oui.

— Ça a commencé quand?

— Quand j'ai allumé le feu.

Antonio s'accroupit sans bruit. Il regarda son fusil. Il le tira près de lui.

— Pas de fusil pour ça, — dit Matelot, — c'est déjà du mal, écoute!

Le gémissement arriva.

— Mauvais pays, — dit Matelot.

On voyait l'étrange Rebeillard à travers la brume avec ses forêts blanches de givre et noires d'ombres.

— C'est un arbre fendu, — dit Antonio à voix basse.

— Non, — dit Matelot, — c'est une voix.

Antonio se dressa.

— Allons voir.

— Non, — dit Matelot.

— Si, — dit Antonio, — nous cherchons ton besson. Je ne te dis pas que c'est lui, mais il a peut-être crié comme ça la nuit, là-haut en plein pays...

Ils entrèrent dans le bois de pins. La plainte coulait sans arrêt au ras de l'herbe.

— Qui est là? — cria Antonio.

Ils étaient arrivés au sommet du tertre, de l'autre côté du bosquet. Ils voyaient devant eux de grandes flaques de lune sur le dos des collines et des ruisseaux d'ombres dans les vallons.

— C'est là dedans.

Une combe sous eux noire d'arbres et de nuit et d'où émergeaient les pointes étincelantes de givre d'une sapinière. La plainte montait.

— Pas un homme.

— Non, — dit Antonio.

La plainte s'arrêta.

— Viens, — dit Antonio.

— On ne voit plus le feu, — dit Matelot.

— Descendons.

Le sol était couvert d'aiguilles de pins. Le reflet du brouillard éclairait le sous-bois.

— Ça serait des fois une chienne, — dit Matelot.

— Qu'est-ce que tu cherches? — dit Antonio.

— Je me rassure, — dit Matelot. — Le pays est mauvais.

Ils étaient maintenant au fond de la combe et la lueur trouble de la lune et du brouillard était restée là-haut dans les arbres. Ils marchaient sur de grandes mousses. Ils entendirent près d'eux comme le halètement d'un gros travail, des raclements de pieds, une main nue qui claqua sur une pierre, puis un hurlement à tout déchirer.

C'était là dans le buisson.

— Allume, — dit Antonio.

Matelot battit le briquet.

C'était une femme étendue sur le dos. Ses jupes étaient toutes relevées sur son ventre et elle pétrissait ce tas d'étoffes et son ventre avec ses mains, puis elle ouvrait ses bras en croix et elle criait. Elle banda ses reins en arrière. Elle ne touchait le sol que par sa tête et ses pieds. Elle fit un long effort. Elle écartait ses cuisses. Elle poussait de toutes ses forces en silence, sans respirer, puis elle reprenait haleine en criant et elle retombait sur la mousse. Sa tête battait dans l'herbe de droite et de gauche.

— Femme! — cria Antonio.

Elle n'entendait pas.

— Va chercher, va chercher, — dit Matelot et il faisait signe avec la main du côté du pays. Il essayait de tenir cette tête folle qui battait de tous les côtés et qui sonnait sur les pierres.

— Cours, Antonio.

— Quoi?

Il essayait de tenir les jambes de la femme. Elles lui échappaient. Il n'osait pas serrer.

— Cours.

— Donne-lui de la blanche.

— Cours!

— Tiens sa tête.

— Cours! je te dis.

Il sembla que la femme s'apaisait.

— Elle va faire le petit, — dit Matelot, — cours vite.

Antonio remonta le tertre. De tous les côtés c'était la nuit et cette lueur blême du fond de l'eau. En bas leur brasier s'éteignait; comme un sou bleu. Antonio se mit à courir vers un labour qu'il avait vu luire. Il cria :

— Bonnes gens!

Un vol de gélinottes passa au-dessus de lui.

Il courut dans une lande, puis sur un pré; ça sentait la bête.

— Qu'est-ce que tu veux? — dit une voix dans l'ombre.

— Où es-tu?

— Dis d'abord qui tu es et ce que tu veux. Et ne bouge pas, — dit la voix.

C'était la voix ronde d'un homme de la montagne.

— Je suis Antonio de l'île des Geais. Nous avons trouvé une femme malade dans le bois.

— Tu es un de ces deux qui se chauffaient là-haut?

— Oui.

— Avance.

— Où es-tu?

— Là.

L'homme était tout à côté de lui mais avec son grand manteau il semblait un tronc d'arbre et il avait parlé avec sa main devant la bouche pour faire croire qu'il était là-bas à gauche.

— Je crois qu'il y a une maison par là dans le petit val.

— Où? — dit Antonio.

— Marche tout droit, tu verras la lumière.

— Attends, — dit l'homme.

Et il toucha le bras d'Antonio.

— Maudru ne veut pas qu'on allume du feu dans ses pâtures. Tu n'es pas du pays?

— Non, — dit Antonio.

— Marche, — dit l'homme, — je te verrai demain.

Le pré se courbait vers une combe molle sans arbres pleine de lune. La maison était là, avec de la lumière au joint des volets. Antonio frappa avec son poing.

— Femme!

— Qui frappe?

— Un homme : c'est pour du secours.

La femme s'arrêta de bouger.

— Pour toi?

— Non, nous avons trouvé une femme. Elle va faire le petit.

— Qui, nous?

— Moi et le Matelot. Moi, je suis Antonio de l'île des Geais.

— Tu as rencontré l'homme qui garde les bœufs?

— Oui.

La femme dénoua la serrure. On entendait les lanières de cuir qui sifflaient quand elle défaisait les nœuds. Elle tira la barre.

— Entre.

Elle le regarda entrer.

— Tu es un bel homme, — dit-elle.

— Mère, — dit Antonio.

Il voulait lui parler vite de cette femme là-bas. Il entendait encore le hurlement dans ses oreilles.

— Elle crie, — dit-il, — viens vite.

— Crier pour le commencer et crier pour le finir, c'est la règle. C'est ta femme?

— Non, on l'a trouvée dans le bois.

— Dommage, elle l'aurait au moins commencé avec plaisir.

— Ne joue pas, — dit Antonio, — viens vite.

C'était une femme forte et brune avec de la moustache et de gros sourcils. Elle était faite comme un homme, à mains épaisses, un nez de mâle, un corps sans hanches seulement un peu attendrie à la poitrine.

— Tu pourras la porter, — dit-elle.

— Je la porterai, — dit Antonio, — ne t'inquiète.

Il la revoyait : elle n'était pas grosse. Oui, il la porterait dans ses bras.

La femme ferma la porte sur eux.

— Traversons la pâture, — dit Antonio.

— Non, — dit la femme, — passons par le bord des haies. A qui est ce feu là-haut?

— A moi, — dit Antonio.

— Attends, — dit la femme, — ne m'annonce pas tous les

malheurs à la fois : tu as fait du feu sur la pâture de Maudru et tu m'apportes une femme qui a le mal. Marche devant et ne dis plus le mot, c'est assez pour cette nuit.

— C'est fait, — dit Matelot.

Il avait allumé un autre feu. Il était à genoux près de la femme. Elle paraissait morte, blanche comme du gel et sans un souffle. Entre ses jambes écartées, elle avait un gros paquet fait avec la veste de Matelot.

— Où est-il? — dit la femme.

— Je l'ai plié dans ma veste, — dit Matelot. — Coupe le cordon seulement; ça a été plus fort que moi.

— Elle est morte? — demanda Antonio.

— Non.

— Donne-lui de l'eau-de-vie, — dit la femme.

Elle écarta les pans de la veste.

— Le voilà, l'artiste, — dit-elle.

L'enfant tout sale haletait doucement. Sa petite bouche se tordait en silence.

— Et qu'est-ce que tu te crois d'être? (La femme parlait à l'enfant) parce que tu arrives dans la forêt, tu gueules pas comme les autres. Ouvre-là cette bouche, ouvre-là (elle le secouait), pleure, mon gars.

L'enfant se mit à crier.

— Et vous autres, couvrez-la. Toi qui te dis si fort, porte-la maintenant et ramasse ton couteau, et venez. Maintenant que celui-là a commencé à gueuler, il ne s'arrêtera peut-être plus. En avant : le gel, c'est pas très bon pour tout ça.

Antonio ramassa son couteau. Il le regarda. Il avait cette arme depuis longtemps. Elle avait tout fait jusqu'à maintenant sauf de séparer un enfant de sa mère.

— Une histoire! — dit Matelot. — On fait comment? Tu prends la tête ou les pieds?

— Je la prends toute, — dit Antonio. — Tu la couvriras quand elle sera sur moi.

Elle ne pesait presque pas. Elle était cependant épaisse de poitrine et de chair dure. Antonio ne connut pas son poids; il y avait tant dans cette femme pour faire oublier qu'elle pesait. Il sentit seulement cette chaleur qu'elle avait main-

tenant et la forme ronde de cette chair juste du rond de ses bras à lui. En la haussant pour la charger sur ses épaules, il vit son visage sans savoir si c'était beau ou pas beau. Il guettait seulement là-dessus la souffrance et il était heureux de le voir enfin calme et délivré du gémissement.

— Entoure ses jambes, — dit-il. — Mets-lui mon capuchon. Passe bien là-dessous, entre elle et son épaule.

— Vous venez? — cria la femme qui emportait l'enfant.

— Oui.

— Je porte les fusils, — dit Matelot.

Antonio pensa au besson qu'ils cherchaient sur le fleuve le jour d'avant. C'était loin de dix ans depuis qu'ils avaient trouvé la femme. Il la portait. Elle était pliée sur son épaule comme un doux gibier.

— Ouvre mon lit, — dit la femme à Matelot. — Sers-toi un peu de tes mains, toi, le vieux qui porte les fusils. Je ne te dis pas d'arracher les couvertures. Là, un peu de sens.

— Tu restes seule? — dit Matelot.

Il arrangea soigneusement la couverture.

— Oui.

— Tu fais bien, — dit-il.

— Mets-la sur le lit, — dit la femme. — Je fais bien, pourquoi? — demanda-t-elle à Matelot.

— Tu fais bien pour celui qui resterait avec toi par hasard. Il est mieux ailleurs. Regarde si c'est ouvert un lit, ça!

— Bourre le feu, — dit-elle, — et fais chauffer de l'eau.

— Elle ne parle pas, — dit Antonio.

Il regardait la délivrée. Elle ne bougeait pas.

— Je crois...

— Tu crois et tu ne sais rien. Aide-moi, on la déshabille et on la lave, puis on la chauffe, puis tu verras. Mets la corbeille du petit près du feu. Et toi, là-bas, le vieux au fusil, tâche à ne pas me faire rôtir ce petit. Soulève-la.

Elle dégrafa le caraco.

— Tire. Elle aura du lait. Regarde.

Il avait un peu honte de regarder cette chair sans défense.

— Ça sera une grande nourrice. Il faut lui enlever sa chemise. On dirait que tu as peur d'elle. Touche-la carrément. Qu'est-ce que c'est que ces deux hommes en pâte à pain qui

sont sortis de la nuit? Là, tire la chemise. C'est pas encore trop beau, ce qu'on va voir. Et toi, là-bas, ça va, mon eau chaude?

— Ça va, — dit Matelot.

— Là, ma fille. On crève de chaleur ici dedans.

Antonio faisait la coupe avec la paume de sa main. Il y versait de l'eau-de-vie chaude et il frottait les flancs de la femme. Il avait peur de ses longues mains toutes rugueuses. Cette peau qu'il frottait était fine comme du sable.

La délivrée soupira. Un long soupir, un beau soupir bien charnu et sans plainte.

Antonio retira sa main.

— Relève-la, — dit la femme. — Je lui passe la chemise. Prends-la dans tes bras, tiens-la.

Il la serrait contre lui. Il la tenait toute nue dans ses bras.

— Enlève-toi, — dit la femme. — Il faut te donner un sou pour faire et deux sous pour défaire à toi. Lâche-la, pour le moment elle n'a pas envie de recommencer.

Elle la couvrit.

— Là, — dit-elle, — elle a une pierre chaude aux pieds. Mets encore ton manteau sur elle. Ça va aller. Donne-nous un coup d'eau-de-vie à nous autres.

La délivrée respirait. Comme le chaud entrait en elle par toutes les portes de son corps, elle se mit à sourire. Elle n'avait pas encore ouvert les yeux. Elle dormait.

— C'est de l'alcool de loin, dit la femme en buvant.

Elle regarda les deux hommes.

— Vous n'avez pas le front d'ici, — dit-elle. — Vous êtes d'où?

— Du fleuve, — dit Antonio.

— Moi, de la forêt, — dit Matelot.

— De l'autre côté? — dit la femme en montrant le sud?

— Oui.

— Ça me fait penser, — dit la femme, — que vous avez allumé deux feux sur les pâtures de Maudru.

***

Matelot, étendu devant l'âtre, ronflait. La femme s'était couchée dans l'ombre, de l'autre côté de la cheminée. Anto-

nio ne pouvait pas dormir. Il avait peur de bouger et de faire du bruit à cause de la délivrée qui dormait dans sa paix et son sourire. Il ouvrit la porte sans bruit et il sortit. Dehors, on en était à la fin de la nuit. Les étoiles étaient grosses comme des pois. Il n'y avait plus de brouillard, plus de lune; le ciel était large ouvert d'un bord à l'autre. Le vent haut chantait tout seul. La maison sentait le foin sec et le feu. Il y avait sur toute la largeur du ciel et de la terre une paix et une douceur qui annonçaient le jour. Les bruits étaient purs et légers. Antonio entendit un pas dans l'herbe souple : c'était le bouvier. Il s'arrêta au coin de la maison.

— Tu m'as dit que tu étais Antonio de l'île des Geais? — demanda-t-il?

— Oui.

— Celui qu'on appelle « bouche d'or? »

— Oui.

— Ne te dérange pas, — dit l'homme. — Regarde paisiblement ta nuit.

Elle est belle. Je vois toutes les nuits, moi.

Sais-tu le nom de ces étoiles?

— Lesquelles? — dit Antonio.

Il se sentait redevenir le « bouche d'or » chantant dans les roseaux du fleuve. Celui qui s'amarrait près des lavoirs avec sa bouche hors de l'eau et son corps plongé dans le monde.

— Ces quatre-là, — dit le bouvier.

— Celles-là, — dit Antonio, — moi, je vais les appeler « la blessure de la femme ». Je vais les appeler comme ça parce qu'elles font comme un trou dans la nuit. Elles luisent sur la bordure. Dedans c'est la nuit noire et on ne sait pas ce qui va sortir.

— Et celles-là, là-bas dans le nord?

— Celles-là, moi je vais les appeler « les seins de la femme » parce qu'elles sont entassées comme des collines.

— Et celles-là, là-bas vers l'est?

— Je vais les appeler « les yeux » parce que, moi, je crois qu'elles sont comme le regard de celle qui dort et qui n'a pas encore ouvert ses paupières.

Le bouvier resta sans parler.

— Prends mon manteau, — dit-il. — Il fait froid sur le

matin pour toi qui restes sans bouger à regarder la nuit. Moi, il va falloir que je marche après mes bêtes. Ne t'inquiète.

Antonio prit le manteau. La bure était chaude de la chaleur de l'homme.

Le bouvier s'en alla dans l'ombre. La nuit se déchirait lentement sur tout le pourtour des montagnes.

A l'aube, le troupeau s'avança. Antonio vit sortir des ombres de l'ouest les taureaux aux cornes en lyre. Ils émergeaient de la pâture à la lèvre du val et tout de suite le soleil levant était sur leurs fronts. A la pointe des cornes, ils portaient des éperviers et des milans qui battaient les ailes. Antonio marcha à leur rencontre.

— Homme, — dit-il au bouvier, — merci pour ton manteau. Le mien, je l'ai mis sur le lit d'une femme malade qui dort dans cette maison.

— Maintenant, je te vois, — dit le bouvier. — J'aime voir les hommes. Je suis venu de ce côté avec mes bêtes pour te voir. D'ordinaire, je les pousse droit vers le fleuve, par là-bas. — Alors, c'est toi, « bouche d'or »?

— C'est moi, — dit Antonio, — tu me connais?

— Non, mais je connais la chanson des trois valets. On dit que c'est toi qui l'as faite.

— Qui te l'a dit?

— Celui qui vend des almanachs à Villevieille.

— Oui, — dit Antonio, — c'est moi. Maintenant, je cherche un moyen pour pêcher le congre.

— Qu'est-ce que c'est, le congre?

— C'est un poisson comme un serpent.

— Gros?

— Plus que mon bras. Il a des yeux comme du sang et un ventre de la couleur des narcisses. Il s'enfonce dans l'eau comme une racine. Il pleure comme les enfants. Il peut manger du fer avec ses dents.

— On t'écouterait tout le jour, — dit le bouvier.

Antonio le regarda.

C'était un homme bâti avec un peu de chair brique et de grands muscles secs, ronds comme des cordes de puits. Il avait, sur le côté droit de sa veste de cuir, la lettre M peinte à la terre d'ocre, comme la marque des taureaux.

— Je voulais te dire, — dit Antonio, — ne passe pas près de la maison, tu la réveillerais. Elle a besoin de sommeil.

— Ne t'inquiète pas, — dit le bouvier. — je vais descendre par les bouleaux puisque c'est ça. Tu seras là ce soir?

— Oui, — dit Antonio.

Il pensait à la femme qui ne pourrait pas encore se lever.

— A ce soir donc, écoute. Je te dis tout ça pour ton aise. J'ai caché les feux sous les herbes. Et puis, Maudru ne vient pas souvent. Sois tranquille. La femme de la maison, moi, je l'appelle « la mère de la route ». Ne t'y fie pas trop. Elle vit de ses doigts.

Et il fit le geste de prendre. Puis il appela ses bêtes avec des mots profonds et les taureaux portant les oiseaux sur leurs cornes commencèrent à descendre vers le fleuve.

***

— Elle dort? — demanda Antonio en entrant.

— Oui, — dit la femme.

— Le jour donne sur le lit, tu devrais couvrir ta fenêtre.

— Laisse-moi faire, — dit la femme. — Tu fais bien ton flambard maintenant. Tu veux tout savoir. Quand on s'est délivrée, le jour qui vient est le plus beau. Laisse-là se réveiller dans le soleil. J'ai fait du café, — dit-elle, — tu en veux?

— Donne.

— Regarde ton copain si le jour le réveille, lui : ni le jour ni le feu.

— Il est fatigué.

— Pourquoi as-tu des copains si vieux?

— J'ai pas de copains, — dit Antonio. — Je vis seul. Ça, c'est un homme de la forêt qui a perdu son fils et je le lui cherche dans le fleuve.

— On lui dit comment?

— Matelot.

La femme regarda Matelot qui dormait. Le jour bleu coulait de la fenêtre et déjà il faisait flotter dans la lumière un escabeau de bois, la table faite de troncs d'arbres, le bas du lit. Le haut du lit était encore dans l'ombre. Le visage de sucre de l'accouchée se confondait avec l'oreiller blême et le drap.

— Le fils avait des cheveux rouges, — dit la femme.

— Oui, — dit Antonio surpris.

— Et dans sa main gauche le haut du petit doigt manquait.

— Tu l'as vu?

— Je vois tous ceux qui passent, — dit la femme. C'est la route. Celui-là, je l'ai bien vu. Il a assez d'extraordinaire sur lui.

— Approche-toi, — dit Antonio.

La femme se pencha vers lui. Il l'attira encore un peu plus près.

— Il doit être mort, — dit-il.

— Ta bouche sent la sève, — dit la femme.

— J'ai mâché un bourgeon de figuier.

— Bon, — dit-elle. — Tu n'es pas un homme comme les autres. Moi, je crois qu'il n'est pas encore mort.

— Qui te le fait dire?

— Écoute, — dit-elle.

Et elle arrêta avec sa main l'épaule d'Antonio qui se reculait.

— Reste près de moi. C'est pas ordinaire, un homme qui sent bon le matin. Ce que je peux te dire, c'est que vous n'êtes pas que tous les deux à le chercher.

— Qui encore?

— Les hommes de Maudru.

— Pourquoi faire?

— Va savoir! Le sûr, c'est que celui-là, là dehors, est arrivé avec ses bœufs et il m'a demandé des nouvelles du garçon aux cheveux rouges. Je suis la mère de la route. On me demande souvent des nouvelles des gens, mais pas souvent deux fois. Ça a été d'abord le bouvier et il descendait du nord avec ses taureaux pour me demander ça et depuis il fait sentinelle là devant en surveillant toute la vallée avec ses bêtes. Il a des ordres. Ça se voit. Des hommes de Maudru, il y en a partout. Et tous avec leurs taureaux. Des fois, celui d'ici sonne de la trompe et on lui répond. D'abord celui-là, je dis, et puis, vous deux qui montez du sud et qui parlez aussi du garçon aux cheveux rouges. Qu'est-ce qu'il a fait celui-là pour qu'on remue ainsi ciel et terre autour de lui?

— Pour moi, — dit Antonio, — il n'a fait que d'être le dernier fils de cet homme qui dort.

Le petit enfant se mit à gémir dans sa corbeille.

— Berce-le, — dit Matelot dans son sommeil de l'aube.

Il se réveilla.

Il avait dormi comme une bête assommée. Il avait la barbe pleine de bave. Il l'essuya avec le dos de sa main.

— Et alors? — dit-il.

— Rien, — dit Antonio, — tout est pareil.

Le petit enfant se plaignait et s'agitait. Il frappa avec son poing sur le dos de la corbeille.

— Qu'est-ce que c'est cette grenouille? — dit la femme; — le voilà déluré dès le premier jour. On n'a jamais vu ça sur la terre.

— Il est beau? — demanda Matelot.

— Viens le voir, — vieux.

Ils le regardèrent. A force de bouger il s'était défait de ses linges et il était tout nu là dedans à bouger ses bras et ses jambes. Il n'était pas rouge comme les nouveau-nés ordinaires, mais déjà sa peau blanchissait, et, comme il était plein de plis de graisse, la peau riait d'un rire de soie.

Antonio regarda la mère. Elle respirait régulièrement et profondément. L'enfant lui ressemblait, il n'avait rien d'étranger. C'était exactement la même bouche, le même nez, la même paupière, car ils avaient encore tous les deux les yeux fermés, le même front, les mêmes joues aux fortes pommettes. Tout ça dans l'enfant était en fantôme sous une peau comme trop large, pleine de plis et de grimaces, mais on voyait qu'il portait la graine du visage de femme et que tout allait fleurir et s'épanouir dans la forme exacte de ce visage de femme, là, sur l'oreiller. Elle semblait l'avoir fait seule.

L'enfant tordait sa bouche et il salivait une belle bulle de salive. Il pleurait.

— Il veut téter, — dit Antonio.

— Il veut son eau de sucre, — dit la femme. — Pour le tété ça viendra après. Seulement si elle se réveillait! J'aimerais bien qu'il prenne le sein, ne serait-ce que pour tirer. Ça lui ferait monter le lait à elle.

Elle s'approcha du lit.

— Poule, — dit-elle, — et elle toucha la main de l'accouchée.

Un frisson monta le long du bras de la femme blême. Elle soupira. Elle ouvrit les yeux.

Ils étaient comme des feuilles de menthe.

— Mon petit!

— Il est là, ne bouge pas.

— Il est vivant?

— Plus que toi, ma belle.

— C'est un garçon?

— C'est un garçon.

— Où je suis?

— Dans mon lit.

Elle eut un petit sourire.

— Je sens, — dit-elle, — mais où?

— Que de choses, — dit la femme. — On te dira tout ça peu à peu. Maintenant, je t'ai réveillée pour que tu le prennes un peu, ce garçon. Tu vas voir ça, vieux, apporte-moi le petit.

— Tu n'es pas seule? — dit-elle.

— Tu vois bien, — dit la femme.

Les yeux de la femme n'avaient pas bougé. Elle regarda le mur en face d'elle et Antonio avait tourné la tête pour voir ce qu'elle regardait avec tant de force.

— Vous ne savez pas? — dit-elle.

Elle mit sa main sur sa poitrine qu'elle sentait nue :

— Je suis aveugle.

Les paupières étaient comme des violettes et la couleur de ses yeux était au milieu d'un beau plâtre sans rides.

— Tu n'y vois pas? — dit la femme.

— Non.

Antonio se retenait de respirer.

— Rien?

— Non, rien.

— Depuis longtemps?

— Depuis toujours. Donne le petit.

Matelot apporta l'enfant.

— Mets-le là entre les genoux, — dit-elle.

— Ça semble pas vrai, — dit Matelot en regardant les yeux en feuilles de menthe.

Ils étaient larges et profonds et ils donnaient à ce visage

une énorme lumière, une sorte de lueur qui ne suintait pas seulement au ras de la peau, mais qui venait du dedans. Quand on parlait, elle regardait du côté du parleur mais avec un peu de retard et les rayons de ces yeux arrivaient dans les parages de la parole, puis ils s'arrêtaient. Ils manquaient des fois l'homme ou la femme. Ils regardaient à côté.

Elle se mit à toucher l'enfant. Ils regardaient tous les trois ces longs doigts blêmes, ces mains qui n'étaient pas seulement souples mais, ô miracle, semblaient avoir la force enveloppante de l'eau.

Le petit enfant s'arrêta de crier. Il renifla la main. Il chercha avec sa bouche dans la trace des doigts qui glissaient à la connaissance de son visage. Il essayait de sucer. La main se dérobait toujours. Il recommença à crier. Elle toucha les paupières de l'enfant.

— Il y voit, lui? — dit-elle.

— On ne le saura que demain, — dit la femme.

— Ça serait hors de justice, — dit la délivrée.

— Il y verra, — dit Matelot. — Tout à l'heure il avait l'air de suivre le mouvement de mes mains.

— Il me ressemble, — dit-elle, — c'est mon nez, ma bouche et tout, et j'ai senti que c'était aussi mes yeux. C'est de ça que j'ai peur.

— Les accouchées ont toujours peur, — dit la femme. — Moi, tout le temps que je portais, j'avais peur qu'il vienne avec un bec de lièvre, et puis il est venu comme les autres.

— Moi, — dit la délivrée, — j'aurais toujours voulu le garder dans mon ventre; là, je le connaissais. Maintenant, qu'est-ce que je vais faire? Avant que j'aie le temps de tout l'apprendre.... Rien que ses pieds, ses petites jambes, son petit corps....

Elle se mit à pleurer sans bruit avec son regard immobile.

— Ne pleure pas, — dit la femme. — Ne te soucie pas. Ne te tracasse pas. Tout ça est mauvais pour le lait. Ton mal n'est pas une raison et il a droit à du lait aussi bon que les autres. Donne-lui le sein, pour voir.

— Vous êtes trois, — dit-elle.

— Oui, — dit la femme.

— Il y en a un que j'ai senti, là, au pied du lit et il n'a rien dit, il s'est retenu de respirer. Il sent le poisson. Je voudrais qu'il parle un mot ou deux, puis je voudrais qu'il sorte pendant que je ferai téter le petit.

— C'est moi que tu veux dire? — dit Antonio.

Il avait fait un gros effort pour parler.

— Oui, — dit-elle.

— Je vais aller chasser pour que tu manges de la viande.

— Ne te fâche pas, — dit-elle, — je te sentais et tu ne disais rien. Ton odeur n'était pas mauvaise. Tu sens l'eau. Tous ces jours-ci j'ai marché vers le fleuve qui sent comme toi et ça n'était pas pour une bonne chose, parce que j'avais peur que mon enfant soit aveugle comme moi et j'aimais mieux que nous nous en allions tous les deux.

Antonio sentit un grand tremblement qui montait dans lui et il ne pouvait pas l'arrêter. Il tremblait comme le chêne battu par les eaux à la pointe de son île.

— Il ne faut pas aller vers le fleuve, — dit-il, — tu n'as pas le droit, ni pour toi ni pour lui, et ton garçon sera comme tout le monde. Et même pour toi, il faut toujours réfléchir. Tu vas avoir du bonheur à le toucher et à l'entendre. Le monde a du bien et du mal. Tu as encore beaucoup de bien à sentir.

— Je ne sais pas, — dit-elle, — mais tu as bien fait de parler.

— Je vais chasser pour toi, — dit Antonio.

— Oui, allez-vous-en, — dit la femme, — laissez-nous un peu seules toutes les deux. On a à laver des choses qui ne vous regardent pas.

— Et mon besson, — dit Matelot, — pendant qu'ils marchaient dans les roseaux?

— J'ai plus trouvé dans cette maison que tout le long du fleuve.

L'oseraie s'écartait devant eux et, au delà de la porte d'osier le fleuve plat luisait sous le soleil du matin.

— On t'en a parlé?

Matelot s'était arrêté et il avait fait le mouvement d'épaules pour revenir sur ses pas.

— Marche, — dit Antonio, — ça se présente d'une drôle de façon. Tu as confiance en moi?

— Oui.

— Laisse-moi libre. Je crois que ton besson a fait flotter son radeau sur un plus gros fleuve que le nôtre.

— Tu crois qu'il est vivant?

Ils s'étaient approchés du fleuve et maintenant ils entendaient l'eau bouillir sous des esclapades et des taureaux qui mugissaient. De l'autre côté, à travers les taillis de genévriers, un troupeau de bœufs courait lourdement, dispersé à travers la lande. Au milieu du troupeau sautait la silhouette noire d'un homme au manteau volant qui chevauchait un taureau roux. Sur la peau rase d'une colline, vers le fond de l'horizon, d'autres bœufs marchaient dans l'herbe courte. Là-haut le bouvier sonna de la trompe. L'homme au manteau arrêta ses bêtes en chantant. Elles tournèrent en rond autour de lui, puis elles s'arrêtèrent en soufflant.

Antonio et Matelot venaient de dépasser les gros bosquets d'osiers. Dans les ragues plates du fleuve un autre troupeau se baignait. Les bœufs dansaient dans une poussière d'eau irisée comme les plumes des faisans. Leur bouvier s'avança au clair des graviers. Il sonna deux coups sur sa trompe. L'homme au manteau sonna deux coups. Le bouvier de la colline sonna deux coups. Alors, le bouvier des graviers se mit à leur raconter une histoire à coups de trompe et on sentait qu'il leur disait tout ce qu'il voulait leur dire, posément et clairement, et les autres, à un moment donné, répondirent :

— Répète un peu.

Il répéta sa longue phrase bien mieux modulée et cette fois les deux trompes lointaines dirent :

— Ça va, ça va, ça va.

Et le charroi des taureaux recommença à couler sur la lande et dans les collines; le manteau de l'homme s'en alla en claquant au-dessus des bêtes aux grandes cornes claires, puis son troupeau s'engouffra dans un vallon.

— Il est vivant, — dit Antonio, — il y en a trop qui le cherchent. On ne se met à tant après un mort.

Il faisait un temps faux et sournois, tiède comme une fin de printemps, clair comme un beau mai, un jour bruissant et

sonore comme s'il descendait vers l'été. Sur les lointains tremblait la force laiteuse de l'air et, jusqu'au milieu du ciel, montait un voile de brume tremblant et plein de lumière mais qui cachait les hauts escaliers de la montagne couverts d'arbres rouges et de neige.

— Un beau temps, — dit Matelot.

— Va vers l'hiver, — dit Antonio.

— Me fous de l'hiver s'il est vivant, — dit Matelot.

Antonio l'arrêta de la main. Les traces fraîches d'un marcassin trouaient la boue. Immobiles, ils entendirent la bête qui se vautrait dans les roseaux. Ils s'avancèrent un peu. On la voyait maintenant. Elle faisait le porc. Elle labourait la boue avec son groin puis elle se couchait dans la boue fraîche et elle se vautrait à pleins poils, le ventre en l'air.

Matelot lui tira un coup de fusil dans le ventre. Les lingots de Matelot faisaient de grosses blessures. La bête ne s'arrêta pas de gémir ses gémissements heureux. Elle en était encore à sa joie de soleil et son sang et ses tripes fumaient déjà sur le sable noir. Elle allongea le cou et elle se mit à rire silencieusement avec ses grandes dents.

— Patronne, — dit Antonio, — donne-moi des terrines, je vais te faire de la conserve avec le sanglier.

— Pour une fois, — dit la femme, — je connais un homme qui s'occupe. Voilà la jarre à viande, mon gars.

Elle apporta la haute jarre qui sentait le sel et le sang. Antonio s'était fait une brosse avec des touffes de thym et il nettoya le dedans de la jarre. L'accouchée était assise sur le lit et elle gardait son enfant dans ses bras. Elle lui chantait la chanson à bercer :

« De toutes les étoiles du ciel,
C'est toi que je préfère. »

Antonio mit un lit de sel pur au fond de la jarre, puis il apporta une grande pierre plate, il affûta son couteau puis il commença à tailler des tranches de viande dans la cuisse noire du marcassin.

L'aveugle s'arrêta de chanter.

— Qu'est-ce que c'est des étoiles? — dit-elle.

— Des lumières dans le ciel, — dit la femme.

— Comment?

— Des lumières comme quand on arrive près d'une ville la nuit et que toutes les fenêtres sont allumées.

— Je ne sais pas, — dit l'aveugle, — Qu'est-ce que c'est votre jour dont vous parlez tant, votre nuit, vos villes, vos lumières, vos fenêtres allumées?

— La nuit, c'est ce que tu vois, toi, — dit Antonio.

— Et le jour?

— Le jour, — dit Antonio, — c'est le jour, comment te dire?

— Moi, — dit l'aveugle, — voilà ce que je crois : le jour, c'est l'odeur.

— C'est difficile à comprendre, — dit Antonio.

Il coupait la viande sur la pierre plate. Il mettait les morceaux dans la jarre. Il saupoudrait avec du sel.

— Comment tu t'appelles? — demanda Antonio.

— Clara, — dit-elle.

— Pourquoi es-tu seule?

Elle resta sans répondre. Ses grands yeux de plâtre et de menthe étaient immobiles dans l'ombre. Elle comprit qu'il la regardait, car elle n'entendait plus le couteau, le couteau à couper, grincer sur la pierre et elle détourna la tête. Alors, Antonio imita avec son couteau le bruit de celui qui coupe la viande et, peu à peu, le visage se retourna vers lui et les yeux aveugles le regardèrent longtemps en silence pendant qu'il faisait celui qui coupe la viande.

***

La nuit s'était épaissie de toutes les fumées. Elle ne bougeait plus. Elle n'avait plus d'étoiles et seulement une lune sans éclat qui n'éclairait qu'une largeur de doigt autour d'elle. Les feux haletaient en silence. Au ras de terre, loin et partout, un piétinement sourd ondulait avec les collines et les plaines du pays.

— Je voudrais savoir, dit Antonio en parlant à la nuit, si malgré tout la mère de la route est capable d'avoir un peu de courage tranquille.

La femme s'approcha de lui.

— Laisse-moi te toucher les épaules et les bras, — dit-elle. — Je t'ai ouvert ma maison rien qu'à ta voix. Je ne suis pas encore une vieille femme en dedans. Laisse, fiston.

Elle appuya sa tête sur le bras large d'Antonio, au coulant de l'épaule.

— Je t'ai dit « bel homme » quand tu es entré. Laisse, fiston, je te demande pas plus.

Antonio faisait les muscles mous.

— Qu'est-ce que tu me veux? — dit-elle.

— Te dire un peu de vérités.

Elle frotta sa joue contre le bras d'Antonio.

— Le garçon aux cheveux rouges, — dit-il, — il nous tient au cœur comme le miel à la ruche. Nous, on va partir avec mon copain. Voilà une vérité.

— Parle encore, si tu me laisses là, — dit la femme.

— Oui, reste contre mon bras. Tu n'as pas ménagé ton bon service dans cette histoire. Mais, j'ai peut-être tort de croire que ta maison, c'est notre maison en pays Rebeillard.

— C'est ta maison, — dit-elle.

— Mon copain et moi, ça fait un, — dit Antonio. — Écoute, si je voulais te toucher, je te toucherais. Tu vois, je ne bouge pas mon bras. Mais je crois que je peux faire beaucoup d'amitié avec toi si tu me rends service.

— Le service aura ton odeur, — dit-elle, — demande-le.

— L'aveugle, — dit Antonio, — tu me la gardes?

— Si tu veux.

— Je voudrais bien, — dit Antonio.

Il appela à voix basse :

— Matelot!

— Je t'écoute.

— Je me sens, — dit-il, — le cœur tout tourné comme si j'avais respiré longtemps cet osier trop tendre qui fleurissait dans ta forêt l'autre soir.

— Je savais que ça viendrait, — dit Matelot.

— Je ne sais plus que faire, je n'ai plus mon fleuve et son eau. Ça m'a pris déjà plusieurs fois cette chose, mais jamais si fort et jamais quand la neige descend doucement le long de la montagne.

— Je suis toujours comme ça dans le fond de moi, — dit la femme, — et c'est pourquoi il faut que tu te laisses caresser le bras. Nous sommes de pauvres petits oiseaux.

— Les prés sentent fort dans ce pays, — dit Antonio, — et les arbres ont tant de sang que l'air en prend l'odeur rien qu'en passant entre les branches. C'est un lourd pays ton pays, mère de la route.

— Tous les pays sont lourds, — dit-elle. — Nous sommes pliés dans les prés et les collines comme des pains durs dans le linge humide.

Antonio respira longuement en silence.

— C'est ta femme? — dit-elle encore.

— Non, je l'ai trouvée hier soir.

— Je la garderai, — dit-elle.

Antonio ouvrit la porte.

— Ton sac, — dit Matelot.

— Donne.

— Ton fusil.

— Donne. Tu es prêt, toi?

— Je suis prêt, — dit Matelot. — C'est mon fils, tu comprends?

— Reste là un moment, — dit Antonio.

Il entra. Dans l'âtre un petit feu se traînassait en sifflant entre les bûches humides. A la lueur tremblante des braises, il vit que les yeux de menthe et de chaux étaient ouverts.

— Demoiselle, — dit-il.

— Parle doucement.

Il s'approcha sans bruit. L'enfant était couché avec sa mère. Il couinait en dormant comme un petit rat.

— Ta voix est une pierre, — dit-elle.

— Demoiselle, — dit-il, — voilà.

Il la regarda sans parler. Maintenant, il la voyait malgré l'ombre et il fit sans y penser ce geste de bras qu'il faisait au fond de l'eau pour rester devant un gros poisson endormi. Elle était toute jeune, pâle et sans rides comme un beau galet, avec cette rondeur dure et pleine des porphyres usés par l'eau.

— Je pars, — dit-il.

— Je croyais que c'était fini, — dit-elle.

— Quoi, fini?

— Je me parle à moi, — dit-elle.

Et elle se tourna vers lui comme pour le regarder. Il approcha sa main, là, près du visage, il resta là à faire seulement le tour de cet air qu'elle touchait.

— Tout commence, — dit-il.

— Je me laisse faire, — dit-elle.

— Quoi fini?

— Tout ce mauvais temps. Toute cette tromperie de la terre. Je me laisse faire. C'est trop facile, tu comprends?

— J'entends tes mots longtemps après, — dit-il doucement, — tu ne parles pas comme nous; explique-moi.

— Toi non plus tu ne parles pas comme eux, tu parles presque comme moi. C'est ça qui m'a fait dire que c'était fini d'être trompé et de courir sur des chemins qui descendent.

— Tu ne t'en veux pas d'être vivante?

— Non, depuis que je t'écoute.

— Je peux toucher ta main?

— Touche-la.

— Elle est froide.

— J'ai perdu du sang.

— Refais-toi du sang, — dit Antonio.

Il gardait la petite main froide dans sa main. Il n'osait pas dire : « Je reviendrai. »

— Je reviendrai, — dit-il.

— C'est trop facile de me tromper, — dit-elle, — je me laisse faire. Ça porte punition parce que c'est trop facile.

JEAN GIONO

(*A suivre.*)

L'AVÈNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE

(1873-1875)

Le renversement du gouvernement de M. Thiers, la visite du 5 août du comte de Paris, — consacrant la fusion, longtemps retardée, des deux branches de la maison de France, — avaient ouvert les voies au rétablissement de la Monarchie.

Le 4 octobre 1873, après différentes négociations officieuses, les membres des bureaux des quatre groupes de la majorité de l'Assemblée Nationale, se réunissaient à Paris dans les salons de M. Aubry « afin d'arrêter les résolutions que les circonstances pourraient réclamer ».

Une commission de neuf membres fut élue sous la présidence du général Changarnier qui devait, on le sait, déléguer, quelques jours plus tard, mon grand-père auprès de M. le comte de Chambord.

De sa mission devaient résulter deux propositions : 1° M. le comte de Chambord ne demande pas que le drapeau soit modifié avant qu'il ait pris possession du pouvoir. 2° Il se réserve de présenter au pays, à l'heure qu'il jugera convenable, et se fait fort d'obtenir de lui, par ses représentants, une solution compatible avec son honneur et qu'il croit de nature à satisfaire l'Assemblée et la Nation.

Fidèle porte-parole à Salzbourg, Charles Chesnelong n'avait rien caché à M. le comte de Chambord des sentiments de la commission des Neuf, de l'Assemblée, du maréchal qui avait fait connaître que l'armée ne répudierait jamais le drapeau tricolore, — et le Roi acceptait de revenir.

A son retour, « véridique » interprète, non seulement mon grand-père avait rapporté exactement les déclarations qu'il était chargé de transmettre, mais il n'avait rien dissimulé ni des réserves qui avaient

accompagné ces déclarations ni de leurs conséquences, et la majorite conservatrice de l'Assemblée Nationale acceptait de faire la Monarchie.

Les difficultés n'étaient pas résolues, mais elles étaient ajournées. Le comte de Chambord, une fois de plus, ne laissait nullement entendre qu'il abandonnerait le drapeau blanc, représentation de son principe et, au cours des entretiens de Salzbourg, « à voix basse et comme se parlant à lui-même », il avait dit — tout en acceptant immédiatement que ce mot ne soit pas rapporté : « Je n'accepterai jamais le drapeau tricolore. » Il se faisait fort, pourtant, de présenter, à son heure, au pays, une solution « de nature à satisfaire l'Assemblée et la Nation ». La porte était ouverte. Le Roi pouvait revenir et les pointages les plus autorisés permettaient d'escompter une majorité certaine.

« On faisait la Monarchie, devait écrire plus tard mon grand-père à madame de Marcey, le Roi avec l'espoir qu'un mouvement de générosité nationale l'affranchirait du drapeau tricolore, les Orléanistes avec l'espoir que le Roi sur le trône consentirait un sacrifice, qu'il repoussait comme une condition préalable, les hommes sans parti pris avec la pensée qu'une solution honorable pour tous sortirait de la nécessité des choses. Il paraissait également impossible que le Roi renonçât au trône le lendemain du jour où il y serait monté et que l'Assemblée, après avoir rétabli la Monarchie, entât une révolution sur une Restauration.»

La fameuse lettre du 27 octobre n'en devait pas moins mettre fin aux tentatives de Restauration de la Royauté.

Quelles qu'aient été les raisons qui déterminèrent M. le comte de Chambord, le fait certain est que, sur le terrain nouveau de cette lettre, « répudiation d'avance annoncée du drapeau tricolore », il ne se trouva personne pour penser que la campagne monarchique pût être poursuivie.

Le 18 novembre, l'Assemblée Nationale prorogeait pour sept ans les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon par 378 voix contre 310.

Mais les incidents divers survenus au cours de la campagne monarchique, les déceptions causées par son échec, les accusations qu'elles avaient fait naître, avaient réveillé entre Légitimistes et Orléanistes, des querelles mal éteintes. L'esprit général d'irritation qui en était résulté, seul, peut aider à comprendre dans une certaine mesure les événements qui allaient suivre.

L'Assemblée Nationale avait à voter des lois constitutionnelles. En vain, le maréchal s'était-il efforcé, dans deux réunions à l'Élysée, de concilier les points de vue opposés des différents groupes de l'Assemblée. En vain, une majorité était-elle parvenue à se former dans la commission sur le terrain de l'organisation d'un septennat exclusivement personnel du maréchal.

La discussion s'ouvrit le 31 janvier 1875 et les premiers débats eurent pour résultat de faire apparaître « qu'il n'y avait dans l'Assemblée aucune majorité affirmative dans aucun sens sur le

terrain constitutionnel ». Alors survint l'amendement Wallon et, à cette heure où est posée un peu partout, la question de la réforme de l'État, les pages qui suivent — extraites d'un volume encore inédit des *Mémoires* de mon grand-père — rappelleront comment furent votées par surprise et pour ainsi dire sans débat les lois constitutionnelles qui marquèrent l'avènement de la IIIe République. Témoignage de l'état des esprits des différents groupes monarchistes en 1875, elles montreront en même temps, comment, après une œuvre féconde de relèvement des forces morales, financières et militaires de la France, en arriva à se briser l'Union d'une majorité conservatrice dont ce fut le destin « n'ayant pu faire la Monarchie, à laquelle elle aspirait, de faire la République dont elle ne voulait pas ».

CHARLES CHESNELONG

Nous touchions au sommet où les faits devaient dégager ce qu'il y avait d'incertain dans nos prévisions et justifier nos appréhensions en trompant nos derniers restes d'espérance. Après le délai prescrit par le règlement, le débat se rouvrit en seconde lecture sur la loi d'organisation des pouvoirs publics.

M. Raudot, posant d'abord une question préjudicielle, demanda que l'Assemblée eût la sagesse de ne pas poursuivre une délibération qui, ne pouvant, selon lui, aboutir, n'aurait pour résultat que d'agiter vainement le pays. Il était, pour ce qui le concernait, sympathique aux projets présentés par la Commission. Mais les derniers scrutins avaient prouvé que 80 voix de droite les repoussaient et comme la gauche y était sans distinction de groupes unanimement hostile, ils ne pourraient pas malheureusement obtenir une majorité. La gauche présenterait sans doute sous forme d'amendements des contre-projets républicains; mais on pouvait être sûr d'avance que la majorité conservatrice de l'Assemblée les repousserait. Du moment qu'il ne saurait y avoir de majorité ni dans un sens ni dans l'autre, pourquoi continuer des débats inutiles et très irritants?

M. Raudot était un esprit très honnête et très distingué. Il avait sur toutes choses des connaissances très sûres et très étendues. Il était d'ailleurs exempt de toute passion de parti et doué d'un bon sens original qui éclatait souvent dans de vives et heureuses saillies. Il était néanmoins plus respecté que

suivi. Sa proposition ne prévalut pas et on entra dans la discussion.

Un amendement de M. Laboulaye à l'article premier posa la question qui était au fond de toutes les préoccupations. Il était ainsi conçu : « Le gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un Président. »

M. Laboulaye développa cet amendement avec une grande modération d'idées et de forme. Il s'attacha à ne blesser aucun parti, à être équitable envers tous, parlant du Maréchal avec déférence, de l'Assemblée avec égards, de la Monarchie avec le respect de son principe et de sa grandeur passée, de la politique conservatrice avec estime, de la liberté avec une sorte de foi dans sa souveraine efficacité et avec cette largeur d'impartialité qui le séparait très profondément de l'exclusivisme des théories jacobines. Mais il soutint avec une candeur convaincue que la République était dans la situation des esprits et des partis en France le seul gouvernement possible et qu'elle réaliserait aussi bien et mieux qu'un gouvernement monarchique l'accord d'une autorité respectée et d'une liberté vraie. Il le croyait alors en toute sincérité. L'opposition qu'il fit plus tard avec une généreuse énergie à la politique républicaine me porte à penser que l'expérience l'avait désabusé de cette confiance un peu chimérique. L'Assemblée écouta du reste M. Laboulaye avec l'attention qui était due à son honnêteté, à sa loyauté et à son talent. Le centre gauche fit à son discours l'accueil le plus chaleureux; à droite, on lui sut gré de la mesure de son langage.

M. de la Bassetière, l'un des membres les plus distingués de l'extrême droite royaliste, était le premier inscrit pour lui répondre. Dans un discours élégant de forme, excellent au fond, où l'on sentait l'accent d'une conviction sincère et généreuse, il mit en relief les périls que la République ferait courir au Pays et la sécurité digne et honorée que lui ferait la Monarchie. Il se livra à d'intéressantes considérations historiques qui justifiaient sa thèse et il s'attacha à montrer que les complications du moment ne devaient ni détourner l'Assemblée de la solution monarchique ni encore moins l'entraîner vers une solution républicaine qui jetterait le pays dans de redoutables aventures. La Gauche eut le mauvais goût de ne

pas prêter à cette loyale parole l'attention qu'elle méritait; la droite toute entière qui avait pour M. de la Bassetière autant d'estime que d'affection le soutint avec une faveur très sympathique et très démonstrative.

Ce discours étant resté sans réponse, la discussion de l'amendement fut close. La gauche demanda le scrutin public à la tribune, qui ne permettait pas de faire voter les absents; mais on eut la loyauté de le renvoyer au lendemain pour éviter toute surprise. Le lendemain au début de la séance, l'amendement fut repoussé par 359 voix contre 336.

Nous crûmes à ce moment que M. Raudot avait eu raison de dire au début de la séance de la veille qu'il n'y avait dans l'Assemblée aucune majorité affirmative dans aucun sens sur le terrain constitutionnel. C'était une illusion; nous comptions sans l'amendement Wallon.

Après le rejet de l'amendement Laboulaye, la délibération porta sur l'article premier, duquel il résultait que le Pouvoir Législatif s'exercerait par deux Assemblées, la Chambre des Députés et le Sénat; la première nommée par le suffrage universel dans des conditions à déterminer par la loi électorale, la seconde dont une loi spéciale aurait à régler la composition, le mode de nomination et les attributions. Malgré un discours de M. Ferdinand Boyer, de l'extrême droite, qui protesta aussi bien contre toute organisation de septennat que contre toute constitution républicaine, et qui combattit spécialement l'institution du Sénat, discours auquel il ne fut fait aucune réponse, l'article premier fut adopté.

***

Mais vint alors un article additionnel que M. Wallon présenta d'une façon très inattendue et qui était conçu dans les termes suivants :

« Le Président de la République est élu à la pluralité des suffrages par le Sénat et la Chambre des Députés réunis au Congrès. Il est rééligible. »

Entre l'article additionnel présenté par M. Wallon et l'amendement de M. Laboulaye que l'Assemblée venait de rejeter, il n'y avait que cette différence que l'amendement de M. Labou-

laye proclamait la République avant de la constituer et que celui de M. Wallon constituait la République en s'abstenant de la proclamer. Au fond et sous une autre forme, M. Wallon demandait à l'Assemblée d'accepter ce qu'elle avait repoussé au commencement de la séance.

M. de Ventavon réclama comme rapporteur, le renvoi à la Commission de l'article additionnel de M. Wallon. Ce fut une faute; il aurait vieux valu passer au vote immédiat en soutenant que l'Assemblée par cela qu'elle avait repoussé l'amendement de M. Laboulaye avait *ipso facto* condamné celui de M. Wallon qui procédait de la même pensée et qu'elle ne pouvait pas dans la même séance et sur la même question, émettre, à deux heures de distance, deux votes contradictoires. A ce moment, l'article additionnel aurait été certainement rejeté. Mais une fois demandé au nom de la Commission, le renvoi était de droit. La délibération fut donc renvoyée au lendemain.

Nous fûmes, mes amis et moi, contrariés du renvoi sans en être inquiets. Il nous paraissait impossible que la majorité fléchît le lendemain même du jour où elle s'était résolument affirmée. Nous pensions que la loi n'aboutirait pas et qu'on reprendrait plus tard, en renonçant, si on y était contraint, à une seconde Chambre, l'attribution du droit de dissolution au Maréchal complétée par une bonne loi électorale et, si c'était nécessaire, par d'autres lois fortement conservatrices. Assurément, cela ne nous plaisait pas; mais nous les préférions à une constitution de République par une majorité de gauche; nous étions relativement satisfaits.

Le lendemain matin, en allant de Versailles à Paris où je devais assister à une séance d'une Commission du Comité catholique, j'eus l'honneur de faire route avec M. Buffet qui se rendait lui-même à Paris dans un autre objet. La conversation s'engagea naturellement entre nous sur l'article additionnel présenté par M. Wallon. J'exprimai l'espoir qu'il serait repoussé; je reconnaissais d'ailleurs que le projet de la Commission n'aboutirait pas et que l'accord ne se ferait que pour donner plus tard au Maréchal le droit de dissolution. Mais revenant à mon idée fixe, je dis à M. Buffet :

— Je regretterai beaucoup la seconde Chambre, qui, bien

composée, aurait été une garantie très nécessaire pour la sauvegarde des grands intérêts religieux et sociaux. J'aime mieux toutefois une organisation de pouvoirs insuffisants que la dislocation de la majorité conservatrice.

« Je pense, comme vous, dit M. Buffet, que l'amendement Wallon sera rejeté. Mais sera-ce un bien? Je ne suis pas républicain et je ne le deviendrai pas. Mais avec un bon article sur la révision, on garderait une bonne porte de sortie et il faut de toute nécessité faire quelque chose. Je ne me figure pas le Maréchal seul, devant une Assemblée unique qui ne vaudra pas la nôtre, sans avoir le contrepoids d'une seconde Chambre et sans autre arme que le droit de dissolution. Cela ne marchera pas ou cela marchera mal. La dislocation de la majorité conservatrice serait, vous le dites avec raison, le plus grand des malheurs. Mais ce qui divise la majorité conservatrice, c'est précisément la question constitutionnelle; sur tout le reste elle s'entend. Lorsque cette question aura été plus ou moins bien, ou, si vous le voulez, plus ou moins mal résolue, la majorité se reformera plus compacte et plus unie sur le terrain de la politique conservatrice. » Je répondis à M. Buffet que si nous tombions dans une constitution républicaine, je souhaiterais comme lui que la majorité conservatrice se reconstituât pour défendre la société et sortir, le moment venu, de la République elle-même, mais que je l'espérais peu. La tâche, — ajoutai-je, — serait bien risquée et plus que difficile. On a bien de la peine à maintenir l'union des forces conservatrices quand elle existe; on réussira malaisément à la reconstituer après qu'elle aura été détruite. Et l'effet moral d'une institution de République n'y aidera pas.

Notre entretien n'alla pas plus loin, mais je vis bien que pour M. Buffet, le pire de tout, comme il l'avait dit dans la réunion de l'Élysée, était de ne rien faire; et je me repris à craindre que, dans la portion de la majorité la plus voisine du centre gauche, ce sentiment ne fût encore assez répandu malgré le vote de la veille et qu'il ne nous exposât à quelque mécompte.

Ce même jour, à l'Assemblée, dès le début de la séance, M. Wallon développa son amendement.

M. Wallon était un catholique très convaincu et un univer-

sitaire très distingué. Catholique, il avait écrit sur l'authenticité des évangiles un livre très remarquable par l'exactitude des recherches, la netteté de la démonstration, la rectitude judicieuse des aperçus, la clarté agréable de la forme. Professeur à la Faculté des Lettres, il avait été pleinement à la hauteur de sa tâche par l'étendue de ses lumières, la variété de ses connaissances, la précision méthodique de son enseignement. Membre et, depuis 1873, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il s'y était fait apprécier par le mérite de ses travaux, la délicatesse de son goût, et la douce urbanité de son caractère et de son esprit. Il avait d'ailleurs publié des ouvrages historiques dont les qualités les plus estimables avaient fait le succès; on n'y trouvait peut-être ni une très forte originalité dans la conception générale, ni une profondeur très pénétrante dans les vues; le style lui-même malgré sa correcte sobriété et son aisance élégante y manquait peut-être un peu de couleur et de relief; mais ils se distinguaient par la clarté et la belle ordonnance de la composition, par la sûreté et la vaste étendue de l'érudition, par l'honnêteté élevée, la sagacité consciencieuse et la justesse exacte des appréciations.

Appelé à l'Assemblée Nationale par les électeurs conservateurs du Nord, il s'était tenu à l'écart des groupes parlementaires, tout en votant habituellement avec la majorité royaliste de l'Assemblée. S'il avait pris une part très active aux discussions des bureaux et aux travaux des Commissions dont il était souvent appelé à faire partie et où il rendait des services très utiles et très justement appréciés, il s'était rarement mêlé aux débats publics de l'Assemblée. Il n'était pas orateur; sa parole sensée, finement ingénieuse, agréablement littéraire, n'avait ni aisance facile ni chaleur entraînante. La force y manquait aussi bien que l'éclat.

Du reste, croyant sincère, parfait honnête homme, doux et bon de cœur comme de caractère, il joignait à une noble et pure dignité de mœurs et de vie, une élévation d'âme qui méritait et obtenait tous les respects. Sa physionomie ouverte, sympathique, souriante, portait l'empreinte d'une candeur honnête, qui ne se défiait pas du mal à force de l'ignorer. La politique, qu'il aimait pourtant, n'était pas beaucoup son

fait. Il y portait toute sa haute conscience; il en connaissait peu les détours et les complications; il n'en démêlait exactement ni les ressorts, ni les embûches.

Quoi qu'il en soit, il expliqua et s'efforça de justifier son amendement en termes assez brefs mais avec une netteté très loyale. A ses yeux, donner au pays sept ans de sécurité, c'était beaucoup; ce n'était pas assez. Quand un terme est marqué, il semble qu'on y touche et l'inquiétude du lendemain empêche de goûter la tranquillité du jour. Le projet de la Commission, c'est le provisoire organisé et le pays est las du provisoire; il faut en sortir. Or, il n'y a que trois formes de gouvernement; la République, la Monarchie ou l'Empire. L'Empire, personne ne propose d'y revenir et la France s'en est, en effet, trop mal trouvée, pour le reprendre. La Monarchie! On a fait valoir ses glorieux titres dans le passé et les garanties qu'elle donnerait à l'avenir. L'orateur n'y contredit pas; mais la Monarchie est-elle possible? On la proposerait si elle était possible; la preuve qu'elle ne l'est pas, du moins en ce moment, c'est que ses amis, — et ils sont nombreux dans l'Assemblée, — la glorifient sans doute, mais ne demandent pas formellement de l'établir. La République est dès lors, concluait l'orateur, un gouvernement de nécessité. On peut ne pas la proclamer; mais il importe de la constituer régulièrement puisqu'elle existe et qu'on ne peut la remplacer. L'orateur ne demande pas d'ailleurs qu'on la déclare définitive si l'on y répugne; mais il ne veut pas non plus qu'on la déclare provisoire. Il admet qu'on pourra la transformer, lui substituer au besoin la Monarchie d'après certaines formes et dans certaines conditions déterminées, quand le sentiment du pays la réclamera et quand ses besoins l'exigeront, il n'accepte pas qu'elle doive être mise nécessairement en question à date fixe, dans sept ans, à l'expiration du pouvoir du maréchal. Il ne désire rien de plus; mais l'intérêt public lui semble exiger qu'on ne fasse rien de moins. Il termina par ces mots : « Le maréchal, dans son dernier message, a fait appel aux hommes modérés de tous les partis; c'est sur les modérés de tous les partis que je compte moi-même pour l'adoption de mon article additionnel ».

Le centre gauche avait beaucoup applaudi M. Wallon;

mais le centre droit était resté très froid. A deux reprises même, le Ministre de l'Intérieur avait interrompu l'orateur en lui disant : « C'est donc la République définitive que vous voulez? Alors, dites-le franchement! » Il semblait donc que la majorité de la veille ne fût pas ébranlée.

Et pourtant M. Desjardins venait, à ce moment même, proposer un sous-amendement qui acceptait l'article additionnel de M. Wallon en le modifiant comme suit : « A l'expiration des pouvoirs constitutionnels conférés au maréchal de Mac-Mahon et s'il n'est procédé à la révision des lois constitutionnelles conformément aux articles ci-dessous, le Président de la République est élu à la pluralité des suffrages par le Sénat et la Chambre des Députés réunis en Congrès. Il est rééligible. » Donc, sous la condition de la simple stipulation non pas qu'il *devrait* mais qu'il *pourrait* être procédé à une révision constitutionnelle à l'expiration des pouvoirs du Maréchal, — le texte du sous-amendement disait en effet : « S'il n'est procédé à la révision », ce qui impliquait que la question de la révision pourrait même à ce moment être écartée, — M. Desjardins passait à l'amendement de M. Wallon, c'est-à-dire à une constitution de la République. C'était d'autant plus grave que M. Desjardins était, non pas seulement un membre très distingué du centre droit, mais encore le sous-secrétaire d'État du Ministère de l'Instruction publique et que pendant qu'il développait son amendement, plusieurs ministres donnaient des signes d'approbation très visibles et très expressifs. Ce qui nous aurait paru plus grave encore, si nous l'avions su en ce moment, c'est que le sous-amendement était signé par plusieurs membres notables du centre droit parmi lesquels se trouvaient MM. le duc d'Audiffret-Pasquier et Lambert de Sainte-Croix.

Une très vive émotion se produisit dans l'Assemblée en présence de ce sous-amendement. Lorsqu'elle se fut un peu calmée, M. Raoul Duval prit la parole. Il ne comprendrait pas, dit-il, que la majorité après son vote sur l'amendement de M. Laboulaye, acceptât, en se déjugeant, l'équivalent de ce qu'elle avait repoussé la veille; il n'admettrait pas davantage que la gauche se prêtât à faire entrer la République dans nos institutions par une fissure et à l'abri en quelque sorte

des dégradations de teinte d'amendements se succédant dans le même but. Étant donné qu'il n'y avait de majorité ni pour la Monarchie, ni pour la République, l'orateur adjurait encore une fois l'Assemblée d'en référer au pays, par voie d'appel au peuple, pour lui demander quelle forme de gouvernement il entendait se donner.

A droite, personne ne s'était préparé à combattre l'amendement de M. Wallon. J'avais dû aller passer moi-même la matinée à Paris pour m'occuper de toutes autres questions et je n'avais pas le moins du monde songé à prendre part au débat. Nous supposions que la question ne se rouvrirait pas sur le fond et que le rapporteur se bornerait à repousser l'article additionnel en montrant que le rejet de cet article était la suite logique et nécessaire du rejet de l'amendement de M. Laboulaye.

Mais en présence du tour menaçant qu'avait pris le débat, une intervention de la droite était nécessaire et, pendant que M. Raoul Duval était à la tribune, plusieurs de mes amis me pressaient d'y monter après lui. M. Bocher qui passa auprès de moi au moment où ces instances m'étaient faites, voulut bien s'y associer. Je ne manquai pas de lui faire observer qu'il s'agissait surtout d'affermir le centre droit et qu'à ce point de vue l'intervention d'un membre de ce groupe était plus indiquée et serait plus efficace que la mienne. Il me dit alors que plusieurs membres du centre droit et lui-même voteraient le sous-amendement Desjardins, mais que ce sous-amendement serait repoussé puisqu'il n'était au gré ni de la droite, ni de la gauche, qu'après son rejet, le centre droit voterait contre l'amendement Wallon, mais qu'il se désintéressait de la discussion. M. Bocher était d'avis qu'il fallait une protestation, mais qu'elle ne pouvait venir que de la droite, et il m'engagea à m'en faire l'organe. Cette conversation durait encore lorsque M. Raoul Duval terminait son discours; je me décidai à demander la parole et je montai tout aussitôt à la tribune, non sans quelque émotion.

Il est des jours, où les paroles sont des actes et marquent les responsabilités, et j'aurais aimé à reproduire le texte du discours d'ailleurs très court que je prononçai dans cette circonstance, à bien établir que jusqu'à la minute suprême

où un vote décisif trancha la question au profit de la République et au grand dommage de la France, je défendis, pour ma part, les trois points fixes auxquels, depuis le douloureux échec de la campagne monarchique, je m'étais consciencieusement rattaché et que je puis résumer dans ces trois formules : Premièrement, donner au pouvoir du Maréchal, en exécution et par respect de la loi du 20 novembre, les instruments d'action qui lui étaient nécessaires. Secondement, tenir la porte ouverte à la Monarchie, comme à la seule bonne solution pour le salut du pays et repousser par conséquent toute constitution de République. Troisièmement, préserver l'union des forces conservatrices contre l'esprit révolutionnaire qui ne manquerait pas de le confondre avec la République pour la dominer et qui, le jour où il serait le maître, mettrait en péril tous les intérêts sociaux et saccagerait toutes les libertés religieuses.

C'est sous l'empire de ces trois préoccupations que je combattis l'amendement de M. Wallon et le sous-amendement de M. Desjardins. Ma réplique rapide chercha à toucher au vif des questions pendantes sans toutefois les approfondir. Je m'étais mêlé au débat à l'improviste et au point où il en était d'ailleurs ce n'était pas l'heure des longues dissertations, il fallait frapper vite en tâchant de frapper fort et de frapper juste. Je ne sais si j'y réussis; il me sembla cependant qu'en faisant à la fin de mon discours le tableau sommaire des destructions que le Jacobinisme radical, devenu le maître, nous ferait subir, je prévis avec une précision assez exacte, les ruines morales et sociales qui se sont successivement accumulées pendant ces dernières années. Quoi qu'il en soit, toute la droite sans distinction de nuance et la plus grande partie du centre droit furent satisfaits de la protestation que j'avais fait entendre. J'avoue que j'étais très content moi-même d'avoir été dans ce moment décisif le porte-parole de mes amis et d'avoir pu dégager par une suprême adjuration ma conscience et ma responsabilité.

Après un discours de M. Clapier, conservateur de même nuance que M. Wallon qui soutint les deux amendements dans des termes fort convenables, sans pouvoir obtenir l'attention de l'Assemblée qui était impatiente d'aller au

vote, le rapporteur, M. de Ventavon, tint à faire connaître l'avis de la Commission qui repoussait les deux amendements. J'ai dit plus haut qu'il y avait chez lui, comme deux manières oratoires. Cette fois il ne rencontra pas la meilleure. Il n'envisagea les amendements qu'au point de vue de leur forme et il affecta de ne leur opposer que des objections presque exclusivement procédurières. Sans le vouloir assurément, il pouvait fournir en dissimulant ainsi la gravité de la question, un prétexte de ralliement à ceux qui étaient enclins à se séparer de l'ancienne majorité pour les adopter. Au fond c'était la question de la République définitive avec faculté de révision qui se posait. Il n'était ni exact ni habile de paraître la réduire à une question de rédaction insuffisante ou de numérotage d'articles. Je suis d'ailleurs fort loin de croire que ce discours, peu approprié au caractère du débat, nous ait fait perdre des voix; de tous côtés les partis étaient pris. Mais à coup sûr, il n'aurait pas contribué à nous ramener les hésitants s'il y en avait eu encore.

On passa au vote. Le sous-amendement de M. Desjardins repoussé d'un côté par la droite toute entière et une notable fraction du centre droit qui ne voulaient pas préparer le succès de l'amendement Wallon dont il était le prélude, d'un autre côté et à un point de vue opposé par la gauche pour qui l'amendement Wallon était un minimum qu'elle ne voulait pas atténuer, n'obtint que 129 voix, quelques-unes du centre gauche et la plupart du centre droit y compris pour ces dernières celles de MM. Bocher, Pasquier, Lambert de Sainte-Croix et M. le duc de Broglie lui-même. Il fut rejeté par 522 voix.

L'article additionnel de M. Wallon fut ensuite adopté à une voix de majorité par 353 voix contre 352. Le centre droit presque tout entier et à sa tête ses hommes les plus importants, M. Bocher, comme M. Lambert de Sainte-Croix, M. le duc de Broglie, comme M. le duc Pasquier, votèrent avec les deux droites toutes entières et le groupe de l'appel au peuple, contre cet article. Le centre gauche et la gauche votèrent pour; pas une voix de ce groupe ne lui manqua. Il fallut tout l'ascendant de M. Gambetta sur l'extrême gauche pour la déterminer à accepter une présidence de République sep-

tennale s'appuyant sur un Sénat, elle dont l'idéal était le régime conventionnel avec une Assemblée unique et sans président; MM. Louis Blanc et Quinet et quelques autres résistèrent jusqu'à la dernière minute et ne se résignèrent enfin qu'au moment où la clôture du scrutin allait être prononcée. C'est à cette discipline de la gauche, jointe à l'accession d'une douzaine de voix du centre droit, parmi lesquels on remarqua celle de M. d'Haussonville que le succès fut dû. Le hasard y eut aussi sa part; un de nos amis les plus fermes, M. Laurent, député du Nord, se trouva absent au moment du vote pour raison de santé; on le croyait présent et personne ne vota pour lui. C'est grâce à cette circonstance toute fortuite qu'il se trouva une voix de majorité pour l'article additionnel.

Le succès était donc très faible, mais la brèche était ouverte et elle devait s'élargir. Par son importance propre, comme par les conséquences qu'il devait amener, ce vote avait les proportions d'un événement.

***

La discussion du projet de loi se poursuivit encore pendant trois séances. Elle ne donna lieu à un débat sérieusement important que sur l'article relatif au droit de dissolution.

M. Wallon avait présenté un amendement portant que : « Le Président de la République pourrait sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des Députés avant l'expiration de son mandat et que, dans ce cas, les collèges électoraux seraient convoqués pour de nouvelles élections dans le délai de trois mois. »

Cet amendement, après les interventions de MM. Berthauld, Victor Leno, de Meaux, Dufaure, de Ventavon et du duc de Bisaccia, fut ensuite adopté par 425 voix contre 243. Cette fois c'était la débandade. Nous n'étions plus que 243 à résister. Parmi les principaux chefs du centre droit, M. le duc de Broglie avait voté avec nous. M. Bocher s'était abstenu. Mais MM. le duc d'Audiffret-Pasquier et Lambert de Sainte-Croix avaient décidément pris leur parti et votaient pour l'amendement; une grande partie du centre droit les avait suivis. Non moins cependant que le premier amendement Wallon, celui-ci impli-

quait, par son texte même, la reconnaissance formelle d'une institution constitutionnelle de la République.

Les amendements de M. Wallon sur tous les autres articles du projet de la Commission furent ensuite adoptés presque sans débat.

Ainsi en fut-il de celui portant « qu'en cas de vacance par décès ou par toute autre cause, les deux Chambres réunies procéderaient à l'élection du nouveau Président ». Il n'y eut pas de scrutin public. A droite nous nous abstînmes.

L'article sur la révision semblait devoir provoquer une protestation de l'extrême gauche; il n'en fut rien. Et cet article qui reconnaissait que sous certaines conditions les lois constitutionnelles pourraient être révisées *en tout ou en partie*, fut adopté sans contradiction. La République, c'était la part des Gauches dans l'alliance qui s'était faite; la révision, c'était la part concédée aux adhérents du centre droit. Il était facile de prévoir que la première serait trop effective et que la seconde resterait à l'état théorique si même elle ne se tournait pas contre ceux qui avaient cru y trouver un gage de retour vers le régime de leurs préférences.

Un amendement de M. de Ravinel qui fixait à Versailles le siège du Pouvoir exécutif et des deux Chambres fut voté par 332 voix contre 329. Modeste victoire des droites qui ne compensait pas leur défaite sur tout le reste. Cette victoire ne devait pas du reste tenir longtemps. Le premier usage qui fut fait de la faculté de révision eut précisément pour objet de ramener à Paris le siège des Pouvoirs publics.

Le débat étant arrivé à son terme, l'Assemblée décida qu'il serait passé à une troisième délibération. Nous ne fûmes que 174 contre 508 pour nous y opposer. A la vérité, plusieurs de nos amis de la droite et du centre droit qui étaient résolus à voter finalement contre la constitution républicaine, crurent ne pas devoir s'opposer au passage à une troisième lecture, sous des réserves d'ailleurs très nettes, dont M. de Kerdrel se fit l'organe.

***

La bataille était perdue. Toutefois il y avait encore la loi sur le Sénat à faire. Nous nous demandions comment la gauche

et les alliés que les circonstances lui avaient accidentellement donnés, pourraient s'entendre sur la composition et le mode de nomination de cette Assemblée. La gauche voulait un Sénat émanant du suffrage universel et repoussait absolument le projet de la Commission; les ralliés du centre droit admettaient bien que le projet de la Commission pouvait être assez notablement modifié, mais ne voulaient à aucun prix d'un Sénat élu par un suffrage universel. L'antagonisme semblait irréductible; et nous espérions un peu, je dois le dire, que l'organisation républicaine trouverait là sa pierre d'achoppement.

Nous crûmes même un instant que cet espoir allait se réaliser. Les projets de constitution républicaine semblèrent aller à la dérive; l'alliance qui s'était péniblement formée pour faire aboutir le premier de ces projets parut rompue; la majorité conservatrice des anciens jours sembla devoir se refaire. Ce ne fut qu'une courte illusion qui s'évanouit le lendemain, pour ainsi dire du jour où elle était née; c'est la seconde délibération sur la loi du Sénat qui nous la donna.

Cette délibération s'engagea le 11 février. M. Pascal Duprat avait présenté un amendement conçu en ces termes : « Le Sénat est électif. Il est nommé par les mêmes électeurs que la Chambre des Députés. »

M. Pascal Duprat développa son amendement avec autant d'habileté que de convenance et de mesure. S'attaquant au projet de la Commission, il le railla spirituellement sur sa vieillesse précoce. Quand hier on en était encore au septennat personnel, ce projet pouvait se comprendre. Avec ses sénateurs de droit, ses sénateurs nommés par le Maréchal, ses sénateurs élus par un collège de privilégiés et de censitaires, il s'adaptait plus ou moins à une organisation qu'on voulait faire dériver vers la Monarchie et à laquelle on avait le souci de ne laisser aucune ressemblance avec la République dont on conservait à peine le nom. Mais le septennat personnel n'avait pas résisté à la seconde délibération sur la loi des Pouvoirs publics; il n'était plus. On était entré dans la voie d'une constitution républicaine. La logique exigeait selon l'orateur qu'on fît un Sénat en harmonie avec le régime républicain, émanant par conséquent de l'universalité des citoyens français et trouvant dans cette origine le droit et l'autorité néces-

saires pour devenir une branche vivante de la représentation nationale. Telle fut sommairement résumée la thèse de M. Pascal Duprat.

Il y avait un autre am endement analogue mais plus tempéré qui était présenté par M. Bardoux; le rapporteur, pensant que tout l'effort de la gauche et du centre gauche se concentrerait sur ce second amendement, voulut se réserver pour cet autre débat et ne répliqua pas à vrai dire à M. Pascal Duprat dont l'amendement ne lui semblait devoir être voté que par les fractions les plus avancées de la gauche. Vint le scrutin et, au grand étonnement de l'Assemblée toute entière et de M. Pascal Duprat lui-même, l'amendement fut voté par 324 voix contre 310.

La majorité s'était composée de la gauche toute entière, de presque tout le centre gauche et de 23 voix du groupe bonapartiste. La minorité dont pour mon compte j'avais fait partie comprenait quelques rares membres du centre gauche, tout le centre droit et toute la droite modérée. Quant à l'extrême droite, elle s'était toute entière abstenue. L'adhésion des bonapartistes et l'abstention de l'extrême droite expliquaient ce scrutin aussi étrange qu'inattendu.

L'émotion fut égale à la surprise. La gauche embarrassée de sa victoire se demandait avec anxiété si les succès de la précédente délibération ne s'en trouveraient pas compromis. Le Gouvernement était déconcerté; le centre droit était courroucé. L'extrême droite se félicitait de sa manœuvre et bien que nous n'y eussions pas participé, bien que selon notre sentiment sur la question, nous eussions voté contre l'amendement, nous ne pouvions nous défendre nous-mêmes d'une certaine satisfaction; nous espérions que du désarroi général pourrait sortir l'échec final de la constitution républicaine.

Ce désarroi éclata le lendemain, dès le début de la séance.

Le rapporteur de la Commission vint déclarer que si l'amendement Pascal Duprat adopté la veille devait rester le principe de la loi, la commission se désintéresserait de la question et n'interviendrait pas dans la discussion. Le Président du Conseil fit au nom du Gouvernement une déclaration analogue et encore plus accentuée. Un membre du centre droit annonça au nom de son groupe que ses amis et lui ne participeraient

à aucun vote sur les autres articles et s'opposeraient en définitive au passage à une troisième délibération.

Le centre gauche était mécontent autant qu'inquiet et cherchait sans y réussir à apaiser le centre droit.

Vainement M. Laboulaye demanda-t-il que le vote de la majorité fût respecté, sauf à chercher les meilleurs moyens d'atténuer les inquiétudes qu'il inspirait. Sa parole habile et mesurée comme toujours ne put rien contre les irritations et les répulsions qu'avait soulevé le vote de la veille.

Vainement M. Béranger fit-il observer que ce vote pourrait être repris et considérablement modifié en troisième délibération, et demanda-t-il comme premier moyen de conciliation que par exception dans le premier Sénat qui serait constitué, le tiers des sénateurs fût élu au scrutin de liste par l'Assemblée Nationale. Malgré l'autorité qui d'ordinaire s'attachait à sa parole, il ne parvint pas à se faire écouter et son amendement n'eut aucun succès.

Vint alors l'amendement de M. Bardoux qui établissait pour le choix des sénateurs des catégories d'éligibles; il fut adopté par 342 voix contre 322. Les 322 voix de rejet, toutes de droite et de centre droit représentaient l'ancienne majorité qui aspirait à se reconstituer.

L'ensemble de l'article formé de la réunion des deux amendements de M. Pascal Duprat et de M. Bardoux fut ensuite voté par 366 voix contre 245. Après quoi, les autres articles du projet furent adoptés à mains levées sans discussion, la droite et le centre droit s'abstenant de toute participation aux votes.

Mais quand il fallut statuer sur l'ensemble du projet, l'ancienne majorité se retrouva pour le repousser; et par 368 voix contre 345, l'Assemblée décida qu'il n'y avait pas lieu de passer à une troisième délibération.

***

Devant ce résultat, la gauche entra dans une violente irritation et M. Brisson fit la motion que l'Assemblée prononçât sa dissolution et qu'elle appelât les électeurs à nommer le 1er avril une autre Assemblée.

M. Raoul Duval, de son côté et à un point de vue différent, exprima l'avis qu'il fallait en finir par un appel au pays et appuya la proposition de M. Brisson.

M. de Castellane soutint au contraire que l'Assemblée au lieu de se dissoudre devait en renonçant à la création d'une seconde Chambre, décréter son renouvellement partiel par tiers jusqu'à la fin du septennat et armer le maréchal du droit de dissolution.

En présence de ces propositions diverses, le centre gauche et la gauche témoignaient des dispositions qui ne s'accordaient pas. Tandis que M. Bethmont soutenait la proposition de dissolution avec une âpreté passionnée qui ne lui était pas habituelle, M. Waddington et M. Vautrain cherchaient à ouvrir les voies à une transaction en déposant deux propositions de loi nouvelles pour la formation du Sénat, la première qui faisait élire les sénateurs dans chaque département par le suffrage universel à deux degrés, la seconde qui en remettait la nomination à un collège électoral composé, dans chaque département des membres du conseil général et des conseils d'arrondissement; et M. Victor Lefranc, sans s'attacher à aucune proposition spéciale, adjurait l'assemblée de se remettre à la tâche et de chercher un mode de composition du Sénat sur lequel on pût grouper une majorité.

Au milieu de toutes ces manifestations divergentes, M. Gambetta restant maître de lui et intervenant avec une modération relative et un tact politique dont on ne le croyait pas capable, n'osait pas sans doute repousser la proposition de M. Brisson; mais il ne cachait pas ses regrets de voir compromise l'espérance à laquelle il s'était rattaché de constituer, avec l'appui du centre droit, une République « ferme et légale » selon ses expressions, et il s'efforçait de tenir le langage le plus propre à renouer les liens rompus.

Quoi qu'il en soit, le vote sur la dissolution paraissait douteux, le Gouvernement en était inquiet. Par deux fois, MM. le duc Decazes et de Chabaud-Latour montèrent à la tribune pour demander à l'Assemblée de ne pas prendre de résolutions précipitées. La proposition de dissolution fut repoussée. Quant aux propositions de MM. Vautrain et Waddington sur de nouveaux modes de formation du Sénat,

le Président de l'Assemblée n'hésita pas à déclarer qu'elles étaient renvoyées à l'examen de la Commission des lois constitutionnelles qui resta donc saisie des nouvelles propositions et dut se mettre en mesure de présenter promptement un nouveau rapport à l'Assemblée.

Mes amis de la droite modérée et moi, nous avions été, dans la Commission, les soutiens très résolus de la seconde Chambre, tant qu'il ne s'était agi que de l'organisation d'un septennat personnel. Ne voulant pas de constitution républicaine, nous étions décidés désormais, — et nous le dîmes très nettement, — à voter contre un Sénat destiné à être un organe de cette constitution. Nous nous tînmes cependant pour obligés de ne pas nous désintéresser du travail de la Commission et de chercher à faire prévaloir pour chaque article du projet, la disposition la plus conservatrice.

On écarta, d'une part, le système d'élection du Sénat par le suffrage universel direct ou à deux degrés, d'autre part, les sénateurs de droit et le corps électoral spécial proposés par le premier projet de la Commission et qui n'avaient aucune chance d'être acceptés par l'Assemblée.

La majorité de la Commission se rattacha à la pensée que le Sénat devait procéder, pour la plus grande part, d'un corps électoral dont les membres eussent reçu en quelque sorte, directement ou indirectement, l'investiture du suffrage universel. Elle le composa en conséquence pour chaque département : 1° des députés, des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement, selon la proposition de M. Waddington; 2° selon une proposition de M. Wallon, de délégués communaux, à raison de un par commune, choisis par chaque conseil municipal, parmi ses membres ou hors de son sein.

Ce point décidé, deux questions se posaient : 1° en dehors des sénateurs élus à temps par le collège électoral sénatorial, y aurait-il des sénateurs inamovibles choisis par le Maréchal-Président? 2° dans l'affirmative, quelle serait la proportion de leur nombre dans le Sénat?

La minorité républicaine de la Commission répugnait à faire deux catégories de sénateurs; elle ne voulait, en aucun cas, de sénateurs nommés par le Maréchal. Tout au plus admettait-elle qu'il y eût des sénateurs inamovibles, à la double condi-

tion que leur nombre ne dépasserait pas soixante-quinze sur les trois cents membres que devait compter le Sénat et qu'ils fussent nommés, non par le Maréchal, mais par l'Assemblée Nationale. Nous consentîmes, pour notre part, à réduire de la moitié au tiers, soit de cent cinquante à cent, le nombre des sénateurs inamovibles; mais nous repoussâmes la nomination par l'Assemblée et nous demandâmes qu'elle fût faite par le Maréchal.

La lutte, sur ce point, fut assez rude et dura toute une séance du matin, de neuf heures à près de midi. Nous l'emportâmes après une discussion laborieuse. Au moment où la séance allait être levée, le Président de la Commission reçut et nous communiqua un télégramme par lequel le Ministre de l'Intérieur priait la Commission de vouloir bien reprendre séance ce jour même à trois heures, pour entendre le Gouvernement sur le point que nous venions précisément de discuter et de résoudre.

Nous nous réunîmes de nouveau à l'heure fixée; M. de Chabaud-Latour fut introduit devant la Commission et il lui déclara que le Maréchal s'inspirant à la fois de son abnégation et de son désir de conciliation, ne réclamait pas pour lui-même la prérogative de nommer une partie des membres du Sénat, qu'il acceptait la réduction à soixante-quinze du nombre des sénateurs inamovibles, qu'il demandait que ces soixante-quinze inamovibles fussent nommés par l'Assemblée Nationale et remplacés plus tard, à mesure des extinctions par d'autres inamovibles élus par le Sénat lui-même. Nous nous sentîmes abandonnés et livrés par le Gouvernement et nous ne dissimulâmes pas au Ministre de l'Intérieur l'amertume de nos impressions.

Quel était donc le secret de ce revirement? Des pourparlers s'étaient rouverts entre certains membres du centre droit et les chefs de la gauche et du centre gauche. L'alliance s'était renouée. Le Gouvernement, par MM. le duc Decazes et de Chabaud-Latour, y était entré plus ou moins directement. Le Maréchal, particulièrement influencé par M. le duc Decazes, impatient d'en finir, soucieux d'avoir à tout prix un Sénat qui pût lui servir de contrepoids contre une Chambre de Députés trop ardente, avait laissé faire et s'était prêté à tous ces arran-

gements. On s'était fait des concessions réciproques. La gauche, sur la question des sénateurs inamovibles, avait exigé et obtenu l'abandon de leur nomination par le Maréchal et que le nombre en fût réduit à soixante-quinze; elle avait, en revanche, accepté le principe qu'il y aurait des sénateurs inamovibles dans cette limite de nombre et en fait qu'ils fussent nommés d'abord par l'Assemblée Nationale, plus tard et à mesure des extinctions par le Sénat lui-même. Le Gouvernement et le centre droit (je parle de la partie qui s'était ralliée) en acceptant cette transaction, avaient sans doute compté qu'après tout, la majorité de l'Assemblée ne ferait que des choix conservateurs; nous verrons plus loin qu'ils furent cruellement et amèrement déçus.

La majorité de la Commission eut le sentiment de la situation qui lui était faite et comprit bien que toute action lui échappait sur les décisions de l'Assemblée. Mais elle eut le légitime souci de préserver la dignité de son attitude. Après que le Ministre se fut retiré, elle délibéra de nouveau et ne modifia rien aux résolutions qu'elle avait prises sur les sénateurs inamovibles. Elle maintint la disposition qui en fixait le nombre à cent et qui les faisait nommer par le Maréchal. Elle adopta ensuite un amendement présenté par M. le marquis d'Andelarre d'après lequel le délégué de chaque commune appelé à faire partie du collège électoral sénatorial, serait élu, non par le conseil municipal seul, mais par les membres de ce conseil et un nombre égal des plus hauts imposés de la commune. Enfin, elle introduisit dans le projet de loi un article portant que les sénateurs ne recevraient ni traitement, ni indemnité. Sur tous ces points, les seuls qui fussent contestés, ce fut grâce aux membres de la droite qu'il y eut majorité dans la Commission pour les propositions qui prévalurent.

Le rapporteur de la Commission déposa le nouveau projet le 22 février et donna lecture de son rapport à l'Assemblée. Sur la demande de M. Wallon qui était devenu le *Deus ex machina* de la constitution nouvelle, l'urgence fut prononcée, — ce qui comportait la suppression de deux délibérations, — et la discussion immédiate fut ordonnée.

***

Un discours de M. de Castellane ouvrit le débat. Le jeune orateur parla moins du Sénat en particulier que de l'organisation républicaine qui s'élaborait. Il protesta très énergiquement contre cette œuvre qui, selon lui, « portait dans ses flancs la ruine de la Patrie » et contre les alliances à la faveur desquelles elle s'accomplissait. « Les partis, dit-il, — et cette phrase résumait la pensée dominante de son discours, — ne meurent pas parce qu'ils sont en minorité; mais ils meurent infailliblement quand ils contractent des alliances que leur passé et leur honneur leur défendent. »

L'attaque était vive; mais elle se heurta à un parti pris de silence, personne n'y répondit et la discussion générale fut close.

On entra dans le débat sur les articles.

Au début, M. Raoul Duval reprit l'amendement que M. Pascal Duprat ne soutenait plus et qui faisait dériver le Sénat du suffrage universel direct. La gauche, cette fois, ne l'appuya pas et il ne fut pas pris en considération.

La discussion porta, à partir de ce moment, non sur le projet de la Commission, mais sur un contre-projet complet présenté par M. Wallon et qui, d'avance accepté par la coalition des gauches et d'une grande partie du centre droit, fut voté tout entier, article par article, sans la moindre modification et même sur la plupart des points, sans débat contradictoire.

C'était le mot d'ordre de la coalition et il fut suivi.

L'article premier du contre-projet statuait que le Sénat serait composé de trois cents membres; deux cent vingt-cinq élus par les départements et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale. M. Depeyre combattit avec une éloquente énergie la nomination des inamovibles par l'Assemblée nationale en demandant, avec la Commission, qu'ils fussent nommés par le Maréchal et que le nombre en fût porté à cent. M. Wallon lui répondit, pour la forme, quelques mots très brefs et son article premier fut voté par 422 voix contre 261 de droite. Nous vîmes, dès ce premier vote, que la coalition était refaite.

Les autres articles fixant les conditions d'éligibilité soit des sénateurs dans les départements, soit des sénateurs inamovibles furent ensuite adoptés.

Avant qu'on ne passât au vote de l'ensemble, M. Raoul Duval qui s'était multiplié dans cette discussion où des votes systématiquement silencieux avaient frappé d'impuissance toutes les oppositions et qui avait déployé une spontanéité de talent et une fertilité de ressources très remarquables, fit entendre une virulente protestation contre la coalition muette qui avait assuré le succès de la loi. Assurément la sévérité était à sa place; mais M. Raoul Duval la dépassa et il fut amer jusqu'à l'injustice en accusant d'*avoir manqué à la probité politique* ceux des monarchistes qui, après avoir applaudi à la visite du 5 août, avaient désavoué, selon lui, par leurs votes en faveur d'une institution de la République, le principe que M. le comte de Paris avait affirmé en saluant dans M. le comte de Chambord le représentant du droit royal héréditaire.

Ces monarchistes commettaient, il est vrai, une très grave faute dont le pays a eu beaucoup à souffrir; pour ma part je n'aurais voulu accepter à aucun prix la responsabilité de l'évolution politique à laquelle ils se résignèrent. Mais s'ils se trompèrent, comme la suite des événements l'a prouvé, ils crurent, à tort sans doute, mais très sincèrement, devoir céder à une nécessité que les circonstances et l'intérêt du pays leur semblaient exiger et ils n'entendaient désavouer ni leur passé ni leurs principes. Ils l'ont tous prouvé depuis. C'était aller trop loin d'incriminer leur *probité politique.*

La violente philippique de M. Raoul Duval ne put néanmoins faire sortir les coalisés d'un silence qu'ils paraissaient s'être promis. On passa donc au vote sur l'ensemble, et la loi sur le Sénat fut adoptée par 435 voix contre 234. Je n'ai pas besoin de dire que je fus l'un des 234.

***

On avait une telle hâte d'arriver à la fin de ces tristes débats que sans désemparer et dans la séance même où venait d'être votée la loi sur le Sénat, on passa à la troisième délibération sur la loi d'organisation des pouvoirs publics qui fut

votée après une discussion comme la précédente très rapidement menée et qui ne tint guère que deux moitiés de séance.

On arriva ainsi à la fin de cette délibération précipitée qui n'avait pas été un débat; car les contradictions étaient restées sans réponse et les amendements avaient été pour ainsi dire exécutés à la muette. M. de la Rochette lut au nom de l'extrême droite une énergique protestation. M. de Belcastel, avec l'autorité exceptionnelle que lui donnaient, dans les moments solennels, la hauteur de sa conscience, l'énergie de ses convictions et la splendeur de sa parole, adressa à la majorité dans un magnifique langage une suprême adjuration. Il produisit une impression profonde, mais les partis étaient pris et rien ne pouvait plus les modifier.

L'ensemble de la loi fut voté par 425 voix. Nous ne fûmes que 254 pour la repousser.

Les chefs du centre droit et une notable partie de ce groupe furent de la majorité; nous nous y attendions pour presque tous. Nous ne gardâmes dans la minorité qu'une cinquantaine de voix de ce groupe; nous n'en espérions pas davantage.

Nous ne pûmes toutefois nous défendre d'une grande surprise et d'un vif regret en constatant que M. le duc de Broglie s'était décidé à voter la constitution républicaine. Ce vote lui coûta beaucoup. Cette constitution, si étrangement bâclée, ne lui plaisait pas et nous le croyions résolu à un vote contraire.

Il fut dit alors que, peu d'instants avant le scrutin final, le Maréchal, informé des dispositions de M. le duc de Broglie, le fit supplier de voter la loi. Toujours est-il que le Maréchal acceptait, pour son compte, la Constitution qui était en train de se faire, bien qu'il en eût préféré une autre. Il se rattachait à celle-là plutôt que de voir son pouvoir en l'air après la dissolution de l'Assemblée. Croyant que nulle autre ne trouverait une majorité, il en désirait le succès et s'était prêté à bien des concessions pour l'obtenir. Mais il n'était pas content de la décision à laquelle il s'était résigné et il était inquiet du jugement que le grand public conservateur en porterait. Il redoutait que ce public ne vît une faiblesse là où les hommes politiques qui l'avaient poussé dans cette voie, avaient cherché à lui persuader qu'il s'honorait par un grand acte de noble et patriotique abnégation. On comprend qu'il tînt à être couvert

par le suffrage de l'homme éminent qui avait été son premier Ministre.

M. le duc de Broglie ne crut pas, dit-on alors, pouvoir résister aux instances du Maréchal. Peut-être aussi ne voulut-il pas se séparer de ses amis du centre droit et des princes eux-mêmes qui s'étaient décidés à ce même vote sans avoir eu ses hésitations. Ainsi s'expliquait son acceptation d'une constitution républicaine pour laquelle il n'avait aucun penchant et dont sa haute prévoyance ne pouvait se dissimuler ni les incohérences, ni les périls.

***

L'Assemblée, à vrai dire, avait donné pendant ces deux dernières discussions un assez triste spectacle. Cette délibération au pas de course où il n'y avait eu qu'un simulacre de débats, où rien n'avait été ni maintenu, ni presque discuté de ce que le Gouvernement du Maréchal avait primitivement proposé et de ce que la Commission élue par l'Assemblée avait laborieusement préparé pendant près d'une année, où M. Wallon s'était fait en quelque sorte le promulgateur de résolutions arrêtées dans de secrets conciliabules par une coalition muette, où les Ministres s'étaient effacés systématiquement dans le débat public et s'étaient bornés à exercer une sourde action par la participation indirecte de quelques-uns d'entre eux au travail souterrain des coalisés; ces transactions équivoques où la gauche paraissait sacrifier ce qu'elle avait souvent proclamé comme des articles inviolables du *credo* démocratique et où le centre droit avait fait l'abandon des garanties conservatrices et monarchiques qu'il aurait dû défendre et qu'il regretterait de n'avoir pu retenir; les protestations les plus véhémentes ne pouvant arracher une réponse ni à la gauche, ni au centre droit, comme si leur accord tramé dans l'ombre ne pouvait subsister que dans le silence, — tout cela avait été triste.

La grandeur y avait manqué et par certains côtés, la sincérité y avait manqué aussi. Les uns entraient dans la République sans l'aimer et sans y croire, en se promettant d'en sortir par la révision dans de meilleures circonstances et en

espérant d'en conserver jusque-là la direction. Les autres comptaient bien ne plus lâcher la République après lui avoir donné la consistance d'un droit constitutionnel; ils comptaient aussi arriver à bref délai à la gouverner et à la dominer et s'ils acceptaient une révision qui paraissait stipulée contre elle, c'était avec le secret espoir de s'en servir pour ôter à la Constitution ce qu'ils y avaient laissé introduire de garanties conservatrices. L'événement a prouvé que les premiers s'abusaient étrangement et que les espérances des seconds n'étaient que trop fondées.

Les membres du centre droit qui entrèrent dans une majorité de coalition pour constituer une République révisable, eurent une double illusion et commirent une double erreur. Ils ne crurent pas assez à la malfaisance fatale de la République; ils crurent trop à l'efficacité trompeuse de la faculté de révision. C'est ainsi qu'avec de très loyales intentions mais avec une imprévoyance présomptueuse, ils jetèrent et précipitèrent le pays dans une aventure très risquée et on peut le dire aujourd'hui, en présence de tout ce qui en est sorti, dans une aventure très funeste. Je les ai défendus dans d'autres parties de ces souvenirs contre des imputations qui me semblaient imméritées. Malgré ma profonde estime pour eux, la justice m'oblige à dire qu'en 1875, par cette acceptation imprudente et périlleuse d'une constitution républicaine, ils encoururent une grave responsabilité.

Mais je dois ajouter qu'à côté de cette responsabilité il s'en trouve d'autres. Certes, l'extrême droite et en particulier mes très chers et très chevaleresques amis, MM. de Carayon-Latour et Lucien Brun, ne s'inspirèrent que de leur fidélité à la Monarchie qui faisait partie de leur patriotisme. Ils crurent obéir à ce que l'honneur leur prescrivait et on ne saurait élever le moindre doute sur la parfaite loyauté et le désintéressement absolu de leurs intentions.

Il n'en est pas moins vrai que si la plus grande partie de l'extrême droite et le groupe bonapartiste presque tout entier ne s'étaient pas refusés à toute organisation du septennat personnel, le centre droit se serait certainement maintenu avec nous, sur ce terrain, contre toute constitution de République. Mais, par suite de la résistance intraitable de l'extrême droite

royaliste et du groupe de l'appel au peuple, la majorité faisait défaut pour les projets de la commission qui ne visaient que le septennat personnel du Maréchal, c'est, il faut le dire, à cause de cela, et non par préférence propre que la plus grande partie du centre droit, ne voulant pas livrer le pays aux hasards, qui pouvaient naître d'une assemblée unique, en face d'un pouvoir n'ayant pour se défendre aucune arme constitutionnelle ou du moins, n'ayant que celle du droit de dissolution, se prêta à une alliance qui lui répugnait pour faire une République qui n'était pas de son goût. Là n'est pas sans doute sa justification; car au bout de la coalition d'où sortit la Constitution républicaine de 1875, il y avait la désorganisation des forces conservatrices et un coup mortel porté au retour de la Monarchie : deux périls qui primaient tous les autres et que le centre droit aurait dû à tout prix ne pas faire courir au pays. Là même ne fut pas son excuse; car il n'y en a pas de légitime pour des concessions de principe qui devaient avoir pour contre-coup fatal l'affaiblissement de la défense sociale et la compromission des espérances monarchiques dans notre France désemparée. Mais là, on ne saurait le contester, fut la responsabilité d'une partie de l'extrême droite et d'une fraction du groupe bonapartiste de l'Assemblée.

M. de Bonald a écrit ce mot si souvent répété : « Dans les temps troublés, le difficile n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître. » Je ne sais si je me trompe, mais je crois pouvoir dire qu'en soutenant contre les uns la nécessité d'organiser le septennat personnel du Maréchal et en nous séparant des autres pour combattre et repousser toute institution de République, nous discernâmes, mes amis et moi, quel était le vrai devoir et nous le fîmes.

CHARLES CHESNELONG

LE DIEU PERDU

On a connu des saints qui ont écrit leurs autobiographies, — et les anges eux-mêmes révèlent encore, de temps à autre, dit-on, des choses curieuses en un langage tout ordinaire et fort peu grammatical. Mais moi, j'ai vu le journal d'un dieu authentique qui se promena jadis librement sur la terre et au fond de la mer.

Son récit — le « livre » de Jim Albro —, il l'écrivit à Barange Bay, — qui est dans la Papouasie, qui est au bout du monde, et même un peu plus loin encore : ce vaste pays sombre et souriant, sur lequel aucun blanc n'a jamais marqué une emprise conquérante, — où peut arriver tout ce que vous souhaiteriez croire, et bien des faits que vous ne pourriez jamais admettre. Il oublia d'en prendre le copyright lui-même. Mais il y a fort peu de chances pour qu'il revienne jamais le réclamer. Jeckel déclare, d'ailleurs, que la vérité est moins étrange que la fiction et qu'elle est d'un moins bon rapport. Je me sens donc tout à fait autorisé à disposer librement de ce remarquable ouvrage, — tel que Jim Albro l'écrivit avec une balle de plomb sur quelques bandes d'écorce.

Dans son heure la plus sombre, Jim Albro dut deviner que quelqu'un viendrait, un jour, à sa recherche. Quelqu'un partait toujours à sa recherche où qu'il fût, et quelque danger qu'il y eût à le rejoindre. Il se trouvait toujours un ami pour le dénicher et le rapatrier lorsqu'il était dans l'embarras, pour payer ses dettes ou même, si c'était nécessaire, pour faciliter, par un cautionnement, sa mise en liberté pro-

visoire. C'était une de ces fripouilles irrésistibles que l'on aime peut-être pour leurs folies, dont les erreurs les plus insensées sont acceptées comme les manifestations d'un caprice engageant, — et qui ne cessent de signer avec sérénité des chèques sans provision sur le destin.

Tout de même, il est bizarre qu'il ait dû enfin rendre ses comptes sans aide, — complètement isolé...

— Un type comme Albro ne peut pas disparaître simplement, comme vous ou moi, — dit le capitaine Bartlett d'une voix réfléchie. — Il s'est tiré de trop de mauvais pas. Il en a pris trop à son aise avec les hommes, — les démons et les femmes aussi...

Nous étions appuyés, — groupe silencieux, — au bastingage du petit *Aurora Bird* qui cherchait, en tâtonnant, son chemin à travers les récifs. Les potins avaient marché bon train au cours de la longue remontée de la Mer du Corail. Sur le sort d'Albro et de ses trois compagnons blancs et celui de leur équipage indigène, toutes les hypothèses avaient été discutées, jusqu'à la lassitude. Maintenant l'incertitude nous tenait à la gorge; — car nous étions enfin parvenus à Barange, où nous devions débarquer.

Quelque chose encore, nous tourmentait, — je pourrais appeler cela enchantement, et ne pas me tromper beaucoup. La brise paresseuse, venue de terre, nous apportait ce parfum qui ne ressemble à aucun autre au monde, de la jungle pourrissante, et du sol fertile, de végétations empoisonnées et luxuriantes, — de fleurs rares, soporifiques, à la fois chargées de mort et pleines d'une ardente vitalité. C'est le Souffle de la Papouasie. On dirait que de la terre il s'exhale tout chaud, comme d'une bouche. Quand on en a éprouvé la tiédeur, on ne peut plus l'oublier, partagé que l'on est entre la répulsion et le désir. Cette terre attirante et dangereuse, bien des hommes l'ont connue, — des trafiquants, perliers, recruteurs, chasseurs d'or, — et ils ont ardemment cherché à la connaître davantage, et beaucoup y ont laissé leur peau. Elle s'étend là, dernière énigme, — gardant encore ses secrets au-delà de ses côtes sauvages, — et de la frange de ses forêts inexplorées, — sphynx noir des mers, magnifique et cruel.

Nous avons regardé s'élargir la baie. A nos yeux s'étalait

la plage aux touffes de palmiers, devant les collines boudeuses frémissant dans la brume de chaleur, — et les montagnes indéfinies et sans noms qui les dominaient. Depuis plus d'une heure, les seuls bruits entendus avaient été les ordres brusques que Bartlett lançait au Canaque du gouvernail, — le doux clapotement de l'écume par-dessus le bord, — le cri musical du sondeur, — le tap-tap des pointes de récifs frôlant la quille, et le grincement des cordages quand nos voiles s'enflaient ou s'affaissaient. Chacun de nous guettait, attentif, quelque signe du désastre. Chacun de nous avait une question qui lui brûlait les lèvres, — à peu près la même question, je crois. Mais nul ne voulait la formuler avant que le Capitaine parlât. Nous savions qu'il avait porté à Albro un intérêt très particulier.

— Jetez-le comme vous voulez, il retombera toujours sur ses pieds, — dit-il.

— Certes! — confirma Peters, — le trafiquant dégingandé qui venait de Samarai. Ou bien, s'il ne pouvait se tenir debout, la foule se battrait pour obtenir le privilège de le soutenir et pour lui payer le dernier *drink* de la maison.

— Vous croyez qu'il vit encore? — piailla Harris.

— Si je crois qu'il vit? — répliqua Bartlett sans tourner sa vieille tête hirsute. — Il n'était pas fait pour finir misérablement dans un trou d'enfer comme celui-ci. Je parie sur la chance de Jim Albro qui a toujours fait ce qu'il a voulu.

— Peut-être bien, — dit Peters, — et il donna une chiquenaude au barillet de son Webley, en ricanant. Peut-être que nous le retrouverons assis sur un chicot et en train de pêcher au milieu de nègres accroupis autour de lui.

Vous noterez, chose bizarre, que ceci se passait avant que nous ayons appris le premier détail certain sur l'affaire de Barange Bay.

C'était maintenant le 20 avril. Le 2 novembre précédent, le schooner perlier *Timothy S.* avait quitté Cooktown pour Joannet Harbour, dans les Louisiades. Il n'était jamais parvenu à Joannet. En décembre, il avait été rencontré par un steamer de Sydney dans le groupe Bismarck, où il n'avait aucune raison de se trouver. Et au début de mars, sur la côte occidentale, quelques cannibales amicalement disposés,

ou tout simplement vantards, avaient prévenu un missionnaire qu'un schooner britannique était échoué à Barange. C'était tout. Mais cela avait suffi pour que certains amis ou commanditaires de Cooktown nous eussent priés de nous renseigner sur place.

Jeckel renifla... Vous ne pouvez guère l'en blâmer : de nous cinq c'était le seul qui n'eût jamais rencontré Jim Albro. D'ailleurs c'était le rôle de Jeckel, de renifler. Vous avez dû lire ses petits articles spirituels dans le *Bulletin*, — ces entrefilets qui mordent et fument comme des pétards chinois. Au moment de notre départ, il prenait ses vacances, et bien entendu, ayant eu vent de l'affaire, il s'attacha à nos pas.

— J'ai beaucoup entendu parler de cet Albro depuis que nous avons levé l'ancre, — dit-il. — Pourquoi tout ce bruit à son sujet? Il ne commandait pas le *Timothy S.* ?

— Non! — répliqua Peters de sa voix traînante, — non, il ne le commandait pas. Mulhall était capitaine.

— Alors, peut-être est-ce Albro qui a eu l'idée de l'entreprise. Est-ce lui qui avait découvert ce merveilleux banc vierge d'huîtres perlières qu'ils se proposaient de rafler?

— Non! — répliqua Peters. — Non... on ne peut pas dire qu'il occupait un poste véritable dans l'expédition. Il s'est embarqué comme subrécargue. N'est-ce pas, capitaine Bartlett?

— Comme garçon de cabine, sans doute, — dit Bartlett, avec sa lenteur habituelle, — ou comme maître d'équipage ou même comme midshipman!

Jeckel nous dévisagea chacun à notre tour, mais aucun de nous ne sourit.

— Vous vous payez ma tête! — dit-il. — Tant pis. Seulement, vous savez, je vais écrire cette histoire. Vous feriez mieux de m'aider à choisir le héros qui convient. A quoi ressemblait votre célèbre Albro?

— C'était le type le plus séduisant que j'aie jamais rencontré! — s'écria le jeune Harris, avec impétuosité. — Absolument. Je ne l'ai vu que deux fois, — mais je me souviens exactement de ce qu'il a dit. La première fois il était ivre, mais ça... ça n'est rien. Il chantait *Folle Bess de Bedlam* d'une voix fausse à vous faire dresser les cheveux sur la tête! Et un

soir à Brisbane — lorsqu'il a rencontré Castlereagh Slasher pour deux rounds...

— Six pieds d'Irlandais fou, ajoutés à trois pouces d'Espagnol rêveur... comme qui dirait pour couronner le mélange. Cheveux noirs, barbe ondulée, des yeux comme des billes en verre bleu...

— A travers lesquels brillait le soleil, — intervint Harris.

— Voilà James O'Shaughnessey Albro! (Peters s'attarda sur le nom). Pour ce qui est de sa chance, — le capitaine Bartlett ici présent a peut-être raison... Mais peut-on dire : la chance? Albro est né trop tard. Il aurait dû être conquistador. — Et se pavaner dans le bon vieux temps, rançonnant des rajahs, et se taillant des royaumes. Tandis qu'il n'était que Jim, — et tout ce que vous voulez entre manœuvre et millionnaire.

— Personne ne sait ce qu'il a fait chez lui (sans doute lui fallait-il plus de place). Une saison, il est apparu sur la rivière Endeavour avec un schooner à lui; — salon en érable frisé, — divans en satin, — porte-fusils aux montures d'argent! Par Joë, on aurait cru qu'il allait trafiquer avec les chérubins pour des harpes d'or dans les îles du Paradis! Cela ne pouvait durer longtemps — avec les risques insensés qu'il prenait. Cela dura jusqu'au jour où il perdit le navire et tout son avoir dans une course retour de l'île de Jeudi.

— Il fit naufrage?

— Non... il perdit au jeu navire et argent. Jimmie paya au débarcadère et remonta Charlotte Street en mendiant. Il entra dans une réunion politique qui se tenait là, fit une harangue enflammée, probablement sur la tempérance! Et par Joë, — voilà qu'on l'élut conseiller divisionnaire le lendemain matin!

— J'ai entendu parler de ça, — dit Harris en ricanant. — N'est-ce pas au cours du même hiver qu'il fit pour sa santé un plongeon dans les mines d'étain? On raconte qu'il était amoureux d'une belle veuve très riche... Et, en même temps, de sa jolie femme de chambre... C'est alors qu'il gagna le Mont Romeo en vitesse! Ma parole! Ce type-là transformait la plus simple affaire en roman! On dit qu'il a gagné gros à Romeo, — pour se consoler.

— Il a fait fortune une dizaine de fois. Pourtant, je l'ai

aidé à obtenir une situation de commis d'entrepôt à Samarai, alors qu'il ne portait plus de chemise sous son pardessus, et seulement des sacs en guise de culottes! Je m'imagine que c'est là ce que le capitaine entend par sa chance... Capitaliste, mineur, politicien, arrimeur, — c'était la même chose pour un Jimmie. Voyez comment il a renfloué *Greswick* que personne ne voulait toucher, lorsque la barque a échoué sur Turn-again Island : il a gagné quatre mille livres grâce au travail le plus dangereux, — et les a reperdues à la Coupe de Melbourne! Il s'en f... pas mal. Comme vous le dites, capitaine, il ne faisait que ce qui lui plaisait.

Jeckel fronçait les sourcils et gonflait ses lèvres minces.

— Il n'a jamais rencontré de jeu qui fût trop difficile pour lui! — dit Harris. — Et il n'a jamais marchandé son poing ni son sourire!

— La geôle de Darlinghurst regorge de types de ce genre! — remarqua Jeckel sèchement.

— Vous m'avez demandé à quoi il ressemblait? — s'écria le capitaine Bartlett en faisant volte-face du côté du gouvernail. — Je vais vous le dire. J'ai épousé une jeune fille qui était assez entichée de Jim Albro jadis! Il n'y a pas d'homme vivant qui oserait dire un mot contre ma femme, — la plus belle de Queensland. Or, je connaissais tous les potins lorsque je l'ai épousée. Et pourtant, vous me voyez ici...

— Ah! et dans un but amical? — demanda Jeckel en le dévisageant. — Ou bien pour vous assurer qu'il ne reviendra pas?

Je vis le sang affluer aux joues hâlées de Bartlett, puis refluer lentement.

— Par amitié, — dit-il simplement.

Jeckel fit un geste qui ressemblait à un salut, peut-être avec un soupçon de moquerie, mais il n'ajouta rien de plus. Bartlett vira de bord et mena le schooner tout droit à travers la brèche. Nous tournâmes de nouveau nos regards vers cette baie sinistre qui s'ouvrait devant nous comme la profondeur peinte d'un décor de théâtre, — où nous devions découvrir et reconstituer une obscure tragédie.

Le rideau se leva brusquement. A peine étions-nous à la hauteur du promontoire le plus proche, qu'un des marins bruns bondit en avant en poussant un hurlement, et nos

regards effrayés dépassèrent son index qui désignait l'épave du *Timothy S.* Il ne pouvait y avoir aucun doute : une coque verte avec une ligne d'eau noire, — échouée très profondément sur le côté, les écoutilles béantes un peu au-delà d'une brèche peu profonde de la côte, bien sous le vent. Nous n'avions point besoin du télescope pour lire le nom ni pour voir qu'il ne restait rien de vivant sur la coque délabrée. Elle gisait dans son dernier mouillage, dans la phase finale de la pourriture navale, dépouillée de ses agrès, — ses mâts brisés et nus comme des os blanchissants. De son bastingage s'éleva un vol de fous qui poussèrent des cris aigus comme des fantômes tristes, et disparurent.

— *Aye,* voilà la fin de leur croisière perlière, — dit Peters sombrement. — C'est bien le bateau de Mulhall, sûr et certain. Les bourrasques du sud-ouest l'ont poussé là. Ça ne m'étonnerait pas qu'il fût ancré à peu près où nous passons en ce moment.

— Sur le banc d'huîtres? — renifla Jeckel en se penchant pour regarder l'étincelant gouffre bleu.

— Qui doit être juste sous notre quille, à mon idée.

A un signal, la sonde avait été détachée, bien que nous eussions largement dépassé les récifs.

— Seigneur! dix brassées! — dit Harris en répétant le cri, — ça, c'est plonger! J'avais entendu dire que c'était un banc d'eau profonde. Croyez-vous qu'ils étaient au travail lorsque les nègres les ont surpris?

— Je le pense, — dit Peters. — Tu vois ce petit bout de terre broussailleux? La pointe n'est guère à plus de cent mètres d'ici. Une dizaine de canots pourraient fort bien se masser derrière sans être vus. Par Dieu, c'est clair comme le jour. Le schooner s'est arrêté pour travailler; le plongeur était sous l'eau sans nul doute, les pompes marchaient, toutes les mains étaient occupées à bord, et le guetteur calculait des profits à trois décimales derrière le cabestan... Un vent favorable pour pousser les canots...

— Fini! — conclut Harris brièvement. — Tout fut terminé en dix minutes! ils n'ont pas dû savoir ce qui s'abattait sur eux. Un nuage noir!... C'est tout. Un nuage noir...

Peters avait raison. Ce n'était que trop clair. Nous avions

tous entendu des histoires de ce genre. A nos esprits attentifs, ces quelques phrases évoquèrent très nettement le tableau de l'équipage insouciant que la mort guettait, et de l'horreur rapide de l'attaque. Nous avions devant les yeux l'épave et la baie vide. Le reste, nous pouvions l'imaginer.

— Alors, que faites-vous maintenant? — demanda Jeckel.

Peters distribuait déjà des fusils et des cartouches près de la cabine. — Bartlett, l'air hagard, ne parut pas l'entendre, — mais Harris jeta une réponse par-dessus son épaule avec l'impertinence de l'émotion.

— Oh! sait-on jamais? Peut-être découvrirons-nous des têtes fumées que nous pourrons emporter?...

Quelques instants plus tard, le capitaine donnait ses dernières instructions à ceux qui devaient garder le navire, tandis que nous autres, de l'équipe de terre, nous sautions dans la grande baleinière.

— Vous ne devez pas nous suivre, quoi qu'il arrive; entendu, n'est-ce pas? Si vous apercevez plus de trois canots à la fois, levez l'ancre, et gagnez le large. Je vous laisse Odadiah, — c'est un bon tireur, — et quatre des meilleurs boys.

Le jeune second hocha la tête. Il était furieux de ne pas nous accompagner. Mais Bartlett savait ce qu'il faisait. Nous-mêmes nous prîmes nos précautions. Nous ramions lentement vers la côte, en ayant soin de nous tenir hors de portée des lances, et en surveillant avec attention le mur de la jungle. Il n'y a pas de plage à Barange. Les racines des manguiers descendent en se tordant jusqu'au bord de l'eau, comme un enchevêtrement de pythons. Tout était tranquille sous le feu du soleil; nous avions l'impression d'être plongés dans un grand bain de vapeur. De temps à autre, nos boys Tonga s'appuyaient sur leurs rames, en roulant leurs yeux timides et limpides. Nous entendions leur respiration rapide et le bruit de l'eau qui dégouttait des rames. Rien d'autre. Nous flottions dans un mirage où chaque feuille, chaque frondaison et chaque liane palmée avec son image reflétée dans l'eau prenaient un éclat et une précision peu naturels, comme un tableau très travaillé ou un paysage vu à travers un stéréoscope.

— Je présume qu'une centaine de têtes crépues nous guettent en ce moment! — murmura tout à coup Jeckel. — Pourquoi ne donnent-ils pas signe de vie?

Il tripota son fusil nerveusement et renifla.

— Quel endroit! L'air est mortel, — pourri de fièvre. Pouah! C'est animal. C'est comme l'haleine d'un tigre.

Je regardai le petit homme en clignotant et en même temps j'aperçus Peters debout à la proue de la baleinière. Le trafiquant allumait une courte fusée de dynamite avec le bout de son cigare. Avant que j'aie pu crier gare, il l'avait lancée dans la brousse.

La fusée tomba avec un fracas de catastrophe dans ce silence absolu. Les arbres bondirent vers nous et les rochers furieux renvoyèrent le rugissement. Pareille à la poussière multicolore de l'explosion, une myriade d'oiseaux brillants jaillit brusquement : — loris, perruches, martins-pêcheurs, — atomes étincelants, verts, bleus et écarlates dans le soleil. Ils tournoyèrent et disparurent. Les échos s'apaisèrent. La fumée s'éloigna, et le mur vert se referma sans une cicatrice : le silence engloutit de nouveau les envahisseurs futiles, qui assaillaient son immense énigme avec un pétard!

— Ils n'ont pas l'air de s'en soucier beaucoup! — ricana Jeckel.

Mais Bartlett leva un doigt. Quelque chose bougea très loin dans les bois. Cela s'approcha avec de longues pauses, on entendit des pas — de plus en plus pressés — et enfin un bruit de charge à fond de train à travers la brousse. Nous tenions l'endroit sous la menace de six fusils; de la lisière surgit une créature qui bondit et s'accrocha parmi les lianes.

— Maître! — cria-t-elle. — Maître!

Un homme qui ressemblait plutôt à un singe nu et affamé, avec ses jointures cagneuses et les os saillissant sous sa peau noire, — tremblant de peur. Ce ne devait pas être nous qu'il redoutait. Il affrontait les fusils sans broncher. Mais ses yeux de jais se tournaient sans cesse pour regarder derrière lui, comme s'il s'attendait à voir une main redoutable surgir du bois pour l'y entraîner de nouveau. La jungle, le pays : voilà ce qu'il craignait.

— Maître! — cria-t-il. — Prends-moi avec toi dans ce bateau. Moi suis un bon boy; — beaucoup trop bon!

— Ton nom? — lança Peters. — Ton bateau?

Dans la réponse bredouillée nous perçûmes un mot qui nous fit tressaillir.

— Sacrebleu, — c'est un de leurs boys. Approchons, capitaine.

Nous approchâmes jusqu'à ce que Peters pût traîner le nègre tremblant par-dessus bord, — et nous nous éloignâmes vivement de l'ombre des manguiers vers la sécurité, — tandis que le fugitif racontait en bredouillant son histoire.

C'était vrai! Nous avions découvert un survivant du *Timothy S.* : il s'appelait Kakwe, disait-il, et il était venu à Barange « beaucoup longtemps avant »! Au moins deux mois plus tôt. Lors de l'attaque contre le schooner, il s'était échappé à la nage. Papou lui-même, d'une tribu et d'une religion différentes, — les hommes-singes peints des Détroits de la Princesse Marianne, — il s'était réfugié sur le faîte des arbres. Cela lui avait sauvé la vie. Depuis lors il avait vécu de fruits et de noix, ignoré parmi les cacatoès.

C'est du moins ce que nous comprîmes dans ses bavardages. Peters l'interrompit :

— Mais les autres? Les hommes blancs?

— Tous finis! — répondit Kakwe laconique.

— Comment?

— Moi pas savoir. Trop peur, — marché dans l'eau salée, — fichu le camp le long de la plage, jusqu'à arbre! Moi peur comme diable!

Son récit s'accordait avec notre théorie du massacre, mais il n'avait pas vu de cadavres apportés à terre, — ne pouvait pas identifier les assassins, — ne pouvait dire où se trouvait le village indigène ni comment y parvenir, et refusait tout net de nous guider dans la brousse. Du reste, il assurait qu'il fallait s'éloigner aussi vite que possible de cet endroit.

— Ah! — dit Jeckel, — d'un ton approbatif. Il a raison.

Soudain, nous étions prêts à tout abandonner. Oui, nous fûmes vraiment tout près. Nous flottâmes vers le mouillage et jetâmes autour de nous des regards impuissants.

L'endroit était si immense, si déroutant. Inutile de chercher davantage parmi les marécages et les forêts vides, ni d'avancer à tâtons dans cette désolation silencieuse. Inutile de vouloir contraindre la jungle. Les capitaines de croiseurs, qui ont bombardé ces mêmes côtes au cours de plus d'un raid de répression, savent comme il est vain de lutter contre la Papouasie, — qui garde ses secrets.

Nous devions être à mi-chemin du *Aurora Bird*, lorsque Bartlett, qui était assis à l'avant, fit un signe qui nous arrêta tous, net.

— Il ment! — dit-il tranquillement.

Jeckel sursauta et protesta :

— Qui? Le noir? Il a tout simplement la frousse. On ne peut pas le blâmer de vouloir s'échapper de ce piège! J'y aspire moi-même!

— Il n'a pas pu vivre tout ce temps dans l'île sans apprendre, ni voir quelque chose, déclara Bartlett.

— Pourquoi mentirait-il?

Mais Peters s'était levé, les traits brusquement animés.

— Par Joë... tu me le rappelles à point. Lorsqu'on en est arrivé à se demander pourquoi un indigène de ce pays mentirait, — on fait joliment fausse route! Quant à sa frousse, que croyez-vous qu'il a dû voir pour l'épouvanter ainsi?

Ici il courba notre homme-singe par-dessus un des bancs de l'embarcation, — et lui présenta affectueusement le revolver Webley.

— Espèce de Kakwe, — dit-il, — mon joyau survivant, — j'avais oublié à quelle race tu appartiens. J'aurais dû commencer par cogner ta tête noire! Maintenant n'essaie pas de me rouler! Tu vas montrer ce que tu m'as caché! Tu piges? Et si tu ne me le montres pas, — eh bien...

Et Kakwe obtempéra! Avec toute la docilité du noir soumis à une menace immédiate, — il s'effondra au simple contact de l'acier et il montra le renfoncement où une petite crique cachée s'ouvrait parmi les manguiers, il montra le cours sinueux qui menait le long du marécage à travers des étendues sombres et humides jusqu'à une rive de boue piétinée et jusqu'au village de Barange, enfoui là comme des niches géantes dans une arrière-cour. Cette fois nous ne nous attardâmes pas

à la moindre manœuvre. Jeckel lui-même saisit une gaffe et nous frayâmes notre chemin, avides d'aboutir enfin.

La brousse nous réservait une surprise : le village était silencieux, — abandonné, — vide.

Nous débarquâmes sur la place, — si on peut appeler ainsi la clairière sur laquelle donnaient quelques maisons, — ces spacieuses demeures communales très étendues, palais au milieu des huttes qui surprennent parfois l'explorateur le long de la côte occidentale. Personne ne se montra. Un insecte bourdonna dans le soleil avec un sifflement de balle, — et j'avoue sans honte que je fis un plongeon pour l'éviter. Mais ce fut tout. L'abject Kakwe nous conduisit devant une haute plate-forme qui courait à hauteur d'homme le long de la plus grande demeure; nous nous arrêtâmes, les fusils dressés, le pouls battant.

Nous ne vîmes qu'une boîte placée au centre de la plate-forme, — à l'ombre de la haute chaume, — un petit coffre bordé de cuivre, comme ceux qu'aiment les matelots, et qu'on trouve sur tous les navires.

— Du butin! — dit Jeckel. — Eh bien...

Mais le capitaine Bartlett avait déjà fait main basse sur un autre trésor, — un câble de tube de caoutchouc proprement enroulé autour du coffre.

— Qu'est-ce que cela?

— Le tuyau d'aération d'un plongeur, — déclara le capitaine.

— Eh bien, et après?

— Il a été tranché en haut et en bas!

Nous nous approchâmes pour regarder, et je vis que le poing hâlé du capitaine tremblait légèrement.

— Un tuyau de plongeur, — répéta-t-il. — Ils avaient un plongeur... et, suivant votre idée,... Peters...

Il prit une lente respiration.

— Hein? Le plongeur se trouvait sous l'eau peut-être au moment où l'attaque s'est déclenchée...

Alors la voix de Peters s'éleva, froide, traînante.

— Quelqu'un a laissé un message sur le coffre...

Comme nous faisions volte-face, il souleva un peu le coffre de côté, afin que nous pussions tous lire les lettres de cette

légende laconique, — tous, sauf Bartlett qui fouillait dans ses poches, cherchant ses lunettes...

— Ce fut écrit avec une balle Snider, à mon avis! — continua le trafiquant. — Une de ces balles dont on fournit les peuplades païennes au nom de la civilisation.

— Voulez-vous nous le lire? — supplia le capitaine.

Et voici la notice que Jeckel lut :

Ce 22 janvier 19..

Membres de l'Équipage du schooner *Timothy S.* de Cooktown qui misèrent sur la fortune et perdirent. Baie de Barange.

J. Mulhall, maître.	Babba, Koho.
B. Smythe, second.	Kakwe, Jack-Jack.
Henry New.	Manomi, Frank.

Hic finis fandi.

Le capitaine Bartlett enleva sa casquette et essuya lentement la sueur qui inondait son front, avec un mouchoir rouge quadrillé.

— Cela paraît naturel, — dit-il en toussotant un peu. — J'ai jamais été calé dans ce langage *hic!*

— Cela veut dire: « J'ai fini la conversation! » — ou quelque chose d'approchant, — expliqua Jeckel... — Mais la liste n'est cependant pas encore complète. Où est votre ami Albro?

Peters roula vers lui un œil blanc.

— C'est-y votre idée, — dit-il, — que des nègres écrivent des épitaphes? ou des livres?

Il leva devant nos regards l'objet qu'il avait trouvé en soulevant le couvercle du coffre : un paquet de minces bandes d'écorces couvert de signes grossiers et relié par un lien de fibre qu'il délia afin de parcourir les feuillets.

— Je savais qu'il était vivant, — dit le capitaine Bartlett simplement.

Et c'est ainsi que nous connûmes l'histoire de James O'Shaughnessey Albro. Aujourd'hui encore je peux me souvenir de chacun de nos gestes à ce moment, de chaque détail du groupe que nous formions dans le village désert de Barange; — la voix traînante du trafiquant, — ses interruptions tandis

qu'il lisait une ligne ou deux, puis se tournait vers Kakwe avec un juron, ou bien intercalait quelque commentaire personnel fort réaliste; — le visage sérieux de Bartlett; le reniflement incrédule du petit Jeckel, toujours indomptable, qui fouinait partout; — les silhouettes de nos boys Tonga, appuyés patiemment sur leurs fusils — tels des statues de bronze, attendant le prochain caprice de leur maître; — le cercle dense de la jungle; les bizarres maisons pointues avec leurs façades caverneuses, béantes comme des auditeurs ébaubis et ricaneurs; — les lances de soleil qui commençaient à se planter parmi les ombres allongées sur le pays.

« *En cherchant la richesse, j'ai trouvé la gloire. Je suis descendu dans la mer comme plongeur amateur, et j'en suis remonté dieu professionnel. Mais je voudrais bien savoir quel est le fils de chien qui a coupé mon tuyau? Je l'excommunierais sur l'autel même.* »

Voilà un fragment du « livre » de Jim Albro, — et cela le révèle tel qu'il vécut. Les notes suivantes ne sont pas aussi claires et loin d'être aussi gaies, — et certaines sont même, en vérité, fort pitoyables. Il dut noter cela dans les premières heures de son règne, — alors qu'il était encore dans tout le rayonnement de son aventure stupéfiante, avant qu'il n'eût commencé à comprendre ce qui l'attendait.

Comme Peters l'avait deviné, l'attaque du *Timothy S.* avait pris au dépourvu les chasseurs de perles. Ils n'avaient aperçu aucun indigène à Barange, — ils ne se tenaient donc pas sur leurs gardes, et lorsque Albro entra dans la mer le matin du 22 janvier, il laissa tous ses compagnons tranquillement occupés à bord. Il ne devait en revoir aucun. Pendant qu'il descendait jusqu'au banc de perles, les maraudeurs noirs s'abattaient sur le schooner.

Il est probable que les sauvages prirent le tuyau d'aération du plongeur pour un câble d'ancre, — il est certain qu'ils ne savaient absolument rien de l'appareil, — et le premier avertissement qu'Albro reçut de l'aventure fut, lorsque, le tuyau tranché, il sentit la pression disparaître et l'eau filtrer par la valve d'aération. Heureusement il se disposait à remonter, et avait resserré son tuyau d'écoulement pour gonfler son appa-

reil. Heureusement aussi, son casque était pourvu d'une valve d'aération ajustable, et il put rapidement fermer les deux valves.

Il tira sur la ligne de sauvetage, mais elle fila molle entre ses doigts. Il se coucha sur le côté pour regarder au-dessus de lui, mais il ne put rien distinguer dans le vague crépuscule bleu à travers lequel les bouts de son tuyau d'aération coupé pendaient inertes. Alors il comprit qu'il n'avait plus de communications avec le bateau, et il fut étreint par cette terreur hideuse qui guette tous les plongeurs parmi les périls et la solitude du fond de la mer. Il aurait pu remonter à la surface en rejetant ses poids de quarante livres, — mais il se rendit compte qu'aucun accident imprévu ne pouvait être à l'origine de sa situation présente, et son instinct le poussa à s'éloigner du schooner vers le rivage. Il avait encore quelques minutes à vivre sous l'eau, quatre ou cinq peut-être, grâce à sa réserve d'air. Il se dirigea promptement vers la plage, cédant à une panique momentanée qui allait lui coûter cher... En essayant de trancher le tuyau désormais inutile, il perdit son couteau de plongeur...

Le corail pourri éclatait et s'effritait sous ses pas. Des lianes l'entravaient et le retenaient dans une étreinte redoutable. Un tridacna[1] ouvrit sa coquille immense devant ses pas, et il faillit tomber dans ce piège des abîmes. Il continua à remonter la pente, se ressaisissant petit à petit. Il surgit enfin hors des vagues sur une pointe de rochers en dehors de la baie où il put s'aggripper et ouvrit le robinet de secours de son casque. L'appareil se dégonfla et l'homme aspira une vie nouvelle. Mais ici advint sa deuxième mésaventure : tandis qu'il se remettait debout, il fut saisi par un vertige; glissant, il tomba lourdement en avant, et avec un grand fracas d'armes, le dieu s'écroula évanoui sur le seuil de son royaume.

« *Me suis cassé le bras en gagnant le rivage. Je remontai la plage lorsque j'ai rencontré les nègres. Ils sont tombés sur leurs visages et je vis que j'étais élu.* »

Voilà les paroles que Jim Albro choisit pour raconter une scène qui n'a sans doute pas eu de précédent dans l'expérience

1. Mollusque bivalve, peigne gigantesque, qui, avec sa coquille, pèse parfois jusqu'à cinq cents livres.

humaine. Deux douzaines de mots, — pas plus. — Vous vous l'imaginez, colosse emmitouflé dont l'immense casque de cuivre lance des reflets rouges, — son monstrueux regard de cyclope scintillant, — sortant de la mer au pied des collines hostiles et vertes de la Papouasie. Vous le voyez surgir, — incroyable apparition de puissance et de majesté, à la vue des cannibales, — et se dresser, triomphant, au-dessus de leurs rangées prosternées. — Mais tout le récit d'Albro n'est qu'une succession de visions de ce genre, — certaines fixées avec une netteté effrayante, — d'autres nuageuses, confuses et trop brèves.

« *J'ai choisi le médecin-sorcier en chef, et l'ai élevé à de grandes dignités. Vieil Œil-de-Gomme. Un de mes copains.* »

Des chapitres entiers ne sauraient fournir une preuve plus claire de l'intrépidité de cet homme. Il sut trouver le meilleur moyen qui fût pour accentuer le rôle qui lui avait été attribué de façon si surprenante, et pour établir sa divinité. Déjà il appréciait clairement la situation dont il avait écarté le premier risque. L'inscription sur le coffre est la seule allusion au sort du schooner et de l'équipage. A première vue, ceci pourrait dénoter un certain manque de sensibilité, mais ne nous y trompons pas. Albro était d'une nature prompte à s'adapter aux circonstances. Le fait était accompli : à quoi bon pleurer? Les noirs avaient agi selon leur inspiration, et il lui fallait agir très rapidement selon la sienne. Ils lui avaient soufflé son rôle. Nous ne pouvons que deviner de quelle façon il le remplit. Car, le soir venu, il avait été installé dans une espèce de temple ou de « maison de diables », — en qualité de dieu attitré des tribus de Barange.

Ici se termine la première partie « du livre », si toutefois on peut donner ce nom à cet assemblage de griffonnages incohérents, — la première partie et la seule qui fût tout à fait intelligible avant que la brume de l'inquiétude et de la détresse n'eût terni l'image de ce dieu étrange et mortel, hélas! Il en commença la composition le soir même, ayant ramassé une cartouche Snider et les bandes d'écorce alors qu'il jouissait encore d'une liberté relative. Peut-être prévoyait-

il... Peut-être cherchait-il simplement à détourner sa pensée des périls qui l'entouraient?

Accroupi au-dessus de son propre autel, il prépara sa propre louange. Autour de son sanctuaire dormait une garde de médecins-démons, de prêtres, de sorciers, — il emploie les trois termes. Mais, pour Albro, point de sommeil. Tandis qu'il luttait là, seul, pendant les longues heures de la nuit, il trouva le courage d'écrire ces premières notes à la lumière vacillante d'une torche, — calmant ainsi la douleur de son bras cassé, et la terreur nouvelle qui renaissait rapidement en lui.

Ces mots, tracés le lendemain, jaillissent tels des scintillements d'éclair hors d'un nuage :

« *Quarante heures maintenant : je m'affaiblis. Mon bras* — (mot biffé). — *Ai dû renoncer à essayer de dévisser le verre de mon casque. Ne puis le bouger.* »

Quelques heures plus tard, un autre passage dans le même ton :

« *Ai essayé de m'enfuir ce matin! Mais les prêtres sont trop soupçonneux. J'ai pensé à briser le verre sur un rocher.* »

Et plus loin :

« *Si je pouvais seulement me procurer un couteau pour trois minutes. Une tige de bambou* (plusieurs mots illisibles). *Ne puis déchirer la toile vulcanisée. Inutile...* »

— Grands dieux! — murmura Bartlett. — *Il ne pouvait pas sortir de l'appareil!*

La certitude de l'état pitoyable d'Albro nous apparut par cette seule phrase, et je vous laisse à imaginer de notre angoisse. Nous n'avions pas soupçonné cela. Le journal était devant nous. Nous nous attendions simplement à découvrir quelques renseignements sur la position présente de l'aventurier. Pendant la lecture, jusqu'à cette damnée phrase, nous avions été sereins, et même ravis, comme des enfants qui suivent les tribulations de leur héros favori, certains de la solution heureuse.

— Il ne pouvait pas sortir? — cria Jeckel d'une voix aiguë. — Que voulez-vous dire?

— Il était vissé dans ce sacré appareil de scaphandrier.

— Vissé?

— Oui, vissé, — cousu! — répéta Peters pesamment. — Il parle de toile vulcanisée, — mais en fait, il s'agit de croisé tanné, — de croisé doublé de caoutchouc. Qu'il n'ait pu l'arracher avec un bâton, c'est pas étonnant! Parlez-moi d'une camisole de force!

— Mais, — mais pourquoi n'enlève-t-il pas le casque?

Peters fixait sans le voir le paquet qu'il tenait à la main.

— Crébleu! Quel pétrin! — murmura-t-il. — Quel effrayant pétrin! Dites donc, savez-vous ce qu'est un appareil de scaphandrier? D'abord une collerette en cuivre qu'on ajuste aux épaules. Puis le casque qui s'adapte à la collerette et se visse solidement à un quart de tour. Or, la seule prise possible pour dévisser le casque se trouve hors de portée de la main du scaphandrier. Car aucun plongeur n'a jamais été appelé à enlever son propre casque.

Nous ne pouvions que le regarder, muets, les yeux écarquillés.

— Albro ne pouvait pas retirer son casque. Bien entendu, s'il avait réussi à arracher la toile des oreillères, il était sauvé : il ne lui restait plus qu'à soulever la partie supérieure du casque.

— Il y a le verre...

Peters tendit le journal.

— Que dit-il lui-même? Il n'y a qu'un verre démontable dans un casque, placé devant, d'un pouce d'épaisseur et qui se visse solidement dans une douille. Ce verre est protégé par un grillage en fer, ainsi que les deux verres latéraux. Albro veut le briser mais ne peut pas. Il veut le dévisser, — mais il ne réussit pas non plus. Il veut taillader le revêtement, mais il n'a pas de couteau. Le voyez-vous, — crébleu! Le voyez-vous qui se tord et lutte pour la vie là-dedans, — avec son seul bras valide!

— Mais, — s'écria Jeckel, d'une voix où perçait l'épouvante, — il ne pouvait même pas manger! Il a dû mourir de faim dans cet appareil!

— De faim? — répéta Bartlett, les lèvres exsangues. — C'est pire! De soif.

Je ne sais ce qu'éprouva Jeckel, mais il me sembla qu'un nuage voilait brusquement le soleil.

— Continuez! — implora Bartlett. — Continuez!

Mais ce ne fut pas facile de continuer. Des fragments entiers de cet étrange « livre » devenaient impossibles à déchiffrer. Parfois, ce n'était plus qu'un griffonnage de caractères entremêlés. Ailleurs le plomb mou était brouillé, effacé. Peters parcourut rapidement ces feuilles d'écorce tandis que nous attendions, anxieux.

« *... dieu inquiet. Ils m'ont attaché un instant pour me garder en sécurité.* (Mots illisibles.) *Mourir ici comme un rat sous une cloche de cristal... Non pas moi! Je n'en ai pas l'intention!* »

Curieux. Lorsque Peters reprit le fil, lorsqu'il lut cette phrase significative, ceux d'entre nous qui avions connu Jim Albro hochâmes solennellement la tête, comme si nous accueillions un frémissement profond et secret. Là était le véritable triomphe de cet homme, — et nous le devinâmes alors, — quelle que pût être l'issue de cette affreuse lutte. Seul, sans espoir d'être secouru, pour la première fois de sa vie, — muet, impuissant, au bout de tous les stratagèmes aimables qui lui avaient si souvent réussi auprès des hommes... et des femmes aussi, — Jim Albro demeurait toujours l' « invincible ».

Son corps se consumait et se recroquevillait dans sa propre chaleur. Il devait réfléchir à chaque courte respiration qu'il prenait, dilatant le vêtement et le dégonflant à de courts intervalles afin de renouveler l'air vicié! Il devait contempler les offrandes tentatrices posées sur l'autel, — mangues juteuses, figues et canne à sucre, — fruits sauvages et noix de coco fraîchement ouvertes où bouillonnait le lait frais et nouveau. Il devait recevoir l'hommage d'un peuple, — et compter en même temps combien d'heures de tourment lui restaient encore à vivre. Et, — supplice plus insupportable que les autres, — il devait surmonter cette ironie impitoyable, ce ricanement moqueur du destin qui rend les hommes fous. Il ne voulut pas céder.

Le deuxième jour, les tribus accoururent lui rendre hommage. Il y eut un grand rassemblement sur la place. Une

pantomime très réaliste, fut jouée devant le temple, — où résonnaient les flûtes de bambous et les tambours; les médecins-sorciers portaient leurs perruques vermillon et leurs masques de cérémonie, — et des rondes de danseurs nus piétinaient et tournoyaient au rythme du chant. Jim Albro regarda tout cela, toutes les scènes qu'il suivait, derrière son verre épais, sans s'abandonner passivement au destin, mais en observant tout avec une attention soutenue. Certes, ce dieu prenait intérêt au bien-être de son peuple.

Qui sait ce qu'il vit chez les Papous de Barange? On les dit féroces. Leur peau est d'un beau noir de prune, leur taille moyenne est de six pieds et leur plat préféré est une oreille humaine bien grillée. C'est ce que rapportent les vieux trafiquants, — et nul explorateur n'a jamais contredit ces affirmations. Il fallait quelqu'un qui pût rester parmi eux sans perdre la tête, au sens littéral du mot, pour en apprendre davantage sur leurs mœurs. Albro fut, par force, celui-là. Il n'avait rien à faire qu'à demeurer assis. Il dut faire effort pour mettre de l'ordre dans ses pensées. Mais il y a dans ses notes un passage qui demeure bien énigmatique.

« ... *Une grande quantité de matière première. Pourquoi ment-on toujours au sujet des nègres? Intact* (illisible) *à l'œuvre. Ils m'ont fait comprendre par des mimiques* (mots qui manquent) *derrière les collines...* (plusieurs lignes qui manquent)... *Merveilleux...* »

Il dit « merveilleux ». Qu'est-ce qui était *merveilleux*? Jim Albro, mort vivant dans son linceul de caoutchouc et de fer, venait-il enfin de percer quelque mystère de la Papouasie? C'est possible. Le fait demeure que, tout torturé, tout brûlé par la fièvre qu'il fût, brûlant de soif et de douleur, il vit quelque chose qui le lança de nouveau dans l'action...

« ... *supposer que je participe moi-même à cette pantomime... Je pourrais le faire. Je le sais! Je vais me fier au vieil Œil-de-Gomme. Et ensuite...* »

Peters leva les yeux du dernier feuillet.

— Eh bien? — demanda Jeckel avec impatience?

— C'est tout, — annonça Peters.

Je ne saurais dire ce que notre groupe haletant avait espéré. Peut-être le récit d'un miracle nous eût-il satisfaits, ou bien les confessions déchirantes, et les dernières recommandations du moribond. Mais ce brusque arrêt du journal nous laissa stupéfaits.

— Ce n'est pas possible, — cria Jeckel. — Comment cela pourrait-il se terminer ainsi? Que lui est-il arrivé? Où est-il?

Peters balaya du regard la clairière vide et la palissade impénétrable de la forêt.

— N'oubliez pas que ceci fut écrit il y a près de trois mois, — dit-il.

— Mais il avait un plan! — insista Jekcel — Il avait sûrement un plan. Il dit qu'il va tenter quelque chose.

Le capitaine Bartlett se secoua comme quelqu'un qui se réveille d'un songe.

— Et vous oubliez de nouveau le *boy* du navire.

Avec un juron saccadé, Peters bondit sur l'infortuné Kakwe qui tremblait à ses côtés. Mais le noir n'avait rien à dire. Il ne pouvait jeter aucune lumière sur les événements.

Du faîte des arbres il avait seulement vu l'endroit où le « maître plongeur blanc » s'était mêlé à tous les démons de l'enfer. Après quoi, plein de peur, il s'était enfoncé dans la forêt. Kakwe nous montra la plate-forme de la maison près de laquelle nous nous tenions. Nous pénétrâmes furtivement par l'entrée barrée et traversâmes un sol de nattes de bambou et nous nous trouvâmes devant un rideau de pandanus. Nous avions depuis longtemps dépassé toute faculté d'étonnement, mais Jeckel, arrêtant un geste commencé, laissa tomber sa main.

— Je n'ose pas, — dit-il.

Ce fut Bartlett qui tira le rideau. Et là, dans le crépuscule, nous aperçûmes le dieu. Sa grande tête de cuivre brillant à l'arrière d'une niche peu profonde. La gaucherie raide, emmitoufflée de son costume de scaphandrier révélait une forme héroïque, encore disposée dans l'attitude d'un Bouddha assis, les souliers aux semelles de plomb formant une saillie à côté de chaque genou. Un immense œil nous fixait par-dessus l'autel, tandis que nous demeurions, anéantis par sa présence.

— Et c'est ainsi qu'il est parti! — dit Jeckel.

Quelque chose avait frappé le visage vif de Peters. Horrifiés, nous le vîmes faire un pas en avant et poser une main vigoureuse et sacrilège sur la divinité. Nous vîmes la forme tressaillir et trembler comme animée par la vie, nous la vîmes frémir et ballotter, puis s'effondrer... flasque et vide.

— Oui, — dit Peters, — il est parti, en effet. Du moins d'ici... Il est parti... et en avant. Et très facilement. Regardez ces déchirures...

Le costume de scaphandrier était ouvert comme une plaie; on y avait fait de longues incisions au moyen d'une lame tranchante. L'une traversait les épaules, les autres descendaient le long de chaque membre jusqu'aux poignets et jusqu'aux chevilles.

— Parti!

— Parti! — confirma Peters. — Soit que les nègres l'aient extrait morceau par morceau comme le pépin d'une noix; — soit qu'on l'ait aidé à s'en libérer complètement. Faites votre choix. Dans tous les cas, il est parti, — et cette fois pour de bon.

— Mais... il n'y a pas trace de sang! — cria Jeckel.

Le capitaine Bartlett avait enlevé sa casquette pour s'essuyer le front avec son mouchoir de couleur, et il dirigeait un regard apaisé, par-dessus le faîte des arbres vers les lointaines montagnes de la Papouasie.

— Vous pouvez toujours vous fier à la chance de Jim O'Shaughnessey Albro, — dit-il simplement. — Je savais qu'il était encore vivant.

Mais Jeckel chancelait encore.

— Je... je n'écrirai pas cette histoire, — nous assura-t-il très sérieusement. — C'est trop... trop... et d'ailleurs elle n'a pas de fin.

— *Hic finis fandi*, — suggéra Peters.

JOHN RUSSELL

(Traduit de l'anglais par MARC LOGÉ.)

LE VÉRITABLE CARDINAL DE RICHELIEU

Il existe sur le cardinal de Richelieu deux opinions traditionnelles d'allure plutôt légendaire. D'après la première, créée de son temps par ceux de ses adversaires qui l'ont le plus mortellement haï, le cardinal n'aurait été qu'un despote cruel et fourbe qui aurait emprisonné ou décapité ses ennemis et imposé à tous, principalement au roi Louis XIII, sa tyrannie intolérable. Le XVIIIe siècle a accepté cette thèse. Pour Montesquieu, Richelieu est un « méchant citoyen ». Voltaire ne voit jamais le nom du cardinal sous sa plume qu'il n'éprouve comme une sorte de colère frénétique. Au XIXe siècle, romanciers et dramaturges ont renchéri et Richelieu n'a été pour eux que l'ombre sinistre de « l'homme rouge qui passe! »

D'après la seconde, tout à l'opposé — effet, à l'origine, de l'admiration qu'a inspirée le cardinal à son entourage et à de nombreux contemporains — Richelieu serait « un génie » aux conceptions sans égales. Les éloges des membres de l'Académie française, à leur réception dans la Compagnie, ont contribué, grâce à un mode convenu de phrases pompeuses éloquemment répétées, à consacrer la réputation du cardinal dans les proportions de plus en plus grandissantes. Au XIXe siècle après le romantisme, cette dernière manière a prévalu. La personne et surtout l'œuvre de Richelieu ont pris une ampleur extrême. Au dire de Mignet, l'illustre homme d'État aurait eu « les intentions de tout ce qu'il a fait »; suivant d'autres, il serait

l'auteur d'une grande politique qu'on a appelée « la politique de Richelieu », sans doute parce que personne ne l'avait soupçonnée avant lui — Retz l'a écrit. — Il aurait imaginé ou repris la théorie des « frontières naturelles »; fondé « la monarchie absolue » en France; contribué à la centralisation du royaume et même, paraît-il, « modelé l'occident de l'Europe » en arrêtant le progrès de l'unification catholique du continent pour substituer à la place la multitude des nationalismes épars modernes!

Entre ces extrêmes, il appartient à l'histoire critique qu'une étude longue et minutieuse des documents a familiarisée avec les réalités positives du XVIIe siècle, de tâcher de retrouver chez Richelieu l'homme tel qu'il a été, qu'il a pensé, agi, vécu, et, comme on va le voir aussi, souffert.

***

Lorsque le 9 septembre 1585, à l'hôtel de Losse, à Paris, rue du Bouloi, naquit l'enfant qui devait être le cardinal, il était si maigre, si chétif, que plusieurs semaines on put croire qu'il ne vivrait pas. Toute sa vie Richelieu sera délicat. Le mauvais état continuel de sa santé est tout d'abord à relever pour comprendre ce que sera sa personnalité. Il y a au château du Haut Buisson, dans la Sarthe, un portrait de sa mère, Suzanne de La Porte, fille d'un avocat au Parlement de Paris, fragile créature, distinguée, pâle. Celle que les contemporains appellent « une perle de vertu et d'honneur » n'a pas été heureuse. Ses lettres simples et mélancoliques trahissent les tristesses d'une âme sensible qui a eu beaucoup à pâtir. Le père, François Duplessis de Richelieu, gentilhomme rude, devait mourir en 1590 couvert de dettes, laissant les siens à demi ruinés. Il avait eu trois fils : Henri, Alphonse, Armand, et deux filles, Françoise, Nicole. Avec quelque prudence qu'il faille accueillir les renseignements défavorables donnés par les contemporains sur la famille de Richelieu, il semble bien que ces enfants aient été atteints de pénibles accidents de santé. Nous allons voir qu'Armand, le futur cardinal, a été neurasthénique. Sa sœur Nicole, femme plus tard d'Urbain de Maillé, marquis de Brézé, restera enfermée quinze ans pour des

raisons de débilité mentale. Son frère Alphonse, d'abord chartreux, sera obligé, en raison de troubles analogues, de disparaître pendant dix-huit mois, et devenu cardinal archevêque de Lyon, surprendra son entourage par des mélancolies anormales et des bizarreries étranges. L'autre frère, Henri, mort jeune tué en duel, ayant laissé un testament fâcheux, il sera nécessaire, pour faire casser cet acte, de plaider que son auteur était « fou »! Toutes ces circonstances étaient à noter.

Le jeune Armand avait cinq ans à la mort de son père. Il grandit péniblement donnant des inquiétudes perpétuelles. C'était un enfant à la figure agréable, maigre d'aspect, de caractère fier. Amelot de La Houssaye attribue son humeur assez aristocratique à une aïeule paternelle, Françoise de Rochechouart. Lorsqu'il eut dix ans on l'emmena à Paris, on le mit au collège de Navarre, puis à celui de Lisieux. Il y travailla avec succès, révélant une intelligence extraordinairement brillante. Il y avait un évêché dans la famille, celui de Luçon, qu'occupait un oncle, Jacques Duplessis. Ce Duplessis étant mort en 1592, on avait gardé le siège pour un neveu. A défaut d'Alphonse, qui se fit chartreux, Armand devait devenir évêque. Il alla étudier à cet effet en Sorbonne, y prit ses titres, et Henri IV ayant consenti à lui laisser l'évêché de Luçon, le jeune homme écrivit au roi une lettre ardente de remerciement, pleine d'ambition juvénile et d'espérances conscientes ou inconscientes qui s'annoncent : « Sire, je bous d'impatience de faire paraître le ressentiment que j'ai des bienfaits non mérités mais reçus pourtant de Votre Majesté... Je me donne à vous : je vous offre peu, mais c'est assez puisque je m'engage moi-même... Je consacre à Votre Majesté les fruits de ma jeunesse, et une âme pleine de zèle et d'obéissance »... Et il travaille comme il va travailler toute sa vie, avec une activité fébrile, dévorante, consacrant à l'étude, nous dira un de ses confidents de plus tard, J. Sirmond, jusqu'à huit heures par jour. Il est ainsi fait. Les titres universitaires obtenus et les ordres canoniques pris jusqu'au diaconat, il va à Rome où l'on pense qu'il a été ordonné prêtre. Il est ensuite sacré évêque le 17 avril 1607. De là il gagnera son diocèse de Luçon pour l'administrer. Ces brèves indications sur ses origines, ses antécédents et ceux des siens étaient

nécessaires avant d'aborder l'étude de l'homme fait. Prenons-le maintenant cardinal et ministre.

***

Au dire de tous ceux qui l'ont vu et dépeint, il est grand, mince, d'une taille souple et aisée. Sa figure fine et allongée a une extrême distinction. Ses grands yeux au regard calme, aigu, brillant, pénétrant, intimident, à ce qu'il paraît, par leur fixité. Le meilleur portrait de lui dans les trois têtes connues de Philippe de Champaigne est celui du profil droit, dit une note du temps. Il porte une barbe noire en pointe, élégamment tenue. Le front est large, les cheveux soyeux. La Bruyère dans ses *Caractères*, dit que ce qui frappe chez lui, c'est « son air grave, austère et majestueux ».

Nous avons dit que sa santé sera toujours précaire. Constamment il se plaindra de sa débilité. Il attribuera dans une lettre à Louis XIII « son corps infirme et l'ébranlement du plus faible et délicat corps qui soit au monde » aux travaux « de son malheureux esprit ». Ce dont il souffre le plus, c'est de maux de tête. Il est accablé de migraines. Elles me « tuent », écrit-il lui-même dès 1621. Il en arrivera à faire le vœu, s'il en est délivré, de fonder une messe qui se célébrera tous les dimanches en son château de Richelieu en Poitou. Quand il est pris, il lui « est impossible, écrit-il une fois de Royaumont, de lire aucun papier ». Louis XIII qui cherche à le rassurer lui répète que ces douleurs de tête sont signe de longue vie, « qui est la chose, ajoute-t-il affectueusement, que je désire le plus au monde, vous aimant comme je le fais ».

Puis Richelieu aura des rhumatismes, la gravelle, subira en 1632 un terrible accès de rétention d'urine causé par un abcès dans la vessie, et tout le royaume croira qu'il va mourir. A cette occasion deux médecins réputés du temps, MM. Charles et Citois, après examen, donneront une grande consultation sur son état physique : « Nous, soussignés, docteurs en médecine... » d'où il résulte, à travers des considérations d'un ton digne de celui des médecins de Molière, qu'en somme ce dont Richelieu souffre le plus, ce sont des nerfs.

Ceux qui l'approchent ne se lassent pas de dire à quel point sa nervosité est maladive. Il est d'une impressionnabilité

extrême. « Je n'ai jamais été au milieu de grandes entreprises qu'il a fallu faire pour l'État, a-t-il écrit, que je ne me sois senti comme à la mort! » Les mauvaises nouvelles l'accablent! Il recommande autour de lui, d'après V. Siri, qu'on ne les lui annonce pas avec brutalité, mais qu'on l'y prépare peu à peu. Il est sensible à tout : c'est ce qu'il appelle « avoir le sang chaud ». Au moindre incident qui le blesse, son trouble apparaît, même sur sa figure, de la façon la plus pénible qui soit pour un diplomate qui doit se contenir. Un ambassadeur étranger causant avec lui, le notera dans une de ses dépêches. « Le cardinal m'a répondu avec une face troublée, tirant nerveusement sa barbe. » Chose singulière aussi, Richelieu pleure avec une facilité certainement maladive. Marie de Médicis, lorsqu'elle sera au plus mal avec lui, répondra dédaigneusement à quelqu'un qui lui en fait la remarque pour l'apitoyer : « Il pleure quand il veut! » Richelieu affligé de cette faiblesse, qui l'humilie, dit pour l'expliquer : « La tendresse me surprend. » De fait son accablement dans les moments de détresse est tel qu'alors il se met au lit, ce qui l'apaise un peu. Puis, il est vrai, il se reprend vite et dès lors se contracte, affecte une froideur et une maîtrise entière de soi, voire une liberté d'esprit joviale, au moyen de quoi il cherche à donner le change. Comme il arrive souvent aussi dans des natures pareilles, si Richelieu s'effondre devant certaines épreuves inattendues, il sait aussi, à force de volonté, demeurer ferme et intrépide en présence des plus graves événements.

Dès son enfance il a montré un grand fond de tristesse. Son frère Henri lui écrivant en 1611 lui parlait de son habituelle « humeur mélancolique ». Abra de Raconis, évêque de Lavaur, qui l'a beaucoup fréquenté, a écrit de lui : « Son esprit était mélancolique; il était infecté du foible de la bile noire. » Cette disposition a fait beaucoup de tort à Richelieu. On appréhendait de lui parler. Louis XIII qui le connaissait bien, lui écrivait pour le réconforter : « Je vous recommande de vous tenir gaillard sachant bien comme la mélancolie vous est nuisible. Assurez-vous toujours de mon affection ». Ses ennemis feront un crime à Richelieu de cette disposition. Ils diront que son « esprit est rempli d'aigreur ». Ils le traiteront d'hypo-

condriaque. Ils iront jusqu'à prétendre que, tous les mois, il s'enferme deux ou trois jours avec son valet et son médecin parce que son humeur triste le rend furieux; qu'il donne alors des signes d'aliénation mentale; qu'il est épileptique; que dans ses crises, il hurle, écume, comme un chien enragé, se cache sous les lits d'où l'on a toutes les peines du monde ensuite à le retirer. Celui qui nous rapporte ces faits assure les tenir d'un des valets de chambre du cardinal, Olivier, qui les aurait révélés après la mort de son maître. Nous verrons que ses adversaires en ont inventé bien d'autres!

Pour combattre ces dépressions nerveuses, les médecins Chicot et Bontemps lui prescrivent des bains, des clystères, des purgations. Nous avons un mémoire de mille quatre cent une livres, quatorze sous, présenté par l'apothicaire Perdreau, ayant fourni pour une année au cardinal : soixante-quinze clystères, cent vingt-sept bols de casse, des tisanes, des médecines laxatives et des sirops de pêchers. De lui-même, afin de se soigner, Richelieu a pris d'instinct, par goût, des habitudes de frugalité. Il ne veut pas à ses repas plus de deux plats et une salade. Il préfère manger seul dans sa chambre, tandis que sa table officielle comporte régulièrement quatorze couverts où ont leur place des cardinaux, des archevêques, des évêques et des seigneurs de qualité. Quand il doit donner un grand dîner, il vient au début du repas boire à la santé de ses hôtes, et, sous quelque prétexte d'affaire, se retire, priant tel comme le ministre Bullion de prendre sa place sur son fauteuil, en haut de la table.

Autre pratique adoptée par lui : après ses repas il désire faire de l'exercice, se distraire. Il se promène, par exemple, à Rueil, dans ses jardins; il aime écouter de la musique; surtout causer, allant et venant. Il faut qu'il y ait dans la conversation de la gaieté et de l'entrain et le facétieux Boisrobert a eu quelque succès auprès de lui pour cette raison.

Autre particularité : en raison de son hypersensibilité, Richelieu n'aime pas habiter Paris; le bruit et les odeurs l'incommodent. Il a peu résidé dans le bel hôtel qu'il a construit rue Saint-Honoré. Il lui faut la campagne, les arbres, le grand air. A Luçon, déjà, il se plaignait de n'avoir pas de jardin, de loger dans une prison. La vie aux champs est son plus sain

divertissement. Il se déplacera souvent. Toute sa vie il sera par monts et par vaux, effet des guerres, des complications politiques, mais aussi de son humeur. Ce qu'il préférera, ce seront les environs de Paris, « le seul lieu, écrira-t-il à Des Noyers, où l'on peut faire des affaires », et ces « environs » seront plus près alors qu'aujourd'hui du centre de la ville, puisque, par exemple, il louera à M. de Castille une belle maison située à Chaillot en face le pont actuel d'Iéna, ou à Charonne, sur la hauteur, en avant de la vieille église du village de ce nom qui subsiste, près du cimetière actuel du Père-Lachaise, la maison d'un magistrat d'où l'on a une vue magnifique et de l'air. Mais ses prédilections iront surtout à Rueil, ce qu'il appelle « la solitude de Rueil ». Il y fera venir les secrétaires d'État afin d'y traiter les affaires et le roi Louis XIII, soucieux de ménager sa santé, consentira volontiers à aller l'y retrouver de son château de Versailles afin de tenir conseil et de délibérer avec lui.

Aimant la solitude par goût et par besoin, une des choses qui fatiguent le plus Richelieu, ce sont les audiences. Les réceptions répétées et prolongées l'anéantissent! Son entourage cherche à le défendre avec une ténacité qui a été une des causes de son impopularité. Les ambassadeurs étrangers le disent. Le Père Garasse avoue être venu quatre fois à Chaillot sans pouvoir être reçu : Son Éminence, lui disait-on, étant trop occupée. Le cardinal a bien eu le sentiment des rancunes inévitables qu'il provoquait ainsi par sa claustration. Il a écrit dans son *Testament politique* : « Ma mauvaise santé n'a pas pu souffrir que j'aie donné accès à tout le monde comme je l'eusse désiré, ce qui m'a donné souvent tant de déplaisir que cette considération m'a quelquefois fait penser à ma retraite. » Sentant le tort que son ministre se faisait, Louis XIII, qui tenait beaucoup à lui, a fini par intervenir, et prenant, pour ainsi dire la responsabilité de la consigne, a chargé un de ses gentilshommes, M. de La Folaine, de régler lui-même les audiences du cardinal. L'impétueux Bassompierre sera vertement tancé un jour parce qu'en entrant dans l'antichambre de Richelieu, pour tâcher de le voir, il se laissera aller à dire cavalièrement et avec impertinence à La Folaine : « Le montre-t-on? »...

***

Mais, malgré sa santé fragile, quelque instable et maladive que soit sa sensibilité, une chose demeure toujours chez Richelieu nette, ferme, et d'une maîtrise incomparable : c'est son intelligence.

Tous ceux qui ont eu affaire à lui ne tarissent pas sur l'impression extraordinaire que leur fait ce qu'ils appellent « sa vivacité d'esprit ». Ses plus fougueux ennemis, sur ce sujet, s'inclinent. Dès sa jeunesse, les maîtres du collège de Navarre avaient été étonnés de cette intelligence et ils se disaient entre eux : « Que croyez-vous que sera cet enfant? » Action continuelle, souplesse, finesse, clairvoyance, instantanéité de compréhension, imagination rapide, pénétration, telles étaient les qualités que l'on constatait en lui, révélant un sujet hors ligne.

A cette vivacité d'esprit, s'ajoutait surtout un jugement ferme et droit, faculté maîtresse qui est loin d'aller toujours de pair avec une intelligence brillante et dont l'absence rend souvent celle-ci inutile ou dangereuse, principalement en politique. Dans son *Testament politique* Richelieu a expliqué que « la raison doit être la règle et la conduite de tout; qu'il faut faire toutes choses par raison sans se laisser aller à la pente de son inclination ».

Et en effet, à lire attentivement les innombrables mémoires qu'il a laissés sur les affaires du règne, on voit à quel degré de précision son intelligence sait tout saisir, et son jugement classer les faits exactement à leur place et dans leur valeur relative réelle. Un de ses collaborateurs est confondu de ce qu'il appelle « la suffisance de cet esprit » qui toujours « va droit au point et pénètre jusqu'au fond des affaires », grâce à « cette activité plus qu'humaine de son cerveau ».

Qualité infiniment utile aussi, au milieu des questions les plus embrouillées, nous explique son intendant Le Masle, prieur des Roches, Richelieu a toujours la tête entièrement libre. Tout entier au point qu'il traite, il sait « s'en dégager quand il veut pour s'appliquer à autre chose, ce qu'il fait avec tant de facilité qu'il semble qu'il y ait autant de différents esprits en lui comme il y a de différentes affaires qu'il manie ».

Si à l'annonce de complications soudaines, il éprouve un choc nerveux violent, il se reprend vite, avons-nous dit, et alors avec sang-froid fait face aux complications, les analyse, examine les côtés sans nombre sous lesquels se présentent les choses, les ordonne, voit le pour et le contre de chacune avec une abondance d'observations contraires qui font douter, chemin faisant, s'il pourra jamais prendre un parti, et finalement conclut et conclut avec une netteté qui ne révèle dans son esprit aucune hésitation, tellement son jugement est sûr. Équilibre, bon sens, fermeté, exacte précision, voilà les qualités dont il fait toujours preuve.

Avec cela une extrême prudence. Il se défie beaucoup de sa nervosité. Il avoue quelque part que « les résolutions qu'il a prises en colère lui ont toujours mal réussi et qu'il s'en est repenti ». Les conseils de réserve et de calme qu'il donne aux ambassadeurs sont, pour cette profession, de tous les temps. Une des formes de cette prudence est le grand secret dont il veut que soit entourée la conduite des affaires diplomatiques. On connaît son mot : « Le secret est l'âme des affaires. » Il a inventé l'expression « une affaire secrétissime ».

A l'intelligence et au jugement se joint chez lui la fermeté. Dans son *Testament politique* il met la volonté tout de suite après la raison comme qualité essentielle de l'homme d'État. « Il faut vouloir fortement, dit-il, ce qu'on a résolu par de semblables motifs, puisque c'est le seul moyen de se faire obéir. » Toujours il a insisté sur la nécessité de l'énergie dans l'action. « Le gouvernement, écrit-il, requiert une vertu mâle et une fermeté inébranlable contraire à la mollesse. Par le passé, la plupart des grands desseins de la France sont allés en fumée parce que la première difficulté qu'on rencontrait dans leur exécution arrêtait tout court ceux qui par raison ne doivent pas laisser que de les poursuivre. » Il faut « être hardi, ajoute-t-il, et repousser les obstacles sans s'émouvoir du bruit et des menaces des envieux ». Et il donne l'exemple. Un ambassadeur étranger cherchant à le faire renoncer à ce qu'il a entrepris sur un point déterminé écrit qu'il s'est heurté chez le cardinal à ce qu'il appelle « la résolution obstinée et irrévocable » d'un homme qui déclare se boucher les oreilles et ne vouloir rien entendre.

Richelieu va plus loin. Il professe que « quand même le succès de ce qu'on entreprend ne serait pas bon, au moins on aura cet avantage que, n'ayant rien omis de ce qui pouvait le faire réussir, on évitera la honte, lorsqu'on ne peut éviter le mal d'un mauvais événement ». Et il s'ancre dans cette nécessité de l'action résolue. « Les grandes affaires, écrit-il à un secrétaire d'État, n'ont jamais été sans grandes difficultés, et jamais on ne les a fait réussir sans une extraordinaire résolution et opiniâtreté à surmonter les obstacles qui s'y rencontrent. »

C'est ce qui a donné aux contemporains l'impression que le gouvernement du cardinal avait une autorité exceptionnelle. Ils le disent. Ils disent aussi que cette fermeté qu'ils constatent et que nous venons de voir appliquée par Richelieu aux affaires générales diplomatiques, il l'a manifestée principalement dans les affaires de discipline intérieure. Mais ici il faut examiner les choses de près.

Toujours dans son *Testament politique*, Richelieu affirme la nécessité de la répression afin d'assurer l'ordre public. S'il faut choisir, dit-il, entre la peine et la récompense, il n'hésite pas, il préfère la peine : elle est plus efficace, « l'impunité ouvrant la porte à la licence ». On oublie les bienfaits, on oublie moins les châtiments, surtout en France où « l'indulgence et la facilité nous sont naturelles ». Théoriquement, donc, il est pour la rigueur, surtout lorsqu'il y a crime d'État, et dans ce cas, dit-il, « il faut fermer le cœur à la pitié, mépriser les plaintes des personnes intéressées et les discours d'une population ignorante ».

Mais à côté de ces principes, qui répondent à ce que demande la raison et qui ont été dictés à Richelieu, du reste, par le besoin de justifier politiquement et de couvrir le roi Louis XIII, — en réalité, on ne le sait pas assez, auteur personnel et inexorable des grandes exécutions du règne, — il y a, chez le cardinal, des sentiments beaucoup plus souples, sensibles et humains. Il est accessible aux considérations des faiblesses de la nature. Il est pitoyable, modéré, et quoi que l'on puisse croire, bienveillant.

Car il a écrit dans des lettres particulières vingt passages qui atténuent singulièrement la rigidité des déclarations

imposées par la politique que nous venons de citer. Il dira au maréchal d'Effiat le 12 mars 1629 : il faut « de la prudence et de la patience », et « ne vouloir jamais user de l'autorité qu'à l'extrémité ». Il avouera dans une autre circonstance : « Il est impossible qu'un gouvernement subsiste où nul n'a satisfaction et chacun est traité avec violence. La rigueur est très dangereuse là où personne n'est content. » Dans le détail des affaires du règne nous le voyons très souvent pour l'indulgence et l'atténuation des peines. En mai 1631 Louis XIII, extrêmement irrité de l'attitude du Parlement qui a refusé d'enregistrer certaine déclaration royale contre l'entourage de son frère, Gaston d'Orléans, criminellement entraîné hors du royaume, entend châtier les magistrats et les a convoqués en corps au Louvre pour leur signifier ses décisions. Richelieu écrit au souverain : « Je crois que Votre Majesté pourrait user ici de son extraordinaire bonté et les dispenser de l'exécution qu'elle résolut hier. Il est beaucoup meilleur que les hommes reviennent d'eux-mêmes dans leur devoir que par la force qui est un remède dont Dieu et les hommes ne se servent jamais qu'au défaut du premier. » Et le roi, cette fois, cède. Ce n'est pas là le Richelieu inexorable de la tradition. Le cardinal parle beaucoup plus fréquemment que l'on ne le croit « d'user de tempérament », d'employer « les voies de douceur ». En 1627, un certain Fancan, ecclésiastique de Saint-Germain-l'Auxerrois, esprit hardi qui se dit « républicain », « ennemi du temps présent » et est peut-être « athée », en tous cas qui écrit des libelles séditieux contre le gouvernement et insolents contre le souverain, est mis en arrestation sur l'ordre personnel de Louis XIII qui entend le faire pendre pour « ses crimes ». Richelieu vient « supplier humblement Sa Majesté de se contenter d'arrêter le mal que font les fautes de cet homme par l'emprisonnement de sa personne ». Dans une autre circonstance, on le voit solliciter du roi que « sa bonté lie les mains à sa justice ». Nous expliquerons ailleurs comment pour chacune des retentissantes décapitations du régne, les Boutteville, les Des Chapelles, les Marillac, les Montmorency, c'est Louis XIII qui a agi seul dans les procédures, puis, a demandé son avis au cardinal au moment des exécutions et que Richelieu donnant ces avis dans des mémoires motivés, que nous

avons, énumère longuement les raisons qu'il y a de frapper, et celles qu'il y a de faire grâce et se prononce finalement pour l'atténuation de la peine.

Ce n'est pas un violent. Il n'a rien de brutal. Il n'était pas non plus vindicatif, comme la légende le fait croire. Il a écrit ceci : « Ceux qui sont vindicatifs de leur nature, qui suivent plutôt leur passion que la raison, ne peuvent être estimés avoir la probité requise au maniement de l'État. Si un homme est sujet à ses vengeances, le mettre en autorité est mettre l'épée à la main d'un furieux. » Un peu surpris de ces paroles, Sainte-Beuve, les citant ajoutait : « Elles montrent à quel point l'esprit de Richelieu était loin de donner dans les extrémités violentes. Je laisse ces problèmes, ces contradictions apparentes de quelques-unes de ses pensées et de ses actes à agiter aux historiens futurs. »

Il arrive que le goût de la modération puisse paraître à certains l'effet obscur de la peur. Connut-on, ou ne connut-on pas cette modération de Richelieu, en même temps qu'on le traitait de cruel, on l'a accusé aussi de manquer de courage. Lui-même parlait déjà à sa belle-sœur madame de Richelieu, en avril 1625, de « son humeur un peu poltronne ». Ses ennemis ont dit qu'il était « lâche »! Il n'est pas aisé de concilier cette accusation avec ce que nous savons par ailleurs de l'intrépidité dont le cardinal, en fier gentilhomme qu'il était, a maintes fois fait preuve. A la Rochelle il s'exposera froidement au canon, à la mousquetade, monté sur les parapets des tranchées, et nous avons de nombreuses lettres de Louis XIII et de Marie de Médicis alarmés de le voir s'aventurer dans les pires dangers. Un soir de juin 1629, au siège d'Alais, prévenu inopinément de l'arrivée menaçante d'un secours ennemi, et voyant qu'il n'a aucun officier sous la main, Richelieu prendra la tête de deux cents cavaliers, ira se poster sur le chemin par où on craint de voir arriver la nuit ce secours et, la troupe ennemie annoncée avançant, Richelieu n'y tiendra pas et s'élancera dans l'ombre entraînant son monde à la charge. On fit plusieurs prisonniers. Ce trait, s'il n'est peut-être pas d'un ecclésiastique, n'est surtout pas d'un homme qui a peur.

Mais approchons-nous de plus près encore de lui et cher-

chons à le voir dans son intimité, au cours de sa vie de tous les jours, puis écoutons-le.

***

Nous avons dit quel est son aspect extérieur : distinction, grandeur, élégance. Au dire de beaucoup, il est intimidant. Un M. de La Roche-Bernard lui écrit : « Monseigneur, je confesse que l'incomparable aspect de votre personne m'émeut de façon telle que je reste sans pouvoir parler. » Pontis nous avertit même dans ses *Mémoires* que si le cardinal a une certaine façon en vous recevant de vous dire sèchement : « Monsieur, serviteur très humble », cela veut dire, avertit l'entourage, que le visiteur n'a qu'à se retirer, l'humeur de Son Éminence n'étant pas propice. Richelieu a conscience d'ailleurs de cette impression déplaisante qu'il fait et il en gémit. « La raison veut, a-t-il écrit, qu'un ministre traite chacun avec courtoisie et avec autant de civilité que sa condition et la diverse qualité des personnes qui ont affaire à lui le requièrent. Cet article fera voir à la postérité un témoignage de mon ingénuité, puisqu'il prescrit ce qui ne m'a pas été possible d'observer de tous points. »

Mais, en fait, la chose n'est pas si constante ni si absolue, car d'après nombre de témoignages, lorsque Richelieu reçoit, il s'applique au contraire à être très aimable et extrêmement séduisant. Malgré son grand air, son allure fière, sa « mine haute de grand seigneur », il accueille les gens avec une simplicité, un sourire et une bonne grâce qui enchantent tous ceux qui bénéficient de pareilles réceptions. Il tend la main. Un de ses ennemis avoue qu'il sait se montrer, « doux, affable, humain », tout en demeurant « noble » et sans familiarité. Pellisson nous racontant une audience de lui, écrit : « Son Éminence s'avança avec cette majesté douce et riante qui l'accompagne presque toujours. » Un secrétaire de Gaston duc d'Orléans, Goulas, envoyé en mission auprès du terrible ministre qui a eu tant à se plaindre de ce prince, ne revient pas de « la grâce à ravir tout le monde » avec laquelle il a été reçu. « Je sortis, d'avec lui, dit-il, tout parfumé de ses bontés et amoureux de son mérite. » Les mots qui reviennent le plus

souvent sous la plume des interlocuteurs habituels ou d'occasion, sont ceux de grâce, majesté, douceur, affabilité, « conversation charmante », « façons agréables ». Omer Talon va même jusqu'à dire : « M. le cardinal de Richelieu qui nous reçut fort bien, étoit courtois et civil avec excès. » Recommandant à Richelieu un Anglais, Goring, qui va le voir à Paris, le maréchal d'Effiat lui écrit être certain qu'il le recevra « avec votre douceur accoutumée », dit-il.

Ceux des contemporains eux-mêmes qui, trompés par les pamphlétaires, ne voyaient le cardinal que sous le jour d'un tyran odieux, n'en reviennent pas lorsque l'occasion se présente pour eux de l'approcher de près. Le 21 août 1629, Richelieu fait son entrée solennelle à Montauban, après une campagne militaire au cours de laquelle ont été soumis les huguenots révoltés. La réception officielle terminée, il cause familièrement avec les consuls, les juges de la ville et les ministres protestants groupés autour de lui et ceux-ci sont étonnés et ravis de ce qu'ils appellent « sa douceur et modestie », sa façon de leur parler avec gravité, mais « en leur faisant des caresses », « en sorte que ces gens s'en retournaient si satisfaits, comme aussi tous les autres qui lui avaient parlé, que chacun ne s'entretenait d'autre chose et leurs discours n'étoient que continuelles louanges de ce grand personnage qu'ils trouvoient surmonter de beaucoup sa renommée ».

C'est qu'en effet, dans « le privé », Richelieu est, comme le dit son confident et ami, Abra de Raconis, « doux et charmant ». Il représente ce type de la vieille tradition française, aristocratique, courtoise, faite de bonté, d'égards, de prévenances, de charité et de désir de plaire. Comme il s'exprime fort bien et qu'il est extrêmement intelligent, une conversation avec lui est un régal. L'ambassadeur de Venise le quittant parle de « ses manières suaves »! Un de ses collaborateurs, Hay du Chastellet, écrit : « Où est le premier homme qui l'ait jamais vu sans l'aimer? » Un autre confirmera le mot en disant : « Le charme de sa parole et sa bonne grâce même ne permettoient pas de le voir sans l'aimer. » Singulière attirance produite par une sympathie spontanée qu'on éprouvait près de sa personne et l'attachement de cœur qu'il provoquait par son sourire rayonnant! Ceux, peu nombreux, qui pouvaient

dans les paisibles promenades des allées de Rueil, jouir de la faveur de son amitié, disaient la joie qu'ils en éprouvaient et comment ils ne s'éloignaient de lui qu'avec un regret, une tristesse, une sorte de nostalgie mélancolique comme celui qui écrivait : « Après lui, tout autre étoit non seulement insipide, mais importun et nul n'a eu l'honneur d'être reçu domestiquement (dans le sens d'intimité) à Rueil, et admis dans sa conversation familière qui n'ait cru tout autre climat barbare et quasi souhaité être ermite séparé du commerce des autres hommes. » Ainsi il savait établir autour de lui une atmosphère de facile et charmante amitié. On comprend que pour les privilégiés la figure du cardinal telle que les pamphlétaires la déformaient et telle qu'elle est restée pour beaucoup dans les siècles suivants fit l'effet, comme dit l'un d'eux « d'un masque difforme et hideux propre à faire horreur à ceux qui ne savaient le voir tel qu'il était sans l'estimer et l'aimer ».

Cette douceur et ce charme ne pouvaient provenir chez Richelieu évidemment que d'un fond réel de bonté. Richelieu était bon. On en a douté, parce qu'il ne se prodiguait pas. On l'a accusé de sécheresse de cœur. Les hommes publics qui s'élèvent, accablés des occupations qui les absorbent, sont l'objet d'infinies sollicitations individuelles de personnes qui, escomptant leur toute-puissance, croient pouvoir réclamer avec importunité de perpétuelles faveurs. Ils se défendent par le silence. On les accuse alors d'être indifférents. On les déteste et on s'écarte. Un homme politique anglais a pu dire que le chemin qui mène aux honneurs en vue de l'État ressemble à une ascension de quelque cime élevée. Plus on monte, plus on se sent dans la solitude et le froid. Richelieu s'est trouvé dans ce cas. Ecclésiastique, ensuite, il avait reçu cette formation traditionnelle du clergé français, consacrée par les sulpiciens, qui veut qu'un prêtre, s'il compatit à toutes les douleurs humaines, ne doit jamais, par dignité, par tenue, extérioriser ses sentiments propres extrêmes, quels qu'ils soient, chagrins ou tendresses. Hormis les surprises violentes de ses nerfs qu'il maîtrisait le plus qu'il pouvait, Richelieu, autrement que dans son intimité, demeurait, en général, froid, par devoir, par nécessité d'une discipline qu'il entendait s'imposer, certainement aussi par goût, car il aimait

une grande correction de maintien. De ce qu'il s'exprimait sur ses sentiments avec une grande sobriété, on a douté de son cœur : c'était le méconnaître. Un de ses secrétaires écrivait au maréchal de Brézé le 5 novembre 1636 : « Le cardinal a parlé de vous en termes très affectueux. Je vous avoue que je fus ravi d'entendre ainsi parler Son Éminence qui cache quelquefois son affection à ceux qu'elle aime le plus tendrement. » Richelieu savait donc « aimer tendrement ».

Et en effet d'abord, il aimait qui l'aimait : c'est le terrible Tallemant des Réaux qui le dit. On a noté combien profondément son entourage lui a été attaché. Il a gardé les mêmes serviteurs durant toute sa vie publique et son valet de chambre Desbournais, qu'il a eu à dix-sept ans, l'a suivi pendant son existence entière. C'est un signe. « S'il étoit si mauvais maître, écrivait un de ses familiers, il n'y aurait pas tant de presse à le suivre, ni entre ceux qui le suivent tant de débat à qui l'aimera le mieux. » Il a été considéré par tout son personnel comme « le meilleur des maîtres », bon, attentionné, soucieux de rendre service, constant, fidèle et sûr. Cherré, son secrétaire, écrivait : « Quand on était si heureux que d'être à S. E., elle se déclarait le protecteur de ses domestiques à la vie à la mort. » Son collaborateur Hay du Chastellet dira : « Il n'a jamais rompu le premier avec aucun de ses amis ». Et il savait les obliger tous « de bonne grâce », avoue encore Tallemant des Réaux qui l'a cependant détesté. On avait remarqué de lui ce mot : qu'il aimait mieux « faire cent plaisirs que de recevoir un seul compliment ». Aubery a insisté sur sa grande libéralité, car il était, écrit-il, « naturellement libéral et magnifique ». Il donnait largement; il mettait une certaine coquetterie à ce qu'on fût moins touché de ce qu'il donnait que de la manière élégante dont il savait donner ajoutant quelques mots infiniment obligeants.

Comme amis familiers, il avait plutôt autour de lui des ecclésiastiques, effet des habitudes du clergé du temps : l'archevêque de Bordeaux, Sourdis, le cardinal de La Valette, Lescot, évêque de Chartres, le P. Joseph, capucin, le P. Cotton, jésuité : les évêques de Nantes, de Mende, de Lavaur, ce dernier dont nous avons déjà parlé, Abra de Raconis, docteur en théologie, prédicateur du roi, qui nous a laissé dans des

notes manuscrites précieuses le souvenir de ses conversations avec Richelieu. Il les accueillait tous chaleureusement. Le P. Garasse nous raconte dans ses *Mémoires* comment le P. Cotton étant venu voir le cardinal à Rueil, après une longue absence, Richelieu qui était en conférence avec deux ambassadeurs d'Angleterre, prévenu de son arrivée inattendue, « s'élança aussitôt qu'il entendit parler du Père Cotton » et s'excusant auprès de ses interlocuteurs, alla à sa rencontre, « lui sauta au cou et l'embrassa bien chèrement avec de belles paroles d'amitié ». Voilà un Richelieu plus expansif que l'on ne se l'imaginait! Il a eu aussi comme familiers des laïques. Les heures où il les voyait étaient fixées chaque jour. Après avoir travaillé jusqu'à onze heures du matin et entendu la messe, il faisait, avant le repas, un tour de jardin avec eux. Après le « dîner » (qui était en ce temps le repas du midi) il revenait au jardin se promener, causait. Le soir, avant et après le souper, nouvelles promenades. Cela avait un certain air de récréations de communauté religieuse ou de séminaire. Dans ses conversations, comme nous l'avons dit, il voulait de la gaieté afin de se délasser des affaires. L'abbé Mulot, son confesseur, le divertissait de ses facéties. Parmi les autres, son médecin Citois, Boisrobert, l'abbé de Beaumont — son camérier, — Rossignol, formaient un groupe particulier qu'on appelait « la petite faveur de Son Éminence » et qui était réputé pour son entrain et ses reparties. Richelieu se mêlait à la conversation et à ses heures savait avoir quelque esprit, témoin cette lettre à Bassompierre où apprenant que le joyeux gentilhomme qui avait eu tant de succès auprès des dames, s'avisait, l'âge venant, de se convertir et tournait à la piété, Richelieu lui envoyait un chapelet « pour gagner les indulgences » dont il avait sans doute besoin, lui demandant en retour l'intention de son « premier *Ave Maria* », qui est toujours dit « avec dévotion », ajoutait le cardinal, et il le félicitait de faire désormais autant de cas de « la grâce du créateur », écrivait-il, qu'il en avait fait autrefois, disait-on, de celles « de ses créatures ». Dans ces conversations joviales, jamais, naturellement, on ne se permettait la moindre familiarité avec le cardinal. Les *Entretiens de feu Monsieur de Balzac* expliquent que les poètes eux-mêmes, dans leurs sonnets ou

leurs épigrammes se gardaient d'écrire, fût-ce par licence poétique, « cher Richelieu » ou « ami Richelieu » : de pareilles libertés eussent paru à Rueil, sinon « criminelles », au moins « ridicules ».

Par ses relations avec son entourage, nous voyons donc quelques traits essentiels du caractère de Richelieu : la sincérité, la franchise, la droiture, la bonté. Il n'y a pas trace ici en lui du personnage de mélodrame qu'a créé la légende : sombre, perfide, fourbe, cruel, machiavélique, atrabilaire, despote, cynique!

***

C'est qu'en effet il n'est rien de tout cela. C'est un gentilhomme, un prélat, un Français de tradition, d'éducation, d'instinct et très intelligent. Quelque surprise que puissent éprouver ceux qui cherchent chez les grands hommes des personnages aux déformations morales pittoresques, il n'y a pas de doute qu'à lire attentivement ses écrits et à suivre de près ses actions, on est amené à la certitude que Richelieu est dans le meilleur sens du mot un « honnête homme », soucieux de bien faire et de ne rien faire surtout qui soit contraire aux lois de l'honneur, de la probité, aux règles divines et humaines. On lui a reproché de son vivant d'avoir « fait montre d'une grande vertu et d'une grande sincérité », sous prétexte qu'il était « merveilleux à donner de soi telles impressions qu'il voulait ». Ce reproche vaut un témoignage.

Des mots de lui caractérisent son âme, en définitive élevée, sereine, tout entière à son devoir, à la grandeur de son roi, à l'intérêt de la France, et qui n'a eu, comme le constate l'ambassadeur vénitien Contarini, « aucune bassesse dans l'esprit ». Il répétera souvent : « Chacun n'est honoré que de ce qu'il mérite d'être. » Pour lui, « la netteté et la franchise sont les meilleurs moyens dont on puisse se servir ». Il protestera un jour dans une lettre au cardinal de La Valette du 24 mai 1629 de son souci scrupuleux de la loyauté : « Vous me connaissez trop, lui dira-t-il, pour croire que je sois personne à donner des assurances ou espérances sous main contraires à ce à quoi je suis obligé. Le si peu de cœur que Dieu m'a donné

ne me permet pas un tel procédé quand même il irait de ma vie! » Et ailleurs il dira : « J'ai pour maxime de dire franchement ce que je veux et de ne vouloir que la raison. Les caracols inutiles ne sont plus bons pour un homme de mon âge qui va droit à ses fins. »

Avant tout il tient à l'honneur. « Tout homme de bien, écrit-il, en décembre 1630, doit mépriser sa perte pour l'intérêt de son honneur! » Qu'on prenne garde aux engagements que l'on contracte et aux traités que l'on signe. Mais dès que la signature est donnée, il faut « l'observer avec religion ». « La perte de l'honneur est plus que celle de perdre la vie. Un grand prince doit plutôt hasarder sa personne et même l'intérêt de son État que de manquer à sa parole. » « La réputation est la plus grande force des souverains! »

Après l'honneur, le bien public. Richelieu professe qu'un homme d'État né pour les grands desseins et décidé à tout y consacrer : esprit, cœur, ambition, ne doit se proposer qu'un seul objet : l'intérêt général, celui de la France, à l'exclusion de tout autre, soit personnel, soit de parti. C'est l'unique fin. Et il affirmera avec fierté dans son *Testament politique* qu'il s'est lui-même détaché scrupuleusement de tout ce qui n'était pas cet intérêt général, pour ne se consacrer qu'à la France. Le Masle des Roches, son intendant, a écrit de lui : « Son cœur étoit du tout français », et le prince Henri de Condé, père du grand Condé, le proclamait aussi dans un discours d'ouverture aux États de Languedoc, à Toulouse, le 2 mars 1628, lorsqu'il disait parlant du cardinal : « La France le reconnaît sans autre intérêt dans l'État que de bien servir et sans autre but que d'acquérir de la gloire au roi, et, à lui, la réputation de bon français. » Retenons cette notion de « bon français », et surtout de la France, qui, sous Louis XIV, s'éclipsera un peu derrière la personnalité royale. Les familiers ont parfaitement compris à quel point le cardinal pensait à « la France ». L'évêque de Sarlat, Lingendes, dira de lui après sa mort : « Il n'a aimé la vie que pour servir Dieu et sa patrie. » « Il les a servis avec affection et noblesse. » D'avance Richelieu avait confirmé cet éloge lorsqu'il disait mélancoliquement à ses amis, vers la fin de son existence, dans les lentes promenades de Rueil : « D'autres, peut-être, serviront mieux le roi

que je n'ai fait, mais non avec plus d'amour et de fidélité! »

Ainsi, son ambition, car il en avait une, et passionnée, et ardente, ne visait qu'à employer toutes ses facultés au service de l'État. Ne s'y mêlait-il pas tout de même quelque souci de gloire personnelle? Il a écrit : « La renommée est propre à payer les grandes âmes! » Il n'y était donc pas insensible! Mais comme il arrive dans les natures supérieures qui ne sont pas dupes des vanités, il redoutait la présomption. « La présomption, a-t-il écrit dans son *Testament politique*, est un des plus grands vices qu'un homme puisse avoir dans les charges publiques. » Il ajoutait : « Si l'humilité n'est requise dans ceux qui sont destinés à la conduite des États, la modestie leur est tout à fait nécessaire. » Au dire de son entourage, il étonnait un peu les siens par la simplicité avec laquelle il réduisait à peu de chose le bruit éclatant qui se faisait autour de son nom. Il ne semblait pas se rendre compte de la célébrité extraordinaire qu'il s'était acquise. Écho de ses conversations à cet égard, Abra de Raconis écrivait : « Jamais homme, en une vie plus longue que la sienne n'a fait tant et de si grandes actions, et, néanmoins, personne ne s'en est moins élevé ni n'a plus témoigné d'appréhension de se méprendre aux choses mêmes qui n'étoient pas seulement dans l'approbation, mais dans l'admiration de tous ceux qui en pouvaient juger plus sainement. » Et le même confident raconte comment un soir, ses amis l'entretenant de tant de grandes choses qu'il avait accomplies depuis qu'il était au pouvoir, des honneurs insignes que le roi lui avait décernés pour reconnaître ses services, de sa renommée universelle, des éloges sans nombre dont il était l'objet de toutes parts, Richelieu, pour toute réponse, hochait la tête et se mettait à parler de la vanité, de la fragilité de la gloire, que le monde idolâtre, disait-il, qui ne s'obtient qu'avec une peine infinie, ne s'assure qu'au milieu de tourments perpétuels et s'évanouit ainsi qu'une fumée à la mort! Et il ajoutait, continue l'évêque de Lavaur, « avec cette grâce de parler qui lui était toute singulière » qu'il resterait peut-être encore sur « ce haut théâtre » six ou sept ans, puis que la fatigue, la lassitude ou la mort l'en feraient descendre et il ferait place à d'autres qui peut-être agiraient mieux que lui. Il parlait alors de la mort en termes faisant comprendre à quel point il y

pensait, « et nous nous regardions les uns les autres, achève Raconis, avec pareille admiration de la grandeur, de la vertu, de l'éminence de son esprit et de la douceur de son éloquence! »

Modeste, Richelieu l'était donc dans un certain sens. Il ne se croyait pas tellement supérieur aux autres hommes. Il ne cachait pas qu'il avait besoin des avis et des conseils des autres. Des lettres de lui témoignent qu'il n'aimait pas décider seul, qu'il consultait. « Il me fasche, écrivait-il un jour à Servien, secrétaire d'État, d'être seul à résoudre des affaires de si grande importance! » Il convoquait ses collaborateurs du gouvernement afin, disait-il, « que nous prenions ensemble une bonne résolution ». Et au conseil du roi, on délibérait sérieusement, chacun donnait son avis motivé, librement, à son rang. Richelieu qui donnait le sien le dernier, n'imposait rien, défendait avec chaleur ses propositions et lorsque les avis se partageaient, Louis XIII tranchait. Il faut dire qu'il est arrivé souvent au roi — et c'est son honneur — que voyant le cardinal seul ou à peu près seul de son sentiment, dans des cas difficiles, il se prononçait pour lui délibérément.

Cette modestie sera contestée par ceux qui songeront aux éloges dithyrambiques dont les libellistes qui écrivaient en sa faveur, et, pense-t-on, sur son ordre, l'accablaient. Il faut opposer à cette objection quelques témoignages directs. C'est Chavigny, par exemple, secrétaire d'État, homme de confiance — et même on a dit fils — du cardinal qui, écrivant un jour au ministre et lui parlant de sa nièce madame d'Aiguillon, sa parente préférée, la qualifiait de : « la plus habile femme et la meilleure que j'aie jamais connue », ajoutant : « Je sais que Votre Éminence n'aime pas de semblables exagérations. » Abra de Raconis confirme ce sentiment de Richelieu. Il constate que les éloges agacent le cardinal, soit qu'il les trouve exagérés ou faux, soit que le genre même le crispe comme une faute de goût. « Il ne pouvoit souffrir d'être loué », écrit-il. Dans les cérémonies publiques, lorsque quelqu'un, au cours d'une harangue, le couvrait de fleurs en termes excessifs, on sentait Richelieu énervé, écoutant avec peine et le plus souvent, « comme je l'ai vu plusieurs fois », ajoute Raconis, d'avance il envoyait « l'ordre exprès de sa part de s'abstenir de le louanger ». Balzac, de son côté, remarque aussi que

Richelieu, « sage et modeste », dit-il, n'aimait pas les éloges outrés. Il devait le savoir par expérience, lui qui n'avait pas hésité dans certains écrits à exalter le cardinal. Le président de Bailleul, aussi bien informé des dispositions de Richelieu, lui écrivant le 19 avril 1630 pour lui faire part de la satisfaction générale de l'opinion à Paris devant les grands succès politiques qu'il remportait, ajoutait : « La modération avec laquelle vous voulez que l'on parle de vos actions m'a souvent imposé silence. » On sait que lorsque Richelieu lut dans le projet de statuts de l'Académie française un article 5 où il était dit que « chacun des académiciens promettoit de révérer la vertu et la mémoire de Monseigneur leur protecteur », il le fit aussitôt effacer avec humeur. Enfin dans les minutes de ses lettres rédigées par son secrétaire Charpentier et que corrige le cardinal, nous le voyons biffer à tout moment ce qui, de près ou de loin, pourrait ressembler à la moindre expression de vanité personnelle, comme des mots tels que, « les services que j'ai rendus au roi et à l'État ». Ces textes paraissent assez nets. Ils se concilient évidemment mal avec la thèse contraire exprimée ainsi par l'ennemi le plus acharné qu'ait eu Richelieu, Mathieu de Mourgues, lorsqu'il écrit au cardinal : « Vous êtes la personne du monde qui se laisse le plus piper par les louanges. Les plus infâmes flatteries sont les meilleures pour vous, entre lesquelles la prise de la Rochelle est toujours la première gloire en laquelle Dieu et le roi ne trouvent même point de part! »

LOUIS BATIFFOL

(*A suivre.*)

L'AN I DE L'ÈRE NOUVELLE

L'EFFORT AMÉRICAIN

Il y aura bientôt un an que Franklin Roosevelt annonçait à ses concitoyens qu'il était prêt à assumer la responsabilité personnelle de les guider par de nouvelles voies vers un avenir meilleur.

Au cours de cette année, le monde entier a suivi avec intérêt et parfois avec inquiétude les efforts tentés par le nouveau Président des États-Unis pour tirer son pays d'une crise qui, en quatre années, avait non seulement accumulé des ruines incalculables, mais ébranlé les bases mêmes d'un ordre social fondé sur la conviction que le progrès matériel et scientifique représente l'expression la plus parfaite et la mesure même de notre civilisation.

Pour apprécier à sa juste valeur les progrès accomplis depuis cette époque, il ne suffit pas de comparer les statistiques qui servent d'indices à la crise, mais il faut tenir compte également du facteur moral, car les mouvements d'opinion ont, dans les nations modernes et grâce à la quasi-instantanéité de la diffusion des nouvelles, une ampleur et une violence qui augmentent démesurément la portée des événements.

La crise économique a fait subir à l'Amérique une série de chocs psychologiques qui ont eu pour résultat de plonger les esprits dans un état d'abattement fataliste qui pouvait passer pour du courage et de la résignation; mais, comme l'a dit un écrivain américain, « on appelle résignation le désespoir confirmé ». En fait le pays était désemparé, et ce n'est que

parce que le peuple américain est docile et discipliné qu'il ne se révolta pas. Contre qui d'ailleurs se fût-il révolté si ce n'est contre lui-même? On semblait plutôt enclin à un *mea-culpa* général, ce qui est toujours mauvais signe.

La grandeur de Roosevelt, c'est d'avoir compris que dans un cas pareil, il faut agir vite. L'action a en elle-même une vertu tonique qui vaut souvent mieux que la réflexion prudente. Depuis près d'un an Roosevelt n'a pas cessé d'agir et avec une rapidité telle que la critique parvient difficilement à le suivre. Cela a eu pour effet indéniable de forcer le pays à sortir de sa dangereuse torpeur et à réveiller quelques-unes des forces les plus profondes de l'âme américaine : le goût de l'aventure et l'instinct du jeu. Roosevelt a dit à ses concitoyens : « Dans une situation comme celle-ci, il ne s'agit pas de se perdre en théories et en discussions vaines. Je vous propose donc de tenter avec moi quelques expériences. Elles ne réussiront pas toutes, mais si la moyenne est bonne, je serai satisfait. » Ce langage, qui était nouveau, répondait trop bien au désir profond d'un peuple irrité de sa propre inaction pour ne pas plaire et dès ce jour il s'établit entre Roosevelt et la masse de ses concitoyens une sorte de pacte moral que rien, jusqu'à présent, n'a réussi à ébranler. Tout jugement porté sur ce qui se passe en Amérique à l'heure actuelle et qui ne tient pas compte de l'accord qui règne entre Roosevelt et le sentiment national sera forcément erroné.

Une autre considération qu'il ne faut pas négliger, c'est que bien que tout l'effort actuel tende vers l'avenir et vers « une vie plus abondante pour tous », tout est apprécié en fonction des années de crise qui projettent encore une ombre menaçante sur le présent. Il est généralement admis que la « dépression » est passée, mais l'on n'est pas encore très sûr de la nature du terrain sur lequel on s'avance et qui, comme un champ de bataille, peut cacher encore bien des obus non explosés.

L'élément psychologique domine donc toute la situation, ce qui est d'autant plus frappant que du point de vue pratique, l'expérience Roosevelt est loin d'avoir donné, jusqu'à présent, les résultats promis. On pourrait même démontrer que si Roosevelt continue à jouir aujourd'hui du même prestige qu'il y a un an, c'est parce que la plupart de ses *expériences*

ont été des demi-faillites ou des faillites complètes. En effet, il a voulu provoquer une hausse rapide des prix dans l'espoir de les ramener au niveau de 1926 et bien que nul ne s'inquiétât des conséquences probablement désastreuses qu'aurait eu cette opération si elle avait réussi, la hausse ne se produisit pas. Il essaya de créer dans le pays une sorte de mystique civique symbolisée par la campagne de l'Aigle Bleu, qui, si elle avait eu son plein effet, aurait donné naissance au fascisme américain. Le sentiment public le suivit avec enthousiasme, mais s'arrêta à mi-chemin. Il voulut redonner de l'impulsion au commerce en persuadant ses concitoyens qu'il n'est pas de plus noble geste patriotique que de dépenser son argent. Les acheteurs n'envahirent pas les magasins. Il essaya, par mille moyens, de discréditer le dollar, mais le dollar, jusqu'à présent, s'est montré curieusement insensible à tout le mal qu'on disait de lui. Il a voulu prouver que le cours des matières premières était lié à celui de l'or, les matières premières se sont montrées plus indépendantes qu'on ne le pensait. D'autres efforts, qu'on eût voulu voir mieux réussir, comme le réembauchage des sans-travail, sont restés fort en deçà des prévisions.

Il n'y a qu'une *expérience* qui ait vraiment réussi pleinement, c'est celle du redressement psychologique fondé sur la confiance qu'inspire à son pays l'homme chargé de ses destinées.

***

Dans un article paru ici même (15 octobre) nous avions essayé d'expliquer sommairement le mécanisme des différentes mesures prises à cette époque par Roosevelt et ses conseillers, en indiquant les tendances générales de l'évolution en cours. Il paraît utile aujourd'hui de résumer l'histoire des trois ou quatre derniers mois pour faire comprendre les commentaires qu'elle suscite.

Après les progrès remarquables remportés au cours du printemps et de l'été et les déchaînements d'enthousiasme qu'ils provoquèrent, il était inévitable qu'une réaction se produisît. Elle atteignit son maximum d'intensité au mois de novembre.

A ce moment la résistance, de la part des milieux d'affaires conservateurs et des *farmers*, que nous avions signalée, s'accrut considérablement. Les attaques étaient principalement dirigées contre la politique monétaire du gouvernement et contre la campagne de hausse des produits manufacturés, qui aboutissait à annuler les gains récents des agriculteurs.

La fixation du prix de l'or à l'intérieur des États-Unis n'eut pas sur le cours des matières premières l'influence qu'on espérait et l'indice des prix n'a guère varié depuis octobre. Il a même eu une légère tendance à fléchir.

D'autre part cette mesure indigna les partisans de la « monnaie saine ». Il en résulta des démissions retentissantes dans l'entourage du Président dont la plus remarquée fut celle du docteur Sprague, conseiller financier, qui déclara que la politique suivie « menaçait le crédit de l'État d'un effondrement total ». En même temps la Chambre de Commerce américaine réclamait solennellement un retour rapide à l'étalon-or et le Comité consultatif du Federal Reserve Board adoptait la même attitude. La controverse atteignit son maximum d'acuité le 28 novembre, date à laquelle deux réunions publiques et contradictoires se tinrent à New-York, l'une groupant les partisans de la monnaie saine, l'autre les partisans de l'inflation. La première réunit 2 500 personnes, la seconde 6 000. Il est vrai que le succès de la réunion inflationniste fut assuré par la présence d'un personnage étrange qui prend chaque jour plus d'influence sur l'opinion publique, le Père Coughlin. Ce prêtre catholique est un démagogue frénétique qui prononce chaque dimanche à la radio des discours violents contre l'oppression des riches, la tyrannie de l'étranger, etc... Il pense que l'or est, en soi, un métal diabolique et que le président Roosevelt, étant inspiré de Dieu, ne peut faillir... Quoi qu'il en soit, la lutte entre les partisans de la monnaie saine et les inflationnistes s'apaisa brusquement à partir de cette date et pour des raisons difficiles à élucider. Certains pensent que l'opposition avait été volontairement excitée par les amis politiques de Roosevelt pour lui permettre, lorsque le Congrès rentrerait en session, d'effrayer les extrémistes de l'inflation en leur montrant la force de la résistance aux mesures qu'ils préconisent. Une autre cause possible de l'inter-

ruption de la controverse, c'est que l'imprécision même de la discussion et l'ignorance dans laquelle on était des intentions réelles du gouvernement, rendaient toute controverse vaine. Depuis lors, c'est-à-dire depuis la publication du budget et l'annonce du « dollar-Roosevelt », le problème a un peu changé d'aspect.

Le malaise dans les régions agricoles prit des proportions assez inquiétantes au cours du mois de novembre. Il y eut des grèves et des actes de violence. Le fermier se sentait lésé, sinon trahi par Roosevelt qui lui reprenait d'une main ce qu'il lui donnait de l'autre. Cinq gouverneurs d'États agricoles accoururent à Washington au début de novembre et réclamèrent une fixation officielle des prix du blé, du coton, des porcs et autres produits. Le Président refusa de prendre une mesure aussi imprudente et préféra accentuer la politique de subventions et de prêts déjà instituée et que l'Administration agricole (A. A. A.) est chargée d'appliquer. On promit donc aux fermiers des secours substantiels et comme la nouvelle leur parvint individuellement aux environs de Noël, ils purent célébrer cette fête avec une allégresse inusitée. A l'heure actuelle, la production et la distribution du blé, du coton, du maïs et des porcs sont fortement réglementées par l'A. A. A.

Il est bon de noter à ce propos que les subventions sont accordées aux cultivateurs et aux éleveurs en proportion des réductions dans la production qui leur sont prescrites. En pratique cette condition n'est souvent qu'un prétexte, car il est évident qu'une vérification exacte de l'application de ces mesures restrictives, malgré l'armée de fonctionnaires créée à cet effet, ne peut être efficace. Rien n'empêche par exemple un fermier qui possédait 100 hectares de terres cultivées et qui est obligé d'en sacrifier 25 pour toucher une subvention, de continuer à cultiver 75 hectares en son nom et de céder les 25 autres à sa femme ou à son frère. Le cas nous a été cité entre plusieurs autres moyens de tourner la loi.

Quoi qu'il en soit, le but immédiat qu'on s'était proposé a été atteint et l'agitation des États agricoles semble calmée pour le moment.

Bien entendu il n'est pas dans l'intention avouée du gouvernement de soutenir indéfiniment les cultivateurs et les éleveurs par des moyens qui, de l'aveu même de ceux qui les appliquent, ne sont que des palliatifs temporaires destinés surtout à apaiser la mauvaise humeur des campagnes; mais les expériences faites ailleurs et, en particulier en France, tendraient à prouver qu'une fois engagé dans la voie des prêts et des cadeaux à la population rurale, aucun gouvernement n'a le pouvoir de faire marche arrière. Du reste il ne semble pas que l'Administration de Washington soit bien convaincue du caractère temporaire de la situation ainsi créée, car dans une interview accordée à la presse, il y a peu de temps, et à laquelle assistait l'auteur de cet article, le président Roosevelt a annoncé que, selon lui, les bons émis pour couvrir le *Farm Loan* (Crédit agricole) et le *Home Loan* (Crédit hypothécaire) devraient être garantis intégralement par l'État et qu'ils auraient ainsi la même valeur et la même liquidité que les billets de banque. Cela ne donne point l'impression du provisoire.

En outre il est notoire que l'Administration agricole (A. A. A.) est beaucoup plus « radicale » que sa contrepartie pour l'industrie et le commerce (N. I. R. A.) et ceux qui la dirigent actuellement, depuis le départ de M. Peck, son premier administrateur considéré comme trop libéral, sont bien déterminés, s'ils le peuvent, à établir sur des bases permanentes la réglementation étatiste de l'agriculture.

Du côté de la N. I. R. A., toujours dirigée par le général Johnson, on constate l'apaisement des controverses qui, au début, accueillirent l'application des premiers codes. L'opinion semble, pour le moment, s'être désintéressée de cette question. On se souvient pourtant de la publicité retentissante qui accompagna le lancement de cette vaste machine. On n'a pas oublié les proclamations du général Johnson, ni les manifestations monstres et les défilés des corps de métier dans les rues de New-York soulevant l'enthousiasme de la foule ravie de voir la délégation des banques de Wall Street emboîtant le pas à celle de l'industrie cinématographique représentée par le corps de ballet de Radio-City Music-Hall et par *Mickey Mouse*. On se souvient de cet immense réseau

de propagande qui s'étendit sur tout le pays et de l'obsession des trois lettres N. R. A. On se souvient de l'Aigle Bleu...

Lors d'un récent voyage à Washington, nous eûmes l'honneur d'être admis dans le bureau du général Johnson. Dans ce bureau confortable et silencieux et pareil en somme à bien d'autres, un objet insolite attira notre attention. Cet objet avait près de deux mètres de haut; c'était un petit monument et cela représentait un aigle aux ailes éployées et perché sur un socle. Cet aigle tenait dans son bec la carte de visite de monsieur et madame Franklin D. Roosevelt et l'on nous expliqua que cet aigle était le cadeau de Noël du Président et de madame Roosevelt au général Johnson, cadeau fort approprié sans doute, mais dans lequel il eût été désobligeant de voir un symbole, car cet aigle et son socle étaient en paille...

Depuis le mois de novembre, la N. R. A. a poursuivi activement, mais sans bruit, l'établissement des codes. On semble s'être rendu compte qu'il y avait quelques inconvénients et du ridicule à entretenir artificiellement l'esprit « temps de guerre ». A l'heure actuelle près de deux cents codes sont en vigueur et les services du général Johnson sont fort occupés à en préparer de nouveaux et à coordonner entre eux ceux qui existent. On s'est aperçu en effet que dans beaucoup de cas, plusieurs codes — neuf ou dix parfois — régissent la même industrie ou le même commerce; d'où de nombreux conflits et confusions. Une autre cause de difficultés, c'est le chevauchement des attributions de l'A. A. A. et de la N. R. A. Le Président a dû intervenir lui-même à plusieurs reprises pour déterminer les prérogatives de chacune.

Beaucoup de critiques estiment que le but que s'est proposé le président Roosevelt en instituant une codification générale de l'activité commerciale du pays ne sera jamais atteint à cause de la complexité des éléments du problème. Il est en effet très difficile de maintenir constamment une ligne de conduite moyenne entre le souci de réglementer la concurrence et la nécessité de préserver le principe des bénéfices légitimes. Mais l'expérience semble prouver que la majorité des industriels soumis aux codes s'en montrent satisfaits parce qu'ils y trouvent un élément de stabilité

et que le système les protège contre les méfaits de la concurrence déloyale et du « dumping » qui, aux États-Unis, a ruiné tant d'entreprises honnêtes.

La plupart des plaintes qui parviennent à la N. R. A. émanent des petits industriels et commerçants; mais ayant assisté nous-mêmes à une *audience de code* (code hearing) et malgré la rigueur toute militaire avec laquelle le général Johnson conduit les débats, nous estimons que, dans la majorité des cas, les plaintes sont mal fondées et qu'il s'agit surtout de malentendus, fort compréhensibles d'ailleurs étant donné la complication des problèmes à résoudre et l'envergure de l'œuvre entreprise.

A ce propos, il est intéressant de noter que le nombre total d'individus susceptibles d'être affectés par la codification de l'industrie s'élève à 27 millions. On estime qu'à l'heure actuelle, 16 millions d'ouvriers et d'employés sont déjà « codifiés » et que dans quelques mois leur nombre s'élèvera à 24 millions.

L'attitude de la classe ouvrière à l'égard de la politique suivie n'a guère varié au cours des derniers mois. Elle demeure favorable surtout depuis que les ouvriers ont obtenu le droit d'être représentés dans les conseils chargés de l'application des codes. La Fédération Américaine du Travail (A. F. L.) qui, on s'en souvient, semblait vouloir jouer un grand rôle, n'a pas réussi à intensifier son action d'une façon aussi sensible que certains pouvaient le craindre et d'autres le souhaiter. Les satisfactions accordées de plein gré par le gouvernement au prolétariat ont eu pour effet de placer les dirigeants des unions ouvrières dans une situation fausse vis-à-vis de leurs adhérents. Ceux-ci ne comprennent pas clairement en effet les avantages qu'ils ont à s'adresser à leurs chefs corporatifs, puisque l'État a tendance à se substituer à ces derniers et à prendre en leur faveur toutes les initiatives. En outre la crise a eu pour résultat, aux États-Unis comme en Europe, de niveler les différences qui séparaient le prolétariat, au sens où l'entendait Karl Marx, de la petite bourgeoisie. Il en résulte que le parti ouvrier qui semblait vouloir prendre une plus grande consistance, commence déjà à se réintégrer dans la masse de la population sans avoir trouvé de programme politique bien défini.

Et cependant il ne semble pas que, malgré les avantages dont bénéficient les ouvriers et les employés dans les industries codifiées, la situation générale se soit beaucoup améliorée. Le nombre des sans-travail qui s'élevait, il y a un an, à plus de 13 millions, a été réduit à 10 ou 11 pendant les premiers mois de fonctionnement de la N. R. A. Depuis lors, il n'y a pas eu de progrès sensible et certaines statistiques indiquent même un léger recul. Il est vrai que les données dont on dispose sont souvent contradictoires, mais en prenant la moyenne des chiffres publiés, il semblerait que l'industrie et le commerce privés ont réussi à absorber, à la fin de décembre, 3 millions de travailleurs supplémentaires. Pas davantage.

A ce nombre les statistiques officielles ajoutent 4 millions de chômeurs embauchés au cours de l'hiver par l'Administration des Travaux Civils (C.W.A.) et qui sont payés à raison de $ 50 par mois. Comme ces emplois sont considérés comme temporaires, la Fédération Américaine du Travail refuse en effet de reconnaître que ces 4 millions d'hommes ne font plus partie de l'armée des sans-travail.

La situation générale du chômage, bien qu'améliorée, demeure donc assez sérieuse et il est évident que, sans les crédits affectés aux travaux publics, cet hiver eût été presque aussi pénible que l'hiver précédent.

Il est très difficile d'apprécier les progrès réels accomplis dans l'industrie et le commerce. La campagne instituée l'automne dernier pour encourager les acheteurs a été abandonnée à cause de son inefficacité manifeste. La hausse des prix de détail n'a pas été très sensible, 16 p. 100 environ, mais cette avance même devient une régression si l'on traduit les prix en or. Le commerce dans son ensemble a enregistré une amélioration qu'on évalue à 10 p. 100 par rapport à l'année dernière. La reprise des affaires dans certaines branches a été cependant plus considérable, particulièrement dans les articles de demi-nécessité comme les automobiles. Dans le bâtiment, la stagnation persiste.

Il est remarquable que presque tout le progrès constaté jusqu'à présent a été accompli au cours du printemps et de l'été dernier. Depuis lors, en dehors des entreprises gouvernementales, l'avance a été faible et si l'on devait juger l'expé-

rience Roosevelt comme terminée aujourd'hui, en se basant sur ses seuls résultats matériels, on devrait conclure qu'elle a fait beaucoup de bruit, mais que son inspirateur a surtout eu la chance d'apparaître au moment précis où, sans qu'on s'en doutât, le cycle économique mondial pouvait tourner en sa faveur.

***

Mais l'expérience Roosevelt n'est pas terminée et si ses résultats pratiques et immédiats peuvent paraître décevants, ils ne permettent ni de condamner l'avenir ni surtout de sous-estimer ses conséquences politiques, sociales et psychologiques. La première année du règne de Roosevelt peut se diviser en trois phases distinctes :

1° Printemps et été : période de redressement moral, retour de l'optimisme, propagande et promesses, organisation fiévreuse.

2° Automne : réaction, critique de la méthode et des moyens employés, nervosité et défaitisme jusque dans l'entourage du Président.

3° Phase récente : réalisation de la faillite de certaines parties du programme, mais plus grande modération dans la critique, conscience d'une meilleure tonicité générale, atténuation des polémiques, accalmie dans le camp des prophètes de catastrophes et parmi les fanatiques du *New Deal*.

Au cours de ces trois périodes, un seul facteur est demeuré stable : c'est le prestige personnel de Roosevelt qui lui permet de gouverner sans opposition, d'agir à sa guise et de changer d'avis dès que le sens profond qu'il a de l'opinion publique lui indique que cela est nécessaire. Comme un metteur en scène habile, il sait varier son programme et dès qu'une question devient trop délicate, il se hâte d'en proposer une nouvelle qu'il soumet franchement à l'épreuve de la critique et de la publicité.

Les dernières innovations sont d'ordre financier et la plus intéressante, à notre avis, fut la présentation du budget pour l'exercice en cours et pour l'année prochaine.

Ce budget est conçu en effet sous une forme tout à fait

nouvelle qui s'écarte autant des habitudes américaines que de celles de n'importe quel État. Ce budget a étonné et effrayé, puis on a fini par l'admettre avec d'autant plus de bonne grâce qu'il s'agissait d'un fait accompli. Ce qui le caractérise principalement c'est qu'il est basé sur un déficit certain, sur l'accumulation d'une dette énorme et non moins certaine et qu'on ne songe nullement à l'équilibrer pour le moment.

L'année fiscale américaine ne correspond pas à l'année du calendrier. Le budget de cette année, par conséquent, couvre la période juillet 1933 — juillet 1934 et la plus grande partie des dépenses qui y figurent ont déjà été effectuées ou engagées. Ce budget est divisé en deux parties : l'une couvrant les dépenses ordinaires, l'autre les dépenses extraordinaires rendues nécessaires par l'effort de relèvement actuellement en cours. Le budget ordinaire est normalement équilibré par les recettes anticipées ($ 3 milliards environ), mais le budget extraordinaire qui s'élève à plus de $ 7 milliards est sans contrepartie du côté des recettes. Le déficit ainsi créé sera comblé par des emprunts s'élevant à $ 10 milliards à émettre au cours des prochains six mois.

Pour l'exercice 1934-35, on ne prévoit pas de changement important dans le budget ordinaire, hors une légère augmentation due à l'expansion des crédits agricoles et de ceux prévus pour la défense nationale. Mais le budget extraordinaire est tout différent : les crédits affectés aux Travaux Publics sont réduits et ceux nécessités actuellement par la C. W. A. (Salaires des ouvriers embauchés par le gouvernement) sont totalement éliminés. De même le crédit de près de $ 4 milliards qui figure cette année sous la rubrique R. F. C. (Commission de Reconstruction Financière) et qui sert à renflouer les banques et les industries défaillantes est supprimé. Le déficit, l'année prochaine, d'après ces prévisions, ne dépasserait pas $ 2 milliards.

En août 1919, la dette publique atteignit, du fait de la guerre, le chiffre-record de $ 26 milliards. Mais ce record va être battu car la dette s'élèvera en juillet prochain à $ 29 milliards et probablement à $ 32 milliards en juillet 1935. Les pronostics ne vont pas plus loin.

Si l'on considère l'établissement de ce budget sous l'angle

habituel, c'est-à-dire conformément aux principes qui président généralement à la gestion des finances d'un État, il semble qu'un budget ainsi conçu aura pour résultat de prolonger la crise actuelle en faisant peser sur les contribuables futurs tout le poids des prodigalités actuelles. Mais le président Roosevelt n'a pas parlé d'augmenter les impôts et il semble avoir une conception toute différente des résultats de sa politique.

Cette conception est basée sur l'idée que les États-Unis, considérés comme une sorte de vaste entreprise économique, constituent ce qu'on pourrait appeler une bonne affaire. L'affaire a été mal menée et les trois gérants républicains qui ont précédé Roosevelt, confiants dans la solidité et la bonne réputation de la firme, n'ont rien fait pour rénover des méthodes de gestion démodées et dangereuses. La catastrophe récente a été sérieuse, mais rien n'est perdu : l'affaire est toujours bonne et il suffit simplement de la renflouer. En 1926 on estimait les revenus des États-Unis à environ $ 80 milliards. Ce sont les bénéfices possibles, le rendement du capital que représente le pays tout entier avec ses ressources naturelles. Or ces ressources sont intactes et si l'on a pu en tirer $ 80 milliards dans le passé, rien n'empêche de produire autant dans l'avenir et même bien davantage. Mais il faut, pour le moment, réorganiser l'affaire et faire une sérieuse avance de fonds. Cette avance est estimée à $ 32 milliards, somme considérable mais qui paraît moins disproportionnée si l'on tient compte du potentiel du pays.

On trouvera peut-être que cette façon d'envisager la question est un peu trop simpliste ou au contraire très spécieuse, mais elle correspond assez bien, semble-t-il, à ce qu'on sait de la conception générale de Roosevelt. Le Président a eu soin d'expliquer, en effet, qu'il prévoyait que le rétablissement économique serait assez rapide pour que l'initiative privée puisse, d'ici un an et demi, prendre à son compte l'effort actuellement fourni par l'État qui n'aurait plus ainsi qu'à jouer un rôle de surveillant et de régulateur. Les crédits qui figurent au budget extraordinaire sont destinés à donner l'impulsion initiale et à se substituer au capital privé temporairement défaillant; rien de plus.

Tout dépend donc de la manière dont l'initiative privée va répondre à ces prévisions.

Autant qu'on peut juger de la situation actuelle, il paraît douteux que les calculs optimistes du président puissent se réaliser. Pour nous en tenir à l'exercice courant, nous avons déjà constaté que les crédits de la R. F. C. et de la C. W. A. vont être supprimés dès juillet prochain[1]. Cela veut dire que dans les quatre mois qui viennent la reprise des affaires doit prendre l'ampleur d'un véritable « boom ». Cela est-il possible?

Certains en doutent tellement qu'ils prêtent à Roosevelt l'intention d'avoir à dessein proposé un programme irréalisable de manière à justifier la prolongation du contrôle de l'État. Il s'agit clairement, disent-ils, d'habituer peu à peu l'opinion publique à accepter la socialisation de toute l'activité économique du pays sans rien faire qui puisse provoquer une réaction brusque.

L'appropriation par le gouvernement de la réserve d'or de la Federal Reserve Bank apparaît comme un pas dans la même direction. Cet acte a été accueilli avec faveur par l'opinion publique, car il a été présenté par la presse démagogique comme une sorte de punition infligée à la finance internationale et à ses représentants de Wall Street qui, à l'heure actuelle, ne jouissent pas, comme on le sait, d'une bien grande popularité. On a trouvé juste que le gouvernement qui représente la nation dispose librement du Trésor de la nation. Mais il est utile de faire remarquer que ce transfert de la réserve d'or qui, grâce à la dévalorisation du dollar, va permettre au gouvernement de réaliser un bénéfice de près de $ 4 milliards, a également pour conséquence de donner à l'Administration de Washington des pouvoirs étendus en ce qui concerne la réglementation du crédit et de réduire la Federal Reserve Bank au rôle d'agent du gouvernement.

La proclamation du « dollar Roosevelt » a été également bien accueillie. Les partisans de la « monnaie saine » y ont vu un assagissement de la politique financière de Washington et les inflationnistes une promesse de dévalorisation

1. Roosevelt propose de les proroger de huit mois au moment où nous envoyons cet article.

plus grande pour l'avenir. Il est trop tôt pour porter un jugement sur les conséquences de cette mesure. L'opinion générale l'interprète comme une amorce de stabilisation dans un avenir indéterminé, mais il ne semble pas que cette stabilisation puisse avoir lieu sans une entente internationale. Le dollar, la livre et le franc ont beau affirmer leur indépendance réciproque, il apparaît de plus en plus certain que la situation actuelle ne peut pas se prolonger indéfiniment. L'opinion américaine prophétise depuis le printemps dernier l'abandon par la France de l'étalon-or et continue à le croire inévitable à bref délai. Nous ne voudrions pas dire qu'elle le souhaite car on voit mal quels avantages les États-Unis pourraient en retirer, mais le caractère politique de la position française lui échappant complètement, elle s'étonne d'une « résistance » aussi prolongée.

***

Au moment où le Congrès est rentré en session, au début de janvier, on s'attendait à une certaine opposition de sa part. Cette opposition ne s'est pas manifestée jusqu'à présent et les observateurs politiques ne prévoient, à moins d'événements imprévus, aucun changement d'attitude à cet égard. Le prestige personnel de Roosevelt est trop grand pour qu'on puisse l'attaquer de front. Le parti républicain qui devrait normalement constituer l'opposition ne s'est pas encore relevé de sa défaite et il attend toujours une occasion favorable pour pouvoir regrouper ses forces. La prudence lui conseille de temporiser pour le moment et d'attendre quelque erreur grave de la part de ses adversaires. Cela ne veut pas dire que l'on approuve tout ce que fait Roosevelt et beaucoup de démocrates ne manquent point de critiquer les actes du gouvernement avec autant de vigueur que les républicains, mais le Président, avec l'habileté et l'aisance qui le caractérisent, a su jusqu'à présent tuer dans l'œuf toute tentative de résistance sérieuse.

Il faut reconnaître d'ailleurs que les *Congressmen* qui sont revenus à Washington après de longues vacances se trouvent dans une situation d'infériorité manifeste vis-à-vis des conseil-

lers immédiats du Président et des vastes organismes administratifs qui, pendant leur absence, ont dirigé le pays, car quels que soient le zèle et l'intelligence des représentants du peuple, ils n'ont pu suivre dans tous ses détails le développement extrêmement rapide d'une œuvre aussi complexe. Roosevelt professe un grand respect pour les institutions politiques établies et il ne prétend nullement gouverner sans parlement comme Mussolini et Hitler, mais il n'en demeure pas moins qu'il a en fait gouverné seul pendant huit mois avec l'aide de conseillers de son choix. S'il n'a pas abusé des pouvoirs dictatoriaux qu'il a reçus, on ne peut nier qu'il s'en soit amplement servi.

L'aspect même de Washington a considérablement changé en un an et cette ville qui ressemblait davantage à La Haye qu'à la capitale d'un pays de 120 millions d'habitants donne à présent l'impression d'être bien le centre de tous les efforts et de toutes les décisions. Depuis la guerre pareille tentative de centralisation n'avait pas été faite en Amérique, mais l'on savait alors que cette centralisation était temporaire. Aujourd'hui, et bien que les Américains détestent plus que quiconque la bureaucratie et le fonctionnarisme, Washington contient plus d'administrations et de services qu'aucune ville au monde. Il serait fastidieux de les énumérer et nous n'avons pu, malgré nos efforts, en trouver la liste vraiment complète, mais nous en avons visité plusieurs et après avoir interrogé un grand nombre de ceux qui y sont employés, nous sommes arrivé à la conclusion qu'il sera moins aisé qu'on le croit généralement de démobiliser l'armée de formation récente, mais déjà consciente d'elle-même, du fonctionnarisme américain.

Cette armée, composée en grande partie d'hommes et de femmes jeunes, n'est pas très payée, mais elle est animée d'un esprit nouveau qui est très frappant car il est basé sur la même conception du dévouement de l'individu à la Société qui caractérise la plupart des mouvements parallèles dans d'autres pays. Ces nouveaux fonctionnaires ont la conviction que la cause qu'ils servent ne peut triompher que grâce au maintien de l'armature dont ils font partie, et bien que certains d'entre eux ne soient venus à Washington que parce qu'ils y voyaient une occasion de profits plus ou moins

détournés, la plupart paraissent résolus à faire leur carrière au service de l'État. Cela est nouveau aux États-Unis.

Sans vouloir exagérer l'influence de ces administrations centralisatrices, il semble cependant qu'elles ont une tendance naturelle à se substituer en fait aux organismes purement politiques. C'est pourquoi on y retrouve plus fidèlement qu'ailleurs l'indication des courants d'idées qui déterminent la politique gouvernementale. Les opinions s'y répartissent en trois groupes qui ne représentent pas des partis politiques, mais des tendances générales : les *conservateurs*, qui semblent peu nombreux, sont ralliés au régime actuel parce qu'ils considèrent que Roosevelt, à cause de ses origines mêmes, doit être au fond un conservateur comme eux. Les *libéraux*, très nombreux, croient à la nécessité des réformes et soutiennent Roosevelt bien que l'influence que semblent avoir sur lui les *radicaux* les inquiète beaucoup. Ces derniers constituent la minorité, mais ce sont les seuls qui aient une doctrine et un but précis. L'expérience Roosevelt représente pour eux un progrès net dans la direction du socialisme d'État et leur espoir est de convaincre peu à peu le Président de la nécessité de se prononcer nettement pour un programme socialiste. Le principal grief qu'ils ont contre lui, c'est de ne pas avoir le courage ou la franchise de montrer au pays le sens réel, fatal et, selon eux, souhaitable, de l'évolution actuelle.

Entre les groupes conservateurs et libéraux d'une part et les éléments dits radicaux d'autre part, règne la plus grande méfiance réciproque. Les conflits personnels sont fréquents et il arrive souvent qu'on doive faire appel au Président pour les trancher. Les décisions qu'il a prises jusqu'à présent en faveur des uns et des autres s'équilibrent à peu près en apparence et sont le reflet de sa politique générale, mais il est indéniable que l'avantage visible revient aux *radicaux*. Comme nous le disait un fonctionnaire haut placé et traditionnellement conservateur : « Notre faiblesse, c'est de n'avoir pas de programme net et d'être très occupés, ce qui fait que nous passons notre temps à essayer de filtrer les innovations émanant du camp des « intellectuels radicaux », mais il faut reconnaître qu'ils sont les seuls à avoir des idées et à se donner la peine d'en fournir au Président. »

Telle semble bien être en effet la situation et Roosevelt a montré qu'il cherchait son inspiration plutôt à gauche qu'à droite. Il se sert, il est vrai, du langage conservateur et évite soigneusement la terminologie doctrinaire des *radicaux*, mais le résultat est le même. Toute la question est de savoir, comme nous le disait un de ces *radicaux*, si Roosevelt est « sincère », c'est-à-dire s'il suit un plan déterminé par une doctrine quelconque ou s'il se contente simplement d'appliquer un programme dicté au jour le jour par les nécessités de l'heure.

L'avenir dissipera ce doute ; il dépend, pour beaucoup, comme nous l'avons dit, de la possibilité pour l'initiative privée de reprendre à son compte l'effort actuellement fourni par l'État. Si cela se produit, on peut prévoir en même temps un revirement dans le domaine politique, revirement qui n'affectera pas nécessairement le prestige de Roosevelt, mais qui le contraindra à changer l'axe général de sa politique et à ménager davantage les éléments conservateurs de son entourage, même s'ils continuent à manquer d'idées.

***

Quoi qu'il arrive cependant et même si les calculs optimistes du Président Roosevelt se réalisent, il restera à résoudre certains problèmes fondamentaux qui troublent la vie de tous les pays civilisés avec une acuité croissante et que la crise récente n'a servi qu'à rendre plus apparents. Parmi ces problèmes, les deux plus importants sont la question des relations internationales et l'existence de l'individu dans une société qui ne lui donne les moyens de subsister qu'en échange d'un travail qui, dans les conditions actuelles, tend normalement à être de moins en moins rémunérateur et de plus en plus difficile à obtenir.

L'expérience Roosevelt a eu pour effet de créer en Amérique comme ailleurs, une mystique nationaliste d'autant plus convaincante que le pays peut, par ses conditions naturelles, se croire plus indépendant du reste du monde. La tendance traditionnelle à l'isolement, héritée d'un temps où les Américains avaient tout à craindre de l'ingérence

étrangère, à cause de leur faiblesse, s'appuie maintenant sur le principe qu'il faut commencer par remettre en ordre sa propre maison et s'occuper du reste ensuite. Comme la plupart des hommes, les Américains sont enclins à rejeter sur autrui la responsabilité du malheur commun. Ils prêtent à l'Europe des intentions malveillantes à l'égard des États-Unis, de même que l'Europe croit souvent que l'Amérique dirige contre elle son action. On ne saurait soupçonner Roosevelt de voir la situation d'une façon aussi simpliste, mais il n'en est pas moins réel que sa politique étrangère est entièrement commandée, jusqu'à présent, par le souci de ménager le chauvinisme de ses concitoyens. Il en résulte que cette politique est pour ainsi dire inexistante et par certains points étrangement caduque. C'est ainsi que dans un discours assez récent, à propos de la paix mondiale, il a repris à son compte l'idée que l'attitude agressive de certains gouvernements est en contradiction avec les sentiments réellement pacifiques des nations qu'ils représentent. C'est la même erreur de jugement qui conduisit Wilson à croire qu'il suffisait de dissocier le peuple allemand du régime impérial pour tout arranger. La seule différence, c'est que la remarque de Roosevelt ne s'applique pas, semble-t-il, à la seule Allemagne, mais à un nombre indéterminé de pays, les États-Unis exceptés bien entendu.

Il n'y a donc pas à attendre que l'Amérique change d'attitude vis-à-vis des problèmes internationaux. Le sentiment populaire est formel à cet égard, la volonté de détachement manifeste, et ceux qui, en Europe, s'efforcent avec une persévérance jamais découragée de chercher quelque indice favorable dans les discours du président Roosevelt ou dans ceux des autres hommes d'État américains représentatifs, font preuve d'une ignorance grave ou d'une capacité d'illusion anormale. L'Américain moyen ne comprend pas que la prospérité qu'il regrette avait pour cause principale la situation privilégiée qu'il a occupée pendant et après la guerre, ou s'il le comprend c'est pour se repentir — non sans raison — d'avoir pris ce mirage pour une réalité. Il est tout à fait décidé, si une nouvelle guerre européenne doit se produire, à ne pas s'y laisser entraîner et lorsqu'on essaie de lui démontrer que la politique d'absten-

tion actuellement suivie favorise le libre développement des tendances belliqueuses, il croit qu'on essaie de l'effrayer pour mieux le séduire.

On a fait grand cas de la réussite de la Conférence de Montevideo parce que les États-Unis s'y sont engagés à ne pas intervenir seuls dans les affaires intérieures des pays de l'Amérique latine. Cette promesse est interprétée comme une manifestation de la volonté formelle de maintenir la paix américaine. Des bateaux de guerre américains sont cependant ancrés devant La Havane depuis plusieurs mois, bien qu'on doive reconnaître qu'ils ne sont pas « intervenus ».

L'attitude de désintéressement vis-à-vis des affaires européennes comporte malheureusement une exception, c'est la question des dettes. L'irritation qu'avait provoquée cette question il y a plus d'un an ne s'est pas apaisée et, depuis la rentrée du Congrès, elle a donné lieu à des manifestations oratoires d'une violence exceptionnelle particulièrement dirigées contre la France. La presse Hearst, de son côté, attaque sans répit et avec d'autant moins de mesure que l'on a complètement oublié la genèse et les détails de cette affaire et que le simple fait matériel — le non-paiement par la France des échéances — demeure. Il en résulte que ceux qui, aux États-Unis comme ailleurs, estiment qu'on ne saurait être patriote sans être en même temps violemment xénophobe, trouvent dans cette question un prétexte inépuisable pour entretenir l'irritation populaire.

Roosevelt doit prochainement faire une déclaration au sujet des dettes et bien qu'on ne puisse compter sur un changement d'attitude important, il faut espérer qu'il réussira à refréner les intempéries de langage d'un certain nombre de parlementaires que nous nous abstenons de citer, car on peut trouver la contrepartie exacte de cette forme d'éloquence dans les comptes rendus de notre *Journal Officiel.*

Ce n'est point à plaisir que nous signalons l'impopularité de la France. Cette impopularité n'est d'ailleurs pas générale, mais elle existe manifestement dans les couches moyennes de la population, c'est-à-dire dans la masse. Ceux qui cherchent à la combattre, des deux côtés de l'Atlantique, sont certes animés des meilleures intentions, mais les arguments dont ils

se servent sont d'ordre essentiellement sentimental et ne tiennent pas compte de la réalité. L'amitié traditionnelle franco-américaine existe, mais il y aurait intérêt à en faire quelque chose de plus qu'une tradition. Pour cela un effort est nécessaire de part et d'autre, effort d'autant plus difficile qu'il ne peut réussir qu'en s'appuyant sur la raison et la tolérance, c'est-à-dire sur des mobiles fort démodés à l'heure actuelle.

L'attention détournée de l'Europe se concentre par contre beaucoup plus activement, depuis quelque temps, sur l'Extrême-Orient. Les probabilités d'une guerre prochaine entre le Japon et la Russie font l'objet des conversations dans les milieux informés et bien que la reconnaissance des Soviets ait eu pour but avoué de régulariser une situation qui finissait par devenir paradoxale, on ne cache point qu'elle modifie les données du problème en cas de conflit. Il paraît que la marine américaine sera relativement vulnérable au cours des prochains dix-huit mois, c'est-à-dire pendant la période nécessaire à l'achèvement des nouvelles unités dont on poursuit activement la construction, et l'on n'exclut pas l'idée que les éléments belliqueux qui dirigent actuellement les destinées du Japon ne veuillent profiter d'une situation momentanément favorable.

Ces rumeurs seraient sans intérêt, car on sait que la guerre dans le Pacifique n'est pas un sujet de conversation nouveau en Amérique, si elles ne révélaient le synchronisme profond qui règle les mouvements d'opinion dans le monde entier. Le peuple américain est éminemment pacifique dans ses intentions et il ne demande qu'à récupérer tranquillement les forces perdues pendant les quatre années de crise. Cela n'empêche pas que, de même qu'en Europe, la guerre ne paraisse ni si improbable, ni si inacceptable dans l'avenir qu'aux temps déjà fabuleux, quoique récents, où l'on se flattait de l'avoir pour toujours abolie.

Il se peut d'ailleurs que cette évolution fâcheuse des esprits soit l'indice du pressentiment instinctif que, malgré les cruelles leçons de la crise économique, quelques-unes des causes profondes qui l'ont amenée subsistent toujours à l'état latent. Nous entrons dans une période de replâtrage,

mais le problème capital de l'adaptation de l'individu aux conditions du monde moderne demeure irrésolu. Les solutions proposées par certains pays comportent toutes, d'une façon ou d'une autre, l'asservissement de l'individu à la masse, mais avant de s'engager dans cette voie d'autres pays hésitent car ils comprennent que cette solution — si c'en est une — équivaut à renier formellement quelques-uns des principes essentiels de la civilisation. Les États-Unis cherchent en ce moment un moyen terme. Les difficultés qu'ils rencontrent ne sont pas spécifiquement américaines, mais elles sont particulièrement apparentes dans un pays qui, du point de vue économique, constitue une sorte de laboratoire idéal. Les richesses naturelles de ce pays sont énormes et sa population, relativement peu nombreuse, tend à se stabiliser. Tout l'effort de Roosevelt, considéré dans ses grandes lignes, consiste donc à rendre accessibles à tous non seulement les nécessités de l'existence, mais les facilités et le confort qui, il y a peu de temps encore, eussent été classés dans la catégorie du superflu.

Or, dans l'état actuel de nos mœurs et de nos conceptions, l'homme dépend de son travail et si, philosophiquement, chacun a droit à la vie, nul ne peut subsister s'il ne peut fournir un travail rémunérateur. Malheureusement le travail de l'homme se dévalorise constamment et l'on ne parvient à maintenir le pouvoir d'achat de l'individu que par des moyens artificiels; on réduit les heures de travail, on fixe les salaires de base et l'on force les industriels à employer plus d'ouvriers qu'il n'est économiquement nécessaire. Mais comme cela ne suffit pas, l'État prend à sa charge le surplus des sans-travail. Nous avons vu les résultats de cette méthode : ils ne sont pas pleinement satisfaisants, d'autant moins que certaines autres mesures, telle que la restriction des terres cultivées vont directement à l'encontre du but qu'on se propose d'atteindre, car on va perdre du côté de l'agriculture ce qu'on gagne du côté industriel. Il est probable en effet que les *farmers* qui restreindront leur production, restreindront en même temps la main-d'œuvre employée, et la menace d'une augmentation considérable du chômage agricole n'est pas illusoire.

Par contre la hausse forcée des salaires a déjà eu pour effet d'intensifier la mécanisation d'un grand nombre de rouages dans l'industrie et le commerce, comme en témoigne l'augmentation récente et considérable du chiffre d'affaires des fabricants de machines.

La lutte entre la machine et l'homme continue donc et il ne paraît pas qu'elle existe dans la seule imagination des romanciers et des *technocrates*. Elle est une réalité et une menace qui pèse lourdement sur le monde civilisé.

Roosevelt, dans un de ses discours, a parlé des « nouveaux droits de l'homme » qui sont, ou qui devraient être pour chacun, la possibilité d'assurer aux siens et à lui-même le minimum nécessaire à l'existence. C'est un bel idéal et qui, théoriquement, n'est pas irréalisable si l'on a le temps et la sagesse avec soi, mais l'histoire prouve que l'humanité est peu patiente et qu'elle préfère en général saisir les avantages immédiats qui lui sont offerts. Ces avantages, en l'espèce, sont ceux qui paraissent découler de l'idéologie qui domine actuellement le monde : chaque nation, volontairement repliée sur elle-même sous le prétexte de panser ses blessures, songe déjà à profiter de ses forces retrouvées pour reprendre sa place dans le jeu des rivalités internationales.

L'évolution inévitable des événements contraindra les États-Unis à reprendre contact avec le monde extérieur dans un avenir plus ou moins éloigné. On verra alors si, dans ce domaine où ses prédécesseurs ont été si peu heureux, Roosevelt (compte non tenu de la chance qui l'a jusqu'à ce jour favorisé) saura apporter l'habileté, le tact, l'esprit de libéralisme qui ont, jusqu'à présent, caractérisé la plupart de ses actes.

RAOUL DE ROUSSY DE SALES

UNE RÉVOLUTION EN CHIMIE : LES ISOTOPES

Une révolution, mais qui n'a pas laissé que des ruines; une autre chimie s'est édifiée sur les débris de l'ancienne, peut-être pas plus simple, mais plus vraie et plus compréhensive.

Exposons le point de départ, c'est-à-dire les postulats de la chimie classique, posés par Lavoisier et sur lesquels un siècle de travaux admirables a bâti un édifice qui semblait devoir défier le temps : tout l'Univers matériel est constitué par l'association d'un certain nombre d'éléments, irréductibles les uns aux autres, et qui se retrouvent, en ajoutant exactement leurs masses, dans tous les composés. Toute la chimie n'est qu'analyse et synthèse, et un seul élément s'ajoute à la matière, c'est l'énergie, qui est absorbée ou dégagée, le plus ordinairement sous forme de chaleur; mais l'énergie et la matière ne font que s'associer, sans jamais se transformer l'une dans l'autre.

Cette représentation, qui s'est montrée si féconde, n'a cependant paru aux chimistes doués d'esprit philosophique, comme Jean-Baptiste Dumas, qu'une étape provisoire avant la conquête d'une vérité plus profonde; notre sens intime proteste contre la coexistence, depuis l'origine des temps, d'éléments indépendants, surtout quand ces éléments ont entre eux un « air de famille » qui trahit une parenté indiscutable. Déjà, en 1815, le chimiste anglais William Prout avait pensé que tous les atomes des divers éléments n'étaient que des condensations de l'atome d'hydrogène; hypothèse

trop audacieuse pour l'époque et qui fut aussitôt démentie par les mesures précises de poids atomiques; Dumas et Stas, en effet, avaient établi que ces poids n'étaient pas nécessairement des multiples entiers de celui de l'hydrogène, ce qui aurait dû être, si l'hypothèse de Prout avait été exacte. Pourtant, en 1869, Mendelejeff était revenu à la charge avec des arguments nouveaux; sa classification périodique des corps simples impliquait une communauté d'origine, et Mendelejeff croyait fermement à l'existence d'un proto-élément. Mais les considérations philosophiques ne pouvaient lutter contre la vérité de fait qui s'imposait à tous les expérimentateurs; dans les milliers de réactions chimiques effectuées chaque jour dans les laboratoires, jamais un corps simple ne s'était dédoublé; jamais il n'avait perdu ses propriétés fondamentales et les physiciens, à leur tour, appuyaient l'opinion des chimistes, puisqu'ils retrouvaient dans le spectre des corps, simples ou composés, le cachet de chaque élément.

A la fin du siècle dernier, la découverte de la radioactivité par Becquerel et Curie, introduisit un fait nouveau, d'une inappréciable importance; il devint bientôt évident qu'un certain nombre de corps, caractérisés comme éléments chimiques, évoluaient spontanément en donnant d'autres corps simples; la nature, par des voies mystérieuses, réalisait elle-même la transmutation vainement cherchée par les alchimistes; ainsi, l'existence d'une filiation entre les corps simples cessait d'être une hypothèse, une simple vue de l'esprit, pour passer au rang des réalités contrôlées.

En même temps, à mesure que se développait la connaissance des phénomènes radioactifs, certains effets troublants étaient révélés : des corps radioactifs, issus de souches différentes, manifestaient des propriétés physiques et chimiques identiques, à tel point qu'il était impossible de les séparer lorsqu'ils se trouvaient associés dans un même échantillon : c'est par là que s'introduisit dans la science la notion, qui devait devenir si féconde, des isotopes. Mais pour la voir se développer en pleine lumière, il faut faire un pas de plus, et exposer brièvement les géniales découvertes de John-Joseph Thomson et des physiciens anglais de son école.

***

Elles ont pour point de départ l'existence des *rayons canaux*, qu'on nomme aussi, plus justement, *rayons positifs* : un récipient contenant un gaz ou une vapeur sous pression réduite (un centième de millimètre environ) est muni d'une anode et d'une cathode *trouée*, entre lesquelles on fait passer la décharge électrique. Dans ces conditions, on savait depuis longtemps que la cathode électrisée négativement émet, par sa face dirigée vers l'anode positive, des rayons cathodiques, et que ces rayons sont de nature corpusculaire, c'est-à-dire composés de petits grains d'électricité négative, de masse matérielle négligeable qu'on nomme les électrons; mais il arrive de plus que le trou percé dans la cathode laisse échapper, en sens contraire, un second rayonnement, corpusculaire comme le premier, mais électrisé positivement; ces rayons positifs sont formés par les débris des molécules ou des atomes brisés par le choc contre la cathode; ils portent avec eux les noyaux atomiques et tout ce qui constitue l'individualité chimique du gaz ou de la vapeur enfermés dans le récipient.

Étant électrisés, ces corpuscules positifs en mouvement peuvent être déviés, tant par les forces électriques que par le champ magnétique, et cela permet de les séparer, car ils sont déviés inégalement suivant leur charge électrique et suivant leur masse matérielle; de même, lorsqu'on lance obliquement un mélange de grains lourds et légers, la pesanteur et la résistance de l'air les séparent, et les points de chute sont différents, ce qui pourrait permettre d'évaluer leurs masses respectives.

C'est sur cette double action électrique et magnétique que J.-J. Thomson s'est appuyé pour construire le « spectrographe de masse », un des plus prodigieux instruments de travail que la science moderne ait créés : les rayons positifs, sortis en pinceau très délié du trou percé dans la cathode, passent entre les pièces polaires d'un électro-aimant et entre deux plateaux métalliques électrisés en sens contraire; ainsi doublement infléchis, ils tombent sur une plaque photographique et y impriment une trace qui, dans la réalité, est une raie noire très déliée. En opérant avec cet appareil, on obtient sur la

plaque une série de raies obscures, dont l'ensemble constitue le spectrogramme de la matière gazéifiée dans le récipient; chacune de ces raies correspond à une charge électrique ou à une masse matérielle déterminées, et permet, en particulier, de mesurer cette masse avec exactitude : l'appareil utilisé depuis 1930 par Aston, réalise une précision d'un trente-millième, qu'aucune analyse chimique ne permettrait d'atteindre; résultat d'autant plus précieux, que certains de ces corpuscules, ainsi révélés par leurs rayons positifs, sont extraordinairement instables, la durée de leur vie n'atteignant pas, souvent, un cent-millième de seconde.

***

Tel est, succinctement décrit, l'appareil utilisé; examinons maintenant les résultats, qui, surtout, nous importent.

Notons d'abord que le spectrographe, fonctionnant avec un gaz ou une vapeur chimiquement purs, donne non une raie unique, mais un véritable spectre composé de raies fines, plus ou moins marquées. Comme chaque raie correspond à un corps déterminé, l'examen du spectrogramme permet de savoir quels éléments existent à l'intérieur du récipient générateur des rayons positifs. Tout de suite se manifeste une complexité inattendue : si, par exemple, on opère dans l'oxygène, on constatera l'existence de cinq raies principales, dont deux correspondent à l'atome privé d'un ou de deux électrons, les autres à des groupements moléculaires formés respectivement de 2, 3 et 5 atomes, ionisés chacun par perte d'un électron; et les raies tracées sur le spectrogramme sont d'autant plus foncées que les molécules du groupement correspondant sont plus abondantes, de telle sorte que la méthode permet, non seulement d'apprécier, mais même de doser les ions formés à l'intérieur du gaz.

Si intéressants que soient ces premiers résultats, ils ne changent rien d'essentiel aux principes classiques de la chimie que je rappelais en débutant; ils nous montrent seulement que les atomes élémentaires peuvent se grouper en associations moléculaires variées, et qu'un certain nombre des électrons « planétaires » qui forment leur enveloppe peuvent

en être momentanément arraché; dans ces transformations, le noyau atomique, qui caractérise l'individualité chimique, reste toujours inaltéré.

Mais il arriva que J.-J. Thomson et Aston, examinant attentivement leurs spectrogrammes, y constatèrent l'existence de raies très rapprochées, formant des *doublets*, *des triplets*, parfois même des *quadruplets* et des *quintuplets*; leur existence est inexplicable par les phénomènes d'association moléculaire et d'ionisation dont je viens de parler. Une seule interprétation est possible : les corps, jusqu'ici réputés simples, sont en réalité des *mélanges* d'éléments dont les propriétés chimiques et physiques sont tellement voisines, qu'on n'a jamais réussi à les séparer, mais dont les masses atomiques sont pourtant différentes.

Précisons ceci sur un exemple : le chlore, considéré jusqu'ici comme un corps simple dont l'atome pèse 35,46 [1], est en réalité un mélange de deux isotopes principaux, de masses 35 et 37, avec des traces d'un troisième chlore, de masse atomique égale à 39; on sait même que, dans ce mélange, le premier constituant entre pour 78 p. 100 et le second pour 22.

Voici, dès lors, comment l'atomistique moderne explique ce nouveau fait : ces trois chlores diffèrent par la masse de leurs noyaux, qui sont entre elles, on vient de le dire, comme les nombres 35, 37 et 39; mais ils possèdent la même atmosphère d'électrons planétaires; ces électrons, tournant en rond autour du noyau, sont au nombre de 17 pour chacun des trois isotopes, et disposés semblablement. Or, c'est par l'intermédiaire de ces électrons superficiels que nous communiquons avec l'atome; ce sont eux qui nous envoient la lumière, c'est-à-dire le spectre que nous regardions jusqu'ici comme caractéristique de l'élément; ce sont eux qui fixent la place de l'atome dans la classification périodique, c'est-à-dire qui déterminent ses affinités et son rôle chimique; le noyau, caché au centre de l'atome comme un Bouddha dans sa niche, ne daigne pas participer à ces menus phénomènes. En somme, les trois isotopes sont comme trois hommes différents, mais masqués et costumés pareillement, que nous confondrions si la science n'avait trouvé un moyen de révéler leur identité.

1. Celui de l'atome d'oxygène étant pris, par convention, égal à 16.

Si maintenant, quelque lecteur incrédule mettait en doute l'existence réelle des isotopes, on peut lui présenter des faits qui ne prêtent plus à aucune ambiguïté : Aston a réussi à réaliser, par diffusion, une séparation partielle des deux isotopes du néon; Harkins et Brocker ont isolé les deux constituants principaux du chlore par distillation fractionnée du chlore liquide dans le vide cathodique; de la même manière ont été séparés partiellement les constituants du mercure; ceux du plomb ont été obtenus par analyse des minerais radioactifs contenant de l'uranium ou du thorium.

Ainsi, l'existence des isotopes est incontestable; sur 70 éléments, jadis réputés simples, étudiés par Aston, 54 sont en réalité des mélanges, et pour certains, le nombre des isotopes est considérable; ils forment, comme on dit, une *pléiade* : on compte 7 isotopes pour le mercure, 10 pour le plomb, 11 pour l'étain; c'est dire quelle est la complexité réelle de ce qu'on nommait, jadis, des corps simples.

***

Cette grande découverte introduit dans la chimie une complication nouvelle; mais nous allons voir qu'en retour, elle nous apporte quelques vérités apaisantes et simplificatrices.

Notons d'abord qu'elle ne change rien à la chimie classique; qu'il y ait trois chlores dans le produit qu'on prépare au laboratoire et que l'industrie utilise, cela est indifférent au « chimiste moyen », et même au physicien, puisque les propriétés de ces corps sont identiques, ou du moins, tellement voisines, qu'il faut des artifices compliqués et des opérations de très longue haleine pour différencier ces éléments.

D'autre part, la notion des isotopes a clarifié l'état des corps radioactifs : j'ai dit tout à l'heure qu'en étudiant les grandes familles dérivées du radium, du thorium et de l'actinium, les physiciens avaient rencontré des corps qui, provenant de souches distinctes, avaient pourtant des propriétés identiques; cette propriété singulière est aujourd'hui bien éclaircie; si le radium A et le polonium sont inséparables dans leurs mélanges, c'est parce que les deux éléments sont isotopes; il en est de même pour le radioactinium, le radio-

thorium, l'ionium, l'uranium Y et l'aranium X, qui se ressemblent comme des frères jumeaux, et même davantage, bien que leurs noyaux atomiques soient dissemblables.

Mais la grande simplification que cette découverte nous apporte, c'est de faire revivre l'hypothèse de Prout sur la simplicité des poids atomiques. En prenant pour masse de référence 16 exactement pour l'atome d'oxygène, ce qui revient (à très peu près) à prendre 1 pour l'atome d'hydrogène, on trouvait, assez généralement, des valeurs entières pour les masses atomiques des divers éléments; pourtant subsistaient de troublantes exceptions : 28,3 pour le silicium — 35,46 pour le chlore — 63,57 pour le cuivre — 200,6 pour le mercure... La précision actuelle des procédés analytiques interdit de mettre ces décimales au compte des erreurs d'expérience. Aujourd'hui, nous comprenons pleinement leur signification puisqu'elles proviennent du mélange d'isotopes de masses inégales : 78 atomes de chlore pesant, chacun 35, plus 22 atomes de masse 37, donnent 100 atomes dont la masse moyenne est 35,44, c'est-à-dire le nombre trouvé effectivement pour le chlore normal.

D'ailleurs, le relevé des spectrogrammes de J.-J. Thomson montre que les isotopes eux-mêmes ont des poids atomiques entiers, à une minime différence près, dont il sera question tout à l'heure; l'hypothèse de Prout est donc vérifiée pour les isotopes pris séparément. Ce résultat corrobore les théories actuelles sur la structure de l'atome, constitué avec deux éléments primordiaux, les mêmes pour toute espèce de matière, qui sont le proton et l'électron. Ce dernier étant, en première approximation, dépourvu de masse matérielle, toute matière pèse uniquement par les protons qu'elle contient; le proton étant lui-même le noyau de l'atome d'hydrogène, tous les poids atomiques représentent le nombre des protons contenus dans l'atome, qui ne saurait, évidemment, être qu'entier. Ainsi s'affirme et se précise l'unité d'origine de tous les corps simples.

***

Il est heureux pour la science que les mesures n'acquièrent que peu à peu toute leur précision : si Képler avait possédé

des instruments plus parfaits, il n'aurait peut-être pas énoncé les lois simples d'où Newton a tiré celle de la gravitation. De même, il faut se louer que les premières mesures de masses atomiques des isotopes n'aient été précises qu'à un ou deux centièmes près, puisque les valeurs apportées ont conduit au résultat capital que je viens de rappeler. Mais le dernier spectrographe établi par Aston, et mieux encore, l'appareil américain de Blakney, permettent d'atteindre le trente-millième dans la mesure des masses atomiques; on peut même pousser, dans certains cas, jusqu'au cent-millième par des méthodes dont je ne dirai rien sinon qu'elles sont fondées sur la considération des spectres lumineux donnés par chaque isotope.

A ce degré de précision, les poids atomiques ne sont plus rigoureusement des nombres entiers : celui de l'hydrogène, par exemple, est égal à 1,0078, celui du principal isotope du lithium vaut, non pas 6 exactement, mais 6,012 et ainsi de suite. Pour faibles qu'ils soient, ces nouveaux écarts posent un nouveau problème; il s'agit de les expliquer, ou, du moins, d'essayer.

Une première explication se présente naturellement : nous n'avons pas tenu compte des électrons; les nombres entiers correspondent à ceux des protons contenus dans l'atome, mais les électrons qui s'y surajoutent comptent aussi pour quelque chose; on évalue leur masse au deux-millième de celle du proton; à ce compte, l'atome d'hydrogène, formé d'un proton et d'un électron, devrait peser 1,0005; l'atome de lithium qui contient, avec 6 protons, 3 électrons nucléaires et 3 électrons planétaires, devrait avoir pour masse 6,003, et ainsi de suite. Ces corrections sont notoirement insuffisantes; il faut chercher autre chose.

Précisément, les hypothèses relativistes d'Einstein nous proposent une solution; elles aboutissent, on le sait, à considérer la Matière et l'Énergie comme identiques au fond; la Matière n'est que de l'Énergie condensée, qui peut retourner à sa seconde forme par le rayonnement : la lumière et la chaleur que le Soleil envoie, chaque minute, dans l'espace, sont produites aux dépens de 250 millions de tonnes de matière, perdue par l'astre pendant le même temps; ainsi, le rayonne-

ment des étoiles est entretenu, depuis des milliards d'années, par une véritable volatilisation de leur masse matérielle. Inversement, l'énergie rayonnante est douée d'inertie; elle possède donc une certaine masse, très petite à la vérité, et calculable dans la théorie d'Einstein.

Si l'on accepte ce point de vue, les choses peuvent s'interpréter comme suit : lorsque les éléments condensés de la matière se forment par l'association des électrons et des protons [1], cette combinaison s'accompagne d'un grand dégagement d'énergie, rayonnée, peut-être, sous forme de rayons cosmiques; à ce rayonnement correspond une perte de masse; la mesure précise des poids atomiques permet d'évaluer cette diminution, et d'en déduire l'énergie dégagée par la genèse de chaque élément. On voit tout de suite quel parti des physiciens très audacieux ont pu tirer de là : ils évaluent, aujourd'hui, la stabilité des atomes d'après l'énergie libérée lors de leur formation, comme Berthelot estimait, par la chaleur dégagée, la stabilité des composés chimiques; ils appliquent ces données aux corps radio-actifs, qui se trouvent naturellement plus instables que les autres; ils cherchent ce que doit être la structure des noyaux atomiques qui correspond à ces propriétés. Ainsi se crée, sous nos yeux, une « superchimie » dont les grandes lignes commencent d'apparaître. La science continue.

L. HOULLEVIGUE

1. Je laisse de côté, pour ne pas compliquer cet exposé, les théories toutes récentes qui font intervenir, en outre, les *neutrons* et les *positrons*.

L'UNION NATIONALE DEVANT L'OBSTACLE

Les « Journées de Février » que nous venons de vivre marqueront parmi les plus douloureusement expressives de notre histoire d'après-guerre. Elles virent le pavé de Paris rougi du sang français. Elles virent la Chambre des Députés menacée par une multitude grondante. Elles virent des sections d'anciens combattants, entraînant plus de vingt mille membres d'associations d'hommes du front derrière leurs chefs chevronnés et leurs drapeaux glorieux, criblés de balles sur le terrain de ces Champs-Élysées et de cette place de la Concorde où, il y a quinze ans, leur cohorte victorieuse avait été saluée des acclamations d'un peuple uni et triomphant! Car, depuis, des luttes fratricides s'étaient sourdement développées dans le sein de la patrie. Et, le soir tragique du 6 février, on devait assister à ce drame, sans précédent dans nos annales, de patriotes, *Croix de Feu* et *Briscards*, armés seulement de leurs étendards et du chant de la *Marseillaise*, atteints, dans la mêlée, par le feu des gardes...

Heures sombres où bon nombre de députés, en présence de l'émeute qui mêlait la manifestation pacifique des anciens combattants à une levée en masse de jeunesses véhémentes, en étaient réduits à s'enfuir, tous feux éteints, après une des plus pénibles séances d'impuissance et de démagogie...

Complot, révolution? On allait voir. La démonstration des *Croix de Feu* et de l'U. N. C. avait été annoncée, avec son itinéraire, le départ devant s'effectuer de la statue de Clemen-

ceau, sur les Champs-Élysées, et la dislocation à la Concorde. Point d'armes ni d'uniformes : on déploierait seulement les drapeaux. Les sections défileraient, précédées de leurs chefs, de leurs élus, sans aucun étalage de mutilés, dans une dignité et un ordre imposants, en portant de larges banderoles suffisamment expressives : « NOUS VOULONS UNE FRANCE HONNÊTE ET PROPRE! »

Rien dans tout cela de séditieux, rien même d'anti-républicain. Sans doute, certains groupements, plus proprement politiques, avaient-ils annoncé, de leur côté, qu'ils manifesteraient autour de la Chambre. Mais ce n'était point la première fois que ces jeunesses véhémentes, pour la plupart composées d'étudiants du Quartier latin, se livraient à de bruyants monômes, voire à des échauffourées avec la police, sans autres dégâts que quelques bancs déboulonnés, arbres malmenés et horions échangés. Tout le problème était donc, pour les pouvoirs publics responsables de l'ordre, de trouver une tactique telle que le défilé des combattants, soigneusement endigué et protégé à la fois, ne fût point emporté dans la bagarre, celle-ci pouvant très bien, au surplus, s'*organiser*, si l'on ose dire, par les procédés quasi classiques de la stratégie policière...

On sait qu'il en alla tout autrement. M. Frot, ministre de l'Intérieur, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il présentait, à son nouveau poste, toutes les insuffisances du débutant — comme, d'ailleurs, le Préfet de police improvisé qu'il avait commis la grave imprudence de nommer à la place de M. Chiappe — dirigeait le service d'ordre, de sa banquette, dans l'hémicycle et semblait plus intéressé par la discussion politique que par les événements extérieurs. On lui apportait, de temps en temps, des nouvelles du dehors et, bénévolement, il griffonnait de petits bouts de papier, sur son pupitre. Étaient-ce là les directions ministérielles données, au fur et à mesure des incidents, à la police et à la Garde?...

Et, pendant les nombreuses suspensions de séance — car le débat, en ce jour mémorable, n'avait abouti qu'à une succession de scrutins inutiles, mettant aux prises la majorité cartelliste et le gouvernement, qui fuyaient toute discussion et avaient hâte de s'en aller, et l'opposition qui voulait rester — le même

M. Frot, très entouré, affirmait en riant que « tout allait bien!... »

Il fallut le bruit de la fusillade, qui se rapprochait et parvenait à la Chambre, pour alerter sérieusement les députés. M. Scapini, puis M. Lionel de Tastes étaient accourus et, en plein Parlement, avaient crié au gouvernement l'horrible vérité : on tirait sur la foule! Ni M. Daladier, ni M. Frot, ni aucun des membres présents du Cabinet n'avaient bronché. Par contre, l'assemblée, toute bouleversée, s'abandonnait à un complet désarroi; gauche et droite s'invectivaient et menaçaient, une fois de plus, d'en venir aux mains. Nouvelle suspension, pendant laquelle quelques « honorables » allaient pouvoir assister, derrière les grilles cadenassées du Palais-Bourbon et du haut de la terrasse de leur buvette, à la scène effroyable qui se déroulait sur le pont. Spectacle d'émeute véritable : au bruit d'orage qui montait de la mêlée s'ajoutaient les coups de feu, tirés d'abord au hasard puis par salves, ce qui supposait un commandement du tir, lequel donnait même, par son rythme pressé, l'impression du crépitement des mitrailleuses.

Les quelque cinquante mille personnes cernées par des barrages meurtriers dans le cul-de-sac de la place de la Concorde — alors qu'il eût fallu entraîner les manifestants dans les avenues et rues adjacentes, selon le système bien connu des coupures — n'avaient que la ressource de se ruer aux issues. D'où la poussée terrible sur le pont et l'avance, sous le feu des gardes, d'une marée humaine, irrésistible et hurlante, vers la Chambre, plus gravement menacée de minute en minute...

Nous rappelons ces faits, auxquels nous avons assisté, hélas! pour en dégager, aussi impartialement que possible, les conditions dans lesquelles les ministres et maints députés durent s'enfuir littéralement, pour échapper à la vague populaire. Celle-ci, ayant essuyé soudain le feu des gardes, s'était transformée en une ruée farouche qui semblait devoir, d'un instant à l'autre, atteindre le Palais-Bourbon dont elle n'était plus séparée que par une faible distance. Baïonnette au canon, les sentinelles, aux portes et dans les cours, s'apprêtaient à une résistance désespérée. On voyait sortir des soldats de toutes parts, des bâtiments annexes du

palais et de l'hôtel de la présidence. Et la questure faisait annoncer qu'on ne tarderait pas à éteindre toutes les lumières intérieures, afin d'assurer à la Chambre l'ultime protection de l'obscurité totale. A l'inquiétude grandissante des couloirs enfiévrés succédait l'affolement. La fuite commençait...

Cette panique parlementaire, dont on n'a peut-être pas dit tout le caractère dramatique, dans l'ensemble des événements du 6 février, consacrait un fait d'une gravité indéniable : la pression de l'opinion publique sur la politique.

Déjà, le cabinet Chautemps s'était vu contraint de démissionner, au lendemain d'un vote de confiance que lui avait renouvelé la majorité cartelliste. Il était tombé sous la poussée de l'opinion, à la suite du scandale Stavisky et des démissions consécutives des ministres Dalimier et Raynaldy. Et, peu après, la Chambre, qui ne pouvait plus délibérer, depuis quelque temps, que sous la protection de forces policières, en était réduite, comme nous venons de le narrer, à fuir devant la foule soulevée.

Bien plus : le ministère Daladier, soutenu, comme son prédécesseur, par un vote massif de confiance du Cartel, ayant par surcroît dispersé l'émeute au prix d'une répression sanglante, devait s'en aller, dès le lendemain de l'événement, sous la menace de troubles plus graves encore.

Telle était la *situation révolutionnaire* avec laquelle, désormais, il allait falloir compter. Et le grand ministère de trêve et d'union qui allait suivre devait être formé en vertu de cet état de choses extraordinaire, à l'appel de la même opinion publique.

En réalité, le président Doumergue allait être plébiscité par tout un peuple et l'accueil enthousiaste que lui réservait la capitale a donné la mesure de l'action décisive du public dans l'évolution de la crise. Cette action était si forte, si péremptoire, qu'elle brisait les cadres de la majorité parlementaire la plus résolue et des partis les plus ardents. Elle imposait aux chefs de ces partis, la veille encore en bataille, non seulement d'arrêter leurs hostilités et de consentir une trêve immédiate, mais de se rapprocher, de s'unir. Dans la combinaison ainsi formée, M. Herriot voisinait avec M. Tardieu, M. Louis Marin avec M. Marquet. De la Fédération

Républicaine, dont les élus siègent au centre-droit et à droite, aux néo-socialistes, transfuges de l'extrême-gauche, une majorité d'union nationale s'affirmait soudain, selon la volonté de cette opinion populaire qui venait de s'exprimer surtout par la voix du grand Paris.

***

On pouvait penser que les partis et les groupes avaient été fortement impressionnés par la marche des manifestants sur le Palais-Bourbon, par la peur dont la Chambre s'était sentie saisie, le soir fatal, par les colères qui grondaient dans le pays. Et, effectivement, aussitôt la démission du ministère connue, la fièvre de la population parisienne ayant quelque peu baissé, la plupart des groupes politiques s'étaient réunis en hâte et prononcés en faveur de cette trêve, de cette union indispensables pour arrêter l'effusion de sang et pour rétablir le fonctionnement des institutions menacées.

Seuls, au parlement, les socialistes et les communistes, qui avaient pourtant participé à la débandade de bon nombre de députés le 6 février, refusaient l'apaisement et dressaient le pavois de la révolte, contre l'union nationale, sous le fallacieux prétexte de défendre une République qu'ils n'avaient cessé, jusque-là, de miner d'internationalisme et d'anarchie.

Une pareille opposition socialo-communiste n'aurait été qu'un demi-mal si, comme on était en droit de l'attendre du patriotisme et du bon sens des autres partis, elle n'avait trouvé, parmi les éléments nationaux groupés d'autre part dans la nouvelle majorité, aucune complicité ni complaisance. Les leaders de ces éléments ralliés à l'union n'avaient-ils pas conclu, en acceptant de collaborer à l'œuvre de salut public voulue par M. Doumergue, une sorte de pacte d'alliance qui commandait à leurs troupes de marcher loyalement vers les mêmes buts d'apaisement et de renouveau?

Cependant, trois journées ne s'étaient point écoulées, après la nuit tragique, que la politique oublieuse relevait la tête, au moins dans certains milieux où l'esprit cartelliste demeurait, maintenu par les liens fondamentaux des nécessités ou affinités électorales. Et ce feu qui couvait sous les cendres allait

tenter, sans laisser le moindre répit au pays inquiet, encore sous le coup des angoisses de ces douloureuses journées, de rallumer des incendies aux quatre coins de la France.

Il faut croire que les rancœurs et les haines politiciennes étaient vives et profondes, que les forces secrètes dont le jeu avait été dérangé par les événements restaient vivaces, que la sourde coalition de la démagogie, des clans et des appétits demeurait puissante, pour qu'on dût assister à une réaction aussi violente de l'extrêmisme : une véritable mobilisation du syndicalisme révolutionnaire, à l'appel de la C. G. T. et de la C. G. T. U., des sections socialistes et communistes réunies pour opposer un « front prolétarien » au « front bourgeois »! Le prétexte était de combattre un soi-disant fascisme, en voie de menacer la République, celle-ci n'étant point suffisamment représentée par le Cabinet Doumergue mais devant revenir, sans doute, à la notion que s'en font volontiers certains partis ou comités : la « République des camarades »...

C'est pourquoi l'appel aux « camarades » était lancé, pour une grève générale qu'on devait limiter à vingt-quatre heures afin de la mieux réussir. Et, pour justifier un tel mouvement, on invoquait cet imaginaire complot ourdi contre le pouvoir démocratique par des bandes fascistes, composées en majeure partie d'énergumènes, d'incendiaires, de tueurs de gardes, enfin d'une pègre sans nom qui aurait envahi Paris, le soir du 6 février, pour étouffer dans le sang les libertés du vrai peuple...

On allait jusqu'à nier obstinément la présence des combattants dans la rue, alors que cent mille Parisiens, sinon plus, les avaient vus défiler derrière leurs drapeaux et remplir les Champs-Élysées de leur masse imposante. Le nombre même des victimes, des tués et des blessés, dans leurs rangs, ne constituait pas une preuve suffisante pour les singuliers défenseurs du régime, qui s'empressaient de vouloir paralyser l'activité du pays et mettre la « légalité en vacances », dressés contre ceux qui, de 1914 à 1918, avaient pourtant contribué à une victoire autrement décisive de la République!

Sans doute, les *Croix de Feu*, les *Briscards*, les membres de l'U. N. C., tous les « anciens » qui avaient manifesté, pour réclamer « une République honnête et propre », n'étaient-ils

point les seuls sauveurs de la Patrie, car la guerre avait mêlé dans les tranchées toutes les opinions et toutes les classes. Et il ne pouvait s'agir, maintenant, d'accorder à tels ou tels milieux sociaux, à telles ou telles associations, un monopole quelconque de patriotisme exclusif. Raison de plus pour ne pas dresser les uns contre les autres, en frères ennemis, les Français embarqués, comme on dit, sur le même bateau! Raison de plus pour ne pas essayer cruellement de transformer l'explosion des mécontentements, des colères, à l'égard de certain parlementarisme vicié ou faussé par les scandales et les cabales, en une épouvantable guerre civile!

Pourtant c'est bien à quoi l'on visait, du côté des internationalistes, unis aux bolcheviks les plus authentiques, du côté des révolutionnaires avoués et qualifiés, qu'on ne savait pas, jusque-là, si attachés à la République et à la France. Pour défendre la liberté, on commençait par empêcher les travailleurs, de toutes catégories, de se rendre à leurs ateliers, chantiers ou bureaux; on privait le public du droit de donner libre cours à son activité et à ses besoins les plus légitimes; on faisait servir le syndicalisme, que la loi a autorisé pour des fins exclusivement professionnelles, comme machine de guerre politique, ce qui allait donner — notons-le en passant — un caractère aussi pénible qu'illégal à la grève des administrations publiques, sans aucun rapport avec les intérêts corporatifs qui n'étaient d'ailleurs pas en cause.

Quoi qu'il en soit, la « grève générale » eut lieu et ne fut point générale. On doit dire, à l'honneur des innombrables travailleurs alertés, que ce mouvement d'un jour ne suscita dans les masses qu'il visait aucun enthousiasme profond, même quand un souci de discipline syndicale faisait « marcher » toute une corporation, comme ce fut le cas pour les Postiers, tandis que l'intégralité des Cheminots assurait le trafic ferroviaire avec une exactitude exemplaire.

Il convient donc, dans cette affaire, de ne point rejeter sur la masse du prolétariat des responsabilités qui incombent seulement à quelques agitateurs et meneurs. Il convient aussi de ne pas accuser les grévistes des troubles et incidents de rue qui marquèrent, en divers points du territoire, la « journée rouge »; des actes de vandalisme qui furent, comme

à Marseille, où des malfaiteurs tirèrent sur les passants au hasard d'une randonnée automobile diabolique, le fait d'une « écume » surnageant toujours aux heures troubles quels que soient les manifestants.

***

Sagement, le Cabinet Doumergue, soucieux d'apaiser les esprits, n'avait pas donné à cette grève, aussi courte que partielle, plus d'importance qu'elle n'en méritait, préférant aborder sans retard l'œuvre constructive promise. Il s'était abstenu d'appliquer des sanctions administratives, à la suite du « mouvement », et il avait parlé de justice, de budget, inaugurant sa politique par une réponse à l'Allemagne sur le désarmement, aussi loyale que tonique.

Malgré cette attitude, l'intrigue politicienne se développait de nouveau. D'une part, M. Compère-Morel sonnait le « ralliement des gauches » et cet exilé du socialisme unifié, qui avait été l'un des champions de la scission dans son ancien parti tentait de recoller les morceaux du Cartel qu'il avait contribué à briser. Abandonnant M. Marquet, son compagnon de dissidence, qui venait d'entrer dans le ministère d'union, il se retournait vers M. Léon Blum et lui offrait une nouvelle alliance contre l'union nationale. D'autre part, le groupe S. F. I. O., déclarait une guerre ouverte et sans merci à cette union, en décidant de s'opposer par tous les moyens au vote du budget, d'engager une campagne intensive à travers le pays contre le ministère Doumergue, au rythme de cinquante réunions de propagande par mois, à Paris et en province; et cela en liaison étroite avec la C. G. T. et la C. G. T. U. qui devraient, de leur côté, battre le rappel de la solidarité ouvrière pour des grèves massives éventuelles, au mépris de la crise économique et du chômage grandissants.

Un plan de mobilisation et de guerre socialo-communiste avait été dressé selon les propositions de M. Léon Blum, adoptées sans discussion, avant que soient connus la déclaration et le programme du gouvernement. Et ainsi se sont manifestés un parti pris fondamental et une hostilité définitive avec lesquels il faudra compter, bon gré mal gré.

Mais comment les partis et les groupes nationaux, astreints à la trêve qu'ils se sont assignée, pourront-ils faire face à cette offensive d'extrémisme, sans rompre leur pacte d'union? Dilemme angoissant, mettant aux prises l'ordre et le désordre, ce dernier profitant de l'apaisement pour s'intensifier, en proportion inverse de la trêve consentie par ailleurs.

Ce n'est pas tout : une effervescence inattendue s'est fait jour jusque chez les radicaux, qu'on avait crus ralliés à la politique d'apaisement par l'adhésion spontanée et entière de M. Herriot à la grande équipe du président Doumergue. Il est vrai que les adversaires de l'union ne semblent se recruter que dans une fraction du groupe valoisien, formant l'aile gauche du parti et tournée vers le socialisme pour des raisons électorales, avec l'adjonction de quelques hommes ambitieux et mécontents, comme il y en a dans tous les partis, prêts à déserter ou trahir pour un maroquin.

Il a suffi, toutefois, de cette cabale pour amener le groupe à prendre une résolution inattendue, à savoir que le parti tiendrait dès le mois d'avril un congrès extraordinaire à Clermont-Ferrand, pour y discuter inopinément de tactique, d'unité, de politique pure. Et déjà l'on entrevoit quelque manœuvre, inspirée du fameux Congrès d'Angers, où les ministres radicaux collaborant avec M. Poincaré avaient été réduits à démissionner, sous un vague prétexte de défense laïque, d'où rupture de l'union nationale d'alors. On a annoncé, dans cet ordre d'idées, une motion incendiaire que présenterait un sénateur parmi les plus influents du parti et que soutiendraient les « jeunes turcs » associés, en l'occurrence, avec certains « vieux turcs » rongeant leur frein...

Cette agitation n'empêcha pas le gouvernement de réunir, dès sa présentation, la majorité éclatante que l'on sait. Plus de quatre cents voix se groupèrent pour le soutenir, et pour lui épargner tout débat oiseux d'interpellations, en dépit de l'anathème lancé contre lui par M. Léon Blum, du cri d'alarme poussé par le leader unifié au nom de libertés parlementaires et d'une légalité républicaine qu'il semblait peu qualifié, en tant que révolutionnaire, pour défendre. Mais la voix du chef socialiste ne devait pas trouver beaucoup d'écho dans l'assemblée. De la droite à la gauche, les députés avaient,

par contre, acclamé à plusieurs reprises le bon président Doumergue, dont la bonhomie et l'allant, la crânerie en face d'invectives communistes d'ailleurs sans importance, les déclarations sobres et nettes suivies de quelques observations touchantes, par leur sincérité et leur bon sens, devaient emporter une adhésion enthousiaste et immense.

Toutefois, à observer de près l'hémicycle, on constatait que, sur plusieurs travées radicales, des députés restaient figés, dans une expectative et un silence significatifs. Et cette opposition latente et muette, non encore déclarée, qui n'osa même pas se manifester dans le scrutin, sauf sous la forme réservée de quelques abstentions, planait comme une menace future sur l'union naissante...

Indifférent à l'intrigue, le gouvernement s'empressait d'agir : dès le premier jour, il obtenait le renvoi des interpellations après le budget, faisant ainsi passer les discours après l'action ; il déposait, en outre, un projet de loi qui permettrait un vote budgétaire global, et non plus par chapitre, ce qui évitera des complications, excès de procédure et de démagogie ; il prenait enfin l'initiative de la création d'une commission d'enquête pour élucider les responsabilités politiques dans les derniers scandales.

Il y avait vraiment quelque chose de changé, puisqu'on travaillait au lieu de pérorer, qu'on agissait au lieu de disputer sur tout, sous le signe d'une trêve qui, pour n'être pas totale, n'en donnait pas moins l'impression d'une sérieuse détente. Et, en ouvrant la session du Conseil National Économique, le président Doumergue lançait la formule de ralliement : *Ordre, Union, Travail.*

La commission d'enquête sur les scandales se complète maintenant d'une commission qui doit tenter d'éclaircir les circonstances des événements récents de la rue. Ce qui représente déjà une activité d'enquête et d'investigations peu commune. Mais on annonce, par ailleurs, des vacances pascales anticipées, aussitôt la besogne budgétaire liquidée...

On conçoit l'état d'esprit des adversaires du gouvernement, devant ces perspectives de réalisations immédiates et... de mise en congé prochaine. Comment, dans ces conditions, revenir aux luttes de partis et de classes, reconquérir le pouvoir, ral-

lumer les passions et les conflits si favorables aux jeux et profits politiciens?

Désespérant de « torpiller » le budget, de « noyauter » la majorité et même d'obtenir du congrès radical de Clermont-Ferrand un désaveu de l'Union nationale, l'opposition cartelliste et socialo-communisme met tout son espoir dans un conflit entre la province et Paris. On invoque, à cet effet, les journées sanglantes de février, pour tenter d'ameuter les comités provinciaux contre le soi-disant fascisme de la capitale. On exploite également la crise économique, la mévente du blé dans les campagnes, le chômage, dont on accuse le pouvoir central. Et ainsi l'on s'efforce de provoquer un divorce douloureux entre la tête et le corps de la France...

Reste à savoir si ce pays, instruit et édifié par l'expérience des dernières années, se laissera encore tromper grossièrement. Aussi vivaces que soient, chez nous, les vieilles rivalités politiques, faites de lieux communs passionnels et d'inévitable envie, la raison doit l'emporter, surtout lorsqu'elle s'appuie sur des nécessités vitales comme celles de l'ordre public, de la restauration des finances, de la sauvegarde extérieure. D'autant plus que nous assistons au réveil de mystiques salutaires, dans ce peuple généreux : mystique fondamentale de l'honnêteté et de l'honneur, mystique de l'action. Le sursaut constaté dans les masses, en particulier parmi ces classes moyennes qu'on croyait découragées et qu'on a vues se redresser, pour l'épuration de certaines mœurs et le salut de la France, est un signe des temps. La « politique pure » a perdu cette bataille décisive. L'Union nationale doit surmonter l'obstacle.

MARCEL LUCAIN

L'HISTOIRE

Pierre de La Gorce. — Le maréchal Fabert. — Le dernier des Stuarts. — Encore Marie-Antoinette. — Scandinavie et régions boréales.

M. Pierre de La Gorce a été arraché à sa table de travail à quatre-vingt-sept ans. Il était resté si jeune d'intelligence et de goût que sa fin paraît prématurée. On pourrait caractériser d'un mot sa qualité maîtresse : il avait l'élégance, il ne paraissait jamais porter un fardeau. Il avait le respect des idées et de la langue. Il ne rapportait pas des archives leur poussière. Nul ne songerait à le féliciter de son impartialité; il avait mieux, il avait la sympathie pour la pensée des autres, n'ayant pas besoin d'être intolérant pour se sentir sûr de la sienne. Et ceci, c'est l'élégance suprême.

Il avait d'autant plus de mérite à rester impartial qu'il n'était pas impassible. Il ne travaillait pas sur l'histoire ancienne, ou abstraite, ou anecdotique. Il traitait au contraire des sujets proches, discutés, dont nous vivons la suite. Il s'est cantonné dans l'histoire du siècle dernier, de la Révolution à la chute du Second Empire. Ce n'est pas une époque figée, il n'en parle pas comme d'un temps révolu. Il a débuté par l'*Histoire de la Seconde République* en deux volumes pour laquelle M. Barthou, saluant sa mémoire à l'Académie française, a témoigné une préférence. L'*Histoire du Second Empire* en sept volumes est plus généralement considérée comme son chef-d'œuvre, un chef-d'œuvre que nous quali-

fierons de durable puisqu'il n'y a rien en histoire de définitif. Son troisième grand ouvrage est l'*Histoire religieuse de la Révolution* en cinq volumes, originale, puisée aux sources, écrite avec une piété filiale qu'on lui a reprochée. Pierre de La Gorce a ses croyances et ne les cache pas, mais que de trouvailles, de fine psychologie, de compréhension des choses et des hommes! Mathiez, qui avait aussi l'âme d'un fureteur avec malheureusement celle d'un jacobin sectaire, a sans ménagement accusé Pierre de La Gorce de parti pris. Ce n'est pas de son côté qu'il y en a le plus manifestement.

Dans ses dernières œuvres, il est de plus en plus détaché des préoccupations étrangères à la science pure. Il se meut dans la sérénité. Le succès est venu à l'ancien magistrat démissionnaire de 1880, qui a sacrifié sa carrière à sa conscience. Il est de l'Académie des Sciences morales depuis 1907, de l'Académie française depuis 1914. Son *Histoire de la Seconde République* atteindra sa dixième édition, son *Histoire du Second Empire* la dix-septième, son *Histoire religieuse* la vingt-deuxième.

Ses derniers volumes sont tout à fait jeunes, allégés, charmants. Son *Louis XVIII*, son *Charles X*, son *Louis-Philippe* dépassent déjà vingt éditions. Le trait y est fin, le détail piquant, le fond solide. Ses jugements sont de plus en plus indépendants; l'âge est comme un sommet d'où les choses apparaissent plus dégagées des brouillards de la plaine. Nous avons ici même montré les mérites de ces derniers-nés d'une veine bien française, et le chant du cygne, *Napoléon III et sa politique*, recevait, il y a un mois, l'hommage qui lui était dû. L'école historique française a perdu en quinze jours deux de ses maîtres les plus aimés. Camille Jullian et Pierre de La Gorce traçaient leur ample sillon dans des terres bien éloignées. Mais tous deux avaient le culte de l'ouvrage bien fait. Tous deux, à ce titre, nous ont rendu un éminent service. Ils ont réagi contre les théoriciens et les praticiens de l'histoire illisible, qui menaçaient d'accréditer chez nous, par une réaction instinctive, la fâcheuse histoire romancée. Grâce à eux, nous sommes restés ou revenus à l'histoire solide et néanmoins accessible, bien composée, bien écrite, non pas bien pensante mais bien pensée.

***

Tout le monde sait du maréchal Fabert une chose : on le cite comme exemple d'un roturier devenu maréchal de France. Ce n'est qu'à moitié vrai. Le père du futur maréchal, Abraham Fabert, est commissaire de l'artillerie au gouvernement de Metz. Il est, par ailleurs, imprimeur juré de la ville de Metz depuis 1595. Le grand-père, Mangin Fabert, a été appelé par le duc de Lorraine de Strasbourg à Nancy comme directeur de l'Imprimerie ducale et s'est fixé depuis à Metz en conservant son titre. Il a publié pour l'église de Metz un missel qui est un chef-d'œuvre de l'art typographique. Ses services lui ont valu des lettres de noblesse lorraine. Abraham a acheté en outre le château de Moulins aux environs de Metz, il est seigneur, porte le titre de gentilhomme, a ses armoiries où figure un Hercule vêtu d'une peau de lion d'or. C'est donc un bourgeois qui n'a plus besoin de savonnette à vilain. Quand Henri IV, le 14 mai 1603, fait à Metz une entrée solennelle, le futur maréchal, qui s'appelle Abraham comme son père, a trois ans et demi. Il figure dans la compagnie des 120 jeunes enfants de bonnes familles qui, en costume de gala, l'épée au côté, fait accueil et escorte au roi. Le plus vieux n'a pas dix ans. Henri IV leur sourit en bon grand-père. Le minuscule Abraham Fabert est le plus jeune, non le moins martial. Ces bambins ne jouent pas au soldat, ils le sont déjà.

Il faut lire toute cette biographie, qui est un beau et large chapitre d'histoire générale, dans le *Maréchal Fabert* de M. Paul Renaudin (Desclée de Brouwer). Fabert est un d'Artagnan, un d'Artagnan moins jeune, qui n'est pas béarnais, qui n'a pas le panache et la gaieté du héros d'Alexandre Dumas, — d'ailleurs plus vrai qu'on ne croit, comme le montre l'*Histoire vraie des Trois mousquetaires* de M. Armand Praviel (Flammarion). Sans cesse combattant, souvent blessé, d'excellent conseil, Fabert ne sera pas toujours écouté parce que les grands chefs sont trop présompteux, pour accepter des avis ou trop indécis pour savoir en profiter. Fabert qui a porté les armes depuis l'âge de quatorze ans, n'a pas ces hésitations. Grièvement blessé au genou, les chirurgiens veulent lui couper la jambe. Il demande à entendre leurs rai-

sons. Ils dissertent une demi-heure devant sa couche. « Pardon, messieurs, interrompt le patient. Qui aura le gigot, aura le reste... je serai mon propre médecin. » Il fait mettre de la crème sur la blessure, l'inflammation se dissipe, il sauve sa cuisse. Inutile d'ajouter que la méthode n'est pas garantie.

Il est d'abord un protégé des Épernon. Malheureusement le cardinal de la Valette, un des fils du vieux duc, meurt avant que sa carrière ait pris figure. Le roi l'a remarqué, puis oublié, et Richelieu est prévenu contre lui. Il décide de quitter le service. Il a quarante ans, ce n'est plus l'âge où l'on violente la fortune à la force du poignet; les grades et les emplois supérieurs supposent, à défaut de naissance, la faveur. Il n'en a pas, il est pauvre, c'est le moment de se retirer sur une petite terre et de finir en gentilhomme campagnard. Il le dit sans fard ni ostentation au grand cardinal, qui s'y connaît en hommes et décide de s'attacher celui-là. Il lui fait obtenir une compagnie aux gardes dont le roi et le ministre paient le prix de 54 000 livres, prohibitif pour Fabert qui a renoncé à l'héritage paternel pour rester libre de suivre sa vocation.

Fabert est tout le contraire d'un sabreur sans réflexion. Ses études ont été médiocres, il boudait au latin et, dès l'âge de treize ans, il était entré comme cadet dans une compagnie du régiment des gardes en garnison à Metz. Il aura, comme un autre, duels et « carillons » c'est-à-dire frasques de toute espèce. Mais il avait travaillé mieux qu'au collège, il se passionne pour la géométrie, la fortification, le dessin. Sa bravoure n'est pas aveugle. Avant le fameux siège d'Arras, celui où est blessé Cyrano et où débute d'Artagnan, il avait préparé les opérations. « Je donnerais cent mille écus, avait dit Richelieu, pour savoir ce qui se passe à l'intérieur de la place. » Fabert y alla pour rien, déguisé en paysan. C'est lui aussi qui est chargé de mettre d'accord les trois maréchaux qui se partageaient le commandement et discutaient au lieu d'agir. Il leur apporte un petit billet de Richelieu : « Je ne suis point homme de guerre, écrivait le ministre... Vous répondez de vos têtes si vous ne prenez pas la ville. » Elle fut prise. Il est désormais officier de liaison entre les armées et la cour, sans poste fixe, ce qui ne l'empêche pas à l'occasion de participer à un siège ou à une bataille. « M. de Fabert, dit un jour

Louis XIII, a des talents admirables; il promet plus qu'on n'espère et tient plus qu'il ne promet. »

Entre le cardinal et le roi, il joue un rôle qui n'était pas toujours commode. Il a la faveur de l'un et la confiance de l'autre. Dans l'affaire Cinq-Mars, il contribue à détacher le roi de son favori. Il est auprès de lui au siège de Perpignan, alors que Richelieu a dû s'aliter à Narbonne. Fabert est sollicité par Cinq-Mars. Il ne se laisse pas tenter, il cherche au contraire à détourner du complot son ami de Thou. Cinq-Mars ne le lui pardonne pas. Il cherche à le ridiculiser devant le roi à qui Fabert rend compte de ce qui s'est passé à la tranchée. Le roi se fâche contre ce blanc-bec qui n'a pas mis le pied dans la tranchée et veut en parler savamment. Le favori sort en menaçant Fabert. C'est le commencement de sa perte. Quant à Fabert, après la prise de Perpignan, il est nommé gouverneur de Sedan, que le duc de Bouillon, compromis dans la conjuration de Cinq-Mars, s'est résigné à céder pour sauver le reste et peut-être sa tête. Comme Fabert n'est pas riche et qu'un gouverneur, surtout dans une place nouvellement conquise, doit tenir table ouverte, et avoir vaisselle plate, Richelieu lui donne dix mille écus comptant pour s'installer et lui promet mille livres par mois pour ses frais de réception, comme nous dirions aujourd'hui. Fabert, très lié avec Turenne, cadet du duc de Bouillon, craignait de le peiner en acceptant le gouvernement d'une ville enlevée à sa famille. Il lui fit part de son scrupule. « Si ma maison est contrainte de renoncer à Sedan, répondit Turenne, je préfère voir cette place entre vos mains qu'en celles d'aucun autre officier. »

Le rôle de Fabert à Sedan est une page de l'histoire de France. Il réussit d'abord à gagner le cœur des habitants, ensuite à faire de la ville une place de premier ordre sans qu'il en coutât rien au trésor. Pour stimuler le zèle de ses administrés, il s'était engagé à payer de ses propres deniers la moitié de la dépense. Et en même temps, il évite à la principauté la terrible misère du temps de la Fronde. Pour faire vivre le soldat sans ravager le pays, il faut lui payer sa solde, lui assurer des quartiers d'hiver réguliers, maintenir une discipline exacte mais juste, qui empêche la désertion, plaie endémique des armées d'alors. Fabert y réussit dans son secteur de la fron-

tière champenoise : en deux ans, il ne lui manque pas un cavalier. Et, devançant Vauban, il présente à Mazarin un mémoire sur la taille dont l'idée essentielle est originale, toujours juste et toujours d'actualité. A la taille personnelle il faut substituer la taille réelle, basée sur un cadastre. C'est déjà le principe des Droits de l'homme.

La récompense suprême, le bâton de maréchal, ne vint qu'en 1658. C'était le couronnement d'une carrière complète. Ce qu'il y a de rare et presque de nouveau dans le cas de Fabert, ce n'est pas, comme on le dit trop, qu'un roturier fût appelé à la dignité de maréchal — il était de famille bourgeoise suffisamment anoblie comme un Vauban ou un Catinat. Ce qui était quasi sans exemple, c'est qu'il avait passé par tous les grades, comme il est de règle dans nos armées d'aujourd'hui. Il le dit lui-même : « J'ay continuellement servy et monté de charge en charge, en sorte qu'il n'y en a aucune dans l'infanterie, dans la cavalerie et dans les publicques... que je n'aye exercée. »

Il est une autre distinction que Fabert ne se crut pas le droit d'accepter, faute de naissance. C'est le cordon du Saint-Esprit, le cordon bleu. L'ordre remontait à Henri III (1578) et les statuts portaient que nul ne pouvait être fait chevalier s'il n'était « gentilhomme de nom et d'armes depuis trois races paternelles ». On n'y regardait pas de trop près. Dans une promotion extraordinaire de 1661, Fabert trouve place parmi soixante et onze nouveaux chevaliers. Il n'avait pas les trois races requises. Son père avait été anobli en 1603 par Henri IV, son grand-père l'avait été au titre lorrain par le duc Charles III, ce qui à la rigueur pouvait compter comme un second quartier, mais le troisième faisait assurément défaut. Fabert aurait pu, comme bien d'autres, produire des preuves de noblesse complaisantes, — fictives, pour tout dire. Ce n'est pas son genre. Allait-il demander au roi une dispense? Le roi ne se croit pas le droit d'en accorder. Le plus simple serait de ne rien dire, car Louis XIV sait à quoi s'en tenir et s'il a passé outre, ce n'est pas pour exiger ensuite des justifications. Mais Fabert est d'une conscience intraitable. Il exprime au ministre Le Tellier, « l'horreur que lui donne la pensée de faire une fausseté » et il écrit en même temps au roi pour

lui faire connaître la « difficulté insurmontable qui l'oblige à renoncer à l'honneur que Sa Majesté voulait lui faire ». Tout le monde l'approuve y compris ceux qui avaient eu moins de scrupules. Le Tellier lui répond : « Votre conduite est infiniment plus honorable que l'honneur même qui vous était destiné ». Le roi aussi lui écrit une très belle lettre : « Ce rare exemple de probité me paraît si admirable que je vous assure que je le regarde comme un ornement de mon règne. »

Nous ne connaissons pas Fabert entièrement peint par lui-même. Ses mémoires autographes s'arrêtent en 1639; il a lui-même brûlé une partie de ses papiers, non par crainte de n'avoir pas été véridique, mais par crainte de faire tort à ses enfants par sa franchise : « Ils liront ces particularités écrites de ma main, ils soutiendront qu'elles sont véritables, ce qui leur attirera bien des affaires; on a tellement déguisé les événements dans le commerce du monde que ce sont aujourd'hui des choses presque opposées à ce qu'elles estaient dans leur commencement. » Parmi les biographies qui lui avaient été déjà consacrées, celle du colonel Bourelly en deux volumes (Perrin) est fort louable. Celle-ci, plus ramassée, est tout à fait recommandable.

***

Les Stuarts sont un exemple de dynastie tragique. Comme rois d'Écosse, ils ont collectionné les catastrophes. Jacques Ier a été assassiné par ses sujets après avoir été dix-huit ans prisonnier en Angleterre. Jacques II est tué à vingt-neuf ans en combattant contre les Anglais. Jacques III meurt aussi dans un combat, mais un combat contre ses sujets. Jacques IV reste de même sur un champ de bataille, cette fois contre les Anglais. Sa petite-fille, Marie Stuart, a un sort encore plus dramatique et son petit-fils à elle, Charles Ier, a la tête tranchée par ses nouveaux sujets d'Angleterre. Enfin, Jacques II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, est chassé de ses trois royaumes et son fils, reconnu par Louis XIV sous le nom de Jacques III, ne régnera jamais et mourra à Rome, exilé même de France, après une vaine tentative de restauration qui n'aboutit qu'à faire décimer ses partisans. Il y a contre

les Stuarts et spécialement contre les Jacques Stuart, une véritable fatalité qui est peut-être tout bonnement leur commune incapacité.

Le dernier de la dynastie n'est pas un Jacques, c'est un Charles-Édouard, mais il est bien de la famille. M. Dumont-Wilden lui a consacré un volume, *Charles-Édouard, le dernier des Stuarts* (Colin) qui a l'attrait d'un roman, un roman d'aventures, et qui est pourtant de l'histoire pure. Sa vie est celle d'un héros de chanson de geste, mais dont la geste héroïque n'a qu'une saison. Il a joué un coup de dés absurde, a failli le gagner parce que les coups les plus fous réussissent parfois, et l'a perdu pour n'avoir pas su se limiter, se contenter du vieux trône ancestral qu'on ne lui aurait pas trop disputé.

Et après cette belle équipée de jeunesse, où il est l'idole de toutes les femmes et la coqueluche de toute l'Europe, il s'abandonne, il se « dégonfle » comme on dit piteusement aujourd'hui, et on ne l'a jamais dit plus à propos. Il n'est plus rien, c'est une loque humaine qui traîne au hasard sa misère morale et physique. Il sombre dans l'ivrognerie grossière, on le marie à une jeune héritière sans héritage, à laquelle il apporte une couronne de théâtre sans aucun théâtre, car personne ne lui reconnaît le titre de roi même par courtoisie. Il est du reste si insupportable, si antipathique que tout le monde donne raison à la Reine d'occasion quand elle abandonne son triste époux pour le comte Alfieri, qui n'est peut-être pas comte mais qui est poète. Elle est la fameuse comtesse d'Albany dont le salon florentin restera durant quarante ans un des centres cosmopolites de l'Europe. Charles-Édouard survit encore six ans à cette infortune et meurt sans autre postérité qu'une fille naturelle qui lui survivra peu, à la veille de la Révolution, en 1788, âgé de soixante-sept ans d'après son acte de naissance, hors d'âge et hors cadre depuis longtemps en réalité. On fit des funérailles royales à ce Roi que personne n'avait reconnu.

M. Dumont-Wilden a eu la curiosité de retracer historiquement la chevauchée de 1745-1746 à laquelle Walter Scott a prêté ses couleurs longtemps triomphales. Le prétendant n'a pas été aidé par la France comme il l'espérait, mais, pour tout dire, il se plaisait à espérer ce qu'on ne lui avait pas promis.

La victoire de Fontenoy lui préparait les voies en immobilisant hors de l'Angleterre l'armée anglaise. C'était beaucoup, ce n'était pas assez pour renverser la maison de Hanovre qui, à défaut de popularité, avait au moins pour elle le sentiment populaire résolument antipapiste. Charles-Édouard n'était pas un catholique militant, il avait le scepticisme de son siècle, il se fera protestant à un moment donné, quitte à revenir au catholicisme quand il ne lui restera pour refuge que la Rome pontificale où son frère est cardinal. Mais il porte le poids du péché originel : les Anglicans et aussi les Presbytériens d'Écosse restaient défiants d'un Stuart, même d'un Stuart plus ou moins teinté de l'esprit philosophe. Quant aux clans des Highlanders, leur féodal dévouement s'arrête aux frontières de leur pays natal. Ils sont irréductibles chez eux, comme nos Vendéens de la Révolution; leur horizon ne s'étend pas au-delà des landes ancestrales et l'idée de percer jusqu'à Londres ne leur dit rien qui vaille. En quoi d'ailleurs, ils n'ont pas tort. Un roi d'Écosse devenu roi d'Angleterre n'est plus un roi d'Écosse. Il l'est un peu comme le roi de France était roi de Navarre.

Charles-Édouard, conclut M. Dumont-Wilden, « est le type du héros manqué ». Son livre n'est pas un livre manqué.

***

L'être moyen dans une existence paisible reste moyen et insignifiant. Marie-Antoinette était une femme moyenne, sans rien d'extraordinaire. Si elle avait vécu un demi-siècle auparavant, elle aurait vécu comme toute princesse de son rang. Étant frivole, agitée, dépensière, coquette et courtisée, elle aurait bavardé, minaudé, joué aux grâces, lancé des modes, passé des nuits au bal ou au pharaon, mis des enfants au monde tous les dix-huit mois et se serait éteinte avant la cinquantaine, suivie d'une oraison funèbre conforme aux lois du genre que personne ne lirait aujourd'hui, pas plus qu'on ne songerait à distinguer sa tombe, dans quelque crypte royale, des tombes de ses nombreuses semblables. Et elle-même n'aurait jamais soupçonné les qualités profondes qui se cachaient sous son

enveloppe superficielle de princesse quelconque. Elle serait morte heureuse sans avoir eu d'histoire et sans en laisser. Au contraire elle est morte grandie par la souffrance, haussée jusqu'au martyre, avec pour piédestal l'échafaud. Elle a dit elle-même, dans une intuition poignante : « C'est dans le malheur qu'on sent davantage ce qu'on est. » Oui, et c'est aussi alors qu'on le montre.

Le très grand succès que la *Marie-Antoinette* de M. Stefan Zweig remporte sous sa forme française (Grasset) s'explique. La traduction d'Alzir Hella est excellente, ce qui est plus important qu'on ne paraît parfois le croire. Le livre de M. Zweig paraît à l'heure où l'histoire de Marie-Antoinette est devenue possible. Traînée dans la boue à la veille et au cours de la Révolution, promue à l'état de sainte sous la Restauration, Marie-Antoinette a été pendant un siècle impossible à étudier historiquement. Même sous le Second Empire, le culte que lui avait voué l'impératrice ne permettait pas de toucher à la légende. La destruction ou la mutilation de certains dossiers fondamentaux a continué depuis à obscurcir les points qu'une sorte de piété obligatoire avait laissés dans l'ombre. C'est seulement depuis quelques années qu'on a commencé à soulever le voile. Deux sources se sont ouvertes, non sans dérivations préalables malheureusement. Ce qui reste des papiers Fersen a livré son secret. Nous n'aurions plus rien à nous demander si le vieux baron Klinkowstroëm, descendant et héritier de Fersen, ne les avait brûlés avant de mourir aux environs de 1900. Un journaliste alors en vue, Pierre Giffard, qui n'était nullement un spécialiste, les avait entrevus et m'en avait témoigné sa stupéfaction peu avant cette date. Quant aux archives de Vienne, elles nous ont révélé ce qui a été conservé de la correspondance de Marie-Antoinette avec sa mère et des lettres de l'ambassadeur de la maison d'Autriche, Mercy-Argenteau. Ces documents de première main ont remis à leur place, au bas bout de la table, toute la littérature hagiographique élaborée sous Louis XVIII et Charles X, où des souvenirs infimes d'antichambre ou d'office cachaient leur infirmité documentaire sous le manteau respectueux des anecdotes édifiantes et sentimentales.

M. Zweig fait bon marché de ce fatras bien intentionné et

ce n'est pas une des moindres séductions de son œuvre. Nous pouvons d'autant mieux en apprécier l'originalité que la *Correspondance entre Marie-Thérèse et Marie-Antoinette* vient justement d'être éditée avec introduction et notes de M. Georges Girard, déjà connu par plusieurs publications intéressantes (Grasset). C'est la première fois que ces lettres intimes — d'une intimité parfois confidentielle et presque embarrassante — sont publiées dans leur texte intégral. Sur les cent soixante-sept lettres ici recueillies, cinquante-neuf avaient été mutilées dans les publications antérieures et deux sont entièrement inédites. Évidemment, il en manque, car un courrier faisait chaque mois le trajet aller et retour en passant par Bruxelles et ce commerce dura dix ans (1770-1780). Il y a des années particulièrement creuses (six lettres en tout pour 1770 alors qu'il y en a trente en 1778). Beaucoup ont disparu, soit qu'elles n'aient pas été recopiées, soit qu'elles aient été détruites. En tout cas, nous avons maintenant tout ce qui est resté aux Archives de Vienne. A titre de commentaire, on donne les passages des lettres de Mercy-Argenteau confirmant et plus souvent rectifiant celles de Marie-Antoinette. Car l'ambassadeur de l'impératrice était en même temps l'homme de confiance de la mère, et chacun de ses envois contenait un rapport ostensible et un rapport strictement confidentiel (*Tibi soli*, pour vous seule). La Reine ne s'en doutait pas, ne s'expliquait pas comment sa mère était si bien au courant des détails les plus secrets de son ménage et de sa conduite privée. Elle ne soupçonna jamais son lecteur, l'abbé de Vermond, d'être un observateur au service de Mercy-Argenteau. Grâce à ces petits papiers, nous savons ce qui se passe dans les entours de Marie-Antoinette et même dans son alcôve au point d'en être gênés. Nous avons l'impression de regarder par le trou de la serrure. Tout est grand chez les grands, mais rien n'est secret chez eux.

Sur le cas Fersen, M. Zweig partage l'opinion suggérée par certains passages du journal intime de Louis XVI. Le roi savait à quoi s'en tenir, mais ses torts — réels encore qu'involontaires — de mari inefficace d'abord, inintéressant ensuite, lui faisaient une sorte de devoir d'accepter la situation. Saint-Priest qui n'a aucune hostilité contre la reine, qui est le

témoin quotidien de la vie de la cour dans tous ses détails, écrit tout uniment : « Elle avait trouvé le moyen de lui faire agréer sa liaison avec le comte Fersen. » Et ceci explique certains faits qui paraissent sans cela difficiles à comprendre. Par exemple, on s'étonne et on déplore que Fersen, qui a organisé la fuite de Varennes, quitte la famille royale à Bondy au lieu de l'escorter jusqu'au bout, alors que la présence d'un homme résolu, prompt à décider et à agir, eût été singulièrement utile. C'est le roi qui a exigé cette séparation. Pourquoi? Pour ne pas compromettre Fersen, pour ne pas l'exposer? C'eût été faire injure à ce modèle de dévouement et de bravoure. En réalité, le roi, qui a l'esprit lent mais qui ne manque pas de bon sens, qui en a même beaucoup quand il a eu le temps de réfléchir, et qui n'ignore pas ce qu'on dit de Fersen et de la reine, a jugé que sa dignité ne lui permettait pas de voyager et d'arriver à Metz sous sa protection. « Il n'a pas voulu », écrit Fersen dans son journal, sans commentaire.

***

Il ne faut pas laisser passer sans les signaler les ouvrages vraiment précieux et durables comme les volumes de la Géographie universelle de Gallois-Vidal de la Blache. Le dernier, *États scandinaves-Régions polaires* (Colin), est de M. Zimmermann, chargé de cours à l'Université de Lyon, spécialiste réputé qui depuis quarante ans s'est consacré aux langues et aux régions scandinaves. Il pose bien des problèmes. Du point de vue historique, comment expliquer que les pays scandinaves si peu peuplés, mais si homogènes comme population n'aient jamais pu s'unifier? La Suède et la Norvège, enfermées dans la même péninsule, n'ont pu s'accommoder d'une unité réduite à la simple personne du souverain. Ces Scandinaves sont comme les Slaves balkaniques. Ce ne sont pas des frères ennemis, mais ils sont frères plutôt qu'amis, avec cette différence toute à l'avantage des Scandinaves qu'ils ont des frontières séculaires, incontestées, qui n'ont pas besoin d'être défendues parce qu'elles ne courent aucun risque d'être attaquées.

Si intéressante que puisse être l'étude des trois royaumes scandinaves, c'est encore plus l'étude des régions polaires qui

retient la curiosité. Ici, M. Zimmermann met au point les résultats de trois siècles et demi d'explorations et de travaux sur ces terres polaires longtemps ignorées et plus ou moins réputées inaccessibles, aujourd'hui si bien connues qu'on arrive à se les contester. Sur l'Islande, sur le Groenland, il est difficile de trouver plus de renseignements et en si peu de mots. Le problème esquimau est traité en quelques pages, mais tout y est. Certes, il est permis de ne pas se passionner pour ces infiniment petits : les 16 000 Esquimaux du Groenland sont un peu comme les aurochs des forêts domaniales du temps des tsars, un objet de curiosité plus que de préoccupation. Nous n'avons garde de le leur reprocher, les sujets de préoccupation ne nous manquent pas. La répartition de la race esquimaude, sur tout le littoral arctique ne nous menace pas de complications issues du principe des nationalités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il n'en est pas moins curieux de constater que ces 200 000 Esquimaux, qui peuplent, si l'on peut dire, tout le périple du pôle Nord, ont une même origine au point que leurs dialectes extrêmes aujourd'hui encore, ne diffèrent pas plus, dit un de ceux qui les ont le mieux étudiés, que l'allemand de l'anglais.

Ces pays naguère inaccessibles deviennent région de tourisme. Des croisières mènent au Spitzberg comme d'autres en Égypte. On n'y trouve pas d'Esquimaux, il n'y en a même jamais eu et les espèces animales qui pullulaient avant la visite de l'homme civilisé se raréfient au point de disparaître, si l'on n'y met bon ordre. Le morse n'existe plus ni l'ours blanc sur la rive ouest; les cétacés ne se montrent plus guère; les rennes diminuent d'une façon si inquiétante qu'il a fallu en interdire la chasse pendant dix ans pour sauver l'espèce : malheureusement cette interdiction doit finir cette année. Les mines de houille ne remplacent pas la faune polaire comme pittoresque et leur exploitation se ralentit sans cesse. Elle ne se maintient que grâce aux subventions de l'État norvégien, possesseur du Spitzberg, d'où son nom actuel Svalbard, exhumé du moyen âge et peut-être légendaire.

A. ALBERT PETIT

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Il y a chez M. Drieu la Rochelle une bonne foi qui commande la sympathie. Écoutez-le parler. Personne n'a moins honte de ce qu'il ignore. Il questionne, il réfléchit, il s'interroge lui-même, il répond avec candeur. Je ne lui connais ni préjugé, ni parti pris. Son esprit est nu, et comme innocent. Il s'est ainsi interrogé au sujet de la guerre, et de cet examen de conscience, il a fait un livre qu'il a appelé *la Comédie de Charleroi.*

La première nouvelle est faite en effet des souvenirs d'un combattant, ravivés par une visite au champ de bataille. Le narrateur est alors le secrétaire d'une mère qui cherche, en 1919, le corps de son fils, et qui promène sur le champ de bataille une douleur d'infirmière-major. Le secrétaire se souvient, et nous retrouvons avec lui ses souvenirs du 24 août 1914, En somme il s'est très bien conduit. Il a entraîné ses camarades à la charge. Il a été blessé, mais quelles étaient ses pensées?

Les premières balles font leur bruit de mouches. On se terrait, mais on n'avait pas trop peur. Personne ne serait touché. Puis quand elles devinrent trop cinglantes, on ressentit en même temps la peur et la colère. C'est là l'émotion collective. Quant au narrateur, voici ce qu'il nous dit. « Les premières balles m'avaient trouvé encore engourdi; je ne les avais pas trouvées trop dangereuses. Puis je les avais trouvées dangereuses. Puis je m'étais habitué. » Vient ensuite une période d'oscillation, où tantôt il se sent patriote, et tantôt il se sent un zéro, une nullité, un pleutre. A d'autres moments, de plus en plus nombreux, il est encore différent. « Je m'échauf-

fais. Adieu le sommeil. Je me levais, je me dressais à mi-corps au-dessus du talus... Décidément, je ne pouvais plus tenir en place. Autour de moi les hommes étaient très étonnés. Ils me regardaient avec inquiétude, car ils pressentaient tout de suite que ma lubie pouvait les mener loin... » Mais aucun de ces hommes ne pense à lui reprocher d'être brave. Peut-être même, au fond de leur inertie sempiternelle, n'attendent-ils qu'un appel.

Cette excitation continuant, notre homme éprouve le besoin d'intervenir dans le commandement. Une section amie, comme on dit, leur tire dans le dos. Il faut demander au commandant d'être déplacés. Mais tant de zèle paraît suspect au sergent et au lieutenant. Enfin, qu'il y aille! Il court gauchement sous les balles, il fait le salut militaire. Le commandant avec un juron lui crie de se coucher. Il expose sa mission, il reçoit l'ordre de se replier à gauche, dans un creux, près d'un bois. Comme une batterie de 75 va arriver, la section sera là en soutien d'artillerie. Impressions combinées. En face, une mitrailleuse allemande tire d'un pigeonnier. Sur les têtes, le sifflement, le craquement, le bruit de train, l'explosion énorme des obus. Enfin le 75 arrive, juste au moment où les Allemands sortent du bois. Six coups en rectangle, six paquets d'Allemands qui sautent. Mais, naturellement la punition vient tout de suite. Sous le feu, suivant l'usage insensé du temps, la section se met en tortue. Un seul percutant l'anéantirait. Elle échappe, elle se disperse, à plat contre le sol. Et voici que ces hommes cachés et isolés commencent à en avoir assez d'attendre et de subir. Ils se rassemblent autour d'un arbre. Il peut être deux heures de l'après-midi. On dirait qu'une nécessité exige que quelque chose se passe. On y va? Qui commence? Il faut que quelqu'un se lève le premier. « Après tout, il y a moi, » pense le narrateur. « Je me levai tout entier. Alors, tout d'un coup il s'est produit quelque chose d'extraordinaire. Je m'étais levé, levé entre les morts, entre les larves... Je criais, j'étais debout au milieu du champ de bataille. Je courais, je trébuchais, je criais. » Les hommes couraient et criaient avec lui. Soudain ils tombèrent dans un trou, et la charge fut brisée.

Quelle force a entraîné l'homme que Dieu fait parler? Il y

a sans doute un flux et un reflux, un besoin d'agir, une énergie, d'abord enchaînée par la peur, et qui se déchaîne. Mais il y a aussi le besoin de devenir un chef : non seulement un homme qui se donne, mais un homme qui prend. « J'étais un chef. Je voulais m'emparer de tous ces hommes autour de moi, m'en accroître, les accroître par moi et nous lancer tous en bloc, moi en pointe, à travers l'univers. »

Les sentiments se succèdent comme l'ombre ou la lumière. Une fois dans le trou, les hommes étaient à l'abri des balles, mais l'ennemi progressant à gauche, ils se trouvaient en danger d'être pris. « Je ne voulais pas être prisonnier. » C'est la tentation de l'orgueil. De là tout un enchaînement de pensées. Je n'accepte pas la fatalité totale de servir perdu dans la masse. La guerre n'est plus la guerre, mais une révolte de la matière. On ne se bat plus contre l'homme, mais contre un déversement absurde de tonnes d'acier. On ne peut pas se battre contre un tremblement de terre. Et voici venir la pensée de la fuite, — la fuite pour ne pas être pris.

Et voilà l'homme hors de son trou, qui court vers les bois, sous les balles. Un coup sur la nuque. Il est blessé. Du coup il se sent hors du jeu. « J'étais dans le passé, un combattant qui avait combattu. J'étais hors de l'armée, hors de la guerre, presque un civil. J'étais consacré, je pouvais me permettre tous les orgueils et toutes les lâchetés. » Il se retire seul, dans la plaine vide. Il rejoint un train de blessés; on le panse et il est évacué.

C'est un besoin vital pour les Français, que d'ordonner leurs sentiments jusqu'à ce qu'ils en aient fait un système logique. Au premier abord, le récit de M. Drieu la Rochelle semble incohérent comme un homme. Je vous fais grâce des révoltes physiques, et pareillement des inhibitions, qu'il raconte avec simplicité. Mais on le voit tantôt héroïque, tantôt terré dans son trou, et il semble fait de contradictions. Quand on regarde mieux, on reconnaît deux sentiments très forts, qui expliquent sa conduite singulière. Le premier est l'instinct d'agir en chef; le second est sa haine, dans cette guerre, de ce qui est inhumain, — je veux dire, de ce qui n'est pas du règne de l'homme, la débâcle d'acier, la catastrophe cosmique, — l'horreur d'être perdu sur une planète en révolte. La conséquence est

une tendance à se séparer de la masse, non par lâcheté, mais plutôt par indépendance. Ce que celui qui parle ne supporte pas, c'est d'être perdu dans la foule sans volonté, de se battre contre la matière inerte. Au fond le même instinct qui lui commande de prendre les initiatives d'un chef, lui défend de faire foule avec les vaincus, ou simplement d'être une machine dans le rang. C'est ce qu'il exprime en disant qu'à la prochaine guerre, il sera colonel ou déserteur.

En définitive quatre éléments : la peur, naturellement, et quel combattant en a été exempt? — puis au fond de cette peur, la colère; — puis le besoin de commander et de prendre une initiative; — puis cette morne et désespérante constatation, que la guerre moderne réduit l'homme à n'être rien. On remarquera que ces sentiments se contredisent et s'annulent deux à deux. M. Drieu la Rochelle les a réunis tous dans une seule phrase, qui est la quintessence de son livre. « J'ai eu très peur à la guerre à certains moments. J'ai mis du temps à comprendre que j'aurais ressenti un trouble moins fréquent et moins profond, — au fond duquel j'aperçois la colère virile, — si la guerre moderne n'était pas la négation de l'homme — et, accessoirement, si j'avais pu être un chef. »

Il est impossible de mieux définir son œuvre et les autres nouvelles ne sont guère que des commentaires, d'ailleurs vivants et pathétiques, sur les mêmes thèmes. Tantôt nous le voyons mener aux Dardanelles une section bariolée, où la présence de quelques gouapes pose la question du commandement; tantôt nous le voyons à Thiaumont, dans le plus noir de l'enfer, au milieu de ces obus qui arrivent comme des locomotives, qui éventrent et qui emmurent. — Tantôt il feint, dans des dialogues visiblement concertés, de rencontrer soit un officier de tirailleurs que cette guerre dégoûte et qui va se battre en Afrique, d'homme à homme, — soit un déserteur, qui n'est pas un lâche, mais un indiscipliné, et qui proclame le droit de vivre sa destinée particulière.

Le dialogue avec le déserteur, en Amérique du Sud, est significatif. C'est un homme qui échappe aux classifications. « Je ne suis pas un intellectuel, dit-il, parce que je ne reconnais que l'expérience et la pratique. Mes pensées sont le fruit de la connaissance que j'ai acquise de ma nature et de la nature

des hommes et de mes possibilités d'accommodement avec eux. Je ne suis pas un bourgeois, car j'ai toujours mis mes besoins au-dessus de mes intérêts. » Il n'est pas non plus un prolétaire, ni un gentilhomme. Au fond, il est simplement un homme.

Et c'est là en effet le problème qui est posé dans tout l'ouvrage : l'homme en face de la guerre moderne, — autant dire l'homme en face de la machine. Drieu a choisi cet homme entre les plus complexes, les plus lucides et les plus incertains, soit par sympathie naturelle, soit pour mieux faire miroiter toutes les facettes de l'esprit. Tantôt il apparaît comme un brave soldat nourri de patriotisme; tantôt comme un anarchiste de raisonnement; tantôt le zèle l'emporte : « Il y a toujours en moi, dit-il, une vieille énergie qui travaille. Je ne peux pas voir de l'ouvrage mal fait. Je m'en vais ou je fais marcher le truc »; tantôt il a envie d'en prendre et d'en laisser. Soudain excité par le combat, il ne fait plus ce qu'il veut; il est capable d'être un héros malgré lui, et pourtant conscient : « A ce moment, je me dis que si je fais ça (il est monté sur le parapet) c'est que j'ai vraiment envie de crever et que vraiment je vais crever. » D'autres fois encore, il sent que pour avoir vécu, il faut qu'il ait partagé la misère de la foule. C'est un socialiste individualiste. Il étale ingénument ses contradictions. Il a horreur des gens gonflés. Mais sa sincérité lui vaut souvent d'être suspect. Blessé en 1916, voici qu'après une année de convalescence et de postes de fantaisie, il est repris à la fin de 1917 d'un obscur regret de vrai front. « On me versa dans le service armé, au milieu de l'écœurement haineux des braves types qui étaient là verts d'angoisse, suppliant qu'on les déclarât infirmes, informes, bons à rien. » Le lendemain de cet exploit, il rencontre une femme dont il est aimé, et qui le fait reverser dans le service auxiliaire. Mais au printemps il a de nouveau des scrupules. Après deux années, le soldat qui s'est battu à Verdun s'obstine à survivre en lui. « Je ne comprenais pas que j'étais devenu un autre homme, mais que j'étais victime des dernières ruades du vieil homme qui ne voulait pas mourir, qui se survivait. Nous nous prenons ainsi souvent les pieds dans nos vieilles peaux. » — Le voilà interprète à l'armée américaine. L'armistice est proche. Il veut

encore faire une promenade dangereuse. Il a le sentiment qu'ayant joué quatre ans avec le feu, il ne peut pas faire Charlemagne, et se retirer avant la fin. Il est seul dans un bois marmité, mais c'est pour lui seul qu'il veut avoir du courage. Il repasse encore une fois son examen de conscience. Il a fait ses preuves. « Camarades de Champagne et d'ailleurs, songe-t-il, témoignez! » Mais il y a aussi des jours où il a tremblé. La persévérance quotidienne lui a manqué. Qu'il la remplace par un dernier éclat. Comme il songe ainsi, il rencontre deux blessés : l'un allègre, qui s'en va joyeusement au repos, le bras troué; l'autre qui n'est plus qu'une face hurlante, informe, arrachée, sans nez, et sans yeux, et qui vivra. Tels sont les destins. Et la pensée de notre héros est toute concentrée dans un refus de courir le lendemain un danger pareil. Il l'aurait pourtant couru, n'en doutez pas, si la division n'avait été relevée ce jour-là.

Tel est l'homme qu'a peint Drieu la Rochelle. Il n'a pas fait seulement, comme il le dit, un manuel de combat d'infanterie. Il est vrai que, dédoublant son héros, il a montré en détail, dans des personnages particuliers, chacun des traits de son caractère; il est vrai encore que ces images simples font une collection de tout ce qui se voit à la guerre. Mais au milieu de toutes ces figures de lui-même, le personnage principal reste au premier plan. Il est le vrai sujet du livre, et nous reconnaissons à travers les aventures, les explosions, les catastrophes, son visage de dilettante inquiet.

***

Un charmant livre de mémoires vient de s'ajouter à ceux que compte notre littérature. Ce sont les souvenirs de la comtesse d'Armaillé, publiés par sa petite-fille, la comtesse Jean de Pange[1]. — Madame d'Armaillé était la fille de ce général de Ségur, qui a publié un récit, devenu si célèbre, de la campagne de Russie. Tout le monde a lu ce livre coloré, un peu trop bien écrit, agréable jusque dans l'horreur, rempli de tableaux qui se gravent dans l'esprit.

1. *Quand on savait vivre heureux* (Plon).

L'avant-dernière fille du général, Célestine, naquit dans l'hiver de 1830. C'est elle qui est devenue madame d'Armaillé. Elle a eu, comme son père, le goût de composer des ouvrages d'histoire, dont le premier fut une étude sur Marie Leczinska, parue en 1864. Elle avait quatre-vingts ans quand elle entreprit d'écrire ses souvenirs, ou comme elle disait, ses radotages. Elle ne les a pas poussés au delà de 1860. Mais elle a fait du Paris de sa jeunesse un délicieux tableau.

De l'hôtel qu'habitait le général de Ségur, il ne reste que la porte, au 48 de la rue de La Boétie. C'était il y a un siècle le 64 de la rue de la Pépinière. D'un kiosque perché sur une grotte dans le jardin, les enfants voyaient la pépinière d'où la rue tirait son nom : c'est aujourd'hui la rue de la Baume. Il y avait là un cèdre contemporain de celui du Jardin des Plantes. Les arbres, amandiers, pommiers, avec des vignes et des pêches en espalier le long des murs, montaient jusqu'à l'endroit où se trouve maintenant le boulevard Haussmann, et, où se trouvait alors l'allée de l'Abattoir; au delà, dans la direction du parc Monceau, des terrains vides, puis de vieux arbres se reliaient. En somme, de la rue de La Boétie à l'avenue Hoche et au delà, pour parler dans le style actuel, le terrain n'était qu'un potager, un parc et un verger. Seule, la rue de Courcelles gravissait la pente solitaire. On entendait les cris poussés dans un pensionnat. Près de l'hôtel Ségur, s'élevait une autre maison, qui avait deux allées de tilleuls et un potager de curé. Elle appartenait à un Beauharnais, un vieillard qu'on voyait bêchant ses carrés de salades.

L'été, la famille se transportait près de Thomery, dans ce château de la Rivière dont il faudrait écrire l'histoire, tant il est mêlé aux lettres françaises. Ses marronniers, l'immense prairie qui s'étend entre la Seine et les collines, le cours vivant du fleuve, le large paysage qui l'encadre, l'air de calme et de grandeur qui s'étend sur tout cela, font de la Rivière un lieu enchanteur.

Avec une précision surprenante, madame d'Armaillé, égrenant ces souvenirs, nous montre les vieux amis de sa famille. M. de Vindé habitait boulevard de la Madeleine, un grand hôtel noirâtre, avec une porte immense. Il mettait toutes ses pensées en vers, s'habillait d'une robe d'Arménien

en soie brune ouatée, et se coiffait de perruques superposées, qui allaient jusqu'à quatre quand il faisait très froid. Le bon M. de Canonville habitait sur le même boulevard, un entresol Louis XV tout doré et brillant de glaces. Le marquis de l'Aigle, de son prénom Espérance, venait tous les jours à six heures, en descendant de cheval. Il avait une taille cambrée comme dans un corset, une fleur à la boutonnière, une chevelure ébouriffée et teinte, une peau jaune et ridée, et, comme sous le Directoire, il ne prononçait pas les *r*. Il était sévèrement interdit aux enfants de se moquer de lui.

Nous suivons tout le détail de cette enfance, d'après le mantelet de soie rose qui est le plus ancien souvenir de Célestine à trois ans, jusqu'à ses premiers bals, à la robe commandée chez Palmyre, comme dans une comédie de Musset, à la coiffure exécutée par Mariton, cheveux nattés et bandeaux lustrés, avec une guirlande de balsamines roses. Bal des Tuileries, bal de l'ambassade d'Autriche, qui était alors installée à l'hôtel Monaco, devenu après 1849 l'archevêché, portraits de la cour, et de la princesse Borghèse, et de Sophie Gay et de cent autres; rumeurs autour des révolutions, potins plus vrais que l'histoire : tout le Paris du milieu du siècle est devant nos yeux.

Le temps passe, la jeune madame d'Armaillé vieillit, devient veuve. Revenons à la préface. C'est maintenant madame de Pange, qui nous raconte ses souvenirs de petite fille, au temps où dans ce même hôtel de la rue de La Boétie, elle allait voir sa grand'mère. Madame d'Armaillé était alors une vieille dame menue, presque grêle, qui avait des yeux gris très nets, un profil d'oiseau avec des traits marqués et une expression virile. « Je la vois encore, dit madame de Pange, telle qu'elle m'apparaissait assise à côté de la lampe à huile, près d'une table ronde, ses bandeaux de cheveux parfaitement blancs bien lissés sous son bonnet de dentelle noire. »

Ainsi va le temps. A la fin du dernier siècle, au moins pour ceux qui avaient gardé les coutumes d'autrefois, ce n'était pas l'usage d'embrasser les enfants. Madame d'Armaillé accueillait sa petite-fille d'un sourire, et lui montrait un siège du bout de son aiguille à tricoter. Puis elle la conduisait dans sa chambre, où était l'armoire aux jouets. Elle lui

mettait les mains sur le piano. Où était le temps, où elle-même, encore jeune fille, jouait à huit mains chez madame de Contades, la fille de madame de Castellane? Toute cette chambre était remplie des souvenirs du passé. Madame d'Armaillé y dormait dans un petit lit de fer à baldaquin de damas rouge, qui avait servi à Napoléon dans ses campagnes. Cette femme, née en 1830, était encore par bien des côtés une femme du XVIIIe siècle. Elle aimait Rousseau, et elle lisait des passages de l'*Émile* à sa petite-fille. La langue qu'elle parle est encore celle de la vieille France. Les mœurs qu'elle nous décrit, avaient aussi gardé, au milieu du XIXe siècle, leur ancien caractère. Quand le jeune d'Armaillé, revenu d'Angleterre où il avait achevé son éducation, annonça à son père l'intention de prendre du service dans un régiment alors à Versailles, sous les drapeaux de 1830, celui-ci fut si outré qu'il donna pour réponse un soufflet à son fils.

M. d'Armaillé, qui était un des grands partis de France, s'éprit de mademoiselle de Ségur. C'était en 1851. Les renseignements étaient bons. Le jeune homme était sensible; il prenait d'un vieux domestique malade un soin touchant. Il était discret et délicat. Les notaires se mirent d'accord. Le jeune ménage eut 25 000 francs de rentes. Le trousseau, qui était très joli, valait 6 000 francs. Les sœurs de la mariée lui donnèrent deux grands volants de dentelles; un de ses frères un piano droit, et l'autre une pendule où l'amour couronnait l'hymen. Une tante donna un bureau de Boule moderne. Il y avait dans la corbeille deux châles de cachemire, des dentelles, une pièce de velours noir, une de taffetas vert, une de soie chinée, des éventails, des bracelets, une montre en lapis-lazuli, trois chapeaux de chez Barenne, et dix mille francs de diamants.

HENRY BIDOU

TABLEAUX DE PARIS

JOURS D'ÉMEUTES

Sur les faits qui se sont passés depuis la fin de décembre, un nom en surimpression : *Stavisky*.

Un nom qui, d'un trait, symbolise un régime et semble l'entraîner vers sa perte, dans tous les mouvements, les violences et les réactions du cataclysme.

Le nom d'un aventurier — étranger — ce qui ne prend que plus de force et de signification, aujourd'hui. Le nom d'un petit homme qui aime le luxe — et quel luxe! — celui de la prostitution internationale, des lieux de plaisir où entrent tous ceux qui peuvent entrer, en payant. L'hôtel, le palace traversé d'étrangers honorables, mais aussi de cosmopolites errants cherchant à se « fixer » par tous les moyens.

Nous devons revenir incessamment à ce prologue, ne l'oublions pas, et à ce bas petit héros, Stavisky, qui ne prend d'envergure aux yeux de sa clientèle de politiciens besogneux que parce qu'il lui abandonne chaque jour une part des millions qu'il vient d'escroquer.

Stavisky représente exactement le type d'individus que Paris accueille, héberge, retient avec complaisance, — le Paris des boîtes de nuit et celui des troubles affaires dans lesquelles ne se retrouvent que ceux qui, d'une manière quelconque, sont corrompus ou prêts à se laisser corrompre.

La complaisance, le laisser-aller, le « je m'enfichisme », les ministères de trois semaines, les « cachets » de concession aux intermédiaires, tout fait courir le régime à sa perte. Et c'est le

petit judéo-polonais sans instruction, éducation ni connaissances, n'ayant même point pris le soin de s'assurer un domicile fixe, Stavisky, qui mène la ronde.

Le coup de revolver de Chamonix lance le signal de la course à l'abîme. Sa fin *imposée* place la bête traquée dans une atmosphère tragique. Dépouillé par ses complices, le crâne vidé de toute ardeur, l'imagination rendue inféconde par la terreur, joli escarpe de casinos et de ministères pourris, Stavisky ne possède plus qu'une valise, dans laquelle il ne sait même pas s'il lui reste encore quelques-uns de ces gros bijoux d'échange, qui semblent beaucoup moins destinés à la parure des femmes qu'à l'approvisionnement du bagne.

***

Que la capture ou la disparition de Stavisky puisse entraîner dans l'organisme de la France les perturbations qu'elle y cause, rien d'autre n'a besoin d'être dit sur ce sujet.

Mais la personnalité de ceux que le scandale désigne à l'attention montre aussi combien le mal serait facile encore à limiter et circonscrire.

La France, ce n'est pas ces quelques coureurs de conseils d'administration truqués, ces candidats à la députation qui ne songent qu'aux affaires louches.

Que la lumière se fasse, les coupables, tous les coupables nommés, jugés, et cet affreux abcès devient une glorieuse cicatrice.

Mais les lenteurs de la justice paralysée par les rouages d'un gouvernement qui n'ose compter ses coupables, de crainte de ne pouvoir plus les compter, exaspèrent l'opinion.

De vagues et insuffisantes arrestations ne peuvent la satisfaire.

Rivalité des deux polices, que le public ne se décide pas à séparer l'une de l'autre. Juste mécontentement de M. Chiappe, le préfet attaqué par ceux qui ne souhaitent que sa perte et le bouleversement de ses services.

Grève des taxis. Démission de M. Renard, préfet de la Seine.

Pendant quelques jours, tout va venir concourir à la catas-

trophe qui se prépare. Nouveau Ministère. M. Daladier s'entête, s'aveugle, il suscite la crainte, la frayeur, puis l'hilarité, en nommant à la Comédie-Française, en remplacement d'un bon travailleur, M. Thomé, l'un des chefs de la Sûreté, qu'il vient de révoquer!

Cet homme, pourtant, avait rallié depuis plusieurs mois les suffrages les plus divers. A gauche, à droite, on prononçait, avec confiance, ce nom : Daladier.

Un certain mystère environnait encore ce parlementaire adroit. Un masque rasé, vaguement romain (et dont celui qui comprend le bénéfice qu'il en peut retirer accuse la ressemblance mussolinienne). Mais l'animateur du fascisme italien sait concevoir, vouloir et il exécute. Daladier apparaît tout de suite comme une sorte de contrefaçon. Il hésite, il tâtonne, se trompe, il cède à des groupes qui exigent de partager, avec sa dictature, les portefeuilles et les ambitions.

***

Brusquement, nous assistons alors à un violent réveil, qui n'est subit qu'en apparence.

L'ignominie de ce qui se passait en France, la comédie infâme qui se joue depuis plusieurs semaines, les scandales se succédant chaque jour, les arrestations accomplies ou remises, les interrogatoires truqués, les noms portés sur les talons des chèques payés par Stavisky n'étant même point publiés, le discrédit rejaillissant sur toute la France, devant l'étranger, accumulaient dans l'âme populaire, dans ce qu'elle peut offrir de plus éternellement français, des griefs et tous les éléments d'une ardeur chaque jour prête à éclater plus violemment.

Le Gouvernement nouveau sentait grandir l'animosité, mais il n'en mesurait point la force, tout en méprisant le désintéressement, ce qui ne surprendra guère.

Dès les premiers jours de ce ministère, le Préfet de Police ayant été révoqué, le Préfet de la Seine ayant cédé la place, les collaborateurs de M. Daladier, dont M. Frot, son ministre de l'Intérieur, de qui dépendait cette Sûreté Générale, si fâcheusement compromise, les collaborateurs de M. Daladier

pensèrent qu'il n'était besoin, comme l'avait fait M. Chiappe depuis deux mois, pour certaines séances de la Chambre qui soulevaient déjà la jeunesse de Paris, que de posséder une police nombreuse.

Mais ils acceptèrent ou, peut-être, suggérèrent au dernier moment, que les hommes de la garde mobile fussent armés. Ils furent même suffisamment *dopés* pour résister à de longues attentes dans le froid et se trouver entraînés à des extrémités, auxquelles ils ne se fussent certainement point portés sans ces précautions.

***

Lundi 5 février. — Pendant toute la matinée, autour des arbres du boulevard Raspail et du boulevard Saint-Germain, ainsi qu'en maints endroits, les camions de la ville ont enlevé les grilles.

Les réunions de manifestants, annoncées pour demain mardi paraissent prendre une ampleur encore inconnue depuis que l'énigme du suicide-assassinat de Chamonix et les sanctions sans cesse retardées, créent, autour du Palais-Bourbon, une animation inaccoutumée.

Une atmosphère renouvelée transforme Paris, ce matin. Elle évoque pour ceux qui les ont vécus, les derniers jours de Juillet 14.

M. Ybarnégaray, député des Basses-Pyrénées, est de ceux dont l'énergique activité accélère le mouvement soulevé contre une dictature des extrêmes-gauches, cette ébauche de dictature de l'existence de laquelle on ne peut plus guère douter.

Énergique et souple comme un montagnard, tête ronde et forte, direct, aussi vif de gestes que de paroles, parlant pour agir, mais sans prendre le temps de juger d'un effet de tribune et demeuré de cette jeunesse, — il est d'ailleurs jeune — de cette jeunesse qui semble résister aux atteintes de l'âge, il évoque ces hommes décidés, non pas à se faire une situation, comme tant d'autres, mais à entraîner un mouvement. Dans le monde de la politique, ces deux sortes d'hommes se trouvent incessamment en présence. Est-il besoin de dire

que ceux de la qualité de M. Ybarnégaray sont les moins nombreux.

Demain mardi, il interpellera le nouveau Cabinet, après sa déclaration. Il est pareil au lutteur qui s'entraîne à la veille d'un grand match international, car ses amis et lui savent que le Ministère est décidé à tout pour imposer une sorte de léninisme, que la réussite ou la défaite ne peuvent que pareillement ensanglanter.

***

Depuis deux jours, les Parisiens se rendent en pèlerinage à la Préfecture de Police. Monsieur et madame Chiappe l'ont quittée ce matin, au milieu d'une foule qui les acclamait. Cet après-midi, à l'extrémité de l'avenue Foch, devant la maison de M. Horace de Carbuccia, gendre du Préfet, des centaines de manifestants continuent d'acclamer le chef de la police. Des délégations et des amis corses veulent le reconduire à son ancien bureau et en chasser son successeur, M. Bonnefoy-Sibour.

M. Chiappe oppose un refus formel à ces désirs.

C'est une belle journée de février qui fait croire au printemps. Le crépuscule se répand sur une ville frémissante. Vers six heures et demie du soir, des masses d'anciens combattants rangés et conduits par trois ou quatre chefs décidés, mais pacifiques, montent les Champs-Élysées en se tenant par le bras. Au premier rang, flottent des drapeaux tricolores. Aux accents de la *Marseillaise*, ces manifestants gagnent le tombeau du *Soldat Inconnu*.

A une fenêtre des Champs-Élysées, nous les regardons avec quelques amis, en compagnie de M. des Isnards, qui arrive de l'Hôtel de Ville. Une délégation de conseillers municipaux vient de porter à l'Élysée les regrets du Conseil de ne pouvoir assister au banquet prévu pour jeudi prochain et que M. Lebrun devait présider, au milieu des membres du nouveau gouvernement. Un communiste même a signé la protestation des conseillers qui se refusent à dîner en compagnie de M. Frot, le nouveau ministre de l'Intérieur qui, la veille, a dépêché M. Bonnefoy-Sibour à six heures du soir à la Préfecture de

Police pour s'y installer, dans le bureau de M. Chiappe.

Celui-ci était au lit dans sa chambre, souffrant d'une violente sciatique.

— Tu viens pour me remplacer n'est-ce, pas? — s'est écrié M. Chiappe.

— Oui, — a fait en baissant la tête l'ancien préfet de Seine-et-Oise, ami du Corse.

— C'est bien, f... le camp! — lui signifia celui-ci.

M. Bonnefoy-Sibour se fit dresser un lit de camp dans le bureau du Préfet. Car on craignait pour les dossiers.

***

... Devant nous, sur l'avenue, leurs drapeaux tricolores inclinés le long de la masse imposante qui monte vers l'Arc de Triomphe, les A. C., les Croix de Feu et la Solidarité Française défilent en rangs pressés. Ils ne portent point de bâtons ni d'armes et chantent l'hymne français, l'hymne républicain, la *Marseillaise*.

Brun, sobre de gestes, décidé, le regard parfois voilé, M. des Isnards revient sur la gravité des événements prochains et la séance de demain à la Chambre. Ceux qui défilent en ce moment dans les Champs-Élysées sont bien décidés à manifester et à empêcher le Gouvernement d'appliquer le programme moscoutaire auquel il n'est que trop certain qu'il s'est arrêté.

Plus tard, dans les Champs-Élysées, une bande de « communistes » est signalée, montant l'avenue. Ils se sont engouffrés dans l'hôtel Claridge. Nous surprenons dans leurs clameurs le rythme de l'*Internationale*. Mais les cris se sont tus un instant, pour recommencer bientôt.

La bande qui agite un drapeau rouge défile en désordre sur le trottoir de droite, qui monte vers l'Etoile. Ils rasent les maisons. A leur approche, la plupart des devantures se sont fermées. Quelques instants plus tard nous apprendrons qu'ils ont fait beaucoup de bruit dans le Claridge, causé quelques dégâts et, par mégarde, évidemment, emporté quatre cents francs qui se trouvaient dans le tiroir du portier.

***

Mardi 6 février. — Une matinée pendant laquelle nous allons voir s'affronter l'héroïsme naturel et spontané des uns, les instincts ambitieux et profondément troubles de ceux qui veulent profiter de la déliquescence triomphante et du désarroi général dont ils sont responsables, pour installer un pouvoir absolu qui va mener la France à sa perte irrémédiable, la livrer à la révolution et l'effacer de l'Europe pour un temps incertain.

L'air est froid, mais continue à demeurer exceptionnellement clair et l'après-midi sera ensoleillée. Par instants, c'est comme un jour de fête. Lorsque les esprits se trouvent libérés de leurs préoccupations accoutumées, l'air de Paris est imprégné de la torpeur dominicale ou d'on ne sait quelle rumeur, quelle lueur d'émeute ou de joie. Ce sont des nuances indéfinissables, car les cœurs peuvent se sentir angoissés, une ardeur les domine, surmontant leur nonchalance ou leur activité.

Un service d'ordre considérable environne la Chambre.

Il sera bien difficile de se faire une idée des faits de cette journée. A la hauteur de la rue de Berri, dans les Champs-Élysées, il est quasi impossible de savoir exactement ce qui se passe place de la Concorde. Place du Palais-Bourbon, derrière la Chambre, on ne comprend guère ce qui se joue de l'autre côté du pont.

***

Ce qu'on en aperçoit, à l'angle de la rue de Bourgogne et de la rue de Lille, prend très vite, cependant, l'aspect d'une immense manifestation.

Les agents de police, ceux de nos places et rues, ceux de M. Chiappe enfin, ont été retirés des avant-postes et il n'est pas nécessaire de parler avec eux, il n'est que de les entendre pour connaître leurs sentiments. Ils ne marcheront pas contre les anciens combattants ni ceux qui les accompagnent.

Lorsque les A. C., ayant tourné la Chambre et les Affaires étrangères par la rue de Constantine se sont engagés en très

petit nombre sur le quai d'Orsay complètement désert, ils ont couru dans la direction de la Chambre, comme frappés de stupeur par le vide immense qui les entoure. Ils gagnent le pont de la Concorde; mais que pouvaient-ils, sans une arme, séparés de la masse de leurs camarades et déjà assommés à demi par une bande de très jeunes agents — sentant paraît-il affreusement la *gnole*, et qui avaient été massés en contre-bas du quai, sur la berge, pour venir en cas d'urgence aider au déblaiement des abords de la Chambre.

J'ai vu l'un des anciens combattants qui n'a pas quarante ans et auquel ses décorations avaient été arrachées, la croix de commandeur, vingt palmes à sa croix de guerre, etc. Il n'appartient qu'au parti de ces républicains qui voulaient — sans une arme — faire connaître au Parlement les préférences de la France et la volonté des honnêtes gens et des amis de l'honneur et de la paix, voir finir les scandales et empêcher que le Comité de Salut Public qui se préparait, entre des Marats et des Talliens de peu d'envergure, ne poussât la France plus avant vers l'abîme.

Les camarades de cet aviateur qui portaient eux aussi de nombreuses palmes n'avaient pas été moins sauvagement frappés et piétinés. Pendant ce temps, on apercevait des membres du Parlement derrière la haie d'artichauts de fer qui bordent la terrasse ornée d'arbustes, située à l'angle de la rue de Bourgogne. Tour à tour immobiles ou gesticulants, les députés s'interrogeaient avec anxiété sur l'état d'esprit de ces masses immenses qu'une police imprévoyante avait laissée se répandre par toutes les voies et qui affluait des Tuileries mêmes, d'où sans cesse elle débouchait sur la place, augmentant la pression des premiers manifestants.

La nuit de février tombait. De cinq heures à sept heures, les bagarres ne firent que continuer, mais à sept heures et demie, les premières rafales tirées par les fusils ou revolvers mitrailleurs furent distinctement perçues et la clameur, les cris et le silence même qui se succédèrent n'eurent rien de commun avec les rumeurs précédentes.

Dans les Champs-Élysées, les voitures et la foule remontaient précipitamment. Ceux qui arrivaient depuis huit heures annonçaient cette mitraille et des combats sauvages au coin

de l'avenue Gabriel et à l'entrée des rues Royale et Boissy-d'Anglas.

Des amis qui se trouvaient là et qui accoururent dans les Champs-Elysées, me dirent que dans l'obscurité de cette étroite rue Boissy-d'Anglas où les coups de feu avaient poursuivi les anciens combattants non armés, on entendait des appel comme celui-ci : « C'est vous, mon commandant?... Ceux du onzième, en avant!... » qui évoquaient la guerre.

***

C'est un peu plus tard que se produisit l'affreuse tuerie du faubourg Saint-Honoré que des habitants de l'extrémité de la rue de l'Élysée, près du faubourg Saint-Honoré, aperçurent et dont ils entendirent les échos. Des femmes et de tous jeunes gens furent piétinés à coups de talons et ceux qui n'étaient armés que du drapeau tricolore et qui, chantant la *Marseillaise*, se préparaient à défiler en ordre devant la demeure présidentielle, furent frappés à coups de matraques.

Ils accouraient, tout sanglants, le col de certains pardessus clairs portant les traces fraîches du sang et des blessures ouvertes dans la masse des cheveux.

Ils étaient haletants d'avoir couru et pâles encore de l'horreur des scènes qu'ils avaient vécues. C'étaient de jeunes hommes, ceux-là, non d'anciens combattants et qui pour la première fois peut-être se trouvaient mêlés à la tragédie de pareils combats, devant des hommes furieux, au milieu du sang répandu.

Leurs récits saccadés, leurs lèvres pâles, leurs mâchoires contractées, ce qui passait encore sur leurs prunelles des scènes dont ils venaient d'être acteurs et témoins les transfiguraient.

Pendant longtemps, ces nouveaux « anciens combattants », ces *anciens combattants du 6 février 1934*, retrouveront-ils au fond d'eux-mêmes, avec nostalgie, le souvenir et les fantômes de ces heures tragiques et merveilleuses — pendant lesquelles un peuple engourdi s'est réveillé?

***

Toute la soirée, des escarmouches continuèrent dans le bas des Champs-Élysées où les blessés qui demeurent inconnus furent innombrables. Sur la place de la Concorde des voitures flambaient. Une odeur de poudre flottait au-dessus de la foule et de son immense clameur. Vers onze heures du soir les hommes qui gardaient le pont commençaient d'offrir des signes de fatigue certains.

Le Gouvernement et les députés n'étaient plus à la Chambre et ces Français, auxquels on commandait de tenir devant d'autres Français, allaient faiblir.

Ils avaient eu connaissance aussi de la course de l'Hôtel de Ville à la Chambre, d'un nombre d'ailleurs insuffisant de conseillers municipaux ceints de leur écharpe et que les hommes chargés de garder le quai d'Orsay depuis le pont de Solférino avaient empêché de passer et frappés. Quatre seulement, entraînés par l'énergie de M. des Isnards, avaient pu franchir le barrage et courir à toute haleine jusqu'au Palais-Bourbon. A la vue de leurs écharpes tricolores, le service d'ordre qui gardait le Palais n'osa intervenir et ils purent pénétrer dans cette nouvelle forteresse.

L'entrée de ces quatre élus de la Ville de Paris, aux vêtements arrachés, produisit à la Chambre sur le Gouvernement une impression nouvelle et profonde.

Que les députés de Paris se fussent joints aux conseillers municipaux, à l'Hôtel de Ville et que la police et les troupes les eussent suivis, le complot organisé par l'extrême gauche contre la République se terminait par un écrasement. Peut-être y aurait-il eu alors moins de victimes.

L'état des esprits de ceux qui gardaient la Chambre n'était rien moins que rassurant pour les hommes chargés de les faire agir. C'est un fait qu'on ne laisse pas des Français en uniforme en présence de manifestants français sans que bientôt une sorte d'électricité passe d'un camp à l'autre. Le frère va-t-il tirer sur son frère?

Des fusils-mitrailleurs avaient été distribués dont le Ministère de la Guerre avait reçu le dépôt.

Mais un fait qui n'a pas été raconté, c'est que, dans la rue

de Lille à son extrémité voisine du Palais-Bourbon, près du bureau du commissariat situé rue de Bourgogne, devant une entrée de la Chambre, à onze heures moins un quart du soir, une petite camionnette de la préfecture s'est arrêtée conduite par un chauffeur vêtu d'un manteau de cuir noir.

De la camionnette un inspecteur de police en civil est descendu et s'est dirigé vers le commissariat. Le chauffeur quittant un instant le siège de sa camionnette vint parler au chauffeur d'un député. Ces deux hommes se connaissaient. Presque aussitôt, la camionnette repartit dans la direction du pont de la Concorde et le mécanicien du député dit :

— Les fusils-mitrailleurs vont entrer en danse!

En effet, quarante minutes plus tard, trois quarts d'heure peut-être, éclataient les rafales que tant de témoins ont entendues et qui durèrent de vingt à vingt-cinq secondes.

Le silence, puis les cris, la clameur qui suivirent eussent suffi pour apprendre ce qui venait de se passer.

Ce n'est que vers une heure du matin que le calme se rétablit enfin et que les barrages établis rue de Solférino, à l'angle du boulevard Saint-Germain et ceux qui enveloppaient la Chambre et les Affaires étrangères, laissèrent passer les habitants de ce quartier qui souhaitaient enfin de regagner leur logis.

Le silence était sonore, vide et pourtant comme encore habité. C'était ce calme étrange qui suit les émeutes, les grandes manifestations et les heures peut-être les plus brûlantes de l'Histoire.

Ce silence s'abattit souvent sur le château des Tuileries. Lorsqu'y rentra l'évadé de l'île d'Elbe, qui venait de traverser la France, suivi d'une poignée d'hommes d'abord puis de toutes les populations accourues à sa suite, l'on vit l'Empereur vaincu par le triomphe et la fatigue, tomber endormi dans un fauteuil.

A travers le palais, leurs armes à la main, en travers des portes, parmi les serviteurs aux joues traversées de larmes encore fraîches, dans le désarroi d'une demeure dont le maître a fui devant un autre qui revient, d'humbles comparses et des héros obscurs et couverts de poussière, tout raides encore, avaient succombé au sommeil.

***

Mercredi 7 février. — Ce matin vers onze heures, dans le ciel ensoleillé sonnent les cloches de la basilique de Sainte-Clotilde.

Presque aussitôt, le pas des chevaux qui retentit sur la place du Palais-Bourbon et une marche lente et rythmée, jouée par une musique militaire. Des casques, des cuirasses. Sous le soleil, cette musique, après les tragédies d'hier... Les passants s'arrêtent.

Le téléphone annonce la démission certaine du ministère Daladier-Frot pour une heure de l'après-midi.

Les chevaux, les cuirasses, la musique militaire : l'enterrement d'un général de division, Georges Lefèvre, Grand Officier de la Légion d'honneur.

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

Chez les Romains fascistes,
par **Paule Herfort** (*Éditions de la Revue mondiale*).

Madame Paule Herfort est une journaliste politique appréciée, et ce sont des préoccupations de politique internationale qui lui ont inspiré ce livre. « On me prête, dit-elle, de l'intuition, du bon sens, de l'esprit d'observation et de critique. » C'est cette intuition qui lui a fait pressentir, vers 1930, au moment où l'on parlait encore en France avec parti pris du régime fasciste, « que de grandes choses se passaient au-delà des Alpes ». Elle a voulu aller les voir : de là, de 1931 à 1933, quatre voyages en Italie, dont elle nous rapporte ces pages d'observations.

Toute à la découverte des réalisations du nouveau régime, à la recherche de ce qui fera l'originalité de son livre, les beautés permanentes — du reste si souvent décrites — de l'Italie la retiennent peu. De la cathédrale de Milan elle dira seulement qu'elle « est la plus merveilleuse œuvre d'architecture gothique de la Renaissance ». L'île de Capri lui rappelle « le souvenir d'Agrippine et le chef-d'œuvre dramatique de Chénier ». (On sait que Marie-Joseph Chénier a composé un *Tibère*). Ce qui la frappe, c'est l'impression d'ordre, de force et de stabilité qui se dégage de toutes choses, mais aussi la grâce et la gentillesse de la population, la noblesse d'allure et surtout la beauté des hommes, comme cet agent cycliste de Naples qu'elle dépeint si bien et dont elle dit : « Vision d'Art!... Je l'admirai bouche bée. » — Mais elle ne s'arrête pas seulement aux aspects extérieurs, et « ce film de cinéma pensé », ainsi qu'elle définit son livre, nous mène en des endroits plus rares et plus secrets que les rues de Naples ou de Rome.

Elle est reçue par M. Bottai, le ministre des corporations, qui lui explique les conceptions économiques de l'État fasciste; par M. Ricci, le sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, qui lui parle des *balillas*. Au Vatican, Mgr Fontenelle lui prouve que les deux formules, la vaticane et la française, désarmement d'abord puis sécurité, sécurité d'abord puis désarmement, sont pratiquement identiques,

puisque le but poursuivi est le même. Mussolini enfin lui a accordé trois audiences pleines de cordialité et de bienveillance, et, par lui, elle a pu visiter, faveur unique, les îles Lipari, où les détenus politiques ne lui ont pas paru autrement malheureux, certains « confinés » semblant même être amenés par la solitude à de justes réflexions et à la vue de la vérité; elle a pu voir, au camp d'Orbetello, l'escadre Balbo préparant son raid grandiose.

Un accueil si délicat et tant de facilités accentuent encore chez l'auteur — et c'est bien naturel — ses impressions optimistes et son enthousiasme. Elle dit *Mussolini* comme on dit *César* ou *Napoléon*, et Pie XI lui-même est pour elle le Grand Pape. Et elle s'adresse pour conclure « à son pays qui dort, mais qu'il faut éveiller »; elle lui montre, en face de l'union nécessaire, les conditions de l'union, les revendications justes de l'Italie, qu'il faut satisfaire; « nous devons être la nation qui doit donner »; nous ne devons pas donner le sang de nos enfants; nous n'avons plus d'argent; restent nos territoires, « proches ou lointains ». S'agit-il de la Corse, de la Tunisie, du Tchad? Madame Paule Herfort ne précise pas.

M. Henry Bérenger, dans la préface qu'il a écrite, admire ce livre pour sa vie, pour son élan qui apparente l'auteur « plutôt à Lamartine qu'à Sainte-Beuve », pour son bon sens malicieux aussi : « Madame Paule Herfort a un clair regard sous ses jolis yeux », et pour « le délicieux laisser-aller de son style bon enfant ». Et, de toute son autorité, l'homme politique ajoute : « Un pareil livre est une œuvre opportune pour la France au point où en est l'Europe. »

L'Astronomie égyptienne,
par **E. M. Antoniadi** (*Gauthier-Villars*).

M. Deslandres, membre de l'Institut, qui a rédigé la préface du livre de M. Antoniadi, fait observer justement que l'auteur est à la fois astronome et érudit, et que, d'origine grecque, il a pu pratiquer avec facilité et approfondir les textes que les anciens nous ont laissés sur la culture scientifique des Égyptiens; mathématicien et astronome, il a pu les critiquer et en dégager la valeur scientifique.

Nous savons par la tradition grecque que les prêtres égyptiens, caste supérieure, s'étaient consacrés à l'étude des lois naturelles; ils seraient même parvenus à de grandes découvertes jalousement gardées secrètes et disparues avec eux. Thalès de Milet, Pythagore, Démocrite, Platon allèrent s'instruire auprès d'eux, connaître d'eux les fondements de la géométrie et les méthodes déjà fort précises qu'ils avaient établies pour l'étude des astres. L'auteur

croit même pouvoir affirmer que les Grecs, surpassant leurs maîtres, entrevirent avant Copernic qui les aurait plagiés, l'attraction universelle et admis la révolution de toutes les planètes y compris la terre, autour du soleil.

L'auteur analyse les connaissances géométriques des Égyptiens et décrit leurs appareils astronomiques, fil à plomb, niveaux, gnomons et obélisques, cadrans solaires, puis armilles, instruments méridiens remontant au règne de Tout-Ankh-Ammon, globes et clepsydres. Il explique leurs idées sur l'univers, leurs divinités astronomiques, ce qu'ils avaient observé des constellations, du soleil, de la lune, des planètes et des comètes, ce qu'ils se figuraient sur la terre, et le calendrier qu'ils avaient établi.

Enfin le chapitre qu'il consacre aux pyramides est particulièrement curieux, car il précise les bases astronomiques qui expliquent la construction de ces merveilles du monde antique.

De nombreuses illustrations ajoutent encore à l'intérêt de l'ouvrage.

Le Gouvernement des démocraties modernes, par **Bernard Lavergne**, 2 volumes (*Alcan*).

M. B. Lavergne, qui est professeur d'économie politique à la faculté de droit de Lille, a vu que « s'il est une vérité qui, hélas, devient aveuglante, c'est que la crise des régimes issus du suffrage universel s'accentue chaque jour davantage en chaque pays du monde », et il constate que la crise de la démocratie oblige « tout démocrate à un sérieux examen de conscience ». Ce n'est pas qu'il doute : « J'ai été élevé et nourri dans le culte de la République, et je tiens à fierté ce noble héritage », et ailleurs il ajoute : « Nous sommes de ceux qui pensent que si le suffrage universel n'existait pas, il le faudrait inventer », il garantit à tous libertés privées et libertés publiques, « or, après la vie, ce sont les biens les plus précieux de l'homme ». — Oui, mais par contre, combien comporte-t-il de tares et d'insuffisances! Il entraîne le « gouvernement des masses », du vulgaire, du peuple inculte, du troupeau des gouvernés : « Masses électorales béates et ignorantes », dont les aberrations sont innombrables, qui, en Allemagne, se donnent « à un homme sans culture, sans esprit, durant la guerre simple caporal de l'armée autrichienne (*sic*) », et qui empêcheraient, aux États-Unis, un gouvernement bien disposé d'annuler les dettes européennes.

Les doutes de M. Lavergne s'accroissent encore du fait qu'examinant les fondements de la doctrine du suffrage universel, il s'aperçoit qu'ils ne reposent en fait sur rien de solide. Non seulement les

masses sont étrangères à l'économie politique, à la science financière, au droit public ou privé, — connaissances qui conditionnent toute participation à la vie publique, — mais leur fameux bon sens instinctif n'existe pas. Il est faux que la raison soit la chose du monde la plus répandue et qu'un homme en vaille un autre; et critiquant tour à tour Aristote, Descartes, Rousseau, le doyen Hauriou, et MM. Cuvillier et Abel Rey, dans leurs manuels de préparation au baccalauréat, il conclut que si le droit de suffrage reposait sur les capacités intellectuelles, il devrait être inégal.

La justification du droit de suffrage, il la trouve ailleurs, faisant « passer le concept de suffrage du plan de la mystique à celui de la science ». M. Lavergne est élève de Gide, et a retenu surtout de son maître ses idées sur la coopération. Le pape Pie X avait comme devise : *Instaurare omnia in Christo*; M. B. Lavergne instaure toute choses en fonction de l'idée coopérative, et il cristallise autour d'elle toutes les sciences de l'homme. Dans son *Ordre coopératif*, qu'il exposa il y a quelques années, il intègre capitalisme et socialisme; dans le présent livre il étend l'ordre coopératif au gouvernement des démocraties. « Il m'est apparu, dit-il, que l'idée coopérative et l'idée de citoyen sont logiquement deux branches issues d'un tronc commun, l'idée générale d'usager ». Et il ajoute : « Je n'avais pas été sans m'être aussitôt rendu compte que cette extension soudaine de l'idée coopérative toute pure à la sphère du droit politique — à la supposer justifiée — entraînait un renouvellement profond de la théorie des sources du pouvoir ».

C'est effectivement, selon l'auteur, ce qui est arrivé, lorsqu'il a fait apparaître dans les systèmes politiques et sociaux la double notion de consommateur et de producteur. « A l'exemple de la plupart des idées fécondes, l'idée mère du dualisme social est aussi simple que générale... Le tout était de songer à la retenir, ajoute-t-il modestement, et de savoir lui donner le déploiement dont elle est riche. »

Donc M. Lavergne justifie le droit de vote égal et direct par le fait que chaque citoyen est un consommateur, un consommateur d'un genre spécial, un usager des services publics. Son droit à voter se justifie du fait que « tout être humain, en tant que consommateur, a d'emblée le droit théorique de participer à la gestion directe ou indirecte des moyens de production propres à la fabrication des objets qu'il consomme, et qu'il acquiert le contrôle et la propriété effectifs de ces capitaux dans la mesure où il paye l'usage de leurs services ».

On conçoit mal qu'il déduise de cet exposé le droit du vote égal pour tous, car si l'intelligence est inégalement répartie, la possibi-

lité d'être usager des services publics l'est au moins autant; entre le gros industriel dont l'activité repose sur le bon état des chemins de fer, des routes, des postes et le petit propriétaire paysan, vivant des ressources de sa terre, la différence est grande; et que dire du prolétaire que sa pauvreté exempte d'impôts et qui ne participe pas aux frais de l'État. La logique serait de déduire de cette théorie la légitimité du suffrage censitaire.

Mais, républicain de naissance, l'auteur recule devant cette hérésie, et croit échapper aux difficultés en proclamant « la valeur incommensurable de toute créature humaine », théorie qu'il rejetait comme mystique lorsqu'il s'agissait de fonder le droit de vote sur la raison : chaque être est omniscient et infaillible, dès qu'il exprime et définit ses besoins essentiels. Mais ces besoins essentiels ne sont pas seulement matériels : l'électeur vote pour des idées, la Monarchie ou la République, l'Église ou la Laïcité. Il est alors consommateur de valeurs morales. Qu'on ne dise pas que cette explication relève du calembour : « Seul un matérialisme mesquin, répond l'auteur, nous porterait à désigner du mot consommation la seule destruction de richesses matérielles ».

Que les valeurs qu'il consomme soient matérielles ou spirituelles, « tout citoyen se place, pour ce faire, sous l'angle de ses *intérêts privés* ». Le Parlement actuel défend au mieux les intérêts privés. Mais personne ne revendique, personne ne défend l'intérêt général. Seules peuvent le faire les élites, les corps « que leur culture et leur désintéressement rendent aptes à discerner et à vouloir le bien général ». C'est la grande classe des producteurs : parmi eux, mais au deuxième rang, les producteurs économiques, des directeurs de grandes entreprises, des techniciens des grandes écoles aux paysans, artisans et détaillants. — Au-dessus d'eux, les producteurs intellectuels, c'est-à-dire certaines catégories de fonctionnaires et les membres des professions libérales. Ils sont tous, suivant un néologisme d'une hardiesse contestable, « des apporteurs de compétence sociale ». Et les mandats seraient répartis entre les corps et les catégories; viendraient d'abord, parmi les intellectuels, les gros fonctionnaires des administrations centrales et les professeurs d'économie politique, qui seraient enfin appelés aux « conseils de l'État », et pourraient y faire écouter leurs prévisions illusoires.

Puis, en une hiérarchie qui rappelle certaines fantaisies de Fourier, viennent, dans le 1er groupe du 2e ordre, les agrégés d'histoire... et de langues vivantes « des lycées et collèges », avec les ambassadeurs, les gouverneurs des colonies et les membres de l'académie des sciences morales, alors que les agrégés des lettres, les membres de l'Académie française et les instituteurs « des écoles primaires ordi-

naires » sont relégués dans l'énorme 2e groupe, qui ne dispose, comme les autres, que de trente mandats.

Ainsi se retrouvent, dans cette conception dualiste, — et, il semble bien, à l'insu de l'auteur, — quelque chose de la loi du double vote sous Louis XVIII, un peu des projets sur l'admission des capacités sous Louis-Philippe et certains éléments du système que Renan s'était construit sur la fin de sa vie. Comment les 400 élus sociaux répartis entre les deux Chambres, en modifieraient-ils le fonctionnement, c'est ce que l'auteur laisse dans le vague, satisfait d'avoir prodigieusement relevé le niveau intellectuel des milieux parlementaires, et, plus optimiste que Gargantua, estimant que science comporte toujours et forcément conscience.

Que cette doctrine soit la seule qui élargisse vraiment et restaure le suffrage universel individuel, c'est ce que l'auteur croit démontrer, examinant les théories de penseurs et de réformateurs, de Platon, trop simpliste à son gré, et chez qui l'intelligence l'emporte trop sur la science, jusqu'à Durkheim, qui, trop passionné, aurait contredit l'enseignement des faits.

Le lecteur sera reconnaissant à M. Lavergne de souligner pour lui — au cas où il ne l'aurait pas vue, — l'originalité de son œuvre : originalité des résultats, puisqu'elle ramène la science politique à l'ordre coopératif, originalité de la « méthode inspiratrice », qui comporte « une étude beaucoup plus réaliste des faits de l'ordre politique et social actuel », et utilise un procédé d'investigation singulier, « le recours plus fréquent à l'analyse de nos propres pensées et sentiments », à l'introspection : nous nous sommes placés, dit l'auteur, « l'un en face de l'autre, le suffrage universel et nous-même ». « Nous avons tâché d'étreindre corps à corps le réel présent. » Ainsi « un renouvellement appréciable des conceptions politiques a été suggéré ».

L'ouvrage se termine par une table analytique des matières fort commode, et par une bibliographie bien sommaire, qui groupe une quarantaine de volumes, surtout des manuels classiques et des livres de vulgarisation.

JEAN POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIIIe*).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

L'évolution de la Bourse, après la formation du Cabinet Doumergue, n'a pas répondu aux espoirs que semblaient autoriser la trève des partis politiques, le retour au calme dans l'opinion publique et le vote rapide du Budget.

Les raisons ont été très complexes. D'abord certains ont redouté que l'union réalisée ne fût précaire. Ensuite, l'apaisement des esprits a semblé plus superficiel que réel. Enfin, le vote rapide du Budget n'est considéré que comme une façade, du reste nécessaire, derrière laquelle demeurent en suspens, pour un temps indéterminé, tous les problèmes du redressement financier. En outre, à ces causes de circonspection sont venues s'ajouter l'influence des cascades de la Livre anglaise, les appréhensions causées par les émeutes en Autriche et, enfin, l'intense émotion provenant de la disparition subite du roi des Belges.

La Bourse qui, vers la fin de la première quinzaine du mois s'était, durant plusieurs jours, franchement améliorée est donc, dans la suite, redevenue maussade. Non seulement la spéculation qui avait cru, un moment, pouvoir envisager la possibilité d'un réveil du marché a été déçue par les événements, mais elle a dû constater que les capitaux de placement n'étaient pas encore disposés à la suivre.

Il convient néanmoins, pensons-nous, de ne pas demeurer sous une impression trop découragée. Il est bien évident qu'après la longue période de dépression puis de stagnation — elle dure depuis plus de quatre années! — que notre marché vient de traverser, il ne peut du jour au lendemain passer de l'inaction totale aux initiatives enthousiastes. Il lui faudra s'y reprendre à plusieurs fois avant de retrouver un terrain propice. L'important est que celui-ci puisse être progressivement préparé. Or, il me semble que l'on s'y achemine. Le fait que le Budget va être enfin voté, si imparfait qu'il soit, est un premier pas appréciable. Il facilitera le réapprovisionnement de la Trésorerie qui sans cela eût, sans doute, été réellement impossible à moins de recourir, sans délai et brutalement à l'inflation.

Nous avons eu un emprunt de quatre milliards en janvier qui, visiblement, n'a été que très péniblement souscrit. Un autre,

d'un milliard, pour les P. T. T. vient d'être lancé. D'autres devront s'échelonner les mois prochains pour un total qui dépassera certainement les dix milliards. Ils ne seront possibles que si le gouvernement parvient à ramener peu à peu la confiance, ce qui ne résultera pas d'un miracle mais sera œuvre de longue haleine. On ne peut encore dire que, malgré les aspérités de la route, nous ne nous y acheminons pas.

Par ailleurs, les autorités de la Bourse ne négligent point, en dépit des soucis que leur cause la nullité quasi-complète des transactions, de s'ingénier à préparer l'avenir par de nouvelles introductions à la Cote. Je sais bien que ces initiatives sont critiquées. L'approbation générale serait une surprise. Mais, comme il n'y a plus guère à glaner parmi nos entreprises nationales pour alimenter de larges marchés, il faut bien s'orienter, comme on le fait depuis quelque temps vers les affaires étrangères. Pourquoi celles-ci ne vaudraient-elles pas les nôtres? Je connais toutes les objections habituelles. Je m'en expliquerai volontiers avec les contradicteurs possibles. Depuis un an les capitaux français ont laissé passer, sans s'y intéresser, la hausse des Mines d'or sud-africaines. Je crois qu'ils ont lieu de le regretter. Ils continuent d'ignorer le mouvement qui se porte vers les Mines d'or d'autres régions, comme ceux qui se préparent sur les valeurs de cuivre ou peut-être celles de caoutchouc. Peut-être que s'ils en trouvaient plus aisément à leur portée, ils ne seraient plus toujours au nombre des retardataires auxquels il ne reste plus que les risques.

La Bourse de Londres, quoique un peu moins active qu'il y a deux ou trois mois, maintient sans défaillance ses faveurs aussi bien aux Mines d'or qu'aux valeurs industrielles anglaises qui sont soutenues par le réveil économique du pays. C'est un bon exemple qui reste malheureusement isolé.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 5, rue de Vienne, Paris (8e).